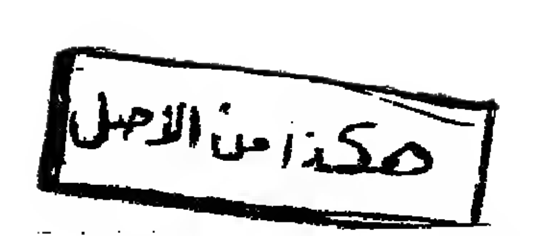


● LES FRONTIÈRES INCONNUES DU CYBERESPACE – Pages 3 à 5

N° 500 - 42e année — NOVEMBRE 1995

LE MONDE diplomatique

NUMERO 500

36 pages - 20 F

Allemagne : 7 DM — Antill./Guyane : 26 F — Autriche : 60,00 ATS — Belgique : 140 FB — Canada : 4,50 $C — Espagne : 475 PTA — États-Unis : 4,25 $US — G.-B. : 2,50 £ — Grèce : 1 000 DR — Italie : 6 500 lires — Luxembourg : 140 FL — Maroc : 28 DH — Portugal (Cont.) : 680 PTE — Réunion : 26 F — Sénégal : 2 200 F CFA — Suisse : 6 FS — Tunisie : 3 200 m

Abonnements : voir tarif page 14

Publication mensuelle - 15, rue Falguière, 75501 Paris Cedex 15

L'Espagne malade

Par IGNACIO RAMONET

IL y a vingt ans, le 20 novembre 1975, mourait à Madrid le général Franco. Après sa victoire dans la guerre civile d'Espagne (1936-1939), il instaura une dictature de caractère fasciste et parvint, grâce au nouvel équilibre mondial né de la guerre froide, à la faire durer jusqu'à sa mort. L'Espagne, qui avait connu depuis le milieu des années 60 un important développement économique, entra alors dans une période qualifiée de « transition démocratique ». Les forces traditionnelles – armée, Eglise, grands propriétaires terriens, etc. – se retrouvèrent sur la défensive.

Tout l'édifice politique mis au point par le vieux dictateur, et destiné à lui succéder, s'effondra en quelques semaines, sans violences. Un peu à la manière de ce qui allait se passer, quinze ans plus tard, avec les régimes vermoulus d'Europe de l'Est. Comme ici d'ailleurs, les nationalismes locaux (catalan, basque, galicien, canarien, etc.) longtemps étouffés par le nationalisme officiel de la Grande Espagne, *« une et indivisible »*, refirent surface avec une vigueur exceptionnelle.

La nouvelle Constitution en tint compte qui établit, dans un esprit fédéral, l'*« Espagne des autonomies »* et conféra à chaque région les moyens politiques de s'autogouverner. L'aboutissement de ce « retour du peuple » se produisit en 1982 avec la victoire, aux élections législatives, du Parti socialiste ouvrier espagnol (PSOE) et de son chef, M. Felipe Gonzalez. Ce succès semblait clore définitivement la parenthèse tragique du franquisme.

Arrivés au pouvoir avec le slogan *« Cent ans d'honnêteté »*, le PSOE et ses jeunes dirigeants portaient les espoirs de tout un peuple. Ils promirent de moderniser l'État, d'augmenter le niveau de vie, de réduire les inégalités, de renforcer la cohésion nationale, et d'en finir avec la corruption, le népotisme et le clientélisme qui s'étaient profondément enracinés dans les mœurs politiques.

Pendant un temps, tout parut leur sourire. Pour réussir leur entrée dans la Communauté européenne, ils adoptèrent d'emblée les thèses libérales en matière d'économie, se soumirent à la férule de l'orthodoxie financière et acceptèrent les pressions des marchés. Le pays, devenu la vitrine du « social-libéralisme », fut admis au sein de l'Europe en 1986 et connut une sorte de « décennie glorieuse ».

Depuis, tout a changé : M. Felipe Gonzalez a perdu successivement les élections européennes de 1994 et les élections municipales de mai dernier ; il a vu disparaître son aura de leader charismatique ; et il est devenu la cible de toutes les critiques. Pourquoi ? Le coût de l'entrée dans l'Europe a été très élevé. Des secteurs entiers de l'économie – pêche, élevage, laiteries, chantiers navals, sidérurgie, charbonnages, etc. – se retrouvent sinistrés. De nombreuses entreprises multinationales ont cessé d'investir et envisagent de délocaliser leurs usines.

Même si les dévaluations (- 30 %) de la peseta en 1993 et 1994 ont eu un effet bénéfique sur les exportations et le tourisme, et si on estime que la reprise de l'économie se confirme (le taux de croissance sera cette année de plus de 3 %) la crise reste violemment ressentie. Environ 22 % de la population active est au chômage, et huit millions d'Espagnols vivent en dessous du seuil de pauvreté (1).

A cela est venu s'ajouter la révélation en cascade d'affaires de corruption, impliquant d'importants dirigeants du PSOE. Tout particulièrement le dossier des GAL, ces « groupes antiterroristes de libération » qui, au cours des années 80, assassinèrent en France une trentaine de militants indépendantistes basques, et dont tout laisse penser qu'ils furent mis sur pied avec l'accord des plus hauts responsables socialistes (2).

Soumis à un harcèlement médiatique formidable (3), lâché par ses alliés catalans de Convergencia i Unio (centre droit), et de plus en plus critiqué au sein de son propre parti, M. Felipe Gonzalez gouverne dans une inimaginable atmosphère de discrédit, de dénigrement et de chahut ; il a dû avancer la date des élections législatives (prévues pour 1997) à mars 1996. Et tout indique que le Parti populaire (droite) de M. José-Maria Aznar les gagnera.



FRANCIS PICABIA. – « La Révolution espagnole » (1937)

Ce parti a entrepris des réformes pour changer sa propre culture politique et se démarquer de l'image atavique de la droite espagnole (cléricale, caciquiste, centralisatrice et autoritaire). Mais il demeure en partie le représentant des nostalgiques du franquisme et suscite, au Pays basque et en Catalogne notamment, une méfiance profonde.

Par ailleurs, rien dans son programme économique – de caractère aussi furieusement néolibéral que celui des socialistes – ne permet d'imaginer qu'ils pourraient sortir l'Espagne de son marasme. Et lui rendre une cohésion nationale que l'affaire des GAL a fortement mise à mal : *« Ce tragique épisode de terrorisme officiel* – écrit Antonio Elorza, professeur de science politique à l'université de Madrid – *a provoqué la fragmentation de la cohésion de l'Etat, le choc est d'une intensité qui dépasse de loin tout ce que le pays a connu depuis l'entrée en vigueur de la Constitution* (4) ».

Comme d'autres pays, l'Espagne, qui préside actuellement l'Union européenne, paie le prix social d'une soumission trop servile aux sacrosaints « critères de convergence » imposés par le traité de Maastricht. Et apparaît comme « l'homme malade » de l'Europe. Cela ne présage rien de bon quand montent à nouveau en son sein les deux nationalismes – centraliste et séparatiste – qui, au cours des deux derniers siècles, se sont à plusieurs reprises affrontés. Pour le plus grand malheur des citoyens.

(1) *The Independent*, Londres, 7 mars 1995, et *Le Monde*, 26 octobre 1994.

(2) *Cf. Le Monde diplomatique*, avril 1995.

(3) Lire le dossier « El Padrino », *Cambio 16*, Madrid, 2 octobre 1995.

(4) *El País*, 17 octobre 1995.

NOUVEAUX RICHES À LA HAVANE

Cuba à l'heure des grandes réformes

Présent à New-York le 22 octobre, à l'occasion du cinquantenaire des Nations unies, et après trente-cinq ans d'absence, M. Fidel Castro a, une fois encore, plaidé la levée de l'injuste embargo américain contre Cuba. Quelques jours auparavant, le sommet ibéro-américain de Bariloche (Argentine) avait exprimé le même souhait, considérant que « seul un geste des États-Unis peut permettre à M. Fidel Castro de poursuivre l'ouverture de son pays ». *Celle-ci est fort importante, sur le plan économique tout au moins. Le capital étranger et l'argent des exilés sont désormais les bienvenus. La loi du 4 septembre 1995 sur les investissements figure parmi les plus libérales du continent. Mais l'ouverture politique reste fort limitée. Et la cohésion sociale commence à voler en éclats. Bref, une seconde révolution a lieu à La Havane qui bouleverse, une nouvelle fois, la vie des Cubains.*

Par notre envoyée spéciale JANETTE HABEL *

CINQ ans de « période spéciale », cinq ans de pénuries extrêmes et de rationnements absolus... La société tout entière s'en retrouve ébranlée. Les souffrances endurées par les gens sont visibles à l'œil nu. Fatigués, harassés, les Cubains paraissent englués dans les kafkaïennes difficultés de la vie quotidienne. Pourtant, derrière l'apparente continuité du discours des autorités, tout – ou presque – a changé.

Les ruptures sociales provoquées par l'ajustement économique deviennent apparentes. Les réformes, critiquées par des observateurs étrangers parce que « trop lentes » ou « trop limitées », ont déjà un impact considérable sur la population. La nouvelle dynamique qu'implique l'insertion du pays dans l'économie mondiale a entraîné des bouleversements majeurs : dans la rue, on distingue maintenant les riches et les pauvres. Dans les *agromercados* (les marchés libres paysans autorisés après la crise de l'été 1994), on trouve de tout (ou presque), mais à des prix en pesos très élevés, souvent inaccessibles au plus grand nombre. La livre de viande coûte 35 pesos (pour un salaire moyen d'environ 180 pesos par mois). Mais les Havanais préfèrent encore cela aux pénuries alimentaires traumatisantes des dernières années.

Le gouvernement a fait état, dans un rapport officiel (1), des souffrances causées par les difficultés alimentaires et sanitaires. Reconnaissant pour la première fois *« le rôle primordial de l'alimentation déficiente et déséquilibrée »* dans l'épidémie de neuropathie qu'avait connue l'île en 1993, le rapport indique la résurgence, depuis 1992, de bébés ayant un poids de naissance inférieur à 2,5 kilos.

(Lire la suite page 26.)

* Chercheur associé au Centre de recherches sur l'Amérique latine et les Caraïbes (CREALC), IEP, Aix-en-Provence, auteur de *Ruptures à Cuba*, Brèche-PEC, Montreuil, 1992.

(1) *Plan nacional de Accion para la nutricion*, République de Cuba, 1994.

DANS CE NUMÉRO :

Subir ?

Comme d'autres pays de l'Union européenne – écrit Ignacio Ramonet – l'Espagne paie le prix social d'une soumission trop servile aux sacrosaints « critères de convergence ».

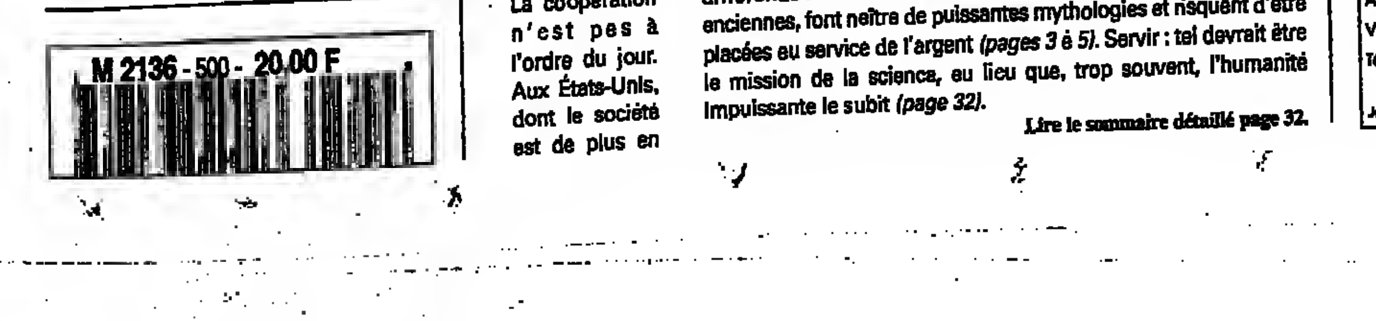
COOPÉRATION ?

Au-delà du « cas » espagnol, se pose plus que jamais le problème de la coopération entre pays riverains de la Méditerranée. Mais l'Union européenne offre-t-elle à ses partenaires d'autres projets que le libre-échangisme *(pages 14 et 15)* ? Si cette perspective ne peut effaroucher un Liban sous influence *(pages 18 et 19)*, elle n'aide en rien à réduire de multiples fractures dont celles de l'Algérie sont les plus sanglantes *(pages 16 et 17)*. La coopération n'est pas à l'ordre du jour. Aux États-Unis, dont la société est de plus en plus dominée par les valeurs de droite *(pages 6 et 7)*, l'heure est aux coupes dans l'aide extérieure et à la recherche d'une totale hégémonie sur le marché des armements *(pages 8 et 9)*. Le Zaïre demeure sous la coupe d'un dictateur corrompu *(page 20)*, les rebelles afghans sont les pions d'intérêts étrangers *(page 22)*. Les Russes se rendent aux urnes dans le brouillard politique *(pages 12 et 13)* ; les Cubains se rendent au capitalisme dans la confusion *(pages 1, 26 et 27)* : les Chinois commencent à se rendre compte qu'il leur sera demain difficile de se nourrir *(page 23)*.

MYTHOLOGIES

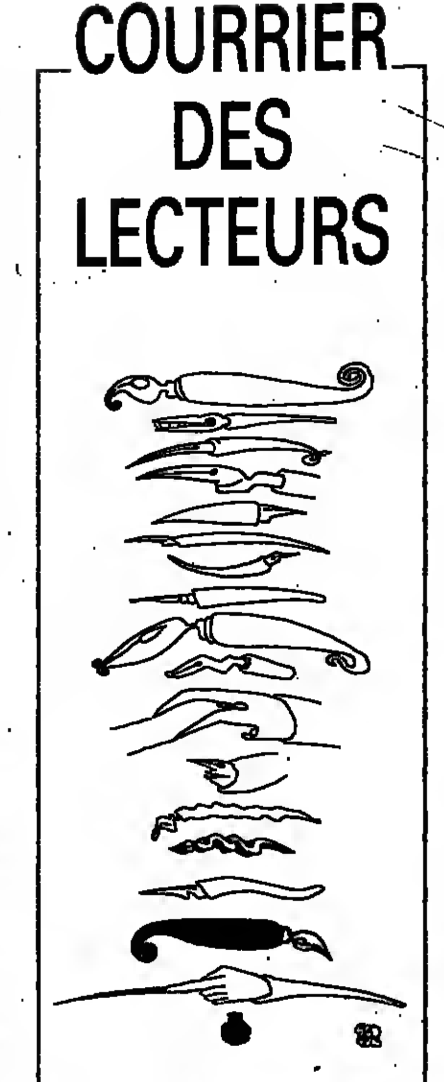
En de multiples endroits, des conflits, le plus souvent civils, déchirent les sociétés *(page 10)*. Que ne s'est-il pas dit pourtant de l'âge de la communication, de l'échange, qui devaient aplanir les différends ! En fait, les nouvelles technologies, comme les anciennes, font naître de puissantes mythologies et risquent d'être placées au service de l'argent *(pages 3 à 5)*. Servir : tel devrait être la mission de la science, au lieu que, trop souvent, l'humanité impuissante le subit *(page 32)*.

Lire le sommaire détaillé page 32.



M 2136 - 500 - 20,00 F

COURRIER DES LECTEURS



« Le naufrage des enfants des rues »

Réagissant à l'article qu'il estime « fort bien documenté » *de Michel Galy (août 1995), le Père François Lefort met en cause une affirmation de l'auteur, pour qui* « critiquer l'institution séculaire des talibés musulmans pourrait conduire à des dangereux retours de bâton pour les ONG très liées à l'Église catholique, ce qui a mis fin à l'expérience du Père Lefort en Mauritanie... » :

Première constatation, l'expérience de Nouakchott n'a pas pris fin, elle a même aujourd'hui d'excellents résultats (...). Comme je l'ai voulu dès le début de cette actinn, il y a dix ans, ce projet est aujourd'hui entièrement mauritanisé, et son directeur est, à ma demande, un fonctionnaire détaché, M. Mnhamed Lemine Ould Seyver. C'est l'essentiel car ces enfants ne doivent pas être élevés comme des petits Français mais comme des Mauritaniens qu'ils sont.

Seconde constatation, plus importante peut-être, je n'ai jamais critiqué les institutions sécolaires de l'islam. Bien au contraire, dès le début de l'actinn pour condamner tout prosélytisme et appliquer notre principe que tout enfant dont nous nous occupons dans le monde doit être élevé dans la religinn de ses parents même s'ils sont morts ou disparus, j'ai insisté pour qu'en Mauritanie le projet embauche plusieurs marabouts réputés pour qu'ils enseignent le Coran aux enfants comme cela se fait dans le reste du quartier (...).

En conclusinn, le plus important est de montrer que l'expérience de Nouakchott est la preuve que, lorsque les pouvoirs publics prennent à bras le corps le douloureux problème des enfants des rues, celui-ci peut être entièrement résoln. A l'hnnneur de la Mauritanie, on peut dire qu'il n'y a plus d'enfants des rues aujourd'hui à Nouakchott, alors qu'il y en a en jusqu'à quatre cents. Plus de 80 % des enfants qui vivaient dans la rue sont en bonne voie de réinsertinn dans la société mauritanienne (...).

Annick et Jean-Jacques Combier, responsables de l'action « Enfants de la rue, Enfants de tous »; à Bamako (Mali), au terme d'une longue analyse sur les petits « talibés » et la polygamie, témoignent de leur optimisme fondamental sur l'avenir de certains de ces jeunes :

(...) Et si l'enfant de la rue est à l'école de la souffrance et de l'endurance, cela ne signifie pas non plus qu'il en soit l'éternelle victime accablée. La vitalité que lui demande cet apprentissage accéléré est un acquis exceptionnel auquel il recourt au quotidien. L'effort d'adaptation qu'il doit fournir dans des conditinns défavorables est intense. Mais, par un effet pervers, il y a encore inadéquation entre le résultat de cette lutte pour intégrer la société et les critères d'assimilation de cette dernière, dont la norme s'accommode mal de la dissemblance. Il y a là une violence inouïe, qui, après avoir détruit silencieusement des milliers d'enfants de la rue, jnuera sans doute le rôle de détonateur dans des révoltes mues par l'énergie du désespoir. On peut imaginer plusieurs scénarios : tous ces laissés-pour-compte, victimes des abus d'une mentalité du profit ignorant la justice, laissant un jour éclater leur rancœur qui s'exacerbe jusqu'à la violence d'une révolution. Ou encore, la désespérance attisant sourdement les braises d'une guérilla, comme cela se vnit déjà dans certaines mégapoles.

« Pour l'intelligence collective »

M. François Montaigu, des Grangettes, réagit vivement à l'article de Pierre Lévy, « Cyberespace et démocratie : Pour l'intelligence collective », *paru dans le numéro d'octobre 1995.*

Les propos de cet auteur sont tout à fait représentatifs d'un certain discours sociologique actuel qui, réduisant au préalable les faits sociaux à des données techniques, n'en propose par conséquent qu'un débat technique.

Pierre Lévy se sime d'emblée dans une conception cybernétique des rapports humains, qui s'imposerait comme axiome et n'est donc jamais discutée. D'après cette conception, l'intelligence individuelle ou collective ne peut apparaître que comme une capacité opératoire. D'ailleurs, l'auteur dévoile sa pensée lorsqu'il écrit : *« Dans le cyberespace, chacun est potentiellement émetteur et récepteur dans un espace qualitativement différencié, non figé, aménagé par les participants, explorable. Ici, on ne rencontre pas les gens principalement par leur nom, leur position géographique ou sociale, mais selon des centres d'intérêt, sur un paysage commun du sens ou du savoir. »*

(...) Ce que mettent en place les tenants de la cybernétique n'est rien de moins qu'un mnnde babélien où tous les hommes parleront le même langage. On sait ce qu'il est advenu de Babel.

(...) Faut-il donc rappeller que la cybernétique vise explicitement un ordre planétaire des choses et des formes de comportement universelles ? En tant que mise en ordre du monde, elle constitue la forme moderne la plus sophistiquée de pouvoir et de domination, parce que rationnellement légitimée. Citoyenneté et démocratie n'ont rien à attendre du cyberespace sinon leur dissolution dans l'anomie d'une pensée et de comportements techniquement légitimés.

« Fallait-il lancer la bombe sur Hiroshima ? »

M. Pierre-Marie Martin, de Toulouse, réagit ainsi à l'article de Kai Bird, « Fallait-il lancer la bombe sur Hiroshima ? » paru dans notre édition du mois d'août :

Ce débat escamote une question qui mérite d'être posée. Que se serait-il passé, à longue échéance, si cet événement n'avait pas eu lieu, si l'on n'avait pas constaté les effets de l'utilisation de l'arme nucléaire ?

Né peu après 1945, je me rappelle l'effroi général en cette période de guerre froide où on craignait le pire, c'est-à-dire l'anéantissement tel qu'on l'avait connu, et qui renvoyait à Hiroshima. Le fait que cela ait eu lieu, au moins une fois, n'a-t-il pas amené les dirigeants des grandes puissances à davantage de retenue lors de crises graves comme celle de Berlin, de la Corée, de Cuba, qui auraient pu déboucher sur un troisième conflit mondial ? En d'autres termes, s'il n'y avait pas eu Hiroshima et Nagasaki, y aurait-il eu Pyongyang, La Havane, Leningrad, Washington ou d'autres noms pour signifier l'horreur ? Je n'entends pas apporter une réponse, mais peut-être ouvrir un débat qui mériterait d'exister.

Colloques et rencontres

• LE CRIDEV FÊTE SES VINT ANS. Né en 1975, le Centre rennais d'information pour le développement et la solidarité entre les peuples organise, entre le 7 et le 14 novembre, un débat, deux soirées cinéma, une soirée spectacle et une exposition de photographies. *(Stéphane Vernay et Sophie Ronco, Cridev, 41, avenue Janvier, 35000 Rennes. – Tél. : (16) 99-30-27-20.)*

• POLITIQUE OE L'IMMIGRATION ET STATUT DES ÉTRANGERS EN FRANCE. A l'initiative du Centre de recherches internationales sur les droits de l'homme, une journée d'études traitera, le 10 novembre, du contrôle des flux migratoires, de la collaboration entre les États, de l'accès à la nationalité française et du droit d'asile. *(Cridhom, Foculté Jeon-Monnet, 54, boulevord Desgranges, 92331 Sceaux. – Tél. : (1) 40-91-17-30.)*

• ASSISES OE LA TRADUCTION LITTÉRAIRE EN ARLES. Pour la douzième édition de cette manifestation, du 10 au 12 novembre, une série de conférences, tables-rondes et ateliers. *(Atlas, Espace Van-Gogh, 13200 Arles. - Tél. : (16) 90-49-72-52.)*

• COMMERCE INTERNATIONAL ET OROITS OE L'HOMME. Sous le patronage du collectif Tiers-Monde, une conférence de Jacques Decornoy à Nîmes, le 14 novembre à 20 h 30. *(Artisans du monde, 21, rue Porte-de-France, 30000 Nîmes. – Tél. : (16) 66-21-83-72.)*

• MONDIALISATION. SOUVERAINETÉS OES ÉTATS ET COOPÉRATION INTERNATIONALE. Le Programme des Nations unies pour le développement, l'Université de Lyon-II et l'Association lyonnaise des Amis de François Perroux proposent une journée de débats sur la maîtrise du processus de globalisation, le 14 novembre à Lyon. *(Bureau européen du PNUD, 11-13, chemin des Anémones, La Châtelaine, 1219 Genève. – Tél. : (19-41-22) 979-95-41.)*

• LE MAROC AU CINÉMA OE 1910 A NOS JOURS. L'association Cinéma arabe et Méditerranée présente, du 15 au 28 novembre à Marseille et à Aix-en-Provence, plusieurs dizaines de films marocains. *(Claire Derouin et Mohamed Zemmouri, 23, rue Vincent Leblanc, 13002 Marseille. – Tél. : (16) 91-56-16-56.)*

• INTERNET95. Le premier salon français aura lieu les 16, 17 et 18 novembre au CNIT de La Défense : expositions, conférences et cybercafé. *(Pressicom, 5-7, boulevard Raspail, 93108 Montreuil Cedex. – Tél. : (1) 49-88-63-63.)*

• LES LANGUES AU TRAVAIL. La Sorbonne accueillera les 17 et 18 novembre un colloque européen sur le thème de la formation linguistique, à l'initiative de l'Association européenne des linguistes et professeurs de langues et du Groupe interacadémique langues. *(Claudine Crinon, GIL, 47, rue des Écoles, 75005 Poris. – Tél. : (1) 40-46-23-17.)*

• OE L'INDÉPENDANCE MAROCAINE À LA TRICONTINENTALE. A l'occasion du trentième anniversaire de la disparition de Mehdi Ben Barka, un colloque est organisé par la revue *Politis* et l'Institut Maghreb-Europe les 17 et 18 novembre, à l'université Paris-VIII *(Marguerite Rollinde, Institut Moghreb-Europe/Université Paris-VIII, 2, rue de lo Liberté, 93526 Saint-Denis Cedex 02. – Tél. : (1) 49-40-68-66.)*

• QUID OE TOUTES LES AMÉRIQUES EN FRANCE ? L'Association des journalistes Amérique latine et Caraïbes (Ajalc) et le Centre d'études du développement en Amérique latine (Cedal) vous invite le 18 novembre, à l'Agora d'Évry. *(Maria Teresa Aquevedo, Cedal-France, 43, ter, rue de la Glacière, 75013 Paris. – Tél. : (1) 43-37-87-14.)*

• LES NOUVELLES TECHNIQUES O'INFORMATION ET OE COMMUNICATION. Au Sénat, le 20 novembre, des débats et des démonstrations. *(Vincent Moisselin, Sénat, Palais du Luxembourg, 75291 Paris Cedex 06. – Tél. : 42-34-30-24.)*

• POUR UNE POLITIQUE OE CIVILISATION. Le 20 novembre, au Fiap-Jean Monnet, 30, rue Cabanis, 75004 Paris, soirée-débat avec Edgar Morin, organisée notamment par Europe 99, le Centre Galilée et *Le Monde diplomatique*. *(Europe 99, tél. : 45-78-34-03.)*

• MÉDIAS ET CONTRÔLE OES ESPRITS. Débat avec Ignacio Ramonet, Serge Halimi, Paul Virilio et François Brune, à l'occasion de la dernière livraison de *Manière de voir*, le 23 novembre à 17 h 30, à la FNAC des Halles. *(Olivia Nico-Langer, Espace Rencontres, Forum des Halles, niveau -1, porte Lescot, Paris-1er. – Tél. : (1) 40-41-40-62.)*

• OE GUTENBERG AUX AUTOROUTES DE L'INFORMATION. Les 24 et 25 novembre, à Rouen, un colloque organisé par l'association Comellia avec la participation, notamment, de Jean Martin, Dominique Wolton et de notre collaborateur Bernard Cassen. *(4, rue du Contrat social, 76 Rouen. – Tél. : 32-10-04-90.)*

• AFRIQUE : ÉGLISE ET CULTURE POLITIQUE. A l'initiative du Centre Sèvres, débat, le 25 novembre, le matin sur le thème « politique et religion en Afrique », l'après-midi sur le « rôle de l'Église catholique ». *(Centre Sèvres, 35 bis, rue de Sèvres, 75006 Paris. – Tél. : 44-39-75-00.)*

• TÉLÉVISION ET POUVOIRS. Le CRAC, scène nationale, prépare à Valence, pour les 8, 9 et 10 décembre, un colloque sur ce thème, avec la participation du *Monde diplomatique*. *(CRAC, 36, boulevard Général-de-Gaulle, 26000 Valence. – Tél. : (16) 75-82-44-10.)*

• UN ESPACE POUR UNE ÉCOLE. Jusqu'au 15 décembre, Aide et action mène campagne pour obtenir des espaces publicitaires gratuits. Son objectif : trouver d'urgence trois mille parrains et marraines afin de permettre la scolarisation de trois mille petites filles d'Afrique, d'Inde et de Haïti. *(Sophie Couturier, Aide et action, 67, boulevard Soult, 75592 Paris Cedex 12. – Tél. : (1) 40-19-70-00.)*

Retrouvez une liste plus détaillée des colloques et rencontres sur le site Internet du Monde diplomatique.

Adresse : http://www.ina.fr/CP/MondeDiplo

LE MONDE DIPLOMATIQUE

Fondateur : Hubert BEUVE-MÉRY
Directeur : Ignacio RAMONET
Rédacteur en chef : Alain GRESH
Rédaction : Christian DE BRIE, Bernard CASSEN, Jacques DECORNOY, Serge HALIMI
Secrétariat de rédaction et conception artistique : Solange BRAND
Documentation : Maria IERARDI
Secrétariat : Joseline CAPRON, Monique SALOMÉ

Anciens directeurs :
François Honti (1954-1972)
Claude Julien (1973-1990)

RÉDACTION
15, rue Falguière
75501 PARIS CEDEX 15
Tél. : 40-65-29-16. Télécopie : 40-65-29-77

Publicité : *Le Monde Publicité S.A.*
133, avenue des Champs-Élysées
75409 Paris Cedex 08
Responsable : Natacha HERCEGOVA
Tél. : 44-43-76-25. Télécopie : 44-43-77-30

Le Monde diplomatique est imprimé sur papier recyclé.

« La troublante ascension de l'Opus Dei »

Suite à l'article de François Normand « La troublante ascension de l'Opus Dei » (Le Monde diplomatique, *septembre 1995), qui avait fait l'objet d'un important courrier dans notre numéro d'octobre, Mme Colette Codaccioni, ministre de la solidarité entre les générations, nous écrit :*

Je tiens à démentir catégoriquement mon appartenance à l'Opus Dei. Je n'ai jamais été ni de près ni de loin avec l'Opus Dei.

Précision

Dans l'article de Claude Julien « Un monde à vau-l'eau » (*Le Monde diplomatique*, septembre 1995, p. 16), les mots « mais il ne leur a pas manqué » ont sauté, dénaturant le début du troisième paragraphe avant la fin de la première colonne. Le texte se lit ainsi :

« Il leur a manqué la compréhension précoce du drame qui se jouait, la prévision exacte de ses conséquences, qui déborderont à coup sûr les lieux actuels des combats. Mais il ne leur a pas manqué l'"hypocrisie" qu'à juste titre dénonce M. Tadeusz Mazowiecki (...). »

Les éditions en langues étrangères du « Monde diplomatique »

Italie. Le journal est traduit, publié et diffusé en supplément mensuel par le quotidien romain *Il Manifesto* (via Tomacelli 146, Rome 00186), dont la diffusion moyenne est de 100 000 exemplaires.

Allemagne. Le journal est traduit, publié et diffusé en supplément mensuel par le quotidien berlinois *die tageszeitung* (Kochstrasse 18, 10969 Berlin), dont la diffusion moyenne est de 70 000 exemplaires.

Suisse. L'hebdomadaire *WochenZeitung* (Luisenstrasse 7, Postfach 8031 Zurich), diffuse en supplément mensuel notre journal en langue allemande à quelque 20 000 exemplaires.

Monde arabe. Une édition trimestrielle en arabe est publiée en Tunisie (Impact, Le Méridien, bureau 344, 50, avenue Habib-Bourguiba, Tunis 1000). Elle tire à 30 000 exemplaires.

Grèce. Il existe en outre une édition en langue grecque de notre trimestriel *Manière de voir* (Editions Dromeas Epe, Ch. Trikoupi 106, Athènes 11472), diffusée à 10 000 exemplaires.

Au total, la diffusion du *Monde diplomatique* (230 000 exemplaires en français) et de ses différentes éditions étrangères est d'environ 450 000 exemplaires.

INFORMATION ET SOLIDARITÉ

Grâce à vous, lecteurs solidaires, nous avons pu abonner depuis janvier 1994, 410 centres de lecture collective, dont 193 en Afrique et au Proche-Orient, 73 en Amérique latine, 105 en Europe de l'Est et dans l'ancienne Union soviétique et 39 en Asie.

Dans les pays du tiers-monde, comme en Europe de l'Est et dans l'ancienne Union soviétique, les difficultés économiques et, souvent, la non-convertibilité des monnaies, interdisent l'accès à l'information et aux journaux étrangers. La circulation des idées, la réflexion sur la démocratie et la justice sociale, les échanges d'expérience sont ainsi freinés. L'absence de moyens est particulièrement criante dans les centres de lecture collective : bibliothèques, universités, instituts de recherche, groupements associatifs et organisations humanitaires.

Pour aider ces organismes à recevoir « Le Monde diplomatique », participez au fonds « Lecteurs solidaires »

[illegible]

Nom : **Prénom :**

Adresse :

Code postal : **Ville :** **Pays :**

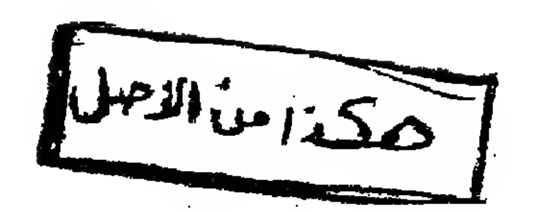
Je verse par : ☐ **chèque bancaire** ☐ **chèque postal la somme de :**

☐ **320 F pour un abonnement en Afrique ou au Proche-Orient.**

☐ **375 F pour un abonnement en Amérique latine ou en Asie.**

ou de ☐ **50 F** ☐ **100 F** ☐ **200 F**
destinés au fonds commun « Lecteurs solidaires »





NOUVELLES UTOPIES, GRANDES INQUIÉTUDES

Les frontières inconnues du cyberespace

Par FRANCIS PISANI *

QUI commande dans le cyberespace ? Quelles sont les bornes et les limites d'Internet ? Où donc est son centre ? Comment repérer le début, le milieu et la fin d'un roman en « hypertexte », lu au moyen d'un ordinateur et fait de fragments entre lesquels le lecteur peut naviguer à son gré ? Ces questions banales que nous avons appris à poser pour connaître « quelque chose » sont-elles encore pertinentes à l'heure de comprendre les logiques à l'œuvre dans le cyberespace ?

La source de la fabuleuse fortune de M. Bill Gates, patron de Microsoft, est une unité qui n'a *« ni couleur, ni taille, ni poids et qui peut voyager à la vitesse de la lumière »*, c'est-à-dire le bit – l'unité d'information – des logiciels qui peuplent les cerveaux de la majorité des ordinateurs. Et, pourtant, l'époque où l'on jugeait de la puissance d'une entreprise en tonnes produites ou d'un pays en « divisions » n'est pas si lointaine. Même les objets ne sont plus ce qu'ils étaient. On a salué la « convergence » entre le téléviseur et l'ordinateur, mais une des différences fondamentales qui distinguent ces deux machines est que la première, lorsqu'elle ne fonctionne pas, peut certes être réparée mais ne peut en aucun cas être modifiée. Alors que la seconde peut évoluer, être améliorée, voir sa puissance augmentée et s'intégrer dans un réseau.

Plus vendus aux États-Unis que les téléviseurs, les ordinateurs semblent déjà moins importants que les modems (*mo*dulateurs-*dém*odulateurs) qui leur permettent de communiquer, par le biais d'une liaison téléphonique, avec d'autres ordinateurs. Les superordinateurs ne sont plus des unités géantes mais des séries de microprocesseurs (du type de ceux qu'on trouve dans de simples ordinateurs de bureau) dotés de mémoire autonome et reliés entre eux. Un tel système, qui permet de faire travailler ensemble machines et logiciels, est extrêmement puissant et ouvert.

Et d'étranges choses peuvent arriver qui évoquent le comportement d'un essaim d'abeilles. Dans son livre *Out of Control-The New Biology of Machines : Social Systems and the Economic World* (1), Kevin Kelly, rédacteur en chef de la revue *Wired*, rappelle que les colonies d'insectes ne sont *« ni une chose, ni un concept, mais un flux continu de processus »*. C'est le point de départ de la vie artificielle, c'est aussi ce qui permettra un jour de mettre au point les *cyborg*, métis d'humains et d'ordinateurs. *« Les machines deviennent biologiques et le biologique devient affaire d'ingénierie »*, affirme Kelly.

Même l'entreprise change, à cause des *« technologies de la coordination »*, estiment Thomas Malone et John Rockart, du Massachusetts Institute of Technology (MIT) (2). C'est dans ce domaine, celui de l'organisation, qu'a lieu la révolution en cours et non pas dans le secteur de la production. Ainsi, les ordinateurs installés dans les boutiques Benetton enregistrent et transmettent, en temps réel, aux usines, les caractéristiques des chandails les plus demandés. La firme



JEAN HÉLION. – « Fenêtre sur la V... » (1983)

Dessiller les yeux

L'EXEMPLAIRE du *Monde diplomatique* que vous avez entre les mains correspond au cinq centième numéro du mensuel fondé il y a quarante et un ans, en mai 1954, par Hubert Beuve-Méry.

Notre journal, dans un contexte médiatique profondément bouleversé par la crise économique et par l'irruption des nouvelles technologies de l'information (*lire les articles pages 3 à 5*), se porte bien ; sa diffusion est en hausse (155 500 exemplaires vendus en moyenne, par mois, à fin septembre 1995, soit + 3 % par rapport à la même période de 1994) ; le nombre de ses abonnés (41 500) croît régulièrement ; ses éditions en langue étrangère, cas unique dans la presse européenne, se développent (aux italienne, suisse, allemande et arabe vient s'ajouter, dès cet automne, une édition espagnole) ; enfin, malgré l'extrême faiblesse de ses recettes publicitaires (elles représentent à peine 3 % de notre chiffre d'affaires), *Le Monde diplomatique* dégage une confortable marge bénéficiaire.

Mais, on le sait, la presse écrite – quotidiens et hebdomadaires surtout – traverse, en France et ailleurs, une fort mauvaise passe. Naguère rare et chère, l'information est désormais surabondante ; et des citoyens ont tendance à considérer qu'elle doit être, par conséquent, gratuite, comme peuvent le laisser croire radio et télévision, qui ont multiplié ces dernières années, de manière spectaculaire, l'offre d'informations.

Sans oublier, bien sûr, les autoroutes de l'information, en particulier la plus célèbre d'entre elles, Internet, ce réseau planétaire qui relie dans le cyberespace les ordinateurs entre eux, permet de consulter des gisements fabuleux de données, et de participer en direct à des forums de discussion. Bien que controversés (*lire l'article d'Asdrad Torres, pages 4 et 5*), Internet et tous les réseaux semblables chamboulent, une fois encore, le monde de l'information, et particulièrement celui de la presse écrite.

COMMENT affronter ces temps nouveaux ? Faut-il imiter ce que font tant de titres à la dérive qui, systématiquement, recourent à deux remèdes affligeants : drastiques modifications de maquette et simplification à outrance de l'analyse ? Certainement pas. Dans nos sociétés complexes, dont le niveau éducationnel moyen s'est indiscutablement élevé, de plus en plus de citoyens réclament une information d'un nouveau type, qui refuse les manichéismes réducteurs, ne s'en tienne pas à l'apparence des choses, et dessille les yeux sur les conformismes dominants.

I. R.

attend le dernier moment pour les teindre et peut adapter sa production au goût changeant de la clientèle. Cela, comme l'a montré dans le secteur automobile Toyota, facilite le développement d'une *« production de masse sur mesure »*, flexible, qui, à son tour, favorise la division des entreprises en unités plus petites.

La sacro-sainte hiérarchie, elle-même, est remise en question au sein de l'entreprise. Elle était naguère omniprésente, *« en partie parce que c'était la façon la plus économique de coordonner un grand nombre de gens »*, rappellent Malone et Rockart. Elle tend maintenant à être dépassée par ce que l'essayiste américain Alvin Toffler appelle les *« adhocraties »*, ces groupes ou réseaux constitués spécialement pour réaliser une missioo précise. C'est la raison pour laquelle la compagnie qui fabrique le logiciel Lotus Notes a été rachetée, le double de soo prix, par IBM en juin dernier. Mieux que ses concurrents, ce logiciel permet de réunir des équipes idéales (*dream team*) de travail pour une tâche spécifique et de courte durée, avec des employés appartenant à des services distincts et qui peuvent opérer dans le cyberespace à partir d'emplacements distants.

En inventant, au XVe siècle, l'imprimerie à lettres métalliques mobiles, pour publier une Bible, Gutenberg a contribué – sans le vouloir – à créer la civilisation du livre en même temps qu'il inventait le premier instrument de production de masse. Henry Ford a su appliquer les principes implicites de cette invention pour produire des automobiles.

Sans le vouloir, les militaires américains qui ont créé Internet pour préserver leurs communications en cas d'attaque nucléaire oot contribué à nous faire basculer dans un autre monde. Uo espace (cyberespace) qui leur échappe et que oous avons du mal à visualiser parce qu'il ne répond pas aux logiques habituelles. Uo exemple concernant les médias : alors que l'information circule traditionnellement de « un » (celui qui tient l'imprimerie ou le canal de télévision) à « plusieurs » (lecteurs ou téléspectateurs), elle tend, sur Internet, à circuler de « plusieurs à plusieurs », entre les usagers.

INVITÉ récemment à se rendre au siège d'un géant de l'informatique, Nicholas Negroponte, directeur du Media Lab du MIT et auteur de *L'Homme numérique* (3), dut soumettre son portable de dernière génération à un contrôle de sécurité et en déclarer la valeur. *« Entre 1 et 2 millions de dollars »*, répondit-il. Sceptique, la jeune gardienne nota qu'il était entré avec un ordinateur de 2 000 dollars. Qui avait raison ?

Les deux, bien sûr. Negroponte estimait la valeur des bits enregistrés sur le disque dur, alors que la jeune femme s'en tenait au prix des atomes de la carcasse. Pour le chercheur, les bouleversements en cours proviennent de ce que *« les bits sont en train de remplacer les atomes »*.

Ces étranges technologies et leur cohorte d'objets merveilleux (ou menaçants) sont sur le point de transformer la vie quotidienne après que la science et la culture ont connu, elles aussi, des révolutions coperniciennes. On ne peut pas saisir l'impact des nouvelles technologies de l'informatioo et de la communication sans un minimum de connaissance de la théorie du chaos et du postmodernisme.

La théorie du chaos tend à lire le désordre comme une informatioo extrêmement complexe plus que comme une absence d'ordre. Elle souligne l'importance de l'imprévisibilité et conduit à une appréheosioo du monde dans laquelle toute « globalisation » (mondialisation) devient hasardeuse.

Dans le domaine culturel, l'épanouissement du courant postmoderne, dont les credos fondamentaux sont l'incrédulité face aux explications globales et la fragmeotatioo implicite dans le désordre, a permis de percevoir *« le rôle constructif que le désordre, la non-linéarité et le bruit jouent dans les systèmes complexes* (5) *»*.

Si l'horloge était uoe métaphore valable pour représenter le monde de Newtoo, il faut maintenant se tourner vers la cascade, l'ouragan ou le World Wide Web (WWW), qui permet de naviguer à l'infini dans Internet. Il fonctionne selon les principes suivants : *connexion* (o'importe quel point peut être connecté à n'importe quel autre) ; *multiplicité* (o'importe quel nœud peut avoir plusieurs dimensions ; *hétérogénéité* (modes, ondes et flux sont infiniment divers) ; *métamorphose* (le réseau est en constante re-élaboration) ; *mobilité* des centres (ils sont plusieurs et ils se déplacent) ; *rupture* (si on interrompt le réseau ou si on bloque le trafic eo o'importe quel point, les flux trouvent de oouveaux chemins) ; *ouverture* (le système o'a pas de limite, il croît et se modifie)... (6).

Le plus difficile face à ces noovelles technologies, c'est moins le fait que les bits y jouent un rôle plus important que les atomes, mais qu'eosemble ils paraisseot danser seloo des figures auxquelles oous oe sommes pas habitués. Les paradigmes changent, comme l'a mootré Igoacio Ramooet (7). Plus qu'une formule heureuse, il s'agit d'une référence précise aux développements de l'histoire des sciences.

Thomas S. Kuhn a influencé l'histoire des sciences en introduisant le rupture, la révolotioo, comme élément constitutif du développement (8). Mais c'est sa seconde contribution qui oous intéresse ici : l'importance donnée à la ootion de paradigme, conçu, au sens large, comme *« un modèle ou un schéma accepté »* par une communauté pour sa capacité à rendre compte du réel.

L'importance des paradigmes tient à ce que, la supériorité d'une théorie sur une autre ne pouvant être démootrée, seule reste la persuasion. Pour qu'elle opère, il faut assez de valeurs communes pour que la plupart des intéressés *« trouvent finalement qu'un ensemble d'arguments est plus décisif* (9) *»*.

LE philosophe français Michel Foucault a insisté, lui aussi, sur l'importance des discontinuités dans l'histoire, et sa démarche semble suivre un chemin parallèle à celle de Kuhn quand il s'attache à mootrer la rupture à l'âge classique et au XIXe siècle. Soo *« archéologie des sciences humaines »* oous permet de mieux préciser comment s'articulent les différents paliers de la connaissance et, notamment, ce qui se trouve caché sous des *« théories scientifiques ou des interprétations de philosophes* (10) *»*.

C'est de là que nous tirons le « regard déjà codé » que nous portons sur le monde.

Les chantres et acteurs de la révolution digitale qui s'expriment dans la revue *Wired* sont coovaincus qu'ils vivent les bouleversements les plus importants de l'histoire de l'humanité depuis *« l'invention du feu »*. Mais ces drôles de fous naviguant dans le cyberespace ne seraient-ils pas eo train de nous faire prendre le virtuel pour une réalité ? Sans aller si loin, il nous faut admettre qoe les changements de paradigmes que oous vivons soot d'une amplitude considérable (11).

Foucault a pu écrire : *« L'ordre sur fond duquel nous pensons n'a pas le même mode d'être que celui des classiques* (12). *»* Nous pouvoos dire aujourd'hui que le désordre sur fond duquel oous pensons et agissons o'a plus le même mode d'être que l'ordre des modernes.

(1) Addison-Wesley, Reading (Ma), 1995.
(2) Leur article « Computers, Networks and the Corporation » a été publié dans le numéro spécial de *Scientific American*, « The Computer in the 21e Century », mars 1995.
(3) Robert Laffont, Paris, 1995.
(4) Jean-François Lyotard, *La Condition postmoderne*, Minuit, Paris, 1979.
(5) Katherine Hayles, *Chaos and Order, Complex Dynamics in Literature and Science*, The University of Chicago Press, 1991.
(6) Cette liste est inspirée des caractéristiques du rhizome données par Gilles Deleuze et Félix Guattari dans *Mille plateaux*, Minuit, Paris, 1980.
(7) *Cf.* « Médias et contrôle des esprits », *Manière de voir*, no 27, et « Un monde sans cap », *Le Monde diplomatique*, octobre 1995.
(8) *La Structure des révolutions scientifiques*, Flammarion, Paris, 1983.
(9) *Id.*, p. 272.
(10) *Les Mots et les Choses*, Gallimard, Paris, 1966, p. 11.
(11) Voici une double liste (ouverte, modifiable, inachevée) de figures que nous pourrions qualifier de topiques de la pensée occidentale traditionnelle et de celles qui tendent à les remplacer. Bien qu'existant depuis longtemps, la plupart des métaphores « nouvelles » étaient négligées. Ce qui change, c'est l'importance qu'on leur donne, la préférence qu'on tend à leur accorder : arbre/rhizome ; atomes/bits ; grille/réseau ; ligne/nœud ; hiérarchie/adhocratie ; uniforme/hétérogène ; fermé/ouvert ; fini/inachevable ; jetable/modifiable ; auteur/autorité ; usager/interactivité ; de un à plusieurs/de plusieurs à plusieurs ; domination/monolinguisme ; traduction/multilinguisme ; localisé/ubiquiste ; le temps qui court/en temps réel ; soit-soit/les deux ; total/fragmenté.
(12) *Op. cit.*, p. 12.

* Journaliste et écrivain.

Industriels solidaires

APRÈS son rachat par Disney, l'une des premières décisions de la chaîne de télévision américaine ABC a été de présenter des excuses à la firme Philip Morris/R.J. Reynolds (1). Le motif ? Un reportage qui avait prétendu que les fabricants de tabac, pour induire un phénomène d'accoutumance chez les fumeurs, ajoutaient délibérément de la nicotine à leurs produits. Déjà exposées devant la Chambre des représentants et reprises par l'administration du président Clinton, les preuves d'une telle affirmation semblaient accablantes. Mais la peur d'un procès coûteux qui aurait mis en cause une société que Disney veut ménager a contraint ABC à une humiliante rétractation publique. Les responsables de l'enquête ont eu beau refuser de s'y associer, le droit de l'information s'est effacé devant la logique d'entreprise.

Ce n'est pas tout. Désireux d'identifier les sources des enquêteurs d'ABC, Philip Morris, dont le souci des libertés publiques est connu – cette société finance les campagnes de M. Jesse Helms, sénateur républicain d'extrême droite (2) –, a demandé à American Express de lui procurer les reçus des cartes de crédit des auteurs du reportage (3). Avec, sans doute, l'espoir de dénicher quelques indices lui permettant d'identifier leurs sources (en l'occurrence un ancien directeur de RJR Nabisco). Lorsque American Express s'est empressé de satisfaire à cette requête (4), nombre de journalistes américains, refusant que leur carte de crédit devienne un nouvel outil de contrôle social, ont cassé le petit carré plastifié qui devait être l'instrument de leur liberté.

S. H.

(1) Ces deux sociétés fabriquent, entre autres, ces marques de cigarettes : Camel, Winston, Gold Coast (R. J. Reynolds), Marlboro, Chesterfield, Merit et Philip Morris (Philip Morris).
(2) Et, rien qu'entre janvier et juillet 1995, pour entraver toute réglementation fédérale de ses produits, Philip Morris Co a versé 729 749 dollars au Parti républicain, sept fois la somme versée par la même société l'année dernière aux deux grands partis américains. Pendant le premier semestre 1995, la contribution de RJR Nabisco au Parti républicain a atteint 286 450 dollars.
(3) Lire *The Wall Street Journal*, 25 février 1995 et *The Nation*, 11 septembre 1995.
(4) Contactés par nos soins, M. Michael O'Neill, vice-président d'American Express, et M. Sean Murray, porte-parole de Philip Morris à Bruxelles, admettent l'existence d'un problème. M. Murray ajoute : *« Je crois me souvenir qu'American Express nous a envoyé ces reçus par erreur. Nous les lui avons retournés aussitôt. »*

« Le Monde diplomatique » sur Internet

Désormais, chaque mois, vous pouvez retrouver *Le Monde diplomatique*, sur un centre serveur multimédia francophone, mis en place par l'Institut national de l'audiovisuel (INA), accessible sur le réseau Internet. Ce centre permet la consultation de tous les numéros du *Monde diplomatique* depuis janvier 1994. Les articles sont disponibles, avec un index par pays, par thème et par nom d'auteur. Sur Internet vous trouverez également le sommaire du numéro du mois en cours ainsi que plusieurs rubriques « étendues » par rapport à la version papier : une liste détaillée des manifestations organisées par *Le Monde diplomatique* ; le sommaire de plusieurs dizaines de revues françaises et étrangères.

Adresse : http://www.ina.fr/CP/MondeDiplo

NOUVELLES UTOPIES,

Faut-il brûler

Nouvelle utopie, nouveaux croisés : Internet et les technologies de la communication font resurgir l'idéologie euphorique qui a accompagné chacune des grandes découvertes. Mais les rapports de forces sociaux, parce qu'ils ne sont pas solubles dans la fibre optique, continuent de façonner notre modernité.

Par ASDRAD TORRES *

CERTAINS voient dans Internet un projet porteur d'espérance face à l'argeot roi, au pouvoir des firmes et au contrôle social. Son utilisation par de onmbreoses assnciatinos progressistes (1) est un exemple souvent cité. Ce réseau internatinoal n'a-t-il pas servi à dénoncer l'exécution programmée du journaliste américain Mumia Abu-Jamal nu les exactions de l'armée mexicaine au Chiapas ?

Mais les conglomérats multimédias, qui menacent de vider de tout conteou progressiste les autoroutes de l'information, font une entrée en force sur Interoet. Nnmbre d'autrcs marchands n'attendent que la sécurisation du paiement électronique pour s'engager pleinement sur le réseau. Les plus hardis y nnt déjà pris pied. Nourrissant chez certains la crainte d'une « dénaturation » d'Internet, sa composante commerciale croît désormais plus vite que le onyau originel.

En tant que oorme de communication, Internet est célébré pnur son orientatinn démocratique et égalitaire. Aucune distinction n'y est faite entre un « serveur » délivrant des informations et un « terminal » à partir duquel un usager les consulte. Une telle particularité frappe l'utilisateur du Minitel (où la séparation est totale). Sur Internet, tout consommateur est potentiellement producteur (et vice versa). Cependant, la neutralité de la norme est loin de fonder une quelcooque égalité sociale eo matière de communication.

Comme l'explique M. John Barlow, un « internaute » averti, statistiques à l'appui : *« Il n'y o pas de grande diversité humaine dans le cyberespace, qui est habité par des hommes de moins de cinquante ans disposant en abondance de temps d'accès à des ordinateurs, très habiles sur des claviers, aux opinions bien ancrées, et d'une épouvantable timidité dans les contacts directs, surtout ovec des personnes du sexe opposé* (2). » Avec des sociétés de plus en plus fracturées, la vraisemblance d'un accès universel à Internet ne dépasse guère le cercle des « connectés ». Dans un pays comme la France, les milliers de francs nécessaires à l'achat d'un matériel informatique excluent encore des millions de personnes.

* Professeur associé au département des sciences de l'information et de la communication, université Rennes-II.



KAI BORNHOFT

A LA DISPOSITION DU PUBLIC DANS UN MUSÉE DE SAN FRANCISCO
« Faire de l'interactif et du convivial »

La baisse des prix, souveot qualifiée de vertiginense, oe résout rieo puisqu'elle est considérablement amortie par les politiques commerciales et éditoriales : *« Pour faire de l'interactif et du convivial, il faut en effet des appareils de plus en plus puissants »*, expliquait ainsi nn responsable du secteur micro-informatique de la firme de distribution Carrefnur, lors de la sortie d'un ordinateur multimédia « grand public » au tarif de 26 000 francs ! *« Sans même parler des particuliers*, constate un expert qui milite pour la diffusino d'Internet, *l'ouverture d'un serveur Internet* [Web] *n'est pas à la portée de la première association venue. L'investissement en matériel informatique et télécoms est un premier obstacle de taille. Puis, très vite, la facture de télécommunications d'une ligne permanente devient lourde pour de petits budgets. De plus, quoi qu'on en dise, les compétences techniques nécessaires restent élevées et rares, ce qui fixe des limites au bénévolat. Dans le monde associatif, l'une des priorités est de former des formateurs.* »

Uoe fnis cette barrière franchie, la présence d'une expression – originale ou non – est, comme sur tout réseau, vaine sans un minimum d'audience. Or, la bataille pour la visibilité est déjà engagée entre offreurs de services commercianx. Les uns passent des accords pour se référencer mutuellement sur leur serveurs respectifs. D'antres, forts d'une réputation naissante, monnayent le droit d'apparaître sur les placards publicitaires électroniques. En l'absence d'annuaire « officiel », le contrôle des répertoires devient un enjeu capital. L'absorption du Global Network Nnvigator, l'un des plus célèbres répertoires d'Internet, par America Online, un prestataire de téléservices ayant pignon sur rue mais arrivé récemment sur le réseau, en est une parfaite illustration. Cette réalité malmène quelque peu l'idée d'un Internet antorégulé démocratiquement, assurant par-delà les puissances financières le succès des meilleurs services.

L'égalitarisme naturel d'Internet est une idée qui s'appuie autant sur la myopie que sur la foi en un déterminisme technnlogique *(lire ci-dessous l'article d'Armand Mattelart)*. La plasticité des techonlngies de l'information devrait pourtant inciter à la prudence.

Les modes de communication entre individus ne se résument jamais à la transposition mécanique des propriétés techniques des notils de médiatinn. Ainsi, le système télématique français, quoique construit selon un modèle hiérarchique, a provoqué la flambée d'une forme de communication transversale : les messageries roses, Et, dans le même ordre de « contre-emplnis », la conception égalitaire d'Internet n'empêche pas un développement des comportements asymétriques de pure consommation, qu'accélère la banalisation du réseau.

« Communautés virtuelles »

LES groupes informels de discussion (nu oews) anxquels Internet a donné naissance sont fréquemment assimilés à une forme ultime de la démocratie. Ils représentent des centaines de « lieux » de débat auxquels tout individu ayant accès au résean peut participer sans la moindre formalité. La variété des sojets abordés reflète l'extrême diversité des centres d'intérêt. Les conditions du pluralisme et de la liberté d'expressioo seraient ainsi effectivement réunies.

Mais les groupes de news ne sont pas des forums, où la contradictioo est portée librement. Ils fonctionnent comme des espaces privés nuverts, nù la participatioo suppose l'adhésioo aux règles que s'est données le groupe fondateur. C'est ainsi qu'un groupe de discussinn sur la pénalisatino de l'avortement sera implicitement interdit aux partisans du droit de choisir. De nombreux groupes de discussion sont d'ailleurs « épurés » des interventions jugées inopportunes par un « modérateur », souvent bien inteotionné mais tout-puissant. Les limitations de l'expression contradictoire suscitent une profusion d'espaces cloisonnés, mnntrant à l'envi que la multiplicatioo o'est pas la panacée du pluralisme (3).

À défaut de constituer un modèle de démocratie, les news exploreraient de nouvelles dimensions de la communication susceptibles d'étendre demain le champ de la liberté d'expression à des « communantés virtuelles ». Certes, les news permettent à des groupes communantaires partageant des référents de s'affranchir des distances et des temps qni rendaient leur rencontre improbable. Mais la création de cybercommunantés dans un espace décorrélé du monde réel reste illusoire. M. John Barlow note : *« En 1987, j'ai entendu parler d'un « lieu » que je pourrais visiter sans quitter le Wyoming. A l'intérieur du WELL* [Whnle Earth 'Lectronic Link], *il me semblait y avoir presque tout ce qu'on peut trouver en allant dans une petite ville* (...). *Depuis cette époque, mon enthousiasme pour la virtualité s'est refroidi. En fait, sauf si l'on compte l'interaction avec ceux avec lesquels j'échange du courrier électronique, je ne consacre plus guère de temps à m'engager dans des communautés virtuelles. La plupart des retombées à court terme que j'en attendais semblent rester aussi éloignées dans le futur qu'elles l'étaient lorsque je me suis connecté pour la première fois. »*

(1) Carlos-Aberto Afonso, « Au service de la société civile », et Roberto Bissio, « Cyberespace et démocratie », *Le Monde diplomatique*, juillet 1994.

(2) John Perry Barlow, « Howdy Neighbours », *The Guardian*, 25 juillet 1995.

(3) Lire Andrew L. Shapiro, « Street Corners in Cyberspace », *The Nation*, New York, 3 juillet 1995.

Une éternelle promesse : les

Par ARMAND MATTELART *

L'EFFONDREMENT récent de grandes utopies politiques conduit uo certain nombre de penseurs à proposer la communication comme une snrte d'utnpie de remplacement, seule capable de créer entre les hommes ce lien qui fnode les communautés et permet la cohésinn sociale. Il s'agirait d'un véritable antidote contre les poisons de la désorganisatioo et du chaos qui menacent nos sociétés. À cet égard, les oouvelles technologies exciteot tout particulièremeot les imagioations ; beancoup vnient dans le multimédia et les réseaux interactifs de type Internet les bases d'une cybersociété plus cnoviviale, plus solidaire et plus démocratique. Les classes sociales seraient effacées, les affrontements disparaîtraient.

Une telle attitude o'est pas nouvelle. Elle se retroove chaque fois que les communicatinns (aussi bien les transports que la transmissioo de signes) not connu des saots techoologiques majeurs.

Ainsi, très tôt, dès le début du XIXᵉ siècle, la communicatioo avait été promue garante d'une démocratie rénovée eo même temps que remède cootre la crise écnonmique. Traversant les âges de la vapeur, de l'électricité, des ondes, de l'image animée et de la télématique, cette même idée n'a cessé de se rennuveler au gré des géoérations techniques.

La première trace d'un discours prophétique, utopique, s'appuyant sur la transmissinn à loogue distance date de la fin do XVIIIᵉ siècle. À l'occasion de l'installatioo, en 1793, du télégraphe optique reliant Lille à Paris, les spéculations se déchaînèrent sur les possibles usages civils de l'inventioo des frères Chappe, des penseurs révolutinnnaires estimant qu'il suffirait de multiplier les lignes et de libérer leur langage codé pour permettre à *« tous les citoyens de la France de se communiquer leurs informations et leurs volontés »*. Seraient ainsi reproduites, à l'échelle de tout le territoire national, les conditions de l'agora grecque et, du même conp, vnlerait en éclats l'objectinn de Jean-Jacques Rnusseau cnntre la possibilité des *« grandes républiques démocratiques »*. On sait ce qu'il est advenu de ces espoirs de démocratie par le biais du sémaphore. Le régime d'exceptino qui lui avait assigné une fonctinn militaire et avait décrété l'embargn sur les codes devint la règle. Il fallut attendre une quinzaine d'années après l'inventinn du télégraphe électrique (1837) pour que l'usage de ce mnyeo par le pöblic commence à être, timidement, autorisé.

Pendaot la première mnitié du XIXᵉ siècle, la pensée utopiste cnmpense cet ostracisme à l'égard de l'expressinn citoyenne en conférant aux techniques de cnmmunication un rôle essentiel dans l'édificatinn de la Cité communautaire. Devançant l'implantatinn du télégraphe électrique, Charles Fourier fait du langage des signaux la hase de l'*« unité universelle »* et inveote la *« transmission miragique »* qui, relayée par la planète Mercure, met en correspondance Londres et l'Inde en moins de quatre heures.

« Enlacer l'univers » ; « Tout par lo vapeur et l'électricité » : ce sont les mots d'ordre des disciples de Claude-Henri de Saint-Simon (1760-1825). Adam Smith avait ancré sa *« république économique universelle »* dans l'individualisme et la libre concurrence sur uo marché et un atelier uniques régentés par la divisinn internationale du travail. À cette visioo écooomiste du monde, qu'il accuse de creuser l'écart eotre riches et pauvres, Saint-Simoo avait opposé l'utopie de l'*« Association universelle sous le point de vue de l'industrie »*, l'exploitation du globe terrestre par les *« hommes associés »*, travaillant, sous nne impolsion commune, à l'accomplissement d'un but commun. La planète doit être *« administrée »* par les industriels comme une *« grande société d'industrie »* et nnn plus *« gouvernée »* par un État tutélaire. Cet axinme fnnde le *« savoir positif »* sur la gestion des hommes qui doit aider à enrayer la crise du *« savoir négatif »* des Lumières et de ses dérives révnlutionnaires. Légitime lnrsqu'il s'agissait de saper l'nrdre ancien, l'attitude critique est devenue contre-productive pour créer un nouvel ordre social et assurer le *« passoge du système féodal et théologique au système industriel* et *scientifique »*. Dans cette doctrine gestinnnaire de sortie de crise, les *« réseaux spirituels »* ou de crédit et les *« réseaux matériels »* nu de cnmmunicatinn nnt une fnnction organisatrice de ce grand corps qo'est l'organisme social.

En 1832, sept ans après la mort de Saint-Simnn, Michel Chevalier, cardioal de l'Église saint-simooienne, adhère à une cnnception déterministe des réseanx de la *« civilisation circulante »*. Le rail et la locnmotive sont pourtant eocore loin d'avoir révélé leur potentiel de structuratino des espaces. Deux ans auparavant, l'Angleterre a posé la première ligne de chemin de fer digne de ce oom. Les autorités françaises, elles, en sont toujnurs à supputer les mérites de cette invention. Ce n'est qu'en 1842 que sera votée, à Paris, la lni fnndatrice de la politique de construction du résean ferré national. Qu'à cela ne tienne, Chevalier se veut visionnaire.

Les réseaux ferrés, en articulation avec les lignes maritimes et la commnnicatinn à lnngue distance, seront, pense-t-il, les vecteurs de l'Association universelle. Une association qui doit débuter par la formation d'un *« Système méditerranéen »* et dont les ingénieurs et nuvriers viendront de la reconversion de l'armée aux tâches civiles. Viatique de remplacement de la religion (du latin *religore*, relier), la communication a, cnmme elle, pour fnnction de *« relier »* les membres disjoints d'une communauté enfouie et de tirer de leur torpeur les civilisations assoupies, de la Grèce à l'Asie Mineure, de l'Espagne à la Russie.

À propos de cette dernière, Michel Chevalier prophétise : *« Tout sommeille chez les habitants de ce pays* (...), *semblables aux mollusques dont la coquille est fixée à un rocher. Dans l'ordre politique, le moyen le plus efficace de les réveiller de leur somnolence consistera à placer près d'eux les exemples d'un mouvement extraordinaire, à les exciter par le spectacle d'une prodigieuse vélocité, et à les inviter à suivre le courant qui circulero à leur porte* (1). » La questinn de la démocratie, dont Chevalier fait une variable dépendante du développement industriel, est lnin d'être an centre de son souci d'aménagement de la planète. Mais cela ne l'empêche pas d'entonner une antienne : la communication réduit les distances non seulement d'un point à un autre, mais encore d'une classe sociale à une autre. Améliorer les communications, c'est donc nécessairement *« faire de l'égalité* et *de la démocratie »*.

Dissoute l'Église saint-simonienne, le saint-simonisme exprime une pensée managériale avant la lettre et symbolise l'esprit d'entreprise de la seconde moitié du XIXᵉ siècle. L'idéologie rédemptrice des réseaux, créateurs du lien universel, légitime le pnsitivisme gestionnaire. Les nouveaux entrepreneurs de l'industrialisme jettent les bases de l'espace réticulaire international en créant des compagnies de chemin de fer et de lignes maritimes, en fondant des établissements de crédit et en perçant les canaux interocéaniques.

Par ailleurs, fidèles à l'aspiration vers une société plus juste entrevue originairement par Saint-Simon, les tenants saiot-simnniens du sncialisme se détournent de cette vision techniciste du réseau comme déterminant une nouvelle société. Partisans du *« cosmopolitisme démocratique »* et précurseurs de l'internationalisme, ils fondent tous leurs espoirs pour *« enlacer l'univers »* sur les agents de la snlidarité des nations et des individus que sont les réseanx sociaux. Cette tension entre deux conceptions du rôle structurant du réseau va être un trait récurrent de l'histoire de la pensée communicationnelle.

Un médium contribue à la formation de l'imaginaire communicationnel de la seconde moitié dn XIXᵉ siècle : les grandes Expnsitinns universelles. Expositions et inventions techniques s'épaulent pour propager la rhétorique de la paix et de la communion des peuples. Fort symboliquement, la première Exposition, qui se tient au Crystal Palace de Londres en 1851, inaugure le premier câble télégraphique sous-marin, le transmanche ; celle qui ferme le siècle, à Paris, en 1899, voit le triomphe du cinéma.

« DANS LA LUNE »
Dessin de SIRONI (1915)



* Professeur à l'université Rennes-II : auteur, entre autres, de *La Communication-monde*, La Découverte, Paris, 1992 ; *L'Invention de la communication*, La Découverte, 1994 ; et, en collaboration avec Michèle Mattelart, *Histoire des théories de la communication*, La Découverte, 1995.

(1) Michel Chevalier, *Le Système méditerranéen*, Le Globe, Paris, 1832.

GRANDES INQUIÉTUDES

Internet ?

D'après Noam Chomsky, le fonctionnement de l'institution Internet conserve la marque des origines du réseau : *« Pour l'essentiel, un monopole de secteurs relativement privilégiés, de personnes ayant accès à des ordinateurs dans des universités. »* Conviendrait-il d'y ajouter ce que M. Christian Huitema, président de l'Internet Architecture Board (IAB), appelle *« l'esprit Internet, hérité des idées libertaires des chercheurs qui, dans les années 60, ont développé ce réseau de réseaux* (4). » Si cet esprit existe, il semble enfermé dans sa propre contemplation, au point d'occulter les conditions qui ont présidé à sa genèse et à son développement. Tout se passe en effet comme si la « pensée Internet » était réfractaire à l'idée que le réseau est un bien commun à l'ensemble de la société qui a travaillé pour le financer, et pas seulement la propriété de l'élite qui l'a élaboré.

La « pensée Internet » se montre également réfractaire à l'idée qu'une foule de nouveaux arrivants influe sur les normes fixées par le noyau originel. *« Il y a des tas de règles de bonne conduite plus ou moins formelles dans les « news groups ». Un utilisateur qui ne les respecte pas s'expose à recevoir des milliers de lettres d'« internautes » qui essayent de refaire son éducation* (5). » *« Refaire son éducation »*, la formule traduit l'état d'esprit des gardiens d'une certaine orthodoxie. Une fois intégré dans la communauté, *« on considère que tous les utilisateurs ont les mêmes droits »*, proclame M. Christian Huitema. Pourtant, lorsque vient le moment de décider, certains semblent être plus égaux que d'autres. *« Comme toute société anarchiste,* précise-t-il, *l'Internet a dégagé une aristocratie constituée par ceux qui ont le plus apporté au réseau. Mais nous rejetons les rois, les présidents, et aussi les votes car cela pourrait produire des décisions arbitraires. »* Ces principes de reproduction et de légitimation d'un système mandarinal rappellent combien certains concepts fondateurs d'Internet sont étrangers aux valeurs démocratiques.

L'ambiguïté idéologique n'est pas l'exclusivité des instances officielles. Dans la nébuleuse Internet, l'Electronic Frontier Foundation (EFF) (6) s'est battue pour l'extension aux réseaux électroniques des garanties constitutionnelles américaines prévues pour l'écrit (premier amendement) ; elle s'est aussi distinguée en dénonçant certaines pratiques fédérales et en défendant les victimes de restrictions à la liberté de communiquer. Pourtant, cette association qui affiche des positions plutôt radicales voit une grande partie de ses travaux financée par des sociétés telles AT&T, MCI, Bell Atlantic, IBM, Sun Microsystems, Apple ou Microsoft. L'explication courante souligne une convergence d'intérêts : tout obstacle à la liberté de communiquer freinerait également le développement des marchés de ces sociétés. Mais si des firmes qui n'ont pas bâti leur réputation sur la défense de la libre expression – en général comme en leur sein – peuvent adhérer au combat d'EFF, c'est que la « liberté de communiquer » que défend cette fondation s'arrête à la porte des entreprises.

D'ailleurs, lorsque l'EFF demande aux pays du G7 d'adopter comme principe fondamental la protection de la libre circulation des informations sur les réseaux électroniques, elle n'établit aucune distinction entre firmes et individus. Manque d'imagination, naïveté ou autocensure ? Peu importe aux lobbies industriels. La déclaration que trois d'entre eux – auxquels émarge l'EFF – ont adressée au même G7 ne s'encombre pas de fausse pudeur : *« Les lois sur la protection des données de certains pays interdisent ou restreignent la transmission d'informations personnelles à travers les frontières. Néanmoins, pourvu que les garde-fous nécessaires soient en place, les restrictions au nom de la protection de la vie privée ne doivent pas permettre d'empêcher le droit aux affaires* (legitimate business) *de s'exercer par des moyens électroniques à l'intérieur comme à travers les frontières* (7). »

Le champ est alors libre pour une offensive idéologique qui vise à parer les entreprises des atours d'une citoyenneté jusqu'ici réservée aux personnes. D'ailleurs, face à un État aux visées liberticides, entreprises et citoyens ne partagent-ils pas des objectifs communs ? On arrive ici aux marges d'un discours anarcho-libéral. Et bien des idées qui flottent dans l'« esprit Internet » sont suffisamment floues pour être parfaitement réversibles. La droite américaine, qui l'a parfaitement compris, se fait fort de les cimenter.

« Moins d'État, plus de libertés », tel est ainsi l'un des mots d'ordre du Cato Institute, une des « boîtes à idées » *(think tank)* alimentant la réflexion politique aux États-Unis (8). Mariant des points de vue ouverts sur les questions de société et un ultralibéralisme ravageur sur les questions économiques, cet institut de recherche navigue tout à son aise dans les eaux de l'esprit Internet. Il reprend la revendication de l'EFF d'étendre le premier amendement à tous les moyens de communication, mais en la replaçant dans la perspective d'une déréglementation totale.

Quant à garantir « l'accès de tous », la myopie de certains « internautes » fait ici place à un discours construit. À l'administration démocrate, qui invoque la nécessité d'une réglementation pour assurer un minimum d'égalité, le Cato Institute réplique : *« Le vice-président Gore a réclamé un « accès garanti » aux services, signifiant que les fournisseurs seront obligés d'offrir des services gratuits à certains clients. Dans les faits, les individus ont déjà un accès garanti à n'importe quel service disponible sur le marché tant qu'ils paient pour l'obtenir* (9) »...

Pour le Cato Institute, il conviendrait de substituer le droit commercial ordinaire à toutes les dispositions réglementant la communication. L'idée a été reprise au vol par un autre *think tank*, la Progress and Freedom Foundation (PFF) – proche de M. Newton Gingrich, président de la Chambre des représentants – qui réclame la dissolution de la Federal Communications Commission (un organisme qui correspondrait en France à la fois au Conseil supérieur de l'audiovisuel et à la direction générale des postes et télécommunications).

« Un peu de matériel informatique et beaucoup de déréglementation », les générations futures n'auraient bientôt plus qu'à s'inspirer du héros de cyberwestern célébré par les théoriciens de la PFF : *« Le pirate informatique* (hacker) *a ignoré toutes les pressions sociales et violé toutes les règles afin de développer des compétences grâce à l'exposition précoce et intense à une informatique omniprésente et bon marché* (10). » Les mêmes auteurs ultralibéraux qualifient les écoles d'*« institutions de masse »* héritées d'une ère industrielle révolue. La glorification du pirate, *« vital pour la croissance économique et la domination commerciale »*, n'annonce donc pas un appel général à l'insubordination, mais plutôt des choix de politique éducative assez inquiétants.

Faut-il pour autant brûler Internet ? La question paraîtra simplement déplacée aux milliers d'utilisateurs qui, sur Internet comme ailleurs, défendent les libertés démocratiques au quotidien. Comme le résume l'universitaire Jon Wiener, *« Internet rend disponibles d'immenses ressources d'informations à une échelle sans précédent. Il facilite les communications directes, ce qui pourrait renforcer la démocratie. C'est aussi un plaisir. Mais ce n'est pas un nouveau monde de liberté, significativement différent du nôtre, en termes de liberté de parole et de censure, de calomnie et de diffamation, de hiérarchies sociale et sexuelle, sans mentionner la publicité et le commerce* (...). *La réalité virtuelle ne s'est pas affranchie des limites de la* vie *réelle* (11). » On peut regretter qu'Internet soit le reflet de nos sociétés inégalitaires, déplorer que des débats de cette fin de siècle impriment leur marque sur les idées qui le traversent bien plus que le contraire. Mais on peut aussi s'en féliciter, car son immersion dans le monde réel signifie que le corps social a prise sur lui.

ASDRAD TORRES.

KUNSTMUSEUM, BERNE

PAUL KLEE. – « Intentions » (1938)

(4) Christian Huitema, « Un Français à la tête d'Internet », *Internet Reporter*, mai 1995.

(5) *Ibid.*

(6) Créée par MM. J. P. Barlow et Mitch Kapor, cofondateur multimillionnaire de la société de développement de logiciel Lotus. Lire Yves Eudes, « L'odyssée des pirates dans la jungle Internet », *Le Monde diplomatique*, juin 1995.

(7) Eurobit-ITI-Jeida, *Global Information Infrastructure, Tripartite Preparatory Meeting*, 26/27 janvier 1995.

(8) Lire Serge Halimi, « Les boîtes à idées » de la droite américaine », *Le Monde diplomatique*, mai 1995.

(9) *The Cato Handbook for Congress*, Cato Institute, Washington, 1995.

(10) Esther Dyson, George Gilder, George Keyworth et Alvin Toffler, *The Cyberspace and the American Dream : A Magna Carta for the Knowledge Age*, Progress for Freedom Foundation, Washington, 22 août 1994.

(11) Jon Wiener, « Free Speech on The Internet », *The Nation*, 13 juin 1994.

paradis de la communication

Le film fait entrer la mythologie de la communication universelle dans l'ère de l'image, qui devient un autre des symboles de la fin des inégalités entre les classes, les groupes et les nations. *« Les images animées,* écrivait le romancier américain Jack London, *abattent les barrières de la pauvreté et de l'environnement qui barraient les routes menant à l'éducation, et distribuent le savoir dans un langage que tout le monde peut comprendre. Le travailleur au pauvre vocabulaire est l'égal du savant... L'éducation universelle, c'est le message... Le temps et la distance ont été annihilés par le film magique pour rapprocher les peuples du monde... Regardez, frappé d'horreur, les scènes de guerre, et vous devenez un avocat de la paix... Par ce moyen magique, les extrêmes de la société se rapprochent d'un pas dans l'inévitable rééquilibrage de la condition humaine* (2). »

Mythe égalitariste

AVANT même ses applications industrielles et domestiques, l'énergie électrique a nourri les imaginaires de la communication. En 1852, un ouvrage de langue anglaise, *The Silent Revolution*, envisageait l'harmonie sociale de l'humanité sur la base d'un *« réseau parfait de filaments électriques »*. À la fin du siècle, l'anarchiste et géographe russe Pierre Kropotkine et le sociologue écossais Patrick Geddes, critiques acerbes des effets déprédateurs de l'industrialisme, font de l'électricité le départ de l'ère néotechnique.

Secouant les lourdeurs de l'ère paléotechnique, caractérisée par la mécanique, les concentrations et les empires, cette nouvelle étape de l'histoire de l'humanité va faire émerger une société horizontale et transparente. Seul le modèle industrialiste, estiment-ils, a pu empêcher le développement des potentialités libératrices de l'électricité. Déconcentration et décentralisation : la nouvelle énergie ouvre l'âge de la réconciliation entre la ville et la campagne, le travail et le loisir, le cerveau et les mains. Contribuant à la réflexion sur l'aménagement régional, ce mouvement de pensée influencera longtemps les utopies de l'urbanisme.

Les premiers écrits de Lewis Mumford, historien américain des techniques et des villes, s'inscrivent en filiation avec ce mouvement de pensée critique marqué par le déterminisme technique ; il estime qu'il suffit de libérer les forces contenues d'une technique brimée par un mode de développement pour faire advenir une autre société. Dès 1934, Mumford voit dans les réseaux de radiodiffusion le moyen de renouer avec l'agora des plus petites cités de la Grèce antique. Une vingtaine d'années plus tard, Marshall McLuhan assure le relais. Assumant, dans ses premières œuvres, la critique contre le modèle industrialiste, il s'éloigne toutefois progressivement de cette position négative. À la fin des années 60, il décrète l'avènement *hic et nunc* du « village global » *via* le lien cathodique (3).

Les progrès de la filière informatique marquent une transition décisive dans les représentations utopiques. Dès 1948, le savant américain Norbert Wiener pronostique la naissance de la *« société de l'information »*. Insistant sur l'idée de la circulation de l'information comme condition nécessaire à l'exercice de la démocratie, il entrevoit la possibilité d'une société capable d'éviter la répétition de la barbarie du conflit qui vient de s'achever. Mais Wiener met en garde contre les dangers qui menacent l'accomplissement de cet idéal de transparence de la société. Ces analyses du père de la cybernétique constitueront une réserve inépuisable d'arguments, à la fois, pour ou contre la *« société de l'information »* (4).

Décennie du choc pétrolier, les années 70 voient s'installer les représentations utopiques de la communication et de l'information au centre des discours étatiques sur les stratégies de sortie de crise politique et économique. Le rapport officiel que rédigent en 1978, à l'adresse du président français Valéry Giscard d'Estaing, Simon Nora et Alain Minc sur l'*« informatisation de la société »* est exemplaire. Pour juguler une crise qu'ils n'hésitent pas à caractériser comme une crise de civilisation, ils font appel aux vertus décentralisatrices des réseaux télématiques. *« La palabre informatisée et ses codes,* écrivent-ils, *doivent recréer une agora informationnelle,* élargie *aux dimensions de la nation moderne* (5). »

Avec les « autoroutes de l'information » de cette fin de siècle, le globe est reparti pour un nouveau tour sur le carrousel des utopies. En 1994, le discours du vice-président des États-Unis, M. Albert Gore, justifiant devant un parterre d'experts de l'Union internationale des télécommunications à Buenos Aires le projet des *« infrastructures de l'ère globale »* du troisième millénaire au nom de la lutte pour l'abolition des grands déséquilibres sociaux sur la planète a mis au goût du jour high-tech une mythologie aussi ancienne que l'idée de modernité, et l'idéal de l'introuvable *« société de la transparence »*.

La reproduction cyclique du discours sur les vertus thaumaturgiques de la communication en cache une autre, celle de la Realpolitik des luttes pour le contrôle des dispositifs communicationnels, l'hégémonie sur les normes et les systèmes. À l'aube de l'ère néotechnique, en 1881, se tenait à Paris la première Exposition internationale de l'électricité. Dans le cadre de cet événement, se réunirent les délégués des puissances propriétaires des brevets de cette invention afin de décider de l'adoption des unités de mesure universelles, tels l'ampère, le volt, etc. À la différence des Expositions universelles, aucun État souverain de la périphérie ne fut convoqué à ce sommet...

À l'aube de l'ère du multimédia, fin février 1995, les pays du G 7 (les pays les plus riches, à l'exclusion des tiers-mondes) ont tenu leur conclave à Bruxelles, en présence de M. Albert Gore, pour discuter, de concert avec les grands industriels de l'audiovisuel et de la télématique, de la mise en place non seulement des fameuses *« autoroutes »*, mais de la *« société de l'information »*. Le groupe a préconisé une ample déréglementation des télécommunications, mais n'a pas voulu s'engager dans les questions *« trop polémiques par nature »* du contenu des nouvelles voies électroniques (6). Dans un monde orphelin de grandes utopies politiques, l'utopie technicienne sert de monnaie d'échange aux idéologues du marché global en temps réel.

Le mythe égalitariste de la communication demeure plus que jamais en porte à faux avec les logiques de ségrégation technologique qui pèsent sur un ordre mondial qui a bien du mal à se trouver (7). Reste que, en dépit des avatars de l'histoire, les diverses religions communicationnelles continuent de recruter des croisés.

ARMAND MATTELART.

(2) Jack London, « Le message du cinéma », *in Profession écrivain*, Paris, 10/18, 1980.

(3) J. W. Carey, « McLuhan and Mumford : The Roots of Modern Media Analysts », *Journal of Communication*, 1981, vol. 31, nº 3.

(4) Philippe Breton, *L'Utopie de la communication*, La Découverte, Paris, 1992.

(5) Simon Nora et Alain Minc, *L'Informatisation de la société*, La Documentation française, Paris, 1978.

(6) Voir « Médias et contrôle des esprits », *Manière de voir*, nº 27, août 1995.

(7) Armand Mattelart, « Les nouveaux scénarios de la communication mondiale », *Le Monde diplomatique*, août 1995.

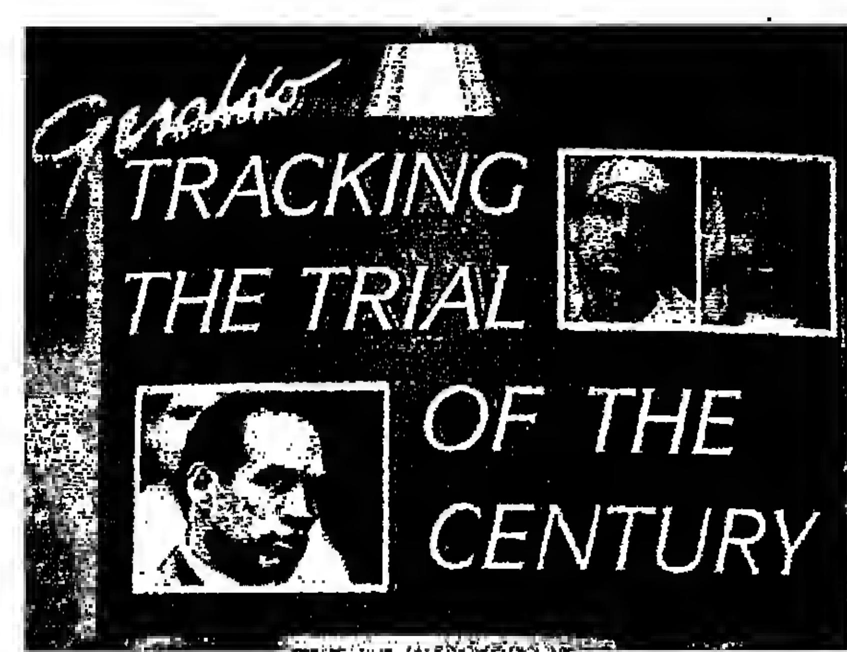
ALORS QUE S'OPPOSENT LES IDENTITÉS

La droite américaine manipule

Même si les fonds publics destinés aux pauvres des ghettos – en majorité noirs – sont amputés par la nouvelle majorité républicaine, même si les tribunaux américains condamnent automatiquement à perpétuité les prévenus coupables d'une double récidive, même si les Noirs représentent près de la moitié d'une population carcérale de 1 500 000 détenus, même si le nombre des exécutions a déjà dépassé en 1995 un record vieux de trente ans, l'acquittement de M. Orenthal James Simpson à l'issue d'un procès follement médiatisé risque d'avoir convaincu la majorité blanche de l'existence d'un « laxisme » judiciaire et de la réalité d'une « discrimination à rebours » favorable aux minorités raciales.

Ainsi, le procès de Los Angeles, puis la « marche noire » de Washington viennent de révéler à nouveau la profondeur de ce gouffre social et racial qui érode la cohésion nationale américaine. L'acquittement de M. Simpson a été accueilli avec enthousiasme par la plupart des Noirs, alors que le champion sportif ne s'était guère soucié de ses frères de couleur lorsque, riche et républicain, il vivait dans un quartier presque exclusivement blanc. Quant à la marche du 16 octobre dernier, son caractère exclusif (ni Blancs ni femmes) et son absence de programme l'apparentent à une forme de thérapie collective sans perspectives autres qu'étroitement identitaires. Mais, depuis trente ans, c'est presque toujours la droite républicaine qui tire le meilleur parti de la polarisation raciale.

S. H.



YVAN DEWEERDT

LE PROCÈS DE M. SIMPSON À LA TÉLÉVISION
Un verdict qui a creusé le fossé entre les deux communautés

Par TODD GITLIN *

POURQUOI, aux États-Unis, les débats autour du multiculturalisme, de la différence entre les races, de l'action préférentielle en faveur des minorités, de l'immigration, du « politiquement correct », de l'existence même d'une histoire nationale sont-ils à ce point aigus ? Pourquoi l'Amérique apparaît-elle ainsi déchirée par des « guerres culturelles », terrain sur lequel c'est la droite qui est parvenue à définir l'enjeu du combat ?

Une anxiété presque éternelle couve sous ces débats, relative à la recherche d'un ciment pour la nation (1). Tocqueville a écrit que l'individualisme était au cœur de l'identité américaine. Mais, par définition, cela ne peut jamais suffire pour définir une identité nationale. Alors, depuis deux siècles, la question a rebondi, suscitant son lot d'interrogations : quelle dimension permettrait de transcender l'individualisme ? Quel lien culturel peut triompher sur les tendances centrifuges du pays ? Depuis la fin du XVIII[e] siècle, les États-Unis n'ont retrouvé des ferments d'unité que pour les reperdre. Ils ont régulièrement clos leurs frontières avant de les rouvrir. Puis, en novembre dernier, 59 % des électeurs californiens ont à nouveau choisi de rendre sa grandeur à leur État en le protégeant, grâce à une douve un peu plus profonde, du Mexique et de ses hordes barbares (2).

Recherchant l'essence, le cœur, la frontière spirituelle de la nation, les Américains l'ont identifié non pas dans quelque chose de déjà réalisé, mais dans un rêve ou dans une promesse d'avenir. En 1980, un excellent étudiant du folklore national nommé Ronald Reagan a affirmé que *« les Américains vivent dans l'avenir »*. Mais les rêves exposent les rêveurs aux réveils. Celui des États-Unis fut brutal. Et, surtout en raison du fait que deux achèvements – celui de la guerre froide et celui de la prospérité – ont coïncidé, l'identité américaine est redevenue troublée. Car la longue expansion économique et la mobilisation contre l'Union soviétique avaient allégé le poids des pressions centrifuges. Qui étions-nous ? Nous étions ceux qu'« ils » n'étaient pas, ce qu'« ils » voulaient écraser. « Ils » étaient l'esclavage, nous étions la liberté. « Ils » étaient ces hordes anonymes que gouvernaient des bureaucrates sans visage adossés à la police secrète. Nous étions des classes moyennes, individualistes de surcroît.

Même s'ils ne vivaient pas dans le luxe, la plupart des Américains pouvaient imaginer qu'ils trouveraient un jour leur place au soleil. Et, dans les années 50 et 60, le niveau de vie de la majorité augmenta bien. Ce sentiment d'une condition commune fut ensuite renforcé par la croissance des syndicats et par l'extension des conventions collectives à la plupart des grandes industries. Puis le mouvement des droits civiques promit – enfin ! – la généralisation de la citoyenneté à ceux qu'elle excluait encore.

Mais la guerre du Vietnam brisa l'identité nationale, exposant la nature criminelle d'un anticommunisme sans frein et sans frontières. À la fin des années 60, le prestige de presque toutes les institutions commençait à s'effondrer *(lire, ci-dessous, l'article de Serge Halimi)*. Puis survinrent l'embargo pétrolier, la chute du dollar et l'inflation des années 70. Le boom d'après-guerre avait vécu. Avec lui disparaissait le sentiment robuste d'une destinée collective.

Dans les années 80, M. Ronald Reagan se montra capable de ressusciter certains ornements de la vieille liturgie de la guerre froide. Mais les fondations mêmes de l'unité nationale avaient déjà rendu l'âme. Le génie politique de l'ancien président fut d'inspirer au pays la confiance – le rêve américain demeurait disponible – tout en alimentant la paranoïa d'une menace russe. La prospérité économique reprit, impliquant cette fois un gigantesque transfert de richesses au profit des classes favorisées et une accentuation des divisions raciales et ethniques. Alors que la guerre froide s'achevait, on se mit à parler de déclin. En 1989, le mur de Berlin tomba. Avec lui s'affaissait l'autre mur, celui qui avait soutenu l'identité américaine.

Multiplication des tribus

LORSQU'IL s'agit d'imaginer le sens de l'Amérique, ce en quoi consiste son noyau central, la droite ne cesse de dominer les termes du débat. Car, depuis la fin des années 60, la gauche a consacré l'essentiel de son énergie à la définition d'identités de groupe et à la surveillance des frontières qui les séparent. Toute une culture politique ploie sous le charme des différences : différences d'identité, d'intérêts, d'histoire, d'avenir. La soif de reconnaissance particulière absorbe davantage d'énergie que la recherche d'une identité commune. Définies par le sang, la religion, la sexualité ou les caractéristiques physiques, les nouvelles tribus participent à la décomposition générale alors même qu'à droite s'élève la clameur satisfaite de ceux qui, estimant avoir réhabilité l'individu, dénoncent à la fois le tribalisme et le culte de la différence.

Comment en sommes-nous arrivés là ? Dans un livre récent (3), l'économiste Michael Piore avance que l'obsession à identifier les groupes en fonction de caractéristiques biologiques irréversibles découlerait de l'individualisme forcené de la pensée anglo-saxonne : *« C'est comme si, à défaut de comprendre comment la société peut générer des ensembles sociaux cohésifs dans un monde où ces ensembles existent bien, nous en venons à penser qu'ils doivent être innés. »* L'individualisme déboucherait alors, paradoxalement, sur une forme de biologisme. Et, dans ces conditions, ajoute l'auteur, *« nous créons une structure sociale dans laquelle toute l'identité d'une personne réside dans une seule caractéristique physique, qu'il s'agisse de la négritude, de la surdité ou de l'homosexualité »*. Se croyant différents pour des raisons innées, les groupes américains peinent à entrevoir un terrain qui leur serait commun.

Ce n'est pourtant là qu'une partie de l'histoire. Car il faut aussi prendre en compte l'expérience américaine de ces dernières années. Après les victoires

* Professeur de sociologie à l'université de Californie, Berkeley ; auteur de *The Twilight of Common Dreams : Why America is Wracked With Culture Wars* (Metropolitan Books/Henry Holt, New York, en vente le 20 novembre).

(1) *Cf.* Norman Birnbaum, « Où va l'Amérique ? », *Le Monde diplomatique*, novembre 1992.

(2) Si la Cour suprême ne la décrète pas inconstitutionnelle, la proposition 187 permettra de ne pas accorder aux immigrés clandestins et à leurs enfants le bénéfice des services éducatifs et médicaux de l'État.

(3) Michael Piore, *Beyond Individualism*, Harvard University Press, Cambridge, 1995.

Les « guerres de trente ans » d'un

Par SERGE HALIMI

COMMENT un jeune homme sans histoires, formé par une des grandes universités de la Côte est et recruté par *Time Magazine*, renonce-t-il d'un seul coup à un avenir assuré – c'est-à-dire au *« vide de la vie à laquelle j'étais habitué »* – pour devenir l'un des journalistes les plus importants de la gauche américaine ? Dans le cas d'Andrew Kopkind, longtemps éditorialiste à l'hebdomadaire *The Nation*, répondre à la question amène à revisiter les trente années passées (1), à redécouvrir une ère de combats, de libérations et de solidarités, à réhabiliter cette décennie militante des années 60 que beaucoup préféreraient enterrer et à laquelle la droite républicaine impute même l'actuel délitement social des États-Unis (2).

Les *« guerres de trente ans »*, Andrew Kopkind les a presque toutes vécues de près : guerres impériales américaines, du Vietnam au Golfe ; guerre de race, de Montgomery à Los Angeles ; guerres culturelles, de Woodstock à Stonewall (3). Par *« désir d'agir »*, mais aussi en *« combattant pour comprendre »*, il fut à Selma, Berkeley, Hanoï et Greenwich Village. Avec les Noirs, les étudiants, les féministes, les Vietnamiens, les homosexuels.

Mais, presque simultanément, différent en cela de tant d'autres intellectuels, il sut aussi écouter des « petits Blancs » que le mépris de la gauche allait précipiter à droite, des ménagères qui, par peur d'un monde qu'elles ne comprenaient plus, se raccrochaient un peu désespérément à la famille traditionnelle – tous ces individus obscurs *« qui souffrent et qui confondent ceux qui souffrent comme eux avec ceux qui les tourmentent »*. Et, plutôt que de leur donner des leçons de tolérence, il leur donna la parole, comprenant assez vite que *« les gens n'aiment pas qu'on les traite de « racistes » quand ils soupçonnent que d'autres motifs que celui-ci les anime »*. Son témoignage et ses chroniques illuminent ainsi à la fois ce qu'il y a de meilleur dans la gauche américaine, ce pourquoi des millions de progressistes lui demeurent redevables. Mais aussi les raisons qui rendirent ses victoires si brèves, aboutissent presque toujours à régénérer cahin-caha un système qu'elle entendait mettre à bas.

Certains des textes ont trente ans, d'autres datent de l'année dernière, mais le ton est le même, « non récupérable », comme aurait dit Jean-Paul Sartre. Dans l'un de ses tout derniers articles, peu avant de mourir, Andrew Kopkind célébrait ainsi ce soulèvement du Chiapas qui coïncidait avec l'entrée en œuvre de l'Alena : *« Une petite armée de Mayas ne peut pas annuler les effets de la globalisation, mais elle indique à des millions de gens à travers le monde qu'il est encore possible de se battre. »* Et pour ceux – de plus en plus nombreux – qui n'ont pas vécu les années 60, l'intégrité insubmersible de ce militantisme constituera sans doute la révélation la plus importante du livre. Car s'il y eut assurément des anciens révolutionnaires que le temps dompta et qui, arguant que le passé était révolu et la guerre finie, se rallièrent assez goulûment à l'ordre qu'ils avaient voulu ébranler, il y eut aussi des millions de gens que l'extraordinaire succession de combats solidaires des années 60 transforma morceau par morceau au point de les rendre méconnaissables, et un peu plus libres.

Ensemble ou séparément, ils ont constitué un « mouvement » – ou une mouvance – qui, même affaibli, même éclaté, même réduit à la défensive, remue encore. Ils sont la gauche américaine. Qu'un principe fondamental, qu'un droit essentiel soit remis en cause, et ses partisans défilent par centaines de milliers. Comme ils le firent contre la guerre du Golfe, contre l'intervention des États-Unis en Amérique centrale, contre l'intégrisme religieux, contre l'ordre moral, contre la répression antisyndicale, contre les retours de bâton de l'Amérique blanche. Or ce pacifisme, cette laïcité, ce féminisme, ce droit des minorités sexuelles et raciales représentent autant d'avancées engendrées par les années 60.

Pour Andrew Kopkind, tout commença à Selma avec la révolution des droits civiques. L'inhumain n'était pas encore illégal ; il existait des endroits où 90 % des terres étaient la propriété de quelques dizaines de familles, toutes blanches, des comtés où grâce à la couleur de leur peau certains morts étaient mieux représentés que les vivants. Ainsi, en 1965 les listes électorales de Lowndes, en Alabama, ne comptaient aucun des 12 000 résidents noirs, alors qu'y figuraient 118 % des électeurs blancs potentiels... Lorsque les Black Panthers débarquent dans ce Moyen Age, ils y rencontrent des Noirs qui doutent de leur compétence de citoyens et qu'effraient un peu les chiens policiers de l'ordre blanc. Des militants meurent assassinés.

Très vite, Martin Luther King, en dépit des couvertures de magazine qui lui sont consacrées, du prix Nobel qui lui est attribué, comprend qu'il se retrouve dans une impasse. Un peu à la manière de James Baldwin, Andrew Kopkind explique alors : *« La structure du pouvoir blanc ne va pas s'effondrer à cause d'un sit-in ou d'une marche. Comment répondre de manière non violente à la brutalité ? Comment faire appel à la conscience de celui qui n'en a pas ? »*

Car déjà se dressent des *« murs plus épais que les premières défenses imaginées par la ségrégation »*, déjà éclatent les insurrections urbaines de Watts, de Detroit et de Plainfield. Et cinq ans suffiront pour que Medgar Evers, Malcolm X et Martin Luther King soient assassinés à leur tour. Les Black Panthers suivent assez vite, liquidés par la police (4). Après quelques succès, l'intégration et la cooptation ont prouvé leurs limites : *« Le système américain ne peut pas absorber les exigences de son sous-prolétariat. »*

Il le peut d'autant moins, à l'époque, que la poussée du mouvement nationaliste noir coïncide avec l'intensification de la guerre du Vietnam. Mais, jusqu'en 1968, tous les grands médias célèbrent l'action des GI, leur bravoure, leurs petits actes de gentillesse au milieu du carnage *(« bonbons le matin, napalm l'après-midi »)*, ne divergeant que dans la définition de la forme que doit prendre l'escalade. L'issue ne fait pourtant plus aucun doute : *« Les Vietnamiens sont en train de construire une nation. Ce processus sera brutal. Mais, à moins d'un anéantissement total, il ne peut pas être interrompu. »* Et Andrew Kopkind débarque à Hanoï. Il n'y découvre ni victimes ni héros. Au moment où il se bat aussi, à sa façon, contre le système qui ordonnance le lâcher des bombes, les Vietnamiens sont simplement ses camarades, *« des artilleurs à mes côtés »*.

Bientôt, confortées par la sinistre évolution du Vietnam et du Cambodge, les années 80 voient refleurir aux États-Unis le maccarthysme et les mises en accusation de ces fauteurs de paix américains qui auraient « perdu » l'Indochine, un peu comme leurs parents avaient avant eux « perdu » la Chine. Andrew Kopkind met alors les choses au point : *« Le mouvement contre la guerre n'avait qu'un objectif : le retrait des États-Unis. Ses cibles étaient les*


BRUCE DAVIDSON-MAGNUM

À L'ÉCOUTE DE MARTIN LUTHER KING, EN MARS 1965
Les murs ont résisté à la poussée des marches

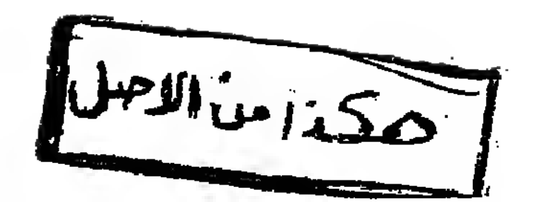
(1) Andrew Kopkind, *The Thirty Years' Wars : Dispatches and Diversions of a Radical Journalist*, Verso, New York, 1995, 531 pages, 27,95 dollars.

(2) *Cf.* Newton Gingrich, *To Renew America*, HarperCollins, New York, 1995 *(voir compte-rendu ci-contre)*.

(3) Le refus par une Noire de Montgomery, M[me] Rosa Parks, de céder à un Blanc sa place dans un autobus donna, en 1955, le signal de la déségrégation. En août 1969, à Woodstock, 300 000 participants se rendent à un grand concert d'opposition à la guerre du Vietnam. Deux mois plus tôt, une descente de police dans un bar homosexuel de New York, le Stonewall, avait provoqué l'émeute qui marqua l'acte de naissance du militantisme homosexuel américain.

(4) Lire Marie-Agnès Combesque, « Comment le FBI a liquidé les Panthères noires », *Le Monde diplomatique*, août 1995.





RACIALES ET CULTURELLES

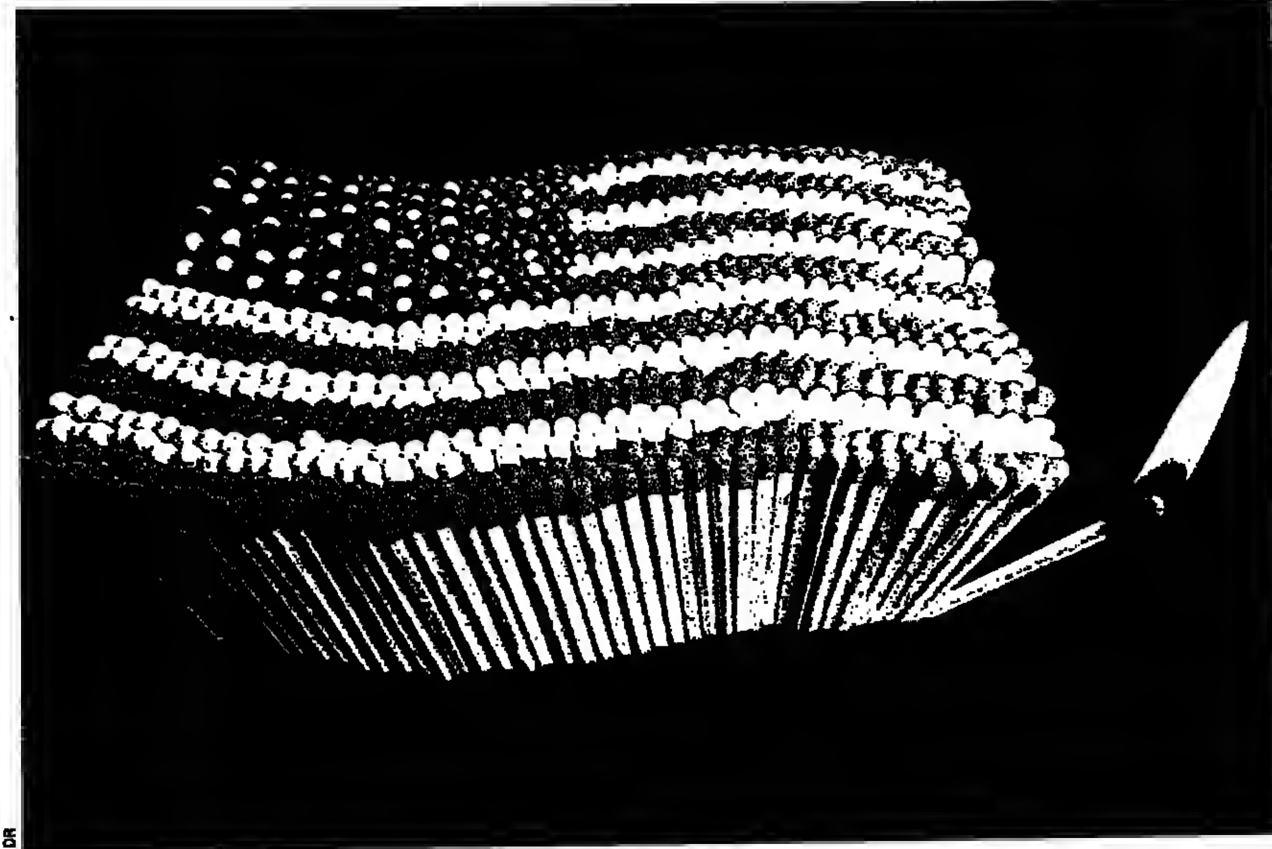
le sentiment national

légales remportées dans le domaine des droits civiques, des mouvements prônant la sécession politique et culturelle ont commencé à surgir. D'abord, les activistes noirs ont voulu définir une identité culturelle distincte (4). Puis, en moins de dix ans, le champ des politiques identitaires s'est étendu à d'autres minorités : les Blancs de souche européenne (*white ethnics*), les féministes, les homosexuels et les lesbiennes, les personnes âgées, les handicapés. Et puis de nombreux autres groupes. Y compris ceux qui se sont fixé pour objectif de mieux protéger les droits... des privilégiés.

Toutes ces mini-cultures aspirant à déboucher sur autant de communautés ont alimenté une politique déjà fondée sur les intérêts particuliers. Et l'exigence de remèdes contre les discriminations a donné naissance à des politiques publiques compensatoires, dont celle de l'action préférentielle (*affirmative action*). L'État, par des lois assurant l'égalité devant l'emploi ou le logement, est alors devenu le garant de la représentation des groupes et de la satisfaction de leurs exigences, qualifiées de « *préférence raciale* » par les conservateurs.

Comme la croissance économique ralentissait, le résultat ne pouvait qu'être un combat à somme nulle. Or, même si la demande d'une « plus grosse part du gâteau » n'a pas, à elle seule, résumé le combat des minorités, elle fut plus remarquée que les autres, plus susceptible de déboucher sur des résultats. Cela ne pouvait que décupler la somme des rancœurs séparant entre eux les divers éléments de la société américaine.

Et c'est presque toujours la dignité même du groupe qui est en jeu. Dans l'esprit de chacun règne en effet l'idée que l'opprimé diffère des autres parce qu'il a été rendu différent par ceux qui dominent. Ceux qui ont défini la « culture commune » de telle manière qu'elle impose les normes de l'homme blanc, de la masculinité, de la religion chrétienne, de l'hétérosexualité, etc., en excluant ou en abaissant les autres (5). Dans une telle perspective, l'Amérique serait multiple par nature, n'ayant en commun ni histoire ni culture. Et la dignité des minorités requerrait alors la transformation des appellations et du langage : « Afro-Américain » plutôt que « Noir », « Asiatique » et non pas « Oriental ». La culture politique qui privilégie ces différences est censée apporter aux minorités les bienfaits psychologiques d'une expression désormais formulée « *avec leur propre voix* ». Mais la somme des particularités que cette culture revendique présuppose l'existence de droits universels, rarement évoqués.



BILLE STEINER (1970)

Pour une part, le différentialisme culturel n'a représenté que l'extrapolation du pluralisme traditionnel. Mais il a également souligné la fragilité d'un universalisme de gauche – et en particulier du socialisme – qui aurait pu, en unissant des morceaux épars, représenter une solution progressiste à la politique des groupes. L'affaiblissement des syndicats a également précipité l'éclatement actuel. Enfin, la culture des années 60 a débouché sur la glorification des identités différenciées (6).

Pour ceux qui, à gauche, se sont impliqués politiquement à la fin de ces années-là, l'affirmation identitaire est en effet devenue la norme revendicatrice par excellence, une donnée fondamentale qu'installaient à la fois tout un discours révolutionnaire, les injures de l'adversaire et la volonté de se défendre contre l'anonymat bureaucratique. Ce type d'identification s'est alors imposé dans les universités et dans les nominations politiques, les livres de classe et les expositions d'art. Le climat de tension qui en a découlé ne pouvait qu'attirer les médias, contribuant, autour de l'expression « politiquement correct », à la fabrication d'un climat de panique (7).

Là, cependant, l'échange était inégal. Avec les guerres culturelles, les fragments d'une gauche en gésine cherchaient désespérément à conquérir des signes de dignité pour le compte de minorités défavorisées. La droite, elle, en invoquant la « majorité silencieuse », ne visait rien de moins que le pouvoir. La gauche envahissait les départements de littérature des universités, la droite s'emparait de Washington. Pendant que la gauche célébrait les différences, la droite chantait la romance de ce temps béni où l'identité américaine était à la fois unique et indisputée. La gauche peaufinait les frontières qui séparaient les groupes, la droite se préoccupait de constituer une alliance majoritaire soudant le néolibéralisme économique et le conservatisme social. Et elle campait sur le terrain porteur de l'unité américaine, de ses symboles nationalistes (le drapeau, l'histoire), et d'un individualisme restauré grâce à un marché libéré de ses entraves.

Les opposants conservateurs au « politiquement correct » oublient souvent ceci : les réactions altières aux affirmations identitaires des minorités, si elles peuvent traduire l'attachement à un projet universaliste, expriment plus souvent un nationalisme du sang, du sol et du Christ. C'est cette voix que traduit la lamentation d'un Patrick Buchanan, ancienne plume de Nixon et de Reagan, aujourd'hui candidat à l'investiture présidentielle du Parti républicain, lorsqu'en 1992, à Houston, il lance à la convention de son mouvement : « *Ce pays est en train de vivre une guerre religieuse, une guerre culturelle plus fondamentale encore que ne le fut la guerre froide, car c'est une guerre pour l'âme de l'Amérique.* »

Or un tel rejet des exigences des minorités exprime un projet politique favorable, lui aussi, à des frontières délimitées et à des définitions exclusives. Le christianisme évangélique et militant qui sous-tend l'appel de M. Buchanan est peut-être la forme la plus répandue, et l'aile la mieux organisée, de la politique identitaire aux États-Unis. Aux yeux de la plupart des partisans de la droite culturelle, la communauté qui doit être défendue est elle-même hérissée de barrières. Et ce qui doit être conservé ressemble à une fortification d'où pourraient être refoulées toutes les scories des années 60. Dans cette « communauté », les femmes retournent à la maison, l'homosexualité redevient un péché, l'avortement, un crime, les anciennes discriminations raciales cessent d'être rappelées, la prière retrouve sa place dans toutes les écoles, les établissements privés sont subventionnés et le secteur public démantelé. Ces soi-disant conservateurs sont – apparemment – incapables d'apprécier à quel point ce sont les forces déchaînées du capital qui constituent le principal ferment de déstabilisation culturelle.

L'Amérique a toujours connu une certaine multiplicité de genres de vie : aujourd'hui, l'Amérique *est* multiple. Même si on en exagère souvent le rythme, la majorité blanche voit sa part se réduire (8). Et 90 % des immigrés proviennent désormais d'Amérique latine, d'Afrique et d'Asie. Cette multiplicité dissimule pourtant de larges identités de langage, de culture, d'habitudes. Toutes irriguées par un consumérisme qui imprègne centres commerciaux, McDonald's, Schwarzenegger, ABC, CBS et NBC.

La question n'est donc pas de savoir si une forme de multiculturalisme existe bien. Elle est plutôt : peut-il constituer la source d'une idéologie viable permettant aux Américains de comprendre leur pays ? Et aussi : peut-il représenter le ciment d'un programme politique ? La réponse à ces deux questions est vraisemblablement négative. Laissé à lui-même, le multiculturalisme concurrence très mal une droite qui revendique l'universalisme tout en défendant les intérêts particuliers des hommes blancs. À l'heure actuelle, la thématique développée par le Parti républicain représente ainsi le discours identitaire le plus efficace de tout le champ politique américain.

Pour une bonne part, la réaction conservatrice des hommes blancs conjugue leur insécurité économique et leurs peurs culturelles. Ils acceptent très mal leur déclin relatif, que ce soit sur le marché du travail, dans la famille ou dans la culture du pays. Se sentant dépossédés, ils réagissent avec panique aux modestes gains des femmes et des minorités dans une économie perçue comme à somme nulle. Ils veulent alors exprimer *leur* différence. Et ils se mobilisent, mais pour le compte des républicains.

La montée de la droite découle en partie de sa capacité à mobiliser de tels sentiments de dépossession (9). Elle est aussi le résultat de sa disposition à se penser en tant que bloc électoral victorieux. Depuis les années 70, la droite est en effet parvenue à constituer des majorités assemblant les groupes favorables aux milieux d'affaires, les chrétiens intégristes et les ouvriers blancs en voie de déclassement. C'est dans le sud du pays que cet assemblage a été le plus efficace, au point de condamner le Parti démocrate à une certaine marginalité. Car, pendant que la gauche cultivait ses différences, la droite constituait ses majorités.

TODD GITLIN.

(4) Lire Achille Mbembe, « Malcolm X au miroir de la réalité américaine », *Le Monde diplomatique*, février 1993.

(5) *Cf.* Marie-France Toinet, *La Chasse aux Sorcières*, Presses Universitaires de Nancy, 1988.

(6) *Cf.* Todd Gitlin, *The Sixties : Years of Hope, Days of Rage*, Bantam Books, New York, 1987.

(7) *Cf.* Serge Halimi et John Seery, « Le débat passionné autour du politiquement correct », *Manière de voir*, n° 26, mai 1995.

(8) Lors du dernier recensement (celui de 1990), les Blancs représentaient 83,9 % de la population. Ils devraient être encore 78,1 % en 2020. Entre 1980 et 1994, 12 800 000 immigrants environ, légaux et clandestins, se sont installés aux États-Unis. Désormais, 8,7 % de la population américaine est née à l'étranger, la proportion la plus forte depuis la seconde guerre mondiale (*cf. International Herald Tribune*, 30 août 1995.)

(9) Sur la montée de la droite américaine, lire l'article d'Eric Alterman, « La gauche dans son ghetto, la droite à la radio » (*Le Monde diplomatique*, octobre 1994) et ceux de Serge Halimi, « Les boîtes à idées de la droite américaine » et de Marie-France Toinet, « Aux sources puritaines des États-Unis » (tous deux dans *Le Monde diplomatique*, mai 1995.)

journaliste militant

décideurs de Washington, pas ceux de Hanoï. Il n'exigeait ni la social-démocratie à Saïgon ni un Parlement au Vietnam. » D'ailleurs, la preuve de l'utilité de ce mouvement éclate au moment précis où on le somme de rendre des comptes : s'il n'avait pas craint de voir se rallumer ses braises encore chaudes, M. Ronald Reagan eût-il vraiment hésité longtemps avant d'intervenir directement en Amérique centrale, alors même que le Parti démocrate lui servait déjà de brigade d'acclamation ? (5).

Car les guerres de trente ans ont aussi installé cette incompatibilité fondamentale qui persiste entre les radicaux américains et le Parti démocrate. Déjà, dans le Sud, alors que ce parti était avant tout celui de la ségrégation, ses dirigeants nationaux se souciaient d'abord des « *infiltrations communistes* » dans le mouvement des droits civiques. Puis, ils auront d'autres priorités : l'intensification de la guerre du Vietnam, le soutien inconditionnel à l'État d'Israël, la défense du corporatisme militaro-industriel, la préservation d'un État-providence « *qui maintient les pauvres en vie, à condition qu'ils restent pauvres et sans pouvoirs* ».

Dès la fin des années 60, ces arrangements se délitent, les marchandages institutionnels au sommet n'empêchent plus la mobilisation de la base, la guerre s'enlise, le centre s'écroule. Mais le « mouvement » – de gauche, indépendant du Parti démocrate, – dont, en 1968, l'offensive du Têt au Vietnam décupla l'énergie, est encore trop jeune, trop faible, trop méprisant à l'égard du prolétariat blanc et des syndicats pour cristalliser la nécessaire coalition « *populiste, progressiste et internationaliste* ». C'est donc l'heure de la réaction, c'est donc l'heure des républicains. Et Andrew Kopkind résume en une superbe formule l'aversion que lui inspira un tel pluralisme dévoyé : en janvier 1973, quand la seconde inauguration du président républicain Richard Nixon coïncida presque exactement avec l'annonce du décès de son prédécesseur démocrate, Lyndon Johnson, il écrit : « *C'est un peu comme si les funérailles de Caligula étaient contrebalancées par la prestation de serment de son cheval.* »

La contagion de l'esprit de libération s'interrompt pour de bon, remplacée par la fragmentation des identités particulières (*lire ci-dessus l'article de Todd Gitlin*). Il faudrait au contraire élargir le mouvement, mobiliser ceux qui ont baissé les bras, décourager la tentation du repli racial ou sectaire, marcher avec les autres, hommes et femmes, Blancs et Noirs, féministes et syndicalistes. Et marcher contre une droite qui fait rarement le détail, défendant tout à la fois et sans complexe les inégalités sociales, l'apartheid racial et la réaction morale.

Mais les solidarités ont éclaté, le système s'est enraciné, les élans révolutionnaires lui servant même « *d'aphrodisiaques dans la climatisation, d'hallucinogènes dans l'eau courante.* » À défaut d'une révolution politique, les convulsions des années 60 ont en effet débouché sur un nouveau style – récupérable, lucratif, amusant et « branché » : c'est l'avènement de la « *grande révolution culturelle bourgeoise* ». Et le disco remplace le rock, « *alimentant de sa bonne humeur et de son énergie artificielle une ère d'aliénation et de concurrence* ».

Alors, pourquoi tant « *de squelettes de mouvements abandonnés, de visions qui se réfractent, de rêves qui meurent* » ; pourquoi ce désarroi d'une génération qui se résignera – en partie seulement, et souvent dans la douleur – au repli individuel ? Andrew Kopkind avance une explication : « *Aussi rebelles qu'aient été les enfants, ils avaient les gènes de leurs parents. Ils étaient américains. Ils ne savaient pas s'adresser à d'autres classes que celle à laquelle ils appartenaient, organiser des groupes dont le statut social était différent du leur.* »

Dans ces conditions, le système ne pouvait que demeurer entre les mains de la même élite. Cette élite, la lutte précipiterait l'avortement de quelques-uns de ses fœtus les plus difformes (la guerre du Vietnam, la ségrégation), mais « *seule la stérilisation des parents eût été révolutionnaire* ». Se contenter, comme John Lennon, de l'« imaginer », et avec elle un rêve d'amour, de paix et de communauté, ne suffirait pas. Ni cette fois ni les suivantes. Ce dialogue d'une pièce qu'Andrew Kopkind aimait citer le rappelle assez : « *Si Dieu répond toujours aux prières, parfois la réponse est* « non ».

SERGE HALIMI.

(5) La toute récente adoption par le Sénat d'une série de mesures qui démantèleront la plupart des programmes d'assistance sociale élaborés depuis le New Deal reflète le caractère souvent factice du bipartisme américain : en dépit des exhortations d'un élu démocrate à ne pas « *trahir nos pauvres* », plus de trois quarts des sénateurs démocrates ont voté les dispositions proposées par les républicains.

TO RENEW AMERICA. - Newt Gingrich

★ **HarperCollins, New York, 1995, 260 pages, 24 dollars.**

M. Gingrich avait quinze ans : « *En 1958, lors d'une chaude après-midi d'août, j'ai soudain compris que les civilisations peuvent mourir, et j'ai décidé de consacrer ma vie à comprendre ce qui permet à un peuple libre de survivre.* » Un peu moins de quatre décennies plus tard, son livre constitue un mélange, bien républicain, de mises en garde apocalyptiques (« *notre civilisation se décompose, nos élites nous désertent* ») et d'enthousiasmes futuristes (« *les télécommunications sont le meilleur moyen de lutter contre la pollution de l'air* »).

Pour M. Gingrich, tout ce qui est nocif, « *corrompu* » ou « *non américain* » proviendrait de la gauche et des années 60 : l'État-providence, bien sûr, mais aussi les syndicats, la contre-culture (c'est-à-dire « *la plupart des intellectuels du XX[e] siècle* » et leur « *vision pessimiste qui célèbre les pleurnicheurs et les perdants, jaloux des succès des autres* »). En face, on trouve à la fois Dieu, la croissance, la décentralisation, la « *troisième vague* » (Internet, la société des réseaux) et ses entrepreneurs individuels comme le fondateur de Microsoft (« *S'il y avait un seul Bill Gates à Harlem, la communauté entière serait transformée* »). Passéisme, futurisme, M. Gingrich croit avoir trouvé la pierre philosophale qui le conduira peut-être à la Maison Blanche. Car si, pour les valeurs, il se réfère au « *manuel des boy-scouts et aux numéros du* Reader's Digest *des années 50* », c'est bien la modernité qui ressuscitera ce passé-là : la révolution technologique « *brisera les institutions bureaucratiques et nous ramènera à quelque chose d'assez proche de l'Amérique de Tocqueville, celle de 1830* ». Alors, la civilisation sera sauvée...

S. H.

FACE A LEURS

Les États-Unis consolident leur

RÉDIGÉ par le service de recherche du Congrès américain, le rapport 1995 sur les transferts d'armements a été utilisé pour souligner la part majeure qu'aurait prise la France dans les ventes au tiers-monde en 1994. En réalité, les chiffres ne portent que sur les commandes enregistrées et non sur les ventes proprement dites. L'analyse de celles-ci montre, au contraire, que la position des Etats-Unis est de plus en plus hégémonique. Fruit d'une volonté politique clairement affirmée, cette stratégie recueille l'appui de la droite républicaine, par ailleurs décidée à imposer des coupes claires dans le budget d'aide extérieure, jugé nocif, superfétatoire et, à vrai dire, peu « rentable ».

Par JEAN-PAUL HÈBERT *

L'autorisatioo donnée par le président William Clinton, début octobre, à l'exportation de super-ordinateurs susceptibles de cootribuer à la fabricatioo de missiles nucléaires le confirme : la politique américaine de ventes d'armes change en profoodeur. La directive présidentielle de février 1995 a donné le ton eo soulignant le rôle des exportations dans le maintien de la base industrielle de défense (1). Mais elle ne fait qu'expliciter des inflexioos déjà à l'œuvre. En 1993, le département d'État avait demandé aux ambassades américaines d'appuyer les actions commerciales des industriels, y compris des *firmes d'armement. Et le soutien politique* direct des plus hautes autorités s'était manifesté dans les interventions du président George Busb en 1992 pour la vente de chars M1A2 au Koweït, du secrétaire au commerce Ronald H. Brown pour celle de chasseurs F/A-18 à la Malaisie, de M. Clinton pour la conclusion du contrat d'achat d'avions gros porteurs par la compagnie aérienne Saodia Airlines (6 milliards de dollars)...

De plus, différentes mesures ont été prises pour faciliter les transferts : en 1993, l'embargo sur les livraisons d'armes a été levé en ce qui coocerne la Pologne, la Hongrie, la Slovaquie et la Tchéquie ; en 1994, pour les pays baltes, la Roumanie, la Bulgarie et l'Albanie. À la fin de la même année, Washington a supprimé les sanctions qui frappaient la Chine, ce pays s'engageant à respecter le code de conduite dit MTCR (Missile Technology Control Regime). La location d'un navire militaire à l'Argentine marque également la fin de l'embargo cootre ce pays en vigueur depuis 1982. Dans le même sens, le Congrès a autorisé la présidence à laisser accroître éventuellement les ventes à Taïwan.

Autre infléchissement significatif, le gouvernemeot laisse les firmes MacDonnell Douglas et Lockheed-Martin préparer des versions « export » des F-15 et F-16 pour l'emporter sur les marchés extérieurs (en particulier les Émirats arabes unis) face à la concurrence du Rafale français et du *SU-30* russe. Pour la première fois, ces versions seront plus avancées que celles en service dans les forces américaines (2).

De même, la garantie de l'Eximbank (3) a été étendue aux cootrats militaires, en particulier sur le marché chinois où la concurrence européenne et japonaise est jugée *« déloyale »* par Washington. Cette *« offensive commerciale sans précédent »* a d'ailleurs suscité en France l'inquiétude publique du *président de la Compagnie française* pour le commerce extérieur (Coface). Au début de l'année 1995, Washington a repris ses contacts militaires avec le Pakistan, suspendus depuis 1990, et conclu un accord de coopération avec l'Inde.

Cette stratégie est destinée à permettre à l'industrie américaine de passer uo creux qui devrait durer jusqu'à la fin de la décennie, selon M. J. L. Johnson, vico-présidoot de l'Aerospace Industries Association (AIA) (4). Pour celui-ci, de nombreux systèmes d'armes (Awacs, F-14, F-15, F-16, chars M1, blindés Bradley, lance-roquettes multiples, hélicoptères Apache, missiles Patriot) sont des produits de la technologie des années 70 dont la fabrication va s'arrêter. Or les nouvelles générations ne seront prêtes qu'à la fin des années 90. Ce passage à vide, il faut le combler en misant sur développement des exportations, ce qui permet de maintenir en état les moyens de production.

Cette situation de fait est de plus théorisée comme un « avantage » : M. J. L. Johnson, souligne la diminution unitaire des coûts des matériels – profitable à tous les acheteurs – qu'entraînerait un développement des exportations américaines. Et d'insister sur la possibilité de contrôle accru des pays adverses qu'offrirait une hégémonie dans la fourniture des armements : les États-Unis pourraient alors, dans le cas où un client paraîtrait devenir hostile, « fermer le robinet » de la maintenance, rendant les équipements inutilisables.

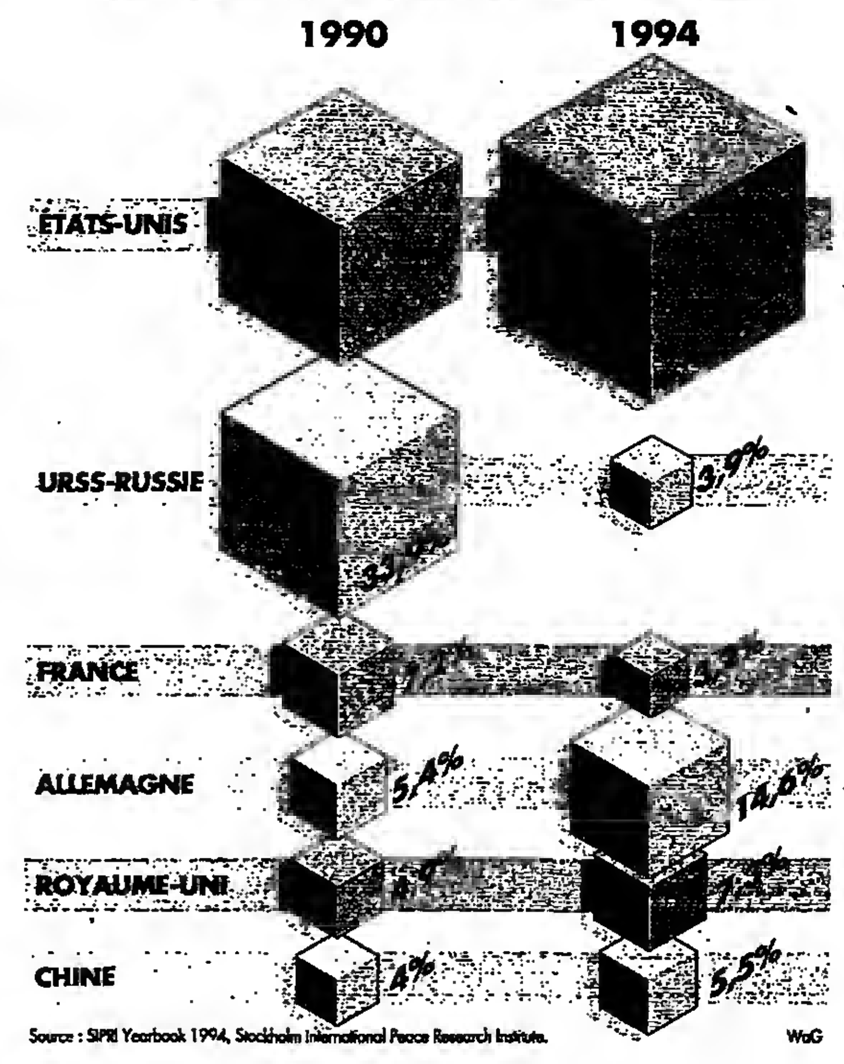
Mais c'est un article de M. Ethan B. Kapstein, du Centre des études stratégiques John M. Olin (Harvard), qui a formulé le plus clairement cette perspective de contrôle. Dans ce texte intitulé « Le monopole américain du commerce des armes » (5), il expose sans fard l'idée qu'à l'orée du XXIe siècle les États-Unis seront *« le seul fournisseur mondial de systèmes d'armements de haute technologie »*.

La hausse des coûts combinée avec la diminution des budgets devrait, explique-t-il, éliminer do marché un certain nombre de producteurs moyens, insuffisamment efficaces. Du temps de la guerre froide, ceux-ci pouvaient maintenir leur système de fabrication au oom de raisons *« prétendument stratégiques »*. Mais, la plupart du temps, *« ce n'était qu'un euphémisme pour le protectionnisme »*. Après la chute du mur de Berlin, ces motifs disparaissent. Quant aux *« raisons d'État »* qui pouvaient, en Europe de l'Ouest ou ailleurs, inspirer des productions nationales d'armement, *« leur époque est terminée »*, décrète M. Ethan B. Kapstein.

De plus, les alliés des États-Unis n'ont ni les moyens financiers ni la technologie nécessaires pour produire de oouveaux systèmes d'armes concurrentiels : *« Quand il sera prêt, dans dix ans, l'European Fighter Aircraft sera encore inférieur aux avions américains d'aujourd'hui. »* Et la guerre du Golfe a fait la démonstration irréfutable de l'avance technologique américaine : *« Quel pays oserait se fier à des systèmes français, russes ou chinois quand*

LES PRINCIPAUX VENDEURS

(En pourcentage du commerce mondial d'armes conventionnelles majeures.)



Source : SIPRI Yearbook 1994, Stockholm International Peace Research Institute. WaG

* Groupe de sociologie de la défense. École des hautes études en sciences sociales (GSD/EHESS).

(1) Lire Joe Stork, « Des arsenaux en quête de clients solvables », *Le Monde diplomatique*, janvier 1995.

(2) *Air et Cosmos/Aviation internationale*, Paris, nº 1488, 7 octobre 1994, p. 19.

(3) Export-Import Bank of the United States, équivalent américain de la Coface, chargée d'aider les entreprises à exporter.

(4) J. L. Johnson, « Conventional Arms Transfer Policy : An Industry Perspective », *Military Technology*, février 1994, pp. 30-33.

(5) Ethan B. Kapstein, « America's Arms-Trade Monopoly. Lagging Sales Will Starve Lessers Suppliers », *Foreign Affairs*, mai-juin 1994, vol. 73, nº 3, pp. 13-19.

Coupes claires dans l'aide

Par IBRAHIM WARDE *

QUAND le *Wall Street Journal* réuoit uo écbantilloo d'*« hommes blancs appartenant aux classes moyennes »* – catégorie supposée représenter les électeurs à l'origine de la victoire républicaine de novembre 1994 –, *« l'un des rares sujets sur lesquels presque tous les participants s'accordent est celui de l'aide extérieure : Washington devrait cesser d'envoyer des fonds à l'étranger et se consacrer aux dépenses intérieures »*. Ce sentiment est confirmé par un soodage de l'université du Maryland, selon lequel 75 % des Américains jugeot excessif le niveau actuel de l'aide extérieure, et 64 % en réclament sa réduction. La même enquête demande aux personnes sondées d'estimer lo pourceotage du budget consacré à l'aide étrangère, et de dire quel chiffre leur paraîtrait raisonnable. Le chiffre moyen avancé est de 18 % et une majorité suggère que 5 % do budget suffirait (1).

Le montant total de l'aide extérieure représente *en réalité moins de 1%* du budget fédéral (13,6 milliards sur un total de 1 600 milliards de dollars), et à peine 0,15 % du produit national brut américain. Mais le mythe est tenace. Surtout si l'on écoute le sénateur Jesse Helms, président de la commission des affaires étrangères do Sénat, tonner contre les sommes englouties dans des *« trous à rats »*, ou M. Dana Rohrabacher, membre de la Chambre des représentants, proclamer que les États-Unis ne doiveot plus être le *« pigeon »* du *monde*.

Enjeu électoral depuis que le *« contrat avec l'Amérique »* des candidats républicains s'est engagé à eo réduire le montant, l'aide extérieure devrait, dans la perspective de l'élimination du déficit budgétaire eo l'an 2002, être d'ici là amputée de 23 milliards de dollars. Pour l'année prochaine, et malgré la menace d'un veto présidentiel, tant le Sénat que la Chambre des représentants veuleot réduire de 3 milliards de dollars la somme (15 milliards) réclamée par l'exécutif.

Au-delà des querelles de chiffres, c'est le contrôle de la politique étrangère qui est en cause. Car, si la conduite des affaires extérieures est du ressort de l'exécutif, le Coogrès – dont les deux chambres sont aujourd'hui dominées par les républicains – en assure le financement. Ses principaux chefs voient là l'occasion d'imposer de nouvelles priorités à une administration qui se cherche toujours une doctrine extérieure.

Président de la Chambre des représeotants, M. Newton Gingrich critique le *« multilatéralisme inepte »* de la diplomatie américaine. Le président de la sous-commission du budget d'aide étrangère, le sénateur Mitchell McConnell, qui reproche à l'administration de s'enliser dans des régions ne relevant pas de *« l'intérêt national »*, résume ainsi la différence entre les deux partis : *« Les démocrates veulent réduire les défenses militaires et utiliser nos forces partout ; nous voulons une armée plus forte mais utilisée de manière plus sélective* (2) ». Malgré l'impératif de rigueur, les républicains souhaitent en effet ajouter 7 milliards de dollars au budget de la défense réclamé par le Pentagone...

Le critique le plus sévère de l'administration est sans conteste M. Jesse Helms. Le sénateur de Caroline du Nord ne manque jamais une occasion d'afficher tant soo mépris pour le président des États-Unis que son désaccord sur la plupart des questions de politique internationale. S'il s'accorde avec les républicains qui reprochent à l'administration d'ovoir trop misé sur M. Boris Eltsine et d'accorder une importance excessive à la Russie par rapport aux autres États de l'ex-Union soviétique, il va plus loin : pour lui, la Russie reste l'ennemi mortel de l'Amérique. Et, en sa qualité de président de la commission sénatoriale des affaires étrangères, il se dit en mesure de bloquer l'ensemble du dispositif diplomatique américain (oomination des ambassadeurs, crédits de fonctionnement) tant qu'il n'arrivera pas à imposer une refonte totale de la politique étrangère. Il cherche notamment à supprimer l'Agence pour le contrôle des armements, l'Agence pour l'information, et surtout l'Agence pour le développement international (AID) qui gère la moitié du budget de l'aide extérieure ainsi qu'à réorganiser le département d'État.

L'Administration juge toutes ces demandes inacceptables, et accuse le Congrès d'*« isolationnisme »*. Réfutant l'argument budgétaire, le président William Clinton rappelle, d'une part, que, depuis le début de son mandat, la diplomatie américaine a déjà réduit son train de vie (1 000 suppressions d'emplois au département d'État, fermeture de 21 consulats, réduction de l'aide étrangère de 20 %) et que, d'autre part, le budget des affaires étrangères est déjà extrêmement bas (21,6 milliards de dollars au total, couvrant, en plus de l'aide extérieure, l'ensemble des coûts de la *diplomatie américaine* : ambassades, fonctionnaires du département d'État, etc.), ce qui équivaut à près de 44 dollars par famille et par an. Pour sa part, le secrétaire d'État, M. Warren Christopher, déclare : *« Nous ne pouvons pas nous permettre une politique étrangère au rabais. Nos ressources doivent être à la mesure de nos engagements »* (3).

Les hussards républicains du Congrès ne veulent pourtant rien entendre. Ils sont en général peu rompus à la politique internationale. Leur grille de lecture est directement inspirée du contexte intérieur (4) et sous-tend la nouvelle politique d'aide extérieure : l'aide dessert les récipiendaires, car elle crée une *« culture de dépendance »* qui perpétue la pauvreté. Aux mêmes maux les mêmes remèdes : c'est de *« solutions de marché »* (privatisation, déréglementation, libre-échange) que viendra le salut. Et, comme en politique intérieure, le « combat pour les valeurs » se superpose aux considérations économiques. D'où le retour à la politique dite de Mexico City (annoncée par le président Ronald Reagan en 1984, et abrogée par l'administration Clinton) qui interdit toute contribution financière aux organisations internationales approuvant l'interruption volontaire de grossesse...

Sauvetages

EN décembre dernier, lorsque éclata la crise du peso, le Mexique était encore la vedette des « merchés émergents » et l'enfant chéri d'investisseurs étrangers qui s'étaient jetés eur les *tesobonos*, obligetione du gouvernement mexicain, è haut rendement et libellées en dollers (1). Le « sauvetage » du Mexique eut lieu dens des conditions inédites : plutôt que de livrer une betaille incertaine eu Congrès, le président des États-Unis préfère puiser dens un fonde discrétionneire, destiné en principe à défendre le monnele eméricaine, pour erranger une ligne de crédit internationele de 50 milliards da dollars. La contribution des États-Unis à elle seule s'élève è 20 millierds de dollers (soit 40 % de plue que le totalité du budget de l'aide extérieure eméricaine), le reste provenant du Fonds monétaire internetional, de le Banqua des règlements internationeux, at d'eutres sources.

Pour justifier une mesure que 79 % de ses concitoyene désapprouvent, le préeident Clinton e évoqué *« l'intérêt de notre peys, de nos emplois, et de la stabilité de le région* (2) ». Pour une fois, et même si leurs troupes renâclent, les chefs républicains du Congrès, MM. Robert Dole et Newton Gingrich, ont approuvé le président. D'eutres personnelités politiques, telles que le conservateur Petrick Buchenen, candidet à l'investiture républicaine, fustigent le *« sauvetage de Wall Street »*.

En effet, melgré une situation économique et sociele désastreuse (50 % d'infletion, 25 % de chômage, 7 % de baisse du produit netionel brut), l'ensemble des fonds est jusqu'ici exclusivement effecté eu remboursement des *tesobonos*, dont 19,5 milliards da dollers sont venus à échéance durant le premier semestre 1995. Pour le président Ernesto Zedillo, la stabilisation des merchés financiers est la priorité ebsolue, cer elle seule permettre au Mexique de retrouver le confience des investisseurs étrangers.

I. W.

(1) Voir Ibrahim Warde, « La tyrannie de l'économiquement correct », *Le Monde diplomatique*, mai 1995.

(2) *The New York Times*, 2 février 1995.

A l'exception d'Israël et de l'Egypte

MÊME si les républicains reprochent à la diplomatie américaine de ne pas tenir compte des *« réalités de l'après-guerre froide »*, les préoccupations anticommunistes refont surface. L'assistance financière au régime « stalinien » de Corée du Nord (accordée en échange de la transformation à usage civil de son programme nucléaire) sera suspendue. L'indépendance du Tibet sera reconnue. Par ailleurs, les Chinoises qui craignent de subir contre leur gré un avortement ou une stérilisation pourront recevoir l'asile politique, et les réfugiés cubains ne seront pas extradés vers leur pays d'origine.

À l'exception d'Israël et de l'Égypte, seuls États dont l'aide demeure maintenue au niveau de l'année précédente, tous les pays verront une réduction des montants qui leur étaient accordés. Pourtant, à raison de 3,1 milliards de dollars pour Israël et de 2,1 milliards de dollars pour l'Égypte, les deux « vaches sacrées » consomment la part du lion de l'aide extérieure... si l'on exclut le Mexique, qui, à lui seul, a obtenu 20 milliards de dollars après l'effondrement du peso, mais qui ne figure pas dans le budget américain *(lire encadré)*.

Les grandes dépenses étant jugées incompressibles, le Congrès doit donc effectuer des économies de bouts de chandelle visant ceux qui sont à la fois les plus démunis et les moins bien défendus à Washington. Parmi les catégories les plus touchées : l'assistance au développement et l'aide au continent africain,

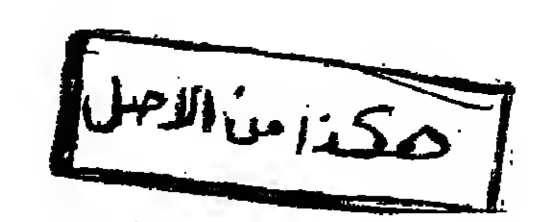
* Professeur à l'université de Californie, Berkeley.

(1) *The New Yorker*, 6 février 1995.

(2) *The New York Times*, 12 décembre 1994.

(3) *The Los Angeles Times*, 24 mai 1995.

(4) Voir Serge Halimi, « Virage à droite aux États-Unis », *Le Monde diplomatique*, décembre 1994.



CONCURRENTS EUROPÉENS

hégémonie sur le marché des armes

ses adversaires seraient équipés en armes américaines ? », s'interroge-t-il (6).

Les États-Unis auraient tort, insiste Ethan B. Kapstein, de se prêter à des projets communs : *« La coopération, théoriquement* c'*est sympathique, en fait,* c'*est diabolique. »* Cette critique avait déjà été développée plus longuement par le même auteur (7) : il concluait que Washington était conduit à transférer des technologies militaires avancées pour pouvoir avoir accès au marché européen, mais que c'était un *« marché faustien »*. Déjà, il soulignait *« l'avantage comparatif »* des États-Unis qui permet aux firmes américaines d'armements d'exporter sans créer de *« dommages politiques graves »* : moins dépendantes des ventes à l'étranger que les firmes européennes, elles peuvent refuser celles qui menaceraient la sécurité nationale.

Un monopole des États-Unis, poursuit M. Ethan B. Kapstein, sera bénéfique non seulement pour eux, mais pour le monde entier, du point de vue tant de la sécurité internationale que de l'allocation mondiale des ressources, les autres pays pouvant réorienter leurs investissements dans des secteurs plus productifs. De surcroît, cette hégémonie fournira à l'Amérique des moyens de pression plus efficaces sur d'éventuels pays *« fauteurs de troubles »*. Il faut donc assumer sans complexe cette position monopolistique et en accélérer la réalisation, par exemple en rapatriant les fabrications de F-18 actuellement assemblés en Europe ou en Corée. La perspective n'est donc pas seulement économique : elle inclut bien une vision des rapports de force mondiaux et une doctrine de contrôle tant des *« alliés »* et des *« pays amis »* que des *« perturbateurs »* éventuels.

Au cœur de cette analyse se situe la recherche-développement. Tous les documents, américains récents sur la *« base industrielle et technologique de défense »* la considèrent comme l'instrument de la suprématie (8), la condition pour le maintien d'une avance technologique, elle-même objectif essentiel : elle permet la maîtrise d'éventuelles situations conflictuelles comme des rapports de force avec les concurrents.

Faut-il parler de *« nouvelle course aux armements »* ? N'est-ce pas une simple provocation sémantique ? L'ancienne course aux armements était liée à l'antagonisme des deux blocs et désignait la compétition quantitative et qualitative qui opposait les États-Unis et l'URSS dans l'équipement de leurs forces et, secondairement, dans celui d'un certain nombre de pays alliés. Elle s'inscrivait dans un contexte d'affrontement militaire possible. Incontestablement, cette forme-là est terminée.

Toute course aux armements a-t-elle pour autant disparu ? Est-il inadéquat d'appliquer ce concept aux relations en cours de formation entre producteurs américains et européens (9) ? Le mouvement mondial de contraction des dépenses militaires et des acquisitions d'armements s'accélère. Pour autant, la compétition continue, de moins en moins quantitative et de plus en plus qualitative, voire virtuelle. Elle n'oppose plus l'URSS aux États-Unis, mais ces derniers aux producteurs européens dans une lutte pour l'hégémonie, *via* l'affrontement industriel et économique autour de l'ensemble aéronautique-espace et électronique, tant militaire que civil.

Les choix budgétaires américains confirment la tendance marquée au soutien des dépenses de recherche-développement dont les crédits diminuent moins vite que les autres postes militaires. Le mouvement en cours de concentration-restructuration de l'industrie d'armement outre-Atlantique et l'offensive tous azimuts de celle-ci sur les marchés d'exportation ne constituent donc pas de « purs » phénomènes économiques. Ils reflètent une orientation stratégique visant l'hégémonie, comme en témoigne, par exemple, la constitution du groupe géant Lockheed-Martin.

L'industrie d'armement américaine fait face à une baisse substantielle des dépenses de défense : celles-ci sont passées de 6,6 % du PIB en 1986 à 3,9 % en 1995 et, en termes de crédits, le budget de la défense (département de l'énergie compris) est passé de 360 milliards de dollars en 1989 à 320 en 1992 et à 270 en 1995. La baisse n'a pas épargné les dépenses d'équipement, qui chuteront de 133 milliards de dollars en 1985 à 39,4 en 1996 (10) Ce rétrécissement du marché national explique, en bonne partie, la place hégémonique qu'ont prise les États-Unis dans les transferts mondiaux d'armements, favorisée par le retrait de l'URSS *(voir infographie ci-contre)*.

La tendance s'est accélérée et globalisée dans les années 90 : les États-Unis représentaient 48,9 % des ventes d'armes au tiers-monde en 1991, 56,8 % en 1992 et presque 75 % en 1993. En revanche, leur valeur ne progresse que faiblement : de 14,6 à 14,8 milliards de dollars entre 1992 et 1993. Mais cela veut dire que d'autres producteurs ont fait les frais de la contraction des ventes d'armements au Sud.

Du coup, c'est tout le rapport des firmes américaines aux marchés d'exportation qui change de nature. Pendant longtemps, les exportations américaines ont été marginales par rapport au chiffre d'affaires national (8 % à 9 %). Mais la réduction des commandes intérieures change la donne : pour les seuls avions de combat, les achats de la marine et de l'aviation, qui étaient de trois cent trente-trois unités en 1988, sont tombées à vingt-quatre en 1994-1995. On comprend alors que l'acquisition de vingt-cinq chasseurs F-15 I Eagle par Israël prend une importance beaucoup plus grande pour MacDonnell Douglas, par ailleurs en recul sensible, et que l'achat de soixante-quinze appareils F-15 par l'Arabie saoudite transforme complètement le plan de charge du constructeur. Le phénomène n'est pas seulement conjoncturel, comme en témoignent les données sur une plus longue période *(voir tableau ci-dessous)*.

Cette transformation se repère également dans l'âpreté de la concurrence dans les pays européens eux-mêmes, où les États-Unis ont remporté des marchés significatifs (hélicoptères Apache aux Pays-Bas, avions C 130 J Hercules en Grande-Bretagne, missiles AMRAAM au Danemark, en Finlande et au Royaume-Uni, avions F-18 en Finlande et en Suisse, etc.). L'Europe de l'Est constitue également un enjeu d'importance, comme le montrent la vente par les États-Unis à la Roumanie de quatre-vingt-seize hélicoptères d'assaut Cobra et la négociation en cours avec la Pologne pour qu'elle se dote d'avions-radars E-2C Hawkeye.

Face à ce défi, les pays européens peuvent être tentés de réagir par une « course aux exportations » dans les pays du tiers-monde. Ils participeraient alors à une relance du surarmement, avec toutes les conséquences néfastes qui en découlent. Pour autant, ils n'échapperaient pas nécessairement à l'hégémonie américaine, car la compétition se déroulerait sur les critères technologiques fixés outre-Atlantique.

S'ils veulent maintenir leur souveraineté dans ce domaine, les pays du Vieux Continent doivent constituer d'urgence un marché européen unifié et protégé – non pas autarcique, mais autocentré – qui les dispense de se lancer à leur tour dans la recherche du financement par les pays pauvres de l'armement des pays riches. La position de stricte suffisance alors réalisée dans ce marché leur permettra, de surcroît, de peser pour une transparence, un contrôle et une diminution des ventes d'armes mondiales. Elle leur évitera d'adopter ingénument les « logiciels stratégiques » américains, du type défense antimissile, et les aidera donc à maintenir les moyens, non seulement matériels mais doctrinaux, de la souveraineté.

JEAN-PAUL HÉBERT.

(6) *Op. cit.*, pp. 15 et 17.

(7) Ethan B. Kapstein, « International Collaboration in Armaments Production : A Second-best Solution », *Political Science Quarterly*, vol. 106, nº 4, 1991-1992, pp. 657-675.

(8) Voir Congrès des États-Unis, Office of Technology Assessment, *Redesigning Defense, Planning the transition to the Future US Defense Industrial Base*, juillet 1991, 118 pages, et Congrès des États-Unis, Office of Technology Assessment, *Building Future Security, Strategies for Restructuring the Defense Technology and Industrial Base*, juin 1992, 160 pages. Un rapport du département de la défense abordait également la question en 1991 : Undersecretary of Defense (Acquisition) : *Report to Congress on the Defense Industrial Base*, novembre 1991.

(9) Lire Laurent Carroué, « Intégration croissante des industries d'armement », *Le Monde diplomatique*, mai 1994.

(10) *Le Monde*, 8 février 1995.

PRODUCTION ANNUELLE D'AVIONS DE COMBAT AMÉRICAINS 1973-2000

	Moyenne annuelle 1973-1982	Moyenne annuelle 1983-1992	1993	1994	1995	1996	1997	1998	1999	2000
Besoins nationaux	344	333	169	144	101	47	24	24	24	24
Exportations	259	229	70	75	87	132	150	133	87	48

Sources : *Defense News*, 21-27 novembre 1994 et R. Y. Forsberg (dir.), *The Arms Production Dilemma. Contraction and Restraint in the World Combat Aircraft Industry*, The MIT Press, Cambridge (Massachusetts), 1995.

extérieure

réduites de 35 % par rapport à l'année précédente.

Pour justifier les réductions, tous les prétextes sont bons : l'assistance à la Turquie – autrefois alliée fort prisée – sera réduite en raison de la répression contre les Kurdes ; la réduction de l'aide à la Russie s'explique par les ventes d'armes et de réacteurs nucléaires à l'Iran ; le Nicaragua pourrait se voir refuser 30 millions de dollars pour n'être pas suffisamment revenu sur certaines nationalisations décidées par le régime sandiniste.

Tout en se plaignant d'être privé d'un outil important dans la conduite de la politique étrangère, l'exécutif se dit cependant prêt à un compromis : d'accord pour des réductions supplémentaires, mais à condition qu'elles soient laissées à la disposition du président. Pour ce dernier, l'aide étrangère doit être conçue comme un investissement dans la stabilité du système international. M. Clinton rappelle ainsi que l'aide à la Russie, à l'Ukraine ou au Kazakhstan est accordée en contrepartie du démantèlement de leur arsenal nucléaire, que de nombreux pays risquent de se voir déstabilisés par une baisse soudaine de leurs revenus, et qu'un désengagement américain permettrait au Japon et à l'Europe d'élargir leurs zones d'influence respectives. Qu'il s'agisse de la lutte contre les États « hors-la-loi » ou de l'encouragement aux réformes démocratiques et aux initiatives de paix, l'aide financière sert donc de « carotte » à l'édification du nouvel ordre mondial.

Ainsi, pour le président américain, la paix au Proche-Orient dépend *« de notre capacité à récompenser ceux qui prennent des risques pour la paix* (5) *»*. Depuis le précédent des accords de Camp David entre Le Caire et Tel Aviv en 1978, les accords signés sous la houlette américaine sont en effet toujours assortis de promesses financières. La Jordanie s'est, par exemple, vu promettre l'effacement de sa dette en échange de l'accord de paix signé avec Israël. Or, à ne pas pouvoir tenir les engagements pris par ses dirigeants, l'Amérique perdrait sa crédibilité. Lors du sommet du G7 à Halifax, M. Clinton s'était engagé à consacrer 270 millions de dollars à la force de réaction rapide destinée à protéger les forces de l'ONU en Bosnie-Herzégovine, mais il n'a pu débourser que le tiers de cette somme (6).

Aujourd'hui, à Washington, les représentants de nombreux États se livrent à un « lobbying » effréné – et fort coûteux – pour sauver ce qui peut encore l'être. Et les organismes gouvernementaux montrent patte blanche, désireux de prouver qu'ils gèrent leurs budgets de manière saine et efficiente, et qu'ils partagent les thèses de la nouvelle majorité républicaine. La Banque mondiale – dont le budget pourrait souffrir d'une baisse de 40 % de la contribution américaine – a fait paraître des publicités dans la presse de Washington pour expliquer qu'en passant par elle, le gouvernement des États-Unis *« en a pour son argent »*. Et l'Agence pour le développement international – que le Congrès cherche à dissoudre – a fait circuler au sein de l'establishment politique un épais dossier visant à prouver que 80 % de l'aide retrouve, par des voies détournées, le chemin des États-Unis (7).

IBRAHIM WARDE.

(5) *The Los Angeles Times*, 8 mai 1995.
(6) *The Los Angeles Times*, 30 juin 1995.
(7) *Newsweek*, 29 mai 1995.

Édité par la SA *Le Monde*
Société anonyme
avec directoire et conseil de surveillance
Comité exécutif :
Jean-Marie COLOMBANI, président du directoire, directeur de la publication
Dominique ALDUY, directeur général
Noël-Jean BERGEROUX, directeur de la rédaction
Eric PIALLOUX, directeur de la gestion
Anne CHAUSSEBOURG, directeur délégué

Imprimerie du *Monde*
12, r. M.-Gunsbourg
98852 IVRY

Commission paritaire des journaux et publications : nº 57 438
ISSN : 0026-9395
PRINTED IN FRANCE

A la disposition des diffuseurs de presse pour modification de service, demandes de réassort ou autre, utiliser nos numéros de téléphone verts : Paris et sa banlieue : 05-03-11-36 Province : 05-36-11-11.

LA BATAILLE POUR LA PROPRIÉTÉ ET POUR

Retour de flamme

L'ÉTAT de santé du président Boris Eltsine et le refus par la commission électorale d'agréer plusieurs listes pour les prochaines élections législatives – notamment Iabloko de l'économiste Grigori Iavlinski – dramatisent le climat d'incertitude qui prévaut en Russie. La percée attendue des forces communistes, nationalistes et régionalistes, la faiblesse des partis qui se réclament du pouvoir expliquent-elles les manœuvres du Kremlin pour gêner l'expression du suffrage universel ?

Par notre envoyé spécial JEAN-MARIE CHAUVIER *

Sauf les manchettes de presse, en ce doux « été indien » des capitales russes, rien ne trahit une particulière agitation. Les rares vendeurs de journaux militants paraissent bien seuls. Il est loin le temps où, sur la place Pouchkine à Moscou et aux abords de la cathédrale Notre-Dame de Kazan à Saint-Pétersbourg, alternaient meetings et concerts. Seul le grondement des excavateurs et des embouteillages dynamise la vie urbaine (1). Terrasses de café, restaurants, galeries commerciales et parcs de loisirs, animés mais sans cohue, dégagent une impression d'aisance et de détente. Les esprits maussades diront que les prix dissuadent la foule de trop s'y aventurer, que les centres de regroupement de SDF sont autrement bondés, les prisons pleines à craquer, les maladies de temps de guerre, poux et gale, en expansion dans les orphelinats surpeuplés. Société à deux vitesses : la cause est entendue. Et la presse, toutes tendances confondues, noircit le tableau.

Dans les écoles, anciennes et nouvelles, les enseignants manquent : 600 000 d'entre eux ont fait grève pour non-paiement des salaires. Si la gratuité de l'enseignement demeure, les cours payants se développent, de même que les collèges pour riches. Les enfants de l'élite partent étudier à l'étranger. La mode du business s'impose aux adolescents comme au reste de la population, et la presse libérale défend même le principe de ce sain apprentissage de la vie (2).

La chronique des dernières mauvaises nouvelles s'allonge, et parfois se nuance : la récolte de céréales tombera cette année à son niveau d'il y a trente ans, mais la chute de la production et l'inflation sont ralenties. Hypothèse optimiste : la relance dès 1996 ! Mais tout se dégrade : machines, logements, wagons, bateaux, avions... L'État veut un budget moins déficitaire, mais, pour renflouer les caisses, il brade ses actions dans vingt-neuf grands complexes industriels (3). Aux Américains – et au rabais – sont vendus par les militaires les secrets cosmiques de l'URSS (4). Les Occidentaux accaparent 85 % du marché de la publicité télévisée, versée à 40 % dans des caisses noires (5). Sans oublier le crime, en hausse exponentielle. Et la xénophobie : sur les marchés, les rafles de Caucasiens sont à la mode. Rassemblés, assis ou couchés, les mains sur la tête, menacés par des policiers en cagoules, ils sont triés, souvent battus, les « irréguliers » expulsés de Moscou, les autres relâchés. Violence coutumière, acceptée, applaudie (6).

Le 1er octobre, la journée mondiale du troisième âge, fut l'occasion de parler de la mort accélérée des vieux. Cœurs sensibles s'abstenir (7). Un humoriste, Mikhaïl Jvaneski, résume la situation dans un célèbre hebdomadaire libéral : *« Il faut se débarrasser des vieux... Mais les enfants souffrent également ? Il faut donc s'en défaire. Ceux qui resteront ne gêneront pas les réformes... Si les vieux, les femmes et les enfants disparaissent, ne fût-ce que pour la période de transition, tous les problèmes seront rapidement résolus* (8). »

Symptomatique, la colère de l'ex-dirigeant des mineurs Aman Touleev, qui avait aidé M. Eltsine à prendre le pouvoir. *« En 1989, nous avons fait deux mois de grève, et le pouvoir soviétique nous a payé salaires et primes »*, dit l'ancien « Walesa du Kouzbass sibérien », devenu notable de la région de Kemerovo. Aujourd'hui, plus de salaires payés à temps. Le charbon et les équipements sont à l'abandon, *« il y a 15 morts par tonne extraite »*, l'alcoolisme est terrifiant. *« Il n'y a pas de répression comme en 1937, me dit-on. D'accord. Pas encore. Mais la destruction d'un pays humilié, comme Hitler n'eut pu le rêver... le bombardement du Parlement, les milliers de réfugiés, les millions de chômeurs, la très haute mortalité, la très basse natalité, ce n'est pas de la répression, ça ?* (9) » A peine moins ténébreux, un des chefs de file du néolibéralisme, M. Grigori Iavlinski, déclare : *« C'est l'échec de la réforme. »* Son concurrent électoral, M. Boris Fiodorov, qui fut pourtant ministre des finances de M. Egor Gaïdar, constate, amer : *« Si, par réforme, on entend un changement vers le mieux, les gens sont incontestablement pour... Mais où voyez-vous un tel changement ? »* Non, il y a *« chute du niveau de vie »*, peur de l'insécurité et *« de la guerre »*. De fait, 80 % des Russes se sont encore appauvris cette année, alors que 10 % concentrent déjà un tiers des revenus (10).

Si le présent est au désenchantement, un « retour en arrière » paraît impensable. Les (diverses) nostalgies n'empêchent pas qu'avec le passé trop de ponts sont coupés. Irréversibles, les dégâts de vingt années au moins de stagnation et de réformes ratées, mais aussi l'avènement d'une nouvelle classe possédante. Irréversibles, également, le choc du marché dans la vie sociale et les comportements, le déclassement de millions de travailleurs qualifiés qui ont cessé de pratiquer leur métier pour s'engager dans les « affaires » de survie. Irréversibles, de même, la fin de l'autarcie, la déferlante de la vidéo et de la publicité, les séductions occidentales dans la jeunesse. Dès lors déclinent les anciennes valeurs socialistes, traditionalistes ou humanistes qui avaient nourri les contestations d'antan. Les duretés de l'ordre nouveau sont acceptées (ou subies) parce qu'identifiées aux « lois universelles » de l'économie, aux sacrifices nécessaires. Irréversible, enfin, la fin de l'Union, désagrégée puis politiquement liquidée fin 1991 – avec tous ses désagréments mais aussi la position économique dominante conquise par la Russie au sein de la CEI (11). Si « retour » il doit y avoir – vers une autre Union – des valeurs sociales, voire socialistes, ce ne sera pas en deçà des nouvelles réalités, mais au-delà.

En politique, le vrai tournant date d'octobre 1993. Ce fut la fin du soviétisme et de la démocratie vivante, des initiatives de société civile nées sous l'ère Gorbatchev et désormais trop dérangeantes pour un capitalisme de choc. Dissolution brutale des soviets, blocus du Parlement, rébellion armée de ses chefs, bombardement de la Maison Blanche le 4 octobre et cruelle répression : de cette « victoire de la démocratie », comme on la qualifia au Kremlin et en Occident, on n'a pas célébré officiellement le deuxième anniversaire. La presse démocrate y a consacré des commentaires plutôt consternés et gênés. En revanche, les rebelles d'octobre, les parents et amis des victimes ont improvisé un mémorial, des chapelles ardentes, des cérémonies.

Le scrutin (contesté) qui ponctua la crise, le 12 décembre 1993, fit avaliser la nouvelle Constitution, très « présidentielle », de M. Eltsine, et engendra un Parlement (la Douma) aux droits restreints, d'humeur plus sage mais indocile (12). L'affrontement de la fin 1993, encouragé par les ultralibéraux, aboutit paradoxalement à leur mise à l'écart du pouvoir : c'était la sanction des électeurs et le fruit du savoir-faire du pre-

* Journaliste.



LAURE VASCONI

SCÈNE DE MARCHÉ A PETROZAVODSK
Oubliée, la pénurie. Mais tout est désormais si cher...

(1) Lire Jean-Marie Chauvier, « Moscou du bien-vivre, Moscou du mal-mourir », *Le Monde diplomatique*, avril 1995.

(2) *Goudok*, 1er septembre 1995, *Obchtchaïa Gazeta*, 28 septembre 1995, *Izvestia*, 5 octobre 1995.

(3) *Obchtchaïa Gazeta*, 28 septembre 1995.

(4) *Komsomolskaïa Pravda*, 30 septembre 1995.

(5) *Izvestia*, 5 octobre 1995.

(6) Sur les rafles, *Komsomolskaïa Pravda*, 15 septembre 1995, et *Sevodnia*, 29 septembre 1995.

(7) Sur la crise sociale en Russie, lire le dossier de Marie-Hélène Mandrillon, *Problèmes politiques et sociaux*, La Documentation française, 14 avril 1995.

(8) *Moskovskie Novosti*, 3 septembre 1995.

(9) *Pravda*, 29 septembre 1995. L'ancien dirigeant ouvrier anticommuniste s'est inscrit sur les listes électorales... du PC.

(10) *Izvestia*, 8 septembre 1995.

(11) Cf. *Russie post-soviétique : la fatigue de l'histoire ?*, sous la direction de Véronique Garros, éd. Complexe, Bruxelles, 1993.

(12) Cf. *Le Monde diplomatique*, octobre et novembre 1993 et février 1994.

Les étoiles de décembre

Le paysage politique russe tel qu'il se dessine à la veille des élections législatives du 17 décembre 1995 ressemble à une galaxie.

Le système solaire de *Notre maison la Russie*, fondé par le premier ministre Viktor Tchernomyrdine, satellise des planètes contradictoires allant des étatistes aux libéraux. Avec des étoiles de la scène (le cinéaste Nikita Mikhalkov, *Soleil trompeur*) et du képi (le général Lev Rochline, ancien d'Afghanistan et de Tchétchénie, guerre à laquelle il s'est opposé).

La nébuleuse du centre gauche se compose de partis héritiers de la tradition soviétique et de formations libérales partageant un discours social-démocrate :

– le bloc d'Ivan Rybkine, le président de la Douma, partisan de réformes plus sociales et du protectionnisme agro-industriel ;

– le bloc *Syndicats et industriels de Russie-Union du travail*, alliance de patrons et de travailleurs pour la sauvegarde de l'outil avec la *Fédération des syndicats indépendants* de M. Mikhaïl Chmakov et *l'Union des industriels et entrepreneurs* de M. Arkadi Volski ;

– le *Parti agrarien* de M. Mikhaïl Lapchine, parti des directeurs des anciens kolkhozes, hostile à la révolution libérale foncière ;

– *Femmes de Russie*, animé par d'anciennes responsables du Comité des femmes soviétiques, défenseur du droit des femmes à l'emploi et aux responsabilités ;

– *l'Union social-démocrate* de M. Vassili Lipitski, adepte du libéralisme social, est alliée au *Parti social-démocrate*, aux *Jeunes sociaux-démocrates* et au *Mouvement pour les réformes* de l'ancien maire de Moscou, M. Gavril Popov, et du maréchal Evgueni Chapochnikov ;

– la *liste Panfilova-Gourov-Lysenko*, issue du mouvement démocrate eltsinien : Mme Panfilova fut ministre des affaires sociales sous M. Egor Gaïdar et le *Parti républicain* de M. Vladimir Lysenko est héritier de la *Plate-forme démocratique du PCUS*, qui, en 1990, avait soutenu M. Boris Eltsine contre Mikhaïl Gorbatchev ;

– le *Parti de l'autogestion des travailleurs*, du microchirurgien ophtalmologue Sviatoslav Fiodorov, fait sienne la revendication ouvrière de la reprise en mains des entreprises désétatisées par leurs « collectifs de travail » ;

– le mouvement *Kedr* (Le Cèdre), avec l'écrivain Sergueï Zalyguine, milite pour la défense de l'environnement.

Les étoiles filantes du radicalisme démocrate-libéral se partagent entre étoiles montantes et astres pâlissants. Les premières sont :

– *Iabloko* (La Pomme), fondé par l'économiste Grigori Iavlinski, auteur en 1990 du « plan de cinq cents jours », aujourd'hui critique résolu de l'ultralibéralisme. Le mouvement n'avait pas, fin octobre, obtenu l'agrément de la commission électorale.

– *En avant la Russie*, de M. Boris Fiodorov, ancien ministre des finances de l'époque de M. Gaïdar, devenu libéral d'opposition, plutôt patriotique.

Les formations « authentiques » du mouvement démocratique eltsinien apparaissent, elles, en déclin :

– *Russie démocratique-Syndicats libres*, avec les anciens dissidents Gleb Yakounine et Lev Ponomarev, ainsi qu'une partie des syndicats qui conduisirent les grèves politiques des mineurs en 1989-1990. Elle n'avait pas rempli les conditions requises pour se présenter.

– *Choix démocratique-Démocrates réunis*, de M. Egor Gaïdar, désormais très isolé.

La constellation des patriotes et nationalistes *recouvre des groupes très divers, des étatistes post-*soviétiques à ceux qui n'ont en commun que le désir de revanche des humiliations subies :

– le *Congrès des communautés russes*, opposé au nationalisme ethnique, avec pour figures de proue M. Iouri Skokov et le général Alexander Lebed, « héros » des barricades d'août 1991, défenseur des russophones de Moldavie, en disgrâce du fait de son opposition à l'aventure en Tchétchénie et ancien commandant de la XIVe armée. À leurs côtés, M. Sergueï Glaziev, du *Parti démocratique de Russie*, et Mme Lioudmila Vartazarova, du *Parti socialiste des travailleurs*, fondé par l'historien dissident Roy Medvedev ;

– le bloc *Govoroukhine*, du nom du cinéaste dont un film documentaire, *On ne peut plus vivre comme ça* (1990), fut déterminant dans l'élection de M. Boris Eltsine à la présidence du Parlement russe ;

– la *liste Patrie*, social-démocrate patriote. Avec le général Boris Gromov, ancien commandant en chef des forces d'Afghanistan et adversaire de la guerre en Tchétchénie, ainsi que l'économiste libéral Stanislav Chataline, successivement conseiller de M. Gorbatchev et de M. Eltsine ;

– le bloc *Pouvoir au peuple*, conduit par l'ancien premier ministre soviétique Nikolaï Rijkov ;

– *Puissance Routskoï*, du nom du général qui conduisit la rébellion d'octobre 1993 ; il a été récusé par la commission électorale.

– *Pour la patrie*, de M. Vladimir Polejenov, ancien responsable des privatisations démis de son poste après avoir remis en cause les « bradages » d'entreprises au profit du capital étranger ;

– l'*Union patriotique*, avec l'ex-général du KGB Alexandre Sterligov, membre éminent de l'Assemblée nationale russe ;

– le *Parti libéral-démocratique*, dirigé par M. Vladimir Jirinovski, célèbre pour sa volonté de *« tremper les bottes du soldat russe dans l'océan Indien »*, adepte du marché dans l'ordre. Celui-ci n'a rien perdu de son éloquence, mais beaucoup de son aura de « sauveur de la patrie »...

Les étoiles rouges du communisme n'ont pas nécessairement les contenus idéologiques suggérés par leur couleur. Les principaux partis se réclamant du communisme sont :

– le *Parti communiste de la Fédération de Russie*, de M. Guennadi Ziouganov, partie intégrante de la mouvance des *derjavniki* (patriotes étatistes), militants du redressement national et de la justice sociale *(lire l'article en page 13)* ;

– le bloc *Communistes-Russie laborieuse-Pour l'URSS*, à la différence du précédent, se réclame de 1917, de Lénine et de Staline. Il est partisan du *« retour au socialisme »* purifié de la *« dégénérescence bourgeoise »* du PCUS, comme son concurrent, le *Parti communiste bolchévique pan-russe* de Mme Nina Andreieva ;

– d'autres communistes, non staliniens, internationalistes ou socialistes de gauche, se présentent, en groupes ou individuellement.

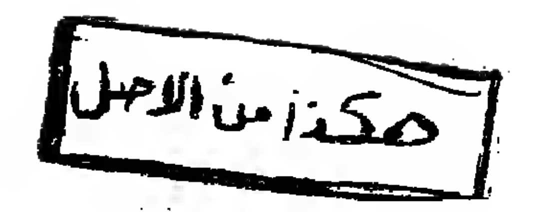
Les régionalistes et autres forces centrifuges, représentent la grande inconnue du scrutin :

– *Transformation de la Russie* : fondée à Ekaterinenbourg (Sverdlovsk), capitale de l'Oural industriel, par le gouverneur, M. Édouard Rossel, elle ambitionne de fédérer plusieurs forces régionales en opposition au gouvernement central ;

– L'*Union des musulmans de Russie*, dirigée par M. Akhmed Khalitov, ex-membre du parti de M. Vladimir Jirinovski, présente en tête de liste le président de l'Ingouchie (Caucase), M. Roualan Aouchev. Interpellée avec virulence par le patriarche de l'Eglise orthodoxe, cette formation, qui se définit comme laïque, entend défendre les intérêts des vingt millions de musulmans de la Fédération de Russie. Elle n'avait finalement pas obtenu l'agrément de la commission électorale.

J.-M. C.





ENCLAVÉE ENTRE SERBIE, ALBANIE, GRÈCE ET BULGARIE

Fragile Macédoine

S'APPUYANT sur les succès militaires des Croates et des Bosniaques, la stratégie américaine en Bosnie marque des points. Malgré quelques combats, le cessez-le-feu semble globalement respecté. L'heure est désormais à la négociation de la paix esquissée par les accords de New York. Washington compte sur le déploiement par l'OTAN de quelque 60 000 hommes (dont 20 000 Américains) pour maintenir une trêve bien instable. Et d'autres Républiques de l'ex-Yougoslavie risquent, à leur tour, de connaître des secousses. Ainsi la Macédoine, ébranlée par l'attentat contre son président, M. Kiro Gligorov.

Par MARIE-FRANÇOISE ALLAIN et IVAYLO DITCHEV *

Jusqu'ici épargnée par la spirale de guerre qui ravage d'autres républiques de l'ex-Yougoslavie, la Macédoine redoute désormais le pire. L'attentat perpétré le 3 octobre dernier contre son président, M. Kiro Gligorov, menace de libérer les tensions accumulées depnis des années (1) : ethniques, avec les relations difficiles entre majorité slave chrétienne et minorité albanaise musulmane ; économiques et sociales, en pleine transition vers l'économie de marché, rendue plus douloureuse par l'embargo d'Athènes et les conséquences de la guerre en Bosnie ; politiques, du fait des rapports complexes avec la Grèce, la Bulgarie, l'Albanie et la Serbie.

Que reprochaient à M. Gligorov ceux qui ont tenté de l'assassiner ? Ses liens étroits avec Belgrade on, au contraire, les distances prises avec la Serbie ? Le compromis passé avec la Grèce, considéré comme une trahison de la cause nationale ? L'intégration de la communauté albanaise qui mettrait fin au rêve de « purification ethnique » de certains ? Autant dire que nombreux sont les artisans possibles d'une déstabilisation de ce petit pays – à peine plus de deux millions d'habitants sur un territoire de la taille de la Bretagne – qui n'en constitue pas moins un passage obligé entre mer Noire et Adriatique, entre Égée et Danube...

L'ambiguïté qui a présidé à l'irruption de ce nouveau pays balkanique se reflète dans soo nom lui-même : pour la Communauté européenne, qui l'a reconnu en juin 1992, comme pour les Nations unies, qui l'ont admis en avril 1993, il s'appelle toujours *l'« ex-République yougoslave de Macédoine »*. Et pour cause : l'histoire a divisé la Macédoine géographique entre la Yougoslavie (Macédoine du Vardar, 39 % du territoire), la Grèce (Macédoine de l'Égée, 51 %), la Bulgarie (Macédoine du Pirin, 9 %) et l'Albanie (1 %). Et sur ces terres éclatées s'est opéré on formidable brassage d'ethnies, de religions et de cultures, qui vaut à la Macédoine d'être devenue on nom commun... Quoi qu'ils fassent, les dirigeants de Skopje sont forcément suspects de vouloir détourner l'héritage, voire d'encourager les menées irrédentistes.

Premier État à établir des relations diplomatiques avec la nouvelle République, la Bulgarie a fait beaucoup pour la soutenir économiquement – surtout après le blocus grec – et politiquement (2). Pour autant, Sofia ne reconnaît pas la nation macédonienne, considérée comme bulgare. La manœuvre vise à éloigner Skopje de Belgrade, tout en veillant à ce que ses dirigeants ne se mêlent pas des affaires de la minorité macédonienne de la région bulgare du Pirin (3).



KLAVDIJ SLUBAN

DANS LE VILLAGE DE DEBAR, À LA FRONTIÈRE ALBANAISE.
Entre tant de récifs, naviguer est un art

Fin de l'embargo

L'ATTITUDE de Belgrade est symétriquement opposée : la Serbie reconnaît la nation, mais pas l'État macédonien, censé reprendre un jour sa place dans la nouvelle Yougoslavie. Ses dirigeants misent sur les difficultés économiques du petit pays, dont près de 70 % du commerce se fait avec son voisin du nord, pour ne rien dire des problèmes d'énergie on de transport. Les responsables serbes ont d'ailleurs bénéficié, dans ce sens, d'un sérieux coup de main : le blocus imposé depuis le 26 février 1994 à la Macédoine par leurs amis d'Athènes. Autre moyen de pression sur ce pays pratiquement désarmé (4) : la menace militaire directe. Plusieurs incidents sur la frontière nord ont alerté l'opinion publique. Or, pour l'instant, les propositions macédoniennes de révision commune des frontières restent sans réponse du côté serbe. Et les mille cent soldats déployés par l'ONU à partir de janvier 1993 – dont cinq cents Américains – n'offrent à la Macédoine qu'une protection formelle contre une éventuelle agression. À quoi s'ajoute la pression intérieure d'une minorité serbe réduite (2 % de la population), mais dont les dirigeants extrémistes peuvent compter sur le relais de médias serbes nombreux.

La position de la Grèce a fait couler encore plus d'encre. Athènes accuse la Macédoine de visées expansionnistes, et en voit la confirmation dans l'*« usurpation »* de ses symboles. La crise a d'ailleurs mis en évidence, une fois de plus, l'inefficacité des institutions européennes. Il a fallu la visite de l'envoyé apécial du président américain, M. Richard Holbrooke, en septembre 1995, pour qu'un demi-compromis se dessine, le 13 septembre dernier.

Les Grecs acceptaient de lever l'embargo en échange de deux concessions : la suppression de l'article 49 de la Constitution de la Macédoine, adoptée en 1991, selon lequel *« la République veille à la situation et aux droits des citoyens des pays voisins d'origine macédonienne »* et l'abandon du « soleil de Vergina » à seize branches sur son drapeau national – de fait, l'emblème de Philippe II et d'Alexandre le Grand est remplacé par on soleil jaune sur fond rouge depuis le 6 octobre 1995, en vertu d'on vote quasi unanime du Parlement macédonien... trois jours après l'attentat contre M. Gligorov. En revanche, l'épineuse question du nom du pays reste ouverte. À vrai dire, l'embargo imposé en février 1994 par Athènes était désastreuse pour la Macédoine, mais aussi pour la Grèce qui reste, selon M. Djuner Ismail, porte-parole du gouvernement de Skopje, le *« partenaire économique idéal pour la Macédoine »*.

Quant à l'Albanie, elle demeure – selon M. Arben Xhaferi, chef de la fraction radicale du Parti du progrès démocratique (PPD, albanais) – *« très indifférente au sort de sa minorité en Macédoine »*. Avec la guerre en Bosnie-Herzégovine et la menace d'un nouvel afflux de réfugiés, on peut constater une tendance à plus de prudence dans les prises de position du président Sali Berisha ainsi que dans celles de M. Ibrahim Rugova, chef de la République (semi-clandestine) du Kosovo (5), dont l'avenir dépend aussi de la stabilité en Macédoine.

Dans un contexte aussi inextricable, on peut se demander si les élites politiques macédoniennes voulaient réellement se séparer de la Yougoslavie. Le démantèlement de la Fédération s'est produit à l'initiative des républiques riches de l'Ouest qui espéraient, en se débarrassant du fardeau d'un Sud-Est moins développé, rejoindre l'Europe au plus vite. Poussée vers l'indépendance par la peur de s'enliser dans la guerre, la Macédoine a déclaré son autonomie avec une extrême prudence, en manifestant sa fidélité à Belgrade : lors du référendum sur l'indépendance en 1991, la deuxième question évoquait la possibilité pour le pays de rejoindre librement la oouvelle Yougoslavie. Si bien qu'en oovembre 1992 les troupes yougoslaves se sont retirées dans un calme miraculeux du territoire macédonien, emportant, eotre autres, tout le matériel militaire.

Nul n'ignore en tout cas que M. Kiro Gligorov compta parmi les derniers défenseurs de la Fédération yougoslave. Représentatif des hommes politiques formés à l'époque titiste, il fit preuve, une fois élu président de la République le 27 janvier 1991 (et réélu le 10 octobre 1994), de beaocoup de pragmatisme. La tolérance préservée entre Slaves chrétiens et Albanais musulmans, sans oublier les autres minorités (Tziganes et Turcs notamment), était pour une part son œuvre – même s'il n'allait pas jusqu'à prendre pleinement en compte la revendication albanaise. Et, si la Macédoine a su naviguer entre les visées de ses voisins tout en échappant à la spirale meurtrière qui a happé la Bosnie et la Croatie, elle le doit sans doute pour beaucoup au sens du compromis du *« Renard des Balkans »* – même si sa « politique de l'équidistance » dissimulait des rapports inégaux, sous la pressioo de Belgrade et d'Athènes.

Mais la gravité des conséquences de l'attentat rend peu probable son retour aux commandes. Or M. Gligorov ne laisse pas de véritable dauphin. M. Stojan Andov, le président du Parlement, qui a pris sa succession conformément à la Constitution, et M. Branko Crvenkovski, l'actuel premier ministre, poursuivront sans doute sa politique de prudence. En revanche, les hommes forts dans l'ombre – d'un côté le ministre de l'intérieur, M. Ljubomir Frckovski, de l'autre M. Vassil Tupurkovski, membre de la dernière présidence tournante de l'ex-Yougoslavie – ne feront pas forcément preuve de la même souplesse. D'autant que les débats strictement intérieurs risquent de se durcir.

Les relations complexes de la Macédoine avec ses différents voisios occultent eo effet trop souvent les difficultés de la transition vers l'économie de marché, propres à tous les pays de l'Est. Ici, pourtant, le processus de « décommunisatiou » o'a pratiquement pas eu lieu : il n'y a pas eu de vrai débat sur les victimes du communisme ni de révision de l'histoire. Tout ce que l'on reproche à l'ancien régime est une certaine « bureaucratisatiou ». À Skopje, il toujours loisible de se promener dans la rue du Maréchal-Tito. Il est vrai que la République a pu voir le jour grâce au régime communiste, dont le caractère relativement libéral durant les deux dernières décennies explique une certaine nostalgie.

La nomenklatura conserve le contrôle du pays : si les élections d'octobre 1994 ont été marquées par de nombreuses fraudes et irrégularités – au point que les nationalistes de l'Organisation révolutionnaire macédonienne intérieure-Parti démocratique pour l'unité nationale macédonienne (Orim-PDUNM) et le Parti démocratique (PD) boycottèrent le second tour (6) –, la délégation du Conseil de l'Europe n'en a pas moins considéré ce scrutin comme un *« pas important vers la démocratie »*, marquant ainsi sa confiance à M. Kiro Gligorov. Dominée par la Ligue des communistes de Macédoine-Parti de la réforme démocratique (LCM-PRD) et soutenue par le PPD albanais, l'Alliance pour la Macédoine gouverne ainsi le pays avec près de 90 % des sièges au Parlement, ce qui évoqoe immanquablement le soovenir d'un réceot passé – un passage au *« monopartisme »*, a dit Petar Gosev, président du Parti démocratique. À ce sentiment d'étouffement participent également le contrôle quasi total des médias par l'Alliance, la corruption, la soumission du système judiciaire, le climat de suspicioo. Rien d'étonnant, dans ces conditions, si les formations politiques ooo représentées au Parlement tendent à se radicaliser.

Sur le plan économique, les anciens de la oomenklatura privatisent l'économie en faisant valoir leurs liens avec l'étranger et leurs compétences. Ce mouvement risque de creuser encore plus le fossé social, dans cette République autrefois considérée comme la plus pauvre de la Yougoslavie, et où niveau de vie a déjà baissé de moitié depuis l'indépendance. Malgré la réduction de l'inflation oominale de plus de 2 000 % à moins de 20 %, le revenu par tête est en effet passé de 2 200 dollars en 1990 à 700 dollars aujourd'hui. Selon certaines estimations, la vente d'entreprises se traduirait en 1995 par un doublement du taux de chômage, qui frappe déjà (officiellemeot) 21 % de la population active (7). Avec un risque de conflits ethniques, car les Albanais (seloo les sources, entre 22 % et 33 % de la population) sont les premiers à subir les licenciements : les incideots qui se sont produits au printemps dernier autour de l'université de langue albaoaise de Tetovo pourraient en être le signe précurseur. Également victimes de la crise, les Tziganes (2,5 % de la population) bénéficient toutefois d'un statut de minorité reconnue.

Éviter une polarisation ethnique

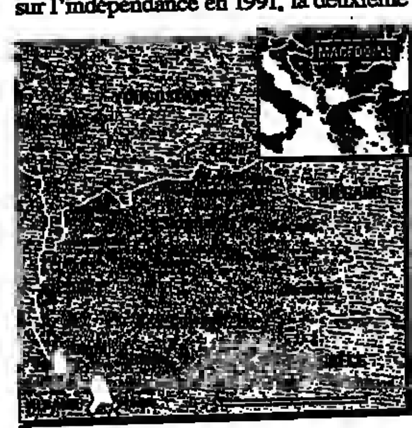
VOICI qui devrait relancer le débat sur la nature du régime. Alors que les partis issus de l'ancien appareil et les partis nationalistes prôoent, chacun à sa manière, la création d'un État fort et centralisé, les différentes formations albanaises souhaitent une décentralisatioo du pouvoir vers les régions : M. Mevlan Tahiri, membre de la présidence du PPD, parle même d'une *« cantonisation »* du pays (8). Ainsi l'autonomie régionale, accordée aux populations albanaises concentrées au nord-ouest du pays, leur permettrait-elle de mieux défendre leurs intérêts dans la crise actuelle.

Mais le fait que tous les partis albanais expriment la volonté d'une participatiou proportionnelle aux institutions ne va pas sans déclencher une sourde résistance de la part des Macédoniens slaves qui redoutent d'être débordés en nombre, dans un proche avenir, par leurs concitoyens albanais – dont le taux de natalité est le triple du leur. Selon M. Arben Xhaferi, le combat des Albanais pour leur reconnaissance en tant que *« peuple constitutif »* – et non comme minorité – exprime le refus de cette communauté d'être *« ghettoïsée »*. *« Si les Macédoniens n'acceptent pas la voie rationnelle, on créera un gouvernement parallèle*, ajoute-t-il, *mais avant d'en arriver là, il faut secouer un peu les dirigeants, car ils ne bougent que si leurs chaises commencent à trembler. »*

Jusqu'à présent l'Alliance pour la Macédoine avait joué les partis nationalistes cootre les partis ethniques En avril 1995, néanmoins, un accord s'est dessiné entre l'Orim-PDUNM et le PPD en vue des élections locales. Partenaire du parti au pouvoir au sein du Parlement, le PPD s'allierait avec l'opposition au niveau local. Pour le principal parti albanais, ce grand écart est sans doute une manière de survivre dans un climat politique de plus en plus difficile, en évitant une polarisation claire entre majorité et minorité ethniques.

Mais la réponse aux questions fondamentales sur l'avenir du pays ne pourra pas être remise à l'infini. Va-t-on vers une Macédoine réellement indépendante, ou y aura-t-il, un jour, retour à la Yougoslavie ? Va-t-on vers une société pluraliste, ou le système de parti unique sera-t-il maintenu ? Privilégie-t-on le centralisme ou le régionalisme ? Ces choix devraient, pour une fois, être opérés par l'ensemble des citoyens de la nouvelle République. Le temps presse : ne dit-on pas déjà à Skopje que, le conflit bosniaque une fois réglé, le champ serait libre pour l'ouverture d'un oouveau front dans les Balkans ?





De l'Empire ottoman à l'indépendance

1389 : L'Empire ottoman conquiert les régions macédoniennes suite à sa victoire contre les Serbes dans la plaine de Kosovo.
1878 : Après la guerre russo-turque, le traité de San Stefano intègre la Macédoine à la nouvelle Bulgarie, décision remise en cause par les grandes puissances au congrès de Berlin.
1893 : Création de l'Organisation révolutionnaire macédonienne intérieure (VMRO, en français Orim) qui refuse la partition de la Macédoine et propose la constitution d'une Fédération slave.
1903 : L'Orim déclenche un soulèvement contre les Ottomans et crée l'éphémère République de Krusevo, qui sera anéantie dans le sang.
1912-1913 : Après la victoire de l'alliance balkanique contre les Ottomans, le traité de Bucarest divise la Macédoine entre la Grèce et la Serbie tout en reconnaissant l'indépendance de l'Albanie.
4 décembre 1918 : Proclamation du Royaume des Serbes, des Croates et des Slovènes, qui prendra en 1929 le nom de Yougoslavie.
1934 : Une résolution du Komintern appelle à lutter pour *« une république macédonienne unie et indépendante sous la direction des partis communistes de la Bulgarie, de la Yougoslavie et de la Grèce »*.
1943 : Le Conseil antifasciste de libération nationale décide que la Macédoine sera une des Républiques de la future Fédération yougoslave.
29 novembre 1945 : Proclamation de la République populaire fédérative de Yougoslavie, qui inclut la Macédoine et reconnaît sa langue.
25 janvier 1991 : La République de Macédoine proclame son indépendance.
8 septembre 1991 : Lors du référendum sur l'indépendance, le « oui » recueille 95 % des voix.

* Respectivement journaliste et écrivain.

(1) Lire Christophe Chiclet, « La Macédoine menacée d'étouffement », *Le Monde diplomatique*, septembre 1992, et « Athènes et Skopje dans l'impasse macédonienne », *Le Monde diplomatique*, mai 1994.

(2) C'est après la visite à Sofia de M. Boris Eltsine et grâce à la médiation du président Jeliou Jelev que la Russie a reconnu la République.

(3) Sur les deux cent mille habitants de cette région, dix mille se sont déclarés macédoniens lors du dernier recensement.

(4) La République ne dispose que de deux chars datant de la deuxième guerre mondiale : elle n'a pas d'aviation ni d'artillerie lourde : une grande partie des officiers sont partis avec l'armée yougoslave.

(5) Lire *La question du Kosovo*, un livre d'entretiens de Marie-Françoise Allain et Xavier Galmiche avec Ibrahim Rugova, Fayard, Paris, 1994.

(6) Les listes électorales n'étaient pas publiées à l'avance, le découpage des districts n'était pas correct, des milliers d'électeurs n'ont pas pu voter à cause de la loi sur la citoyenneté, etc. Dosta Dimovska, vice-présidente de l'Orim, a parlé d'un *« putsch contre la démocratie »*.

(7) Le plan élaboré avec la Banque mondiale prévoit la privatisation, d'ici à la fin de l'année, des vingt-cinq grandes entreprises publiques les plus déficitaires.

(8) Pour M. Ivan Mihaïlov, dirigeant de l'Orim entre les deux guerres mondiales, la Macédoine devait déjà devenir *« une Suisse des Balkans »*.

CONTRE LES DOUTEUSES

La Méditerranée,

Les 27 et 28 novembre, à Barcelone, les dirigeants des Quinze rencontrent ceux de douze antres pays riverains de la Méditerranée. Cet événement symbolique pourrait donner à penser que l'Union européenne effectue un retour politique en force dans une région dont son avenir est étroitement dépendant. C'est en effet Washington qui a tenu jusqu'ici les premiers rôles dans les négociations de paix israélo-palestiniennes et, plus humiliant encore pour le Vieux Continent, dans le règlement des conflits de l'ex-Yougoslavie. Mais, faute de s'entendre sur le contenu d'une politique étrangère commune, à laquelle leur poids économique et militaire conjugué donnerait pourtant une singulière autorité, les Quinze ne savent plus proposer que des zones de libre-échange... Alors que, dans la majorité des pays de la façade méridionale et orientale de la Méditerranée, les régimes, faute d'enracinement démocratique, n'ont aucune garantie de longévité *(lire, pages 18 et 19, les articles sur le Liban)*, et que les crises graves perdurent *(lire, pages 16 et 17, les articles sur l'Algérie)*, on peut douter que la réduction de la politique européenne à l'économisme contribue à une stabilité qui ne soit pas fondée sur la coercition.

Par GÉRARD KÉBABDJIAN *

EXISTE-T-IL une volonté commune de faire de la Méditerranée un ensemble solidaire ? C'est, au fond, la vraie question posée par l'initiative de l'Union européenne d'organiser une grande conférence euro-méditerranéenne à Barcelone les 27 et 28 novembre 1995. Le document préparatoire met l'accent sur le fait que les efforts politiques pour créer une *« zone de paix, de stabilité et de sécurité en Méditerranée »* sont indissociables de la promotion d'une croissance économique et d'un développement mieux réparti dans la région. Mais l'Europe est-elle en mesure de relever ce défi ?

L'Union a affiché des orientations prometteuses à la suite des conseils européens de Lisbonne (juin 1992), Corfou (juin 1994) et Essen (décembre 1994). Les documents de la Commission ont tous fait état de la nécessité de donner une impulsion nouvelle à la *« politique méditerranéenne renforcée »* de la première moitié des années 90, impulsion dont l'objectif serait la *« création d'un espace euro-méditerranéen à l'horizon 2010 »*. L'Europe propose donc de définir un schéma durable de relations avec les pays du bassin méditerranéen dans un esprit dit de *« partenariat »*. La conférence de Barcelone est annoncée comme une sorte d'acte symbolique devant sceller cette alliance nouvelle.

Il est, en effet, nouveau de chercher à élaborer entre les Quinze et les douze partenaires méditerranéens invités (1) une stratégie commune visant à assurer une cohérence géopolitique à l'action extérieure de l'Union européenne. L'annonce a suscité des espoirs dans les pays non membres de l'Union car, pour la première fois depuis la fin des années 80, s'exprimait le souhait de construire une région économique forte en Méditerranée, et de rééquilibrer une expansion régionale européenne orientée jusqu'à présent sur le flanc continental Est.

Ces espoirs se sont vite transformés en interrogations quand a été diffusé le contenu concret des propositions, puis quand ont été révisées à la baisse celles relatives au volet financier. L'Europe propose des programmes de coopération sectoriels, certes précieux, des protocoles financiers en augmentation et une seule réelle nouveauté : la création d'une vaste zone de libre-échange sur l'ensemble de la Méditerranée. Ces offres traduisent un vide stratégique et, en réalité, une absence de projet européen pour les populations pauvres qui campent à ses portes. Face à l'immensité des besoins, il est douteux que la formule du libre-échange soit la solution miracle pour faire d'une Méditerranée en crise un espace de développement et de stabilité.

* Professeur d'économie à l'université Paris-VIII, auteur de *L'Économie mondiale, enjeux nouveaux, nouvelles théories*, Le Seuil, Paris, 1994.


LEONARDO CREMONINI – « Vis-à-vis » (1984)

Des accords favorables dans les années 70

DANS les années 70, la Communauté économique européenne a ressenti la nécessité de définir une *« politique méditerranéenne globale »* à l'égard des pays tiers méditerranéens (PTM). Des accords de coopération ont ainsi été signés avec les pays du Maghreb en 1976, puis avec ceux du Machrek, ainsi qu'avec la Yougoslavie, la Turquie, Malte et Chypre. Ils ont donné naissance à un système de traitement discriminatoire préférentiel en matière commerciale : accès pratiquement libre au marché européen et acceptation de la non-réciprocité par la mise en place d'une protection douanière, souvent importante, contre les exportations européennes. Des aides financières non remboursables, accompagnées de prêts à taux bonifiés de la part de la Banque européenne d'investissement (BEI) ont été accordées, cependant qu'étaient lancés des programmes de coopération technique et culturelle.

Ces accords, particulièrement favorables aux PTM, peuvent s'expliquer par le climat politique de l'époque, marqué par un sentiment de culpabilité à l'égard des pays ayant subi la colonisation européenne (surtout française), par la montée du prix du pétrole et l'illusion qu'une dynamique de développement pouvait être impulsée à partir d'avantages commerciaux et financiers consentis par les pays développés. La seconde raison, non moins importante, est que les exportations des PTM ne concurrençaient pas les productions des Neuf de l'époque.

Trois événements ont profondément modifié cette situation. D'abord l'adhésion à la CEE de la Grèce (1981), du Portugal et de l'Espagne (1986), trois pays qui présentent des spécialisations voisines (notamment en matière agricole) et qui sont des concurrents directs des PTM, notamment des pays du Maghreb. Un protocole additionnel a ainsi été signé en 1988, qui réaménage les restrictions à l'entrée des produits agricoles en tenant compte de ces élargissements.

C'est ensuite tout le contexte géopolitique mondial qui s'est transformé : crise du développement sur toute la rive sud de la Méditerranée et rapide déstabilisation sociale et politique ; malaise et crise de croissance sur la rive nord ; désintérêt

(1) Maroc, Algérie, Tunisie, Egypte, Territoires autonomes palestiniens, Israël, Jordanie, Liban, Syrie, Turquie, Chypre, Malte. La Mauritanie a été invitée à titre d'observateur. La Libye est absente, officiellement parce qu'il n'y a pas d'accord d'association entre elle et l'Union européenne.

Politiques communautaires et dynamiques territoriales

L'EXPANSION mondiale des réseaux de transport et de télécommunications, l'imposition du libre-échange comme seul principe organisateur du commerce international et la globalisation économique qui en résulte, autant de tendances qui ébranlent la notion de « territoire ». Les Etats européens, pris en tenaille entre, d'un côté, la mondialisation et la logique communautaire, et, de l'autre, la dynamique régionale et décentralisatrice, ont dû se doter de nouveaux instruments (primes d'installation, zones prioritaires, fonds spécialisés, etc.) pour susciter l'implantation d'activités échappant de plus en plus à tout déterminisme géographique.

Les fonds structurels communautaires, surtout depuis leur réforme de 1988, ont joué un rôle décisif dans les politiques nationales d'aménagement du territoire, du moins là où elles existaient. L'objectif traditionnel de réduction des écarts régionaux internes à un pays particulier a perdu beaucoup de son sens avec la création d'un espace unifié par le grand marché. En s'appuyant sur le cas de la France, Jean-François Drevet montre (1) comment s'est mise en place une politique du « troisième type », intégrant bon gré mal gré la dimension européenne. C'est l'occasion, pour l'auteur, de balayer plus de trente ans d'histoire de la politique française d'aménagement du territoire. L'ampleur, les causes et la mobilité des disparités régionales sont clairement analysées, tout comme l'incidence des changements politiques et administratifs, la diffusion des nouvelles technologies et l'insertion dans l'économie mondiale.

Elargissant le propos aux cinq Grands de l'Union (Allemagne, Espagne, France, Italie et Royaume-Uni), les auteurs du *Territoire pour politiques : variations européennes* (2) font apparaître le caractère à la fois mesuré et réel de la convergence de politiques d'aménagement des Etats. La construction communautaire a contribué à produire une représentation commune du territoire, qui se superpose, sans s'y substituer, à chaque représentation nationale. Parmi les dénominateurs communs, l'évolution des rapports entre pouvoir central et périphéries au cours des douze ou quinze dernières années : renforcement du centre, là où les collectivités jouissaient d'une large autonomie – c'est le cas du Royaume-Uni où le démantèlement des pouvoirs locaux est allé de pair avec celui de l'Etat-providence – et, à l'inverse, décentralisation et régionalisation dans des Etats traditionnellement centralisés (France, Espagne).

Pour un panorama exhaustif des collectivités décentralisées des Douze, on se reportera au très précieux ouvrage que vient de publier La Documentation française (3). Les auteurs se sont livrés à un passage au peigne fin des structures locales et territoriales de chaque pays, fournissant ainsi des références complètes et homogènes sur les différents niveaux d'administration et leurs compétences, les systèmes de financement, etc. On pourra compléter ces approches juridiques et politiques par l'analyse financière détaillée (4) des investissements publics de six régions parmi les plus riches d'Europe : Lombardie, Catalogne, Ile-de-France, Rhône-Alpes, Bade-Wurtemberg et Bavière. Les auteurs dégagent des modèles qui enrichissent l'analyse juridique classique, comme cette distinction entre le « modèle équilibré » de l'Allemagne et de la France, et le « modèle déséquilibré » de l'Italie et de l'Espagne, où les aides publiques sont prioritairement concentrées sur les régions pauvres.

PAUVRES ou non, les régions entendent devenir des acteurs à part entière de politiques culturelles qui, particulièrement en France, restèrent longtemps des prérogatives de l'Etat. Les conséquences commencent tout juste à être analysées. Deux ouvrages déblaieront le terrain : l'un qui compare les politiques menées dans quatre – finalement toujours les mêmes – des six régions citées plus haut (Bade-Wurtemberg, Catalogne, Lombardie, Rhône-Alpes) (5) ; l'autre qui s'interroge sur la constitution, à l'horizon du prochain siècle, d'un embryon d'identité européenne commune par la culture, dans laquelle la dimension régionale serait très présente (6).

ODILE JANKOWIAK.

(1) Jean-François Drevet, *Aménagement du territoire, Union européenne et développement régional*, Continent Europe, coll. « Références européennes », Paris, 1995, 206 pages, 235 F. Lire, sur le même thème, l'ouvrage de René Meissel, *Décentralisation et aménagement du territoire*, Le Monde Éditions-Marabout, Paris, 1995, 218 pages, 37 F.

(2) Richard Balme, Philippe Garraud, Vincent Hoffmann-Martinot, Evelyne Ritaine, *Le Territoire pour politiques : variations européennes*, L'Harmattan, coll. « Logiques politiques », Paris, 1994, 303 pages, 160 F.

(3) *Les Collectivités décentralisées de l'Union européenne*, sous la direction d'Alain Delcamp, La Documentation française, Paris, 1995, 370 pages, 120 F.

(4) *Investissements publics et régions. Le rôle des différents niveaux de collectivités publiques dans 6 régions fortes d'Europe*, sous la direction de Giancarlo Pola, Gérard Marcou et Nuria Bosch, L'Harmattan, coll. « Logiques juridiques », Paris, 1994, 304 pages, 170 F.

(5) *Politiques culturelles et régions en Europe*, sous la direction de Mireille Pongy et Guy Saez, L'Harmattan, coll. « Logiques politiques », Paris, 1994, 323 pages, 170 F.

(6) *Culture : Building Stone for Europe 2002*, sous la direction de Léonce Bekemans, Collège d'Europe-Presses interuniversitaires européennes, Bruxelles, 1994, 349 pages, 190 F.

LE CONTRÔLE DE L'ÉTAT SE POURSUIT

en Russie

mier ministre, M. Viktor Tchernomyrdine. Avec lui, les réformes allaient continuer, les privatisations se généraliser, au profit moins de la nouvelle bourgeoisie « démocrate » que des aînés de la nomenklatura, frustrés de leur ancien désir de devenir propriétaires des biens *d'État* dont ils avaient la charge.

Le tragique spectacle de la fin 1993 avait laissé dans l'ombre d'importants acteurs d'avenir qu'on voit s'affirmer. Le premier, c'est cette constellation « patriotique » et nationaliste, confuse et trouble, évolutive, abusivement amalgamée au fascisme. Nul n'ignore le profit électoral (23 %) que M. Vladimir Jirinovski tira de l'interdiction des autres partis nationalistes, ni le soutien qu'il apporta au président Eltsine à chaque moment décisif. Cette carte a beaucoup perdu de son utilité. Même si les votes du désespoir et la publicité des médias peuvent lui assurer des prolongements. L'autre acteur qui monte, ce sont les partis de tradition soviétique, qui remportèrent dès décembre 1993 près de 30 % des suffrages : « Par peur du retour des communistes, les gens stockent farine, sucre et conserves », titrent aujourd'hui à la « une » les *Izvestia* (13). D'autres journaux sèment même la panique, prétendant que la Russie serait à la veille d'un nouveau janvier 1933. Troisième protagoniste : les régions, qui, en octobre 1993, avaient tenté, en vain, la conciliation. C'est vers elles que s'est déplacé, depuis lors, le centre de gravité de la vie politique.

Une ombre immense au tableau : la guerre en Tchétchénie, une aventure qui a fait éclater les camps démocrate et patriote. Communistes et libéraux radicaux y étaient (et y restent) opposés, pour des raisons différentes.

La nouvelle géographie électorale s'est esquissée en avril 1995 *(voir page 12)*. MM. Tchernomyrdine et Rybkine annonçaient la formation de deux grands blocs. Le premier ministre s'offrait un « centre droit » fondé sur le « compromis » des élites financières et industrielles. Le président de la Douma était chargé d'un « centre gauche » rassemblant petits et moyens chefs d'entreprise et travailleurs du secteur d'État.



J.K.-MAGNUM

SUR LE TOURNAGE DU FILM DE THÉO ANGELOPOULOS « LE REGARD D'ULYSSE »
Malgré les apparences, tout retour en arrière est impossible

Une stabilité au sommet devait en résulter, en vue de la présidentielle de juin 1996. Un troisième bloc était prévu pour entraîner les plus « patriotes » du monde industriel sous la houlette de M. Youri Skokov, chef de la puissante Fédération des producteurs de biens. Enfin, il fallait s'attirer les grâces du PC de M. Ziouganov et de ses alliés agrariens, rassemblant des couches laborieuses, et le mouvement Iabloko de M. Iavlinski, influent au sein du capital financier et commercial et auprès de l'administration américaine. Ce recentrage larguait, de fait, les libéraux de la première heure, M. Gaïdar et ses amis, ainsi que les populistes comme le général Routskoï et le bateleur Jirinovski.

Six mois plus tard, l'opération n'a guère réussi. Près de 270 « associations » sont candidates à la candidature. Sans compter les imprévisibles indépendants. Une trentaine de listes devraient être retenues par la commission électorale centrale. Il n'y aura pas de vraie majorité dans la prochaine Douma. Mais qui peut prédire les regroupements d'intérêts qui s'esquissent ?

Les inconnues du scrutin

POUR la première fois depuis 1991, le discours politique ambiant n'est plus dominé par le radicalisme marchand, mais plutôt polarisé par sa remise en question. L'argumentaire communisto-patriotique s'avère *contagieux au-delà des cercles* d'opposition. Il s'articule en trois grands volets :

– La « réforme » *aurait été* un choix délibéré de destruction de tout un tissu industriel, sous prétexte des *« rééquilibrages spontanés du marché et* [de] *l'intervention occidentale »*. D'où la *« désindustrialisation »*, doublée d'un *« pillage »* des ressources. Le redressement passerait par des investissements publics, du protectionnisme, une relance de la consommation interne et des méthodes non monétaristes de lutte contre l'inflation.

– La crise sociale, méconnue par des réformateurs misant au contraire sur le désarroi pour œuvrer au plus vite, atteint un seuil critique : le chômage (15 % au total) commence à grignoter les grands ensembles industriels, *« derniers îlots de stabilité »*. La protection sociale, de toute urgence (thème unanime), doit aller de pair avec la restauration du potentiel scientifique et culturel.

– La politique extérieure, trop alignée sur les États-Unis, doit restaurer la « vocation *eurasiatique » de la Russie et son* hégémonie dans la CEI. Et les milieux d'opposition de dénoncer le *« mépris »* dont la Russie serait l'objet en Occident. « Aujourd'hui la Serbie, demain la Russie », titre la *Pravda*. Les actions de l'OTAN en ex-Yougoslavie, ses visées en Europe centrale, en Ukraine et en Azerbaïdjan raniment à Moscou les hantises de la guerre froide (14).

Très virulent dans les oppositions, cet argumentaire se retrouve, plus feutré, dans les milieux, divisés, du pouvoir. Le projet du premier ministre est de réunir dans Notre maison la Russie les divers groupes d'intérêts dirigeants sur la base d'un consensus « patriotique-libéral ». D'aucuns l'appellent *« le nouveau PCUS »* ou *« le parti du capital »*. Mais son noyau dur est formé des lobbies du gaz (Gasprom) et du pétrole, dont la politique, axée trop exclusivement sur les exportations, ne peut satisfaire les autres secteurs, privés de la manne des pétrodollars. De plus, la pression du FMI limite la marge de manœuvre... Le « parti du pouvoir » peut compter, dans sa campagne, *sur de gros appuis financiers et sur* les deux compagnies de télévision publiques.

Le « centre gauche » ira aux électeurs en ordre dispersé et sans programme commun. D'un côté, il y a les « étatistes » proches du PC. De l'autre, il y a des formations plus social-démocrates et démocrates-chrétiennes au sens occidental. En dehors du quotidien *Rabotchaïa Tribuna*, ce courant a peu de moyens d'expression. Le *célèbre Niezavisimaïa Gazeta* vient de s'effondrer sous le poids des difficultés financières, illustrant la quasi-impossibilité pour la presse de survivre si elle refuse l'allégeance au pouvoir comme à la finance.

La mouvance libérale souffre globalement des effets désastreux de la thérapie de choc. Elle n'est pas parvenue à trouver une base sociale dans une forte classe moyenne – la pauvreté touche très largement les diplômés. Jamais majoritaires, les radicaux libéraux ont en outre perdu de leur influence sur la présidence. Ils conservent cependant une forte base économique : l'association des entreprises privées, son réseau de firmes et de relations captant un certain nombre d'investissements occidentaux, divers groupes financiers liés au commerce et à l'immobilier, dont le célèbre Most, propriétaire de la populaire chaîne NTV et du quotidien *Sevodnia*.

D'une façon générale, la quasi-totalité du champ médiatique moscovite est occupée par les libéraux : depuis le journal à sensation *Moskovskie Komsomoletz* *jusqu'aux* titres *d'élite tels que les quotidiens Izvestia, Daily Kommersant* et les hebdomadaires *Moskovski Novosti* et *Literatournaïa Gazeta*... Ces atouts permettront d'éviter, à tout le moins à Moscou et à Saint-Pétersbourg, une débâcle libérale dont les « démocrates » traditionnels feront surtout les frais. Au contraire, le mouvement Iabloko pourrait recueillir les fruits d'une campagne dirigée à la fois contre l'ultralibéralisme et le monopolisme d'État. C'est en Russie la carte la plus favorable aux réformes de marché et à l'Occident.

La constellation des « patriotes » et le PC ne se plient pas aux définitions simples. Agiter le *« complot rouge et brun »* et exhiber, comme le font certains journaux, les miliciens à la croix gammée de M. Alexandre Barkachov et étiqueter le tout *« fascisme russe »* relève de l'insulte envers tout un peuple d'humiliés. Non que les fleurs vénéneuses du fascisme ne puissent croître sur le fumier du gâchis social, mais on ne saurait ignorer la volonté d'endiguer ce désastre qui anime nombre de *« patriotes »* et de *communistes*. Appellations confuses, au demeurant, comme toutes les autres, dans ce pays déboussolé. Ces mouvements drainent autant les valeurs socialistes et les tentations de l'ultranationalisme que la volonté, évidente chez M. Skokov, de bâtir un *« capitalisme national »*.

Autre inconnue du scrutin, les mouvements régionalistes portent les revendi*cations identitaires, mais aussi celles des* élites régionales en contrepoids au centralisme moscovite. La coordination interrégionale Transformation de la Russie exprime, outre l'autonomisme en Oural, des ambitions encore mal identifiables au niveau de la Russie. Son chef, M. Édouard Rossel, se prononce pour la suppression des autonomies nationales et pour la restauration des divisions territoriales en vigueur sous les Tsars. Ces poussées centrifuges rappellent en tout cas un des pôles de gravité du débat politique : la redéfinition de la Fédération russe. *De sa refonte dépendra dans une* large mesure la recomposition (ou la désagrégation accrue) de la communauté *ex-soviétique, actuellement organisée* dans la CEI. Si le « modèle tchétchène » fait école, on peut évidemment craindre le pire. Mais d'autres politiques, d'autres projets se cherchent.

L'enjeu de la consultation du 17 décembre 1995 est donc double. Conjoncturel, d'abord : qui se présentera à l'élection présidentielle, en juin 1996 ? Que feront MM. Tchernomyrdine et Eltsine ? Avec quelles forces, quelles alliances ? Stratégique, ensuite : que sera, demain, la politique de la Russie ? Entre les « libéraux d'État » axés sur les exportations (gaz, pétrole) et les « étatistes » partisans d'un large redéploiement industriel et du protectionnisme, qui l'emportera ? Derrière le forum électoral se profile l'arène secrète des lobbies : la bataille pour la propriété et le contrôle de l'État, inachevée, se trouve à un nouveau tournant.

Un début de redressement économique aurait créé la base matérielle d'un « compromis des élites ». De fait, la chute du PIB s'est ralentie (4 % pour janvier-juin 1995), de même que l'inflation. Mais, d'après certains experts, celle-ci remonterait jusqu'à 10 % en janvier 1996. Côté budget, la part des dépenses consacrées au remboursement de la dette de l'État passerait de *3 %* en *1993* à *46,2 %* en *1996*, soit la moitié des dépenses publiques ou le septième du PIB (15). Cependant que les dépenses sociales, elles, descendent de 9,5 % en 1994 à 5,6 % en 1995.

La Chambre des comptes de Russie s'attend à de nouvelles baisses de la demande intérieure et des investissements, à un glissement accru des capitaux de la production vers la sphère financière, à *une prédominance accentuée des exportations* de matières premières (16). Lesquelles fournissent le milliard de dollars « en fuite » chaque mois vers les comptes à l'étranger.

Où et quand s'arrêtera la chute ? La réponse n'est pas lisible dans les étoiles de décembre.

JEAN-MARIE CHAUVIER.

(13) *Izvestia*, 11 octobre 1995.
(14) *Pravda*, 14 septembre 1995.
(15) *Izvestia*, 17 octobre 1995.
(16) *Izvestia*, 13 octobre 1995.

Au-delà de la nostalgie, la percée communiste

Par BERNARD FREDERICK *

BON an mal an, la gauche russe part en campagne électorale en meilleur ordre que *la droite. Elle est* aiguillonnée *par l'alliance* du Parti communiste de la Fédération de Russie (PCFR) et du Parti agrarien (PA). Ces deux formations avaient recueilli ensemble 21,71 % des voix aux élections législatives de 1993 (12,26 % pour le PCFR et 9,45 % pour le PA). Elles comptent cent douze députés sortants à la Douma (65 pour le PCFR, 47 pour le PA).

Le succès du PCFR, arrivé en troisième position en 1993, avait été quelque peu éclipsé par la percée du parti de M. Vladimir Jirinovski. Cette fois, les communistes et leurs alliés sont donnés gagnants aussi bien par les observateurs que par le Kremlin lui-même. Divers sondages, peu fiables toutefois, promettent au seul PC 14 %, 15 %, voire 20 %. Les élections partielles locales confirment plus précisément l'ampleur de la percée communiste. Au début d'octobre, le PCFR a obtenu *les sièges* de conseillers municipaux de vingt-deux des vingt-quatre arrondissements de Volgograd. Plus généralement, dans *l'ensemble des scrutins* de ces deux dernières années, les candidats communistes ont partout progressé, obtenant des scores échelonnés entre 45 % et 70 %.

On serait tenté d'écrire que ce phénomène n'est pas surprenant et qu'il convient de le rapporter aux *mouvements d'opinion* du même type dans presque toute l'Europe de l'Est (1). Cependant, si les Russes – comme les Polonais, les Bulgares ou les Hongrois – ont été bousculés par la violence et la rapidité de la transition vers l'économie de marché et ses conséquences sociales et morales, le Parti communiste de la Fédération de Russie n'a changé, lui, ni de nom ni, foncièrement d'orientation.

Le 21 août 1991, sans coup férir, à la suite de l'échec du putsch, M. Boris Eltsine interdisait le Parti communiste russe, M. Mikhaïl Gorbatchev démissionnait de son poste de secrétaire général du PC soviétique, qui lui-même annonçait sa dissolution. Tandis que, dans la plupart des républiques, les dirigeants communistes au pouvoir *transformaient in extremis* leurs partis en formations gouvernementales à orientation plus ou moins socialiste, les militants et l'appareil communistes russes se trouvaient livrés à eux-mêmes, en proie à la peur d'une « revanche contre-révolutionnaire ».

C'est dans la quasi-clandestinité que, en février 1993, dans une maison de repos des environs de Moscou, le Parti communiste de la Fédération de Russie est reconstitué. Les courants les plus éloignés s'affrontent – des groupuscules ultra-nationalistes et antisémites qui étaient à l'initiative du Front national patriotique (dont M. Jirinovski lui-même fit partie jusqu'à sa *dissolution* à l'automne 1993) au Parti socialiste du travail (PST) fondé par un ex-dissident, l'historien Roy Medvedev, que M. Mikhaïl Gorbatchev avait fait élire au Comité central au dernier Congrès du PCUS en juillet 1990 et qui se réclamait du communisme italien.

L'aile réformatrice, qui avait le plus œuvré pour ce congrès de réunification, n'en était pas moins minoritaire. Elle avait souhaité l'élection à la tête du Parti de M. Valentin Kouptsov, tenu par la majorité orthodoxe pour trop « gorbatchévien » : ce fut M. Guennadi Ziouganov qui prit les rênes de la nouvelle organisation. Il avait été l'un des fondateurs du Front national patriotique – *« à titre personnel »*, dira-t-il par la suite – et cela entretint longtemps la confusion, tant et si bien que le Parti socialiste du travail ne rejoignit pas la nouvelle formation communiste, qu'abandonna également l'aile la plus radicale menée par M. Ampilov.

Il ne restait donc sur le terrain que trois forces communistes importantes et quelques groupuscules sans réelle influence. Le PCFR revendiquait, à sa (re) fondation, 400 000 membres, le PST 120 000, et le Parti communiste des travailleurs de Russie (PCTR) de M. Ampilov 120 000 également.

Deux ans plus tard, la situation s'est quelque peu modifiée. Le PCFR déclare 680 000 adhérents, les effectifs du PST sont tombés à quelque 20 000 et ceux du PCTR à 40 000. Chacun ira en ordre dispersé aux élections. M. Ampilov a sa propre liste et le PST soutient le général Alexandre Lebed.

Le passé réévalué

POUR M. Valentin Koupkov, vice-président du PCFR, l'unification communiste est une question de temps. Il situe son parti *« au centre gauche »*, note que depuis 1993 beaucoup d'eau a coulé sous les ponts : une clarification s'est opérée, qui a entraîné, d'une part une rupture avec les nationalistes, et d'autre part, *« la prise en compte de la réalité d'aujourd'hui »*. Ainsi le PCFR reconnaît-il *« toutes les formes de propriété »* et milite-t-il pour une *« société d'économie mixte »*. M. Kouptsov souligne que le PCFR situe son action dans le cadre de la Constitution, se prononce pour le multipartisme et la lutte parlementaire, rejetant, au contraire de M. Ampilov, la lutte armée et la dictature du prolétariat.

Mais le vice-président du PCFR souligne lui-même les limites de son organisation : *« En deux ans*, assure-t-il, *le Parti a acquis l'expérience d'un travail d'opposition politique qu'il n'avait jamais eue. C'est un phénomène nouveau pour nous, difficile à maîtriser. Mais il reste dans la tête de beaucoup des dogmes, de la nostalgie, un attachement à l'ancienne époque... »*

Paradoxalement, cet attachement représente le meilleur atout des communistes, tant la nostalgie travaille les Russes. La crise sociale, le mal-vivre, l'insécurité, la perte de prestige national et son corollaire, l'humiliation, les conflits civils sanglants en portent plus d'un à reconsidérer l'époque soviétique en en gommant les aspects négatifs, voire dramatiques. L'expérience du vote nationaliste ou populiste n'ayant rien donné, une partie de l'électorat de M. Jirinovski reporte ses voix sur les candidats communistes – on a pu le noter dans les élections locales – et la peur de la revanche ne fonctionne plus. Si certaines couches, *notamment urbaines*, restent sensibles aux arguments anticommunistes, d'autres, au contraire, appellent de leurs vœux le retour à une stabilité étatique et à une sécurité sociale qui étaient l'apanage du système soviétique. Mais la nostalgie ne peut tenir lieu de programme politique. À la base comme au sein de la direction, les communistes restent tiraillés entre le désir de fermer la « parenthèse » ouverte par la perestroïka et le sentiment que tout retour en arrière est impossible.

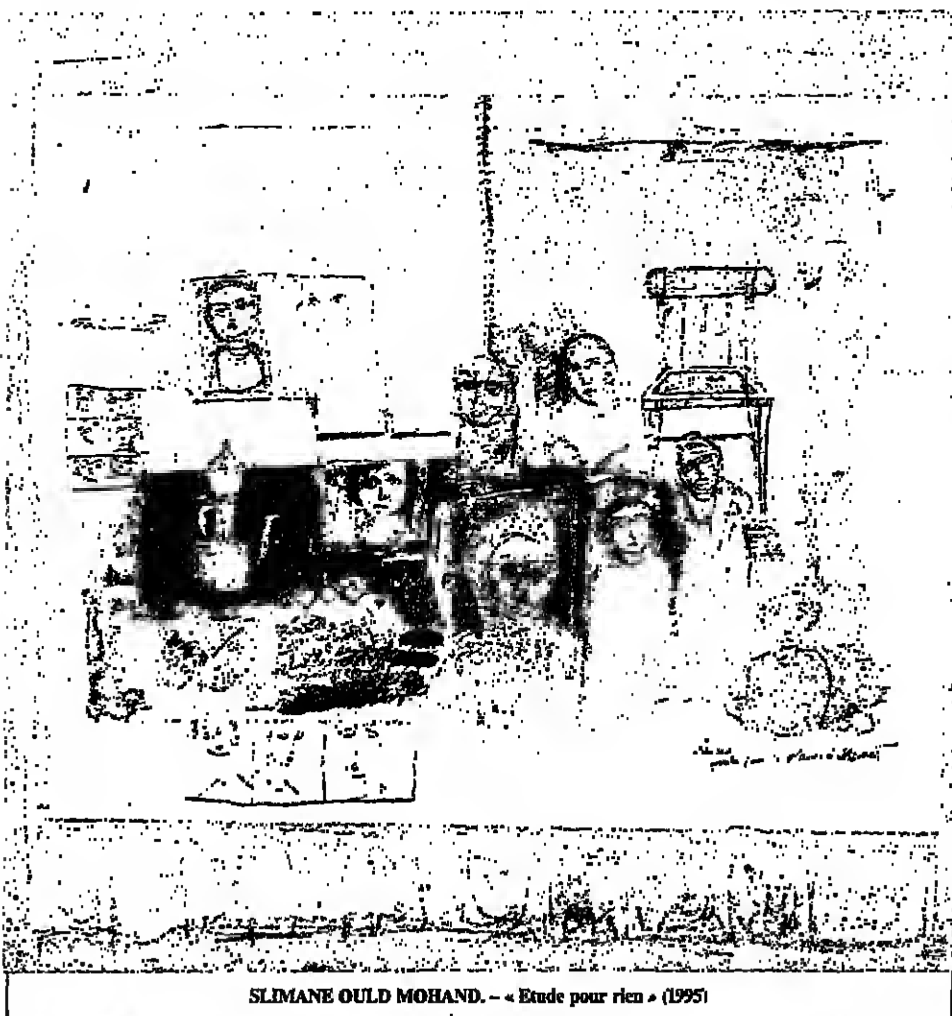
(1) Lire Jean-Yves Potel, « Le retour des communistes en Europe de l'Est », *Le Monde diplomatique*, janvier 1994.

* Journaliste.

UNE ÉLECTION SANS ENJEU

Frappée sur son territoire par un terrorisme aveugle et odieux, la France est concernée au premier chef par l'évolution de la crise algérienne. Tout en réaffirmant sa politique de non ingérence, Paris a bien du mal à définir une stratégie qui tienne compte de ses intérêts, de la nécessaire démocratisation au sud de la Méditerranée et du poids de l'histoire dans les relations entre les deux pays. Le scrutin présidentiel qui se déroule ce mois-ci en Algérie aidera-t-il à clarifier la donne ? On peut en douter.

Candidat de l'armée et actuel chef de l'État, M. Liamine Zeroual ne devrait avoir aucune difficulté à remporter l'élection présidentielle dont le premier tour a lieu le 16 novembre. Mais quel crédit peut-on accorder à une consultation sans enjeu, organisée en pleine guerre civile, en dehors de tout contrôle sérieux et boycottée par les principales forces d'opposition ? Le pouvoir militaire restera placé devant le même dilemme : la fuite en avant dans la répression ou le dialogue national, seul susceptible de ramener la paix et d'offrir une perspective à une jeunesse en désarroi et sans avenir.



SLIMANE OULD MOHAND. – « Etude pour rien » (1995)

Ce tableau sera présenté au Mans, du 2 au 31 décembre, comme les œuvres de vingt-quatre autres artistes algériens. « Les Effets du voyages » : tel est le titre de cette exposition organisée au Palais des congrès et de la culture de la ville, qui accueille du 7 au 9 décembre le colloque « L'Algérie déchirée : dépasser la violence » co-organisé par *Le Monde diplomatique* *(voir page 17)*.

* *« Palais des congrès et de la culture du Mans, Cité Cenomane, rue d'Arcole, 72000 Le Mans.*

Par **MERIEM VERGÈS** *

TECHNICIEN spécialisé dans la réparation navale, Oqba a quitté l'entreprise nationale où il travaillait. Chômeur, il survit grâce à la solidarité familiale, qui contribue à dédramatiser son échec professionnel. De petite taille, maigre et chétif, il est apathique : fusillades, agressions, meurtres et répression ne suscitent plus en lui qu'une fausse indifférence. À cette morne immobilité s'opposent, paradoxalement, les couleurs gaies de sa chemise New Man. Il est vêtu d'un jean flambant neuf tombant sur des mocassins de marque italienne au cuir souple. Oqba a grandi à l'ère de l'*infitah* (ouverture économique), et il dédaigne les produits de fabrication locale. Bien que coûteux, les habits d'Al-dlala à la Casbah d'Alger, l'antre du consumérisme occidental, donnent une allure jeune, qui contraste avec les vêtements de Sonitex (Société nationale de l'industrie textile) propres *« au paysan des feuilletons égyptiens diffusés par la télévision »*.

Troisième d'une famille de quatre enfants, deux filles et deux garçons, Oqba est né en novembre 1967 à Alger. Originaires d'un village kabyle, ses parents sont des *mbaldin* (néo-citadins), statut intermédiaire entre le rural et le citadin. Leur déracinement et l'exiguïté du logement en ville ont remis en cause la structure traditionnelle fondée sur *al'oyala* (la grande famille). La famille nucléaire donne à Oqba une éducation religieuse traditionnelle limitée aux pratiques rituelles de l'islam. Il fait la prière et le jeûne du Ramadan dès l'enfance. De ses sœurs aînées, mariées à Oran, il n'évoque aucun souvenir. Son frère cadet, scolarisé au collège d'enseignement moyen du quartier, serait *« turbulent »*. Oqba ne parle presque pas de son père, agent de service : il y a *« trop de pudeur »* entre eux. *« Mon père me respecte trop. J'aurais préféré qu'il me secoue un peu ou qu'il me fasse des reproches quand je déconne »*, confie-t-il, non sans une certaine déception. Il est plus proche de sa mère qui est sans emploi.

Oqba grandit dans le quartier surpeuplé et bruyant de Bab-el-Oued remarquablement mis en scène dans le film algérien *Omar Gatlato* de Merzak Allouach. Formant la partie européenne d'Alger, habité par une majorité d'Européens de condition modeste jusqu'à l'indépendance, Bab-el-Oued a été le théâtre des premières manifestations d'octobre 1988. Le soir du 4 octobre, des groupes composés de jeunes, voire d'enfants, détruisent voitures et vitrines. Aujourd'hui, les immeubles de style « haussmannien » mal entretenus attestent la détérioration des conditions de vie (1). Dans cet espace occupé presque exclusivement par les hommes, *« chacun nage dans son étendue d'eau »* (chacun pour soi). L'égoïsme révélé par cette formule du langage juvénile identifie Alger à une société de masse par opposition à « l'image du village » de la mégapole du Caire caractérisée par la vitalité de ses réseaux sociaux.

Oqba a fait toute sa scolarité dans le quartier jusqu'en troisième année du cycle secondaire. De l'école, il éprouve une nostalgie mêlée au souvenir d'une adolescence qui lui apparaît rétrospectivement comme heureuse en dépit de son échec au baccalauréat : *« C'était extraordinaire. Il y avait des distractions et on veillait dans les discothèques, les cabarets* ou *les concerts de musique. »* C'était au début des années 80 : après la mobilisation politique de la décennie du président Houari Boumediene, le régime du réformisme économique avait associé aux thèmes de la rigueur et de l'efficacité le slogan du congrès du Front de libération nationale (FLN) *« pour une vie meilleure »*. L'« invention » du consommateur algérien s'est traduite entre autres par le programme antipénurie (PAP) qui inonda le marché local de produits d'exportation subventionnés (2).

En rupture avec l'austérité des années révolutionnaires, les pouvoirs publics avaient alors organisé des manifestations culturelles d'une dimension exceptionnelle : Jeunesse sans frontière, Alger-Carrefour des Cultures du Monde, Commune Culture et Culture-Commune ou le Festival de la Jeunesse (3). A ces occasions, on a pu voir Touré Kunda à la salle Atlas (Bab-el-Oued), les groupes marocains Jil Jilala ou Funky Imagination au Complexe olympique du 5-Juillet lors de la fête de la police. Oqba se remémore en particulier l'été 1984 où le chanteur reggae Jimmy Cliff s'est produit au stade Zioui d'Hussein-Dey. L'entrée n'était pas chère, 20 dirhams, et les jeunes fumaient du cannabis *« sans pitié »*, en présence des agents de sécurité et des forces de l'ordre. Durant la période estivale, Oqba veillait avec ses amis du quartier dans les boîtes de nuit sur la côte d'Alger où il consommait de l'alcool jusqu'à se saouler parfois, histoire ordinaire d'un adolescent éloigné de la pauvreté traditionnelle.

Pris entre l'arnaque et l'ennui

LA politique de l'*infitah* et la diffusion d'antennes paraboliques véhiculant un modèle consumériste occidental se résumait dans l'expression : *« Une villa, une blonde et une Honda. »* Mais, à partir de 1986, la dérision populaire impose la formule *« pour une vie ailleurs »* à la place de la devise officielle *« pour une vie meilleure »*. La réforme économique, sans se traduire par une augmentation sensible de l'investissement privé, entraîne la libération des circuits de distribution des produits agricoles, provoquant une flambée du prix de la viande, des légumes et des fruits. Les classes populaires sont les principales victimes. En privant l'Algérie de la moitié de ses recettes d'exportation, la baisse drastique du prix des hydrocarbures interdit la reconduction d'une politique qui avait permis d'atténuer les conséquences sociales des nouvelles exigences économiques.

Aujourd'hui, en l'absence d'une quelconque animation, de nombreux jeunes s'ennuient. Le temps des loisirs et des sorties en groupe s'est achevé en laissant à Oqba un sentiment d'arnaque : *« En même temps que Chadli nous distrayait, il en profitait pour voler. »* À l'âge de vingt ans, il a de plus en plus le sentiment *« de partir à la dérive »*. Inscrit depuis une année à l'Institut supérieur maritime pour une formation professionnelle de trois ans, il éprouve des difficultés à poursuivre ses cours. Le cannabis se fume à plusieurs et offre un sentiment d'aventure avec juste ce qu'il faut de déviance mais la consommation d'alcool à brûler et de *kachiete* (cachets) (4) constitue le « piège » qui amène à la délinquance et à la violence sans objet : *« Je buvais, je prenais des cachets et je fumais parce que mes sensations me tourmentaient. »*

Oqba reprend l'usage de la prière, abandonné à l'adolescence. Celle-ci lui permet d'arrêter la prise de cachets mais pas le cannabis. En 1989, au moment du séisme de Tipasa à l'ouest d'Alger (29 octobre), Oqba rompt avec son passé pour *« échapper au piège »* : *« Cela a été un choc. N'ayant pas l'âme en paix, je n'arrivais plus à dormir... de peur de mourir. »* Ce sentiment de faiblesse le conduit à *« s'humilier devant Dieu »*. Il s'intéresse alors aux valeurs

* Chercheur, a notamment contribué à *Political Islam*, sous la direction de Joel Beinin et Joe Stork, University of California Press, à paraître en 1996.

UN LIVRE DE SÉVERINE LABAT

Théocrates contre technocrates

POURQUOI le Front islamique du salut (FIS) a-t-il acquis en peu de temps une si grande place dans le champ politique ? Pour tenter de répondre à cette question, Séverine Labat, dans un ouvrage de qualité (1), a délaissé le discours sur les idées et opté pour un travail de terrain qui lui a permis d'approcher le mouvement islamiste de l'intérieur. L'ouvrage est construit sur la base d'entretiens menés, avant décembre 1991, avec des militants de base et avec les principaux cadres du mouvement. Articulés à des biographies et insérés dans une analyse socio-historique de l'Algérie, ces entretiens fournissent des matériaux indispensables à la compréhension du mouvement islamiste, de sa dynamique et de son impact idéologico-politique dans des milieux sociaux rendus réceptifs par l'impopularité du régime.

L'ouvrage met en lumière les contradictions idéologiques assez profondes qui ont divisé le mouvement islamiste en deux tendances – l'une dite *djez'ara* (algérianiste), l'autre appelée *salafiya* (traditionaliste) – et l'ont amené au bord de l'éclatement à la réunion du *majlass ech-choura* de Batna, en juillet 1991. La *djez'ara* est un courant islamiste francophone, issu de l'enseignement de Malek Bennabi, et composé d'ingénieurs, de médecins, d'universitaires, d'économistes, etc. Pour ses partisans, la réussite de l'État islamique suppose que soit relevé le défi technologique de l'Occident chrétien, d'où leur prédilection pour les sciences de la nature et pour la technologie. Séverine Labat les qualifie de technocrates par opposition aux théocrates, leurs rivaux, plus portés sur le dogme, sur le discours religieux et sur la mobilisation par la mystique. Les deux courants se sont livré une lutte acharnée pour la direction du FIS, et les technocrates n'ont accédé aux instances de la direction que grâce à l'appui décisif de M. Abbassi Madani qui, en homme politique, avait évalué leur apport pour diriger l'État en cas de victoire.

L'auteur suggère que le pouvoir a joué sur ces dissensions et a encouragé les théocrates parce qu'ils étaient pour lui des adversaires faciles en raison de leur verbiage et de la naïveté de leur discours. La *djez'ara*, expression élaborée de l'arabo-islamisme saupoudré d'idéologie technicienne et de tiers-mondisme – ce qui lui donne une certaine crédibilité après l'échec du nationalisme arabe – était en revanche susceptible d'attirer vers le FIS des pans entiers de l'élite sociale et surtout des jeunes cadres de l'État et de l'armée, ce qui aurait précipité la chute du régime.

MAIS l'annulation des élections de décembre 1991 a bouleversé la donne politique et enclenché une dynamique de violence dans laquelle l'Algérie a sombré. La tension entre technocrates et théocrates disparaîtra au profit du clivage entre politiques et militaires, sans que, malheureusement, l'ouvrage ne renseigne le lecteur sur les rapports de force dans les maquis entre les uns et les autres. La dernière partie du livre, consacrée à la violence politique, est moins originale : il n'est plus possible en effet de mener un travail de recherches auprès d'acteurs ayant basculé dans la lutte armée et vivant dans la clandestinité ou d'inaccessibles maquis.

LAHOUARI ADDI.

(1) Séverine Labat, *Les Islamistes algériens entre les urnes et les maquis*, Le Seuil, Paris, 1995, 343 pages, 130 F.

Calme trompeu

Par notre envoyé spécial **LYES SI ZOUBIR** *

UNE procession silencieuse avance le long d'un chemin rendu boueux par de récents orages. Dans quelques minutes, l'agent de police Zoheïr M., vingt-deux ans en juin dernier, sera enseveli, une fois accomplie la prière des morts. Signe cruel du destin, sa tombe a été creusée à quelques mètres de celle de l'un de ses collègues, un camarade de promotion, tué et décapité par un groupe armé quelques semaines plus tôt dans les environs d'El-Bayadh à plusieurs centaines de kilomètres de sa ville natale. Zoheïr, lui, a eu *« plus de chance »*. Tombé dans une embuscade à l'entrée de Oued El Alleg, une bourgade de la Mitidja, son corps criblé de plusieurs balles n'a pas été mutilé après sa mort, et les siens ont pu le voir une dernière fois.

« C'est sûrement des gens de l'Armée islamique du salut (AIS) *qui l'ont tué. Avec des gens du GIA, on ne l'aurait peut-être plus jamais revu. Il paraît que, quand c'est un type de l'Est, les barbus sont encore plus féroces »*, se risque à dire l'un de ses cousins. Le cortège s'est arrêté, et, de la foule clairsemée aux visages tendus, s'échappent des pleurs, avec des expressions d'incrédulité, parfois quelques cris de colère vite réprimés. Ici peut-être plus qu'ailleurs la résignation et le fatalisme sont les meilleurs remèdes pour lutter contre la détresse. Comme chaque jour à 13 heures, au cimetière sud de la ville, non loin de la route qui mène à Guelma, Souk-Ahrass enterre ses fils. Un rituel que partagent tous les villages et hameaux des alentours.

« La région est pauvre, et depuis plusieurs décennies les jeunes migrent vers Alger ou Constantine pour trouver du travail. En fait, la seule solution pour eux est de s'engager dans la police. Moins souvent dans l'armée, comme les gens de Batna ou *Tebessa, mais bien plus dans la police »*, explique une personnalité locale. Recroquevillée à l'approche de l'hiver et de l'élection présidentielle, la ville n'a que très peu connu la violence qui ensanglante le pays. *« Ici le couvre-feu n'existe pas ! C'est la preuve que tout est calme. Quand les premiers attentats sont apparus dans la région de Constantine et d'Annaba, les anciens moudjahidins, dont beaucoup d'enfants portent l'uniforme, sont allés voir les islamistes du coin et les ont menacés. Maintenant les gens qui étaient au FIS savent que, si un seul assassinat a lieu, leurs familles en paieront le prix. De toutes les façons eux-mêmes sont concernés puisqu'il n'y a pas une seule famille à Souk-Ahrass qui n'ait pas un fils dans la gendarmerie, la police ou tout simplement l'armée »*, raconte un officier à la retraite.

« Ce n'est plus le temps de la pitié »

RÉSULTAT, l'insécurité de la ville n'est en rien comparable à celle, effroyable, d'Alger ou, celle des petits bourgs agricoles de la banlieue d'Annaba, tel Dréan, le village natal d'Albert Camus. Mais à Souk-Ahrass on sait peut-être mieux que partout ailleurs ce qui se passe dans le pays. Durant leurs permissions de « détente » qui s'espacent de plus en plus – comment voyager lorsque les faux barrages foisonnent sur les routes ? –, des officiers, des inspecteurs ou de simples hommes de troupes racontent. Ce qu'ils ont vu, ce qu'ils subissent et, parfois, lorsque l'entourage insiste pour obtenir quelques confidences, ce qu'ils font ou sont obligés de faire dans cette sale guerre.

« On tue facilement. Une seule hésitation et c'est l'autre qui t'achève. Bessif (tu es obligé). *Si tu as honte quand tu saccages un appartement parce qu'une lettre anonyme a dit que les terroristes y ont passé la nuit, tu n'as qu'à penser à ce que le GIA a fait aux copains ou aux civils qu'on retrouve en morceaux dans les poubelles. Ce n'est plus le temps de la pitié* et *ceux qui parlent de réconciliation sont des naïfs. Il y a trop de haine »*, confie Abdennour, agent de recherches à Mostaganem.

La visite, même rapide, de Souk-Ahrass – un journaliste étranger à la région est un invité encombrant – reflète mal ce que cette ville a apporté en hommes au pouvoir algérien. Si les larges rues principales bordées d'arbres gardent un aspect convenable, le cœur de certains quartiers périphériques aux surnoms parfois ironiques (Miami, Dallas ou Gaza) n'a rien à envier aux jungles urbaines d'Alger ou de Constantine. *« Quand on parle de Souk-Ahrass, n'importe quel Algérien prend un air entendu puisque c'est de là que*

*Journaliste.

LE DI

Avo

La Vallée

lière de s

Aux

RECETTES DU LIBRE-ÉCHANGE

horizon naturel de l'Europe

grandissant du Nord pour les questions de développement et de coopération ; effondrement de l'empire soviétique, déplacement du centre de gravité de l'Europe vers le nord-est et relative marginalisation de l'« arc latin ». Enfin, l'aboutissement des négociations du cycle de l'Uruguay, en 1993, e entraîné l'érosion des evantages tarifaires (et contingentaires) favorisant les exportations des PTM sur les marchés européens.

Face à cette nouvelle donne, aucune vision globale ne marque la démarche européenne, en partie à cause des divergences d'intérêts, à court et moyen terme, entre pays membres de l'Union.

L'Allemagne e rapidement saisi la chance d'expansion régionale que représentait pour elle l'absorption de l'ex-RDA et la transition à l'économie de marché dans les anciens pays communistes, zone dont les potentialités de croissance sont sans commune mesure avec celles des pays de le Méditerranée. Bien que commençant à prendre conscience de la nécessaire implication de toute l'Europe, et pas seulement des pays riverains, elle traîne encore les pieds pour opérer les investissements hasardeux et lourds qu'impliquerait la construction d'une réelle région économique euro-méditerranéenne. En revanche, *elle se déclare* prête à s'ouvrir aux importations de produits agricoles, ces derniers n'ayant pas leurs similaires dans le oord-est de l'Europe.

Les pays de l'« arc latin », eux, sont disposés à faire des efforts financiers, pour des raisons d'ailleurs plus ou moins bonnes (dont celle, assez naïve, de stabiliser les flux migratoires par le moyen de la croissance économique), mais – et c'est particulièrement le cas de l'Espagne – ils restent arc-boutés sur la protection de leur agriculture. D'où la formulation d'une politique européenne du plus petit commun dénominateur : les volumes financiers restent médiocres en regard des besoins ; les produits agricoles ne font pas partie des négociations prévues. A la différence de ce qui se passe avec les pays d'Europe centrale et orientale, la convergence à l'égard de la Méditerranée reste à construire en Europe (2).

Sur les rives déshéritées de la Méditerranée, une époque s'achève, celle des avantages acquis dans les échanges internationaux et des politiques de développement autocentrées qui ont toutes échoué. La contrainte de l'ouverture, et donc de la compétitivité, imposée par la mondialisation, fait son apparition. Cette donnée nouvelle est d'autant plus préoccupante que, malgré les aides et le système discriminatoire préférentiel dans les échanges internationaux, le bilan de la période passée, pour les pays du Sud, se révèle particulièrement décevant : les taux de croissance sont restés faibles, les balances commerciales déficitaires, notamment à l'égard du principal partenaire commercial qu'est l'Europe, et les parts de marché orientées à la baisse du fait des gains enregistrés par les oooveeux pays « émergents » d'Asie.

Les handicaps de la taille et de l'émiettement

LA symétrie n'est qu'apparente entre les deux interlocuteurs du pseudo-dialogue économique projeté. C'est d'abord une question de taille ; le poids de l'économie non européenne en Méditerranée peut être apprécié par la production qui se montait, en 1993, à 380 milliards de dollars, soit à peu près 5 % du produit intérieur brut (PIB) de l'Union européenne. Ce à quoi s'ejoute l'émiettement. C'est, en effet, un leurre de parler en bloc des PTM, comme s'il s'agissait d'un ensemble politique homogène. Les situations concrètes sont contrastées à l'extrême entre les petits et les grands peys, les moyens pauvres, les très pauvres et les moyens riches, entre les pays qui disposent de ressources naturelles (pétrole, par exemple) et ceux qui n'en disposent pas, entre ceux qui pourraient développer un secteur agricole et ceux qui ne le peuvent pas, entre ceux où la formation de le main-d'œuvre est satisfaisante et ceux où elle est catastrophique, entre ceux qui disposent de bonnes infrastructures et les autres, *etc.* Le seul trait à peu près commun est que le secteur manufacturier se trouve spécialisé sur des segments d'exportations similaires.

En réalité, seuls deux pays sont susceptibles de constituer, à brève échéance, des pôles d'entraînement : la Turquie et Israël, qui représentent près de 50 % de la production non européenne du bassin méditerranéen. L'hétérogénéité socio-économique, combinée à la similarité des spécialisations productives, constitue un grave handicap dans la voie d'une plus grande intégration Sud-Sud, dimension capitale de la « questioo méditerranéenne ». La région ne peut en effet espérer devenir un espace de codéveloppement que si cette intégration fait des progrès. Une raison supplémentaire de s'opposer à des formules de politique économique en forme de prêt-à-porter. Or c'est malheureusement tout ce que propose l'Union européenne...

En matière économique, le seul point original de l'ordre du jour de la conférence de Barcelone est, de fait, la création d'une zone de libre-échange en Méditerranée. Il s'agit d'une révision profonde de la politique de coopération européenne, *dans la mesure où elle tend* à soumettre plus étroitement les échanges commerciaux aux impératifs d'une logique de marché entièrement conforme aux tendances de l'économie mondiale. Les produits agricoles ayant été exclus de la négociation, aucun gain de parts de marché o'est *donc à espérer pour eux, alors* que, concernant les produits manufacturés, la création d'une zone de libre-échange est appelée à mettre fin au système préférentiel dont bénéficient les PTM. Des marchés vont donc s'ouvrir aux exportatioos européennes sans *contrepartie*.

Les avocats de la recette libre-échangiste font valoir que les prix des biens importés vont diminuer par la disparition des droits de douane, qu'il s'agisse des intrants de la production domestique ou des biens de coosommetioo. Par conséquent, il devrait se produire une amélioration de la compétitivité-prix, susceptible de stimuler la production. Par ailleurs, la concurrence étrangère accrue serait de nature à améliorer la productivité intérieure par élimination des activités économiques artificiellement soutenues, charge dont l'économie nationale serait soulagée, et principalement au profit du secteur exportateur. Il reste que les simulations mecro-écooométriques montrent des effets négatifs plus importants que les effets positifs (3).

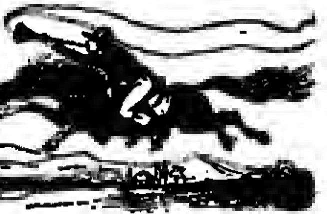
Ce risque se renforcerait si les flux d'entrées de capitaux européens et extra-européens o'augmentaient pas de façon significative et si les pouvoirs publics des PTM étaient tentés de mener des politiques récessives pour s'adapter passivement au choc macro-économique que représenterait le saut dans le libre-échange intégral avec l'Europe. Si *aucune politique d'accompagnement* o'était mise en place, parallèlement à la libéralisation du commerce extérieur, et si une aide communautaire importante o'était alors fournie, le libre-échange aurait alors toutes les chances de se traduire par un blocage durable des possibi*lités de promotion d'une offre compétitive* locale.

La création d'une zone de libre-échange entre pays de niveau inégal de développemeot o'a de sens que si elle s'appuie sur des politiques d'accompagnement impliquant des interventions fortes de la part des pouvoirs publics et des aides de la part des pays les plus développés. L'Europe serait bien inspirée de ne pas se rallier tardivement à une philosophie dépassée qui fait eveuglement confiance aux forces du marché.

GÉRARD KÉBABDJIAN.

(2) Telle fut la problématique du colloque organisé par l'Institut du monde arabe en septembre dernier. On trouvera la teneur dans un ouvrage de synthèse à paraître à la mi-novembre : *Euro-méditerranée, une région à construire*, sous la direction de Robert Bistolfi, Éditions Publisud, Paris, 1995, 360 pages, 178 F.

(3) Gérard Kébabdjian, « Le libre-échange euro-maghrébin : une évaluation macro-économique », *Revue Tiers-Monde*, n° 144, octobre-décembre, 1995.



La chaire et les planches

ENFIN un vide comblé, dans le flot d'ouvrages pré et post-présidentiels : deux journalistes nous proposent, avec *Le Rendez-vous manqué*, une chronique de la non-candidature de M. Jacques Delors à l'Elysée (1), modestement qualifiée de *« phénomène politique de première importance »*. Pourquoi ? En particulier parce qu'elle e privé les électeurs d'une campagne qui eurait été *« l'occasion d'un cours d'instruction civique à l'usage des citoyens, en général, et des militants de gauche, en particulier »*.

Cette vocation pédagogique (2), M. Delors l'avait spectaculeirement manifestée en 1992, lors de la campagne pour le ratification du traité de Maastricht en France. On l'avait vu et entendu défendre bec et ongles, du heut de sa cheire bruxelloise, un texte dont l'adoption faisait, à ses yeux, figure de test de la capacité du peuple français à être digne de l'Europe. Au point que, renchérissant sur une tradition menderinale pourtant peu portée sur le pluralisme, il *n'*hésitait pas à préconiser le retraite anticipée pour ceux de ses collègues coupebles de ne *pas professer* le « bonne » ligne : *« Ou vous changez de discours, ou vous abandonnez le politique ! Il n'y e pas place pour un tel comportement dans* une *démocratie évoluée* (3). »

C'est seulement eujourd'hui que nous epprenons que le vreie vocation de M. Delore *n'*était pas l'enseignement, meis un genre finelement assez proche, le théâtre : dens sa défense de Meastricht eur les plenches référendeires, il ne s'identifieit pas eu texte, meis s'était coulé dens un rôle de composition. C'est en tout cas ca qu'il vient de déclerer eu *Sunday Times* de Londres : *« Je n'ai jameis cru eu concept de politique étrangère et de sécurité commune. C'était trop embitieux. Cele ne pouvait pas fonctionner, compte tenu de le diversité des Etats membres* (4). » On evait rarement entendu une remise en cause eussi redicale du second « pilier » du traité eur l'Union européenne...

Dens les colonnes d'un hebdomedeire (5), le non-candidat à l'Elysée n'en était que plus à l'eise, ces derniers temps, pour admonester le reste du monde – *« Nos contemporains manquent décidément de* mémoire » – evec une attention particulière pour *« Messieurs les responsables de tout bord »*. Sur ces derniers, soupçonnés de prendre le risque de *« tuer la construction européenne »*, tombait elors cette injonction : *« Arrêtez le massacre, renoncez à vos petites phrases. »*

BERNARD CASSEN.

(1) François Bazin et Joseph Macé-Scaron, *Le Rendez-vous manqué. Les fantastiques aventures du candidat Delors*, Grasset, Paris, 1995, 296 pages, 115 F.

(2) M. Delors a, pendant quelques années, exercé les fonctions de professeur associé à l'université Paris-Dauphine.

(3) *Le Monde*, 30-31 août 1992.

(4) « Delors disowns Maastricht », *The Sunday Times*, 1er octobre 1995.

(5) Jacques Delors, « Ils vont tuer l'Europe ! », *Le Nouvel Observateur*, 5-11 octobre 1995.

GÉOPOLITIQUE. – Bernard Guetta

★ **Éditions ds l'Olivisr, Paris, 1995, 331 pages, 130 F.**

Voilà plus de quatre ans que, chaque matin, Bernard Guetta propose aux auditeurs de France Inter sa vision de l'actualité internationale. Sous le titre *« Géopolitique », nom de* cette émission, il a réuni quelque cent soixante-cinq chroniques, regroupées en quinze grands chapitres géographiques ou thématiques. D'un pays à l'autre et de crise en crise, on retrouvera avec intérêt cette démarche qui ne sacrifie guère à l'air du temps.

Ici, point de culte de *M. Boris Eltsine*, de M. Silvio Berlusconi ou des intellectuels promoteurs de la « Liste Sarajevo » – Bernard Guetta se résout en effet au partage de la Bosnie, tout en soulignant la responsabilité des Occidentaux qui ont laissé la Yougoslavie éclater sans organiser le divorce. L'Algérie lui *offre une* autre occasioo de dénoncer manichéisme et amalgames. La transition à l'Est a son revers social ; d'où le retour des post-communistes, *« un pied dans le mouvement ouvrier, la tête dans le monétarisme »*. Au Proche-Orient, le regard lucide sur les obstacles au progrès de la paix o'empêche nullement l'engagement en sa faveur (*« On n'a pas le droit au scepticisme »*). A la loi du marché, l'auteur oppose le *« besoin d'Etat »* ; à la perte des repères l'indispensable lutte contre la démoralisation – *« aux deux sens du terme »*.

DOMINIQUE VIDAL.

ÊTRE JOURNALISTE EN MÉDITERRANÉE. – *Sous* la direction de Kenneth Brown, Hannah Davis Taïeb, Carlos Gabetta, Osama El Ghazali Harb

★ **Méditarrsnéennes, Paris, 1995, 190 pages, 85 F.**

Des journalistes réunis en colloque pour parler du journalisme, la chose devient banale et, trop souvent, décevante. Ce n'est pas le cas du séminaire dont rend compte ce livre. Organisé par les revues *Méditerranéennes* (Paris), *Cuatro Semanas* (Barcelone) et *Al-Siassa Al Dawlya* (Le Caire) avec le soutien du programme européen Med-Média, il a rassemblé à Marseille, au printemps de 1994, plusieurs dizaines de professionnels venus de toutes les rives de la Méditerranée, pour trois jours d'échanges aussi informels que directs sur la conception et la pratique du métier dans la région.

À l'ordre du jour, des trajectoires personnelles, des études de pays (Turquie, Liban, Israël, Palestine, Chypre), des histoires de journaux (dont l'édition arabe du *Monde diplomatique*) et deux débats thématiques : « La dictature do conformisme dans les médias occidentaux » (avec, entre autres, deux vives ioterveotioos de Robert Fisk) ainsi que « l'audiovisuel et la presse écrite » (avec notamment une contribution d'Ignacio Ramonet).

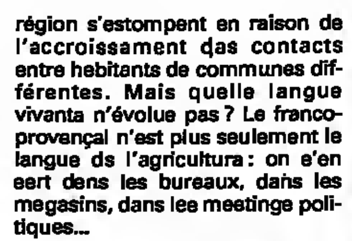
Le « séminaire retour » vient de se tenir à Alexandrie, avec notamment des discussions sur la couverture des conflits en Méditerranée. Il doonera lieu à ooe publicatioo spéciale.

D. V.



Une culture et une langue bien vivantes

Par ALEXIS BÉTEMPS*



QUAND, dans la eeconde moitié du XVII[e] siècle, Mgr Bailly, àvàque d'Aoste, déclarait que *« le duché d'Aoste n'est ni deçà ni delà des monts »*, il n'évoqueit pas seulement le morphologie extraordineire du tarritoira, entouré de chaînes imposentes, dont les cimes s'élèvent au-dessue de 4 000 mètres. Il pensait eurtout à ees habitants qui, eu cours des siècles, avaient développé une civilisation alpestre originale et doté leur société d'institutions politiquement eutonomes à l'intérieur des Etets de Sevoia. Si las traits communs evec d'eutres communautés elpines étaient nombreux, et si l'appartenence à la communeuté francophone inesrait le duché d'Aoste dans un contexte linguistique allant bien au-delà des montagnes, le sentiment d'eppartenir à un peuple à part, ni meillaur ni pire que les eutres, àtait déjà bien accentuà.

Il n'est donc pas étonnant que, malgré les violences et les accélérations de l'Histoire – qui tolèrent de moins en moins les différences, tout en les regrettant lorsqu'elles disparaissent – la Vallée d'Aoste ait conservé des traces particulièrement profondes de son passà. Il ne s'agit certainement pas de cette Arcadie des Alpes, célébrée par quelquee vieiteure euperficiels, meis tout de même d'un « pays » eux recinas encore fortes et à l'identité bien marquée.

Modernité et traditions

EN même temps qu'elle est encrée dans la modernité technologique de l'Europe occidentale, le Vallée d'Aoste constitue probablement eussi le demier refuge d'anciennes traditions, toujours vivaces, qui, souvent, cohebitent dens une même personne. Ce n'est plus, en effet, une région egricole, mais presque tous les Veldôtains cultivent encore leur petit bout de terre ancestrale ; le télévision est désormeis dans toutes les meisons, meie les occasions de rencontre entre voisins sont constamment mises à profit : fêtes patronsles, meriages, camavals et sorties de groupe ; lee gene connaissent et pretiquent lee sports de masse, meis les jeux traditionnels aux noma évocateure (tsan, rebatta, fiolet) ou les combats ds vaches attirent devantage de spectateurs que des matches de football. Les ménagères veldôtaines font leurs courses au eupermerchà du coin, mais de nombreueee familles eiment cependent faire elles-mèmes leur propre charcuterie, cuire leur pain, produire leur vin, distiller laur eau-de-vie afin de lea pertager avec les emis et les voisins qui savent epprécier, ou avec quelques reres « étrengsrs » pour leur feire pleisir et les épater ; les meledes se rendent chez le médecin, mais le recours aux guérisseurs, d'eillaurs particulièrement afficeces, est fréquent pour certains meux comme les brûlures, dartres et verrues, meurtrissures, et, en ces de foulure, la visite eu rebouteux est pretiquement la règla ; l'individualisme est fort, mais les anciens consortages pour la gestion et l'sntretien des propriétés communes (ceneux d'irrigetion, chamins egricoles, forèts, elpeges, etc.) sont encore bien vivants.

La Vellée d'Aoste d'eujourd'hui est faite d'ancien et de moderne, mais l'ancien n'est pas, ou n'est pas seulement, étalé pour éblouir les touristee : il feit intimament partie de l'homme moderne, qui ne se sentirait pas tel sans cette patine héritée des générations antérieures. Les Valdôteins epprennent l'italien et le français à l'école mais, entre eux, ils communiquent dans un parler encien, le Patois, qu'on écrit avec un P mejuscule. Chaque village e sa variété de Patois, qui n'empèche pas l'intercompréhension, mais qui signale le lieu d'origine de l'interlocuteur.

Le Petois constitue encore l'instrument privilégià pour interpréter le territoire, pour décrire les moments de la via quotidienne, pour évoquer les vieux contes, ignorés par la littéreture officielle, meis que, tôt ou tard, on epprend encore. Les linguistes l'appallent francoprovençal, terme detant da le fin du eiècle dernier : avant, on disait simplement qu'il s'egissait du vieux françeie. Issu du latin et conservant des treces de perlers pré-letins, le frencoprovençal a connu une évolution constante, d'une génération à l'eutre, à la auite d'epports venent des populations evec lesquelles l'Histoire l'e mis en contact. Comme le langue d'oc et la langue d'oïl, il fait partie du domeine gello-roman, mais il n'a jameis su ou pu exprimer une lengua unitaire, une koinè. On le perlait autrefois jusque dans certaines grendes villes comme Lyon, Grenoble, Saint-Étienne, Genève, Lausanne, Fribourg...

Le francoprovençal au quotidien

ACTUELLEMENT, le Petois a coneervà une bonne vitelité en Vallée d'Aoste, et il est encore perlé dens quelques zones rurales de son encien domaine, c'est-à-dire le haut des vallées piémonteises comprises antre le vellée d'Aoste et la vallée de Suse, an Savoie, dans le Forez, dans la Bresse, en Suisse romande et, plus particullèrement, dans les cantons du Velels et de Fribourg. Les ettestetlone les plus enclennes remontent eu XIII[e] siècle, et nous viennent du Forez et du Lyonneis : il s'egit de chertes, de terriers, da censiers et de livres de comptes. Puis, progressivement, dans toute l'aire francoprovençale, le français est devenue la langue écrite remplaçant le letin, et la frencoprovençal, quent à lui, un dialecte. Mais un dielecte donnent vie à una littérature populeire ebondente et toujours renouvelée.

En Vellée d'Aoste, 50 % de la populetion e encore une connaissance active du francoprovençal et l'utilise normalement dens ses relatione verbeles quotidiannes, proportion considàreble compte tenu des brassages da population intarvanus dapuis le période fascista. Les jeunas ne le parlent certes plus comme les anciens, mais ils ne mànent pas non plus la même vie. Des mots sont oubliés, le plus souvent perce qu'ils étaient liés à una réelité qui n'existe plus ; d'eutres sont créés ou adeptés d'una eutra langue, l'italien dens le plupert des cas, puisque c'est de l'Itelie que viennent les nouveautés, bonnes ou meuvaises. Les différences entre patois à l'intérieur de la région s'estompent en raison de l'accroissament das contacts entre hebitants de communes différentes. Mais quelle langue vivanta n'évolue pas ? Le francoprovençal n'est plus seulement le langue ds l'agricultura : on e'en eert dens les bureaux, dans les megasins, dans lee meetinge politiques...

Malgré tout, il n'a pas la vie facile, car les médias locaux utilisent le françaie et eurtout l'italien. C'est sinsi que l'edministration régionele déploie de grende efforts pour soutenir le francoprovençal : une structure a été epécielement créée à cet effet : le Bureau régionel pour l'ethnologie et la linguistique (BREL). De nombreuses associatlone culturelles eglssent sur le territoire, permi lesquelles le Comité des traditions valdôtaines, le Centra d'études frencoprovençales et l'Association veldôteine des erchives sonores. La recherche est fort active : l'Atles des patois veldôtains est en voie d'impression, et une enquête systématique sur les micro-toponymes (noms de prés, de coure d'eau, de eentiers, etc.) est dàjà bien evancée. Une phonothèque comptant plus de six mille cessettes est à la disposition des chercheurs, et des émissions de redio et de télàvleion sont régulièrement présentées. Chaque ennée, eu moine quetre ou cinq ouvreges pareissent en frencoprovençal ou sur le francoprovençal ; des concours sont proposés dens les écoles pour sa promotion, et une douzaine de compagnies théâtrales ameteure présentent des pièces qu'elles ont écrites en Patois.

La cap du troisiàme milléneire franchi, on entendra résonner le francoprovençal. Mais jusqu'à quand ? L'existence des parlers locaux, échantillons uniques dens l'univere culturel, produits de l'homme et de sa civilisation, est rendue chaque jour plus difficile dens le « village global ». Et ce n'est pes eeulement l'engagement d'une poignée d'hommes et de femmes de bonne volonté qui en aeeurere la eurvie. Una conscience généralisée doit se former pour que ces précieux héritages puieesnt continuer à s'àpanouir. Si l'on accepte la logique selon lequelle le plus petit doit succomber face eu plus grand, il ne restera à le fin qua le plus grand.

C'est pourquoi le francoprovençel, comme toutes les autres lengues du monda en difficulté, n'eppartient pas uniquemant à le Suisse romanda, à quelques localités françaises, à le Vellée d'Aoste ou au Piémont : il fait partie du petrimoine universel. Tout comme les fleurs reres ou les espàces enimelee en voie d'extinction. Pourquoi le préoccupation croissente pour la meintien de le biodiversité ne s'étendreit-elle pas aux différents parlers des hommes ?

* Directeur du Bureau régional pour l'ethnologie et la linguistique (BREL) de la Vallée d'Aoste.



LA PÉRENNITÉ O'UNE CIVILISATION ALPESTRE

Les défis du bilinguisme

Par MICHEL HUBERMAN*

POUR les responsables de l'éducetlon de le Vellée d'Aoste, le mise en place d'un bilinguisme réel (français-italien) dans les différents enseignements ne se réduit pee à un accroissement du volume d'heures de françals. Au-delà, il s'agit bien de rénover tout le systàme éducatif, de l'école maternelle è la fin du secondeire. Tout chercheur qui e travaillé sur des projets de ce type sait qu'ils finissent, en général, mal... Tel n'est pes le cas ici.

La région aurait pu faire l'économie d'une réforma majeure en eppliquant progressivement les erticles du statut qui prévoyaient le bilinguisme depuis l'école maternelle. Augmenter la proportion des cours de sciences, de mathématiques, etc., donnés en français n'impliquait pas de chengements majeurs dans la nature ou même dans l'organisation des études, et correspondsit globelement aux objectifs politiques et culturels affichés. Pourtant, cette perspective, insuffisamment ambitieuse, ne séduisait pas les eutorités.

Ce qui e été mis sn place e'epperente à une stretégie de « nuage », pour reprendre une formule de le physique des particules, un foisonnement peu coordonnà d'activités, d'initietives et d'échanges pédagogiques. En revanche, les directives venues d'en hsut ont été rares, et, de toute manière, c'est sur le terrein que l'on juge à quel degré elles sont applicebles. Autant par nécessité que par vartu, dans une région où les écoles sont dissàminées dans des vallées souvent isolées, la stratégie du « nuage » s'est treduite par une multitude d'ections donnent à penser que le ráforme pareît venir de toutes les directions, et e'établir partout :

– des groupes de programmation, composés d'enseignants des mêmes disciplines, qui se réunissent pour préparer et échanger du matérial didactique et pour traiter des questions-clés, comme celle de l'évaluetion ;

– des modules de classes (trois enseignents pour deux classes) qui s'efforcent da coordonner leurs intarventions ;

– des conseillers pédagogiques qui, progressivement, se transforment en spécielistes d'une discipline, et jouent un rôle d'enimation et de diffusion des innovations ;

– des foires didactiques, suivies da visites entre enseignants ;

– des fêtes-dàbats périodiques grâce euxquels les autorités remercient symboliquement les enseignants, et qui permettent des rencontres et des discussions de groupe ;

– una revua attrayante, feisent conneître les réalisations et fournissant des pistes de travail et d'approfondissement ;

– des directeurs didectiques, variente des inspecteurs, qui, malgrá leurs différences, suivent de près les réactione des parents et des autorités communales, fonctionnant einsi comme mécanisme d'alerte ;

– des stages de formetion plus clessiques, notamment pandant les vecences, d'abord en linguistique appliquée et, progressivement, en mathàmatiques et en sciencee. Une telle ràforme repose, an effet, en grande partie sur ls didectique des disciplines.

Au sommet, la région a pour ligne d'eppuyer ces démarches, sans les articuler dans le détail. L'adaptation locale est reine, dans le cadre d'une vision plus générale, avec des garde-fous exercés par le corps des inspecteurs. Stratégiquement existe un certain sentiment d'urgence : il s'est egi d'asseoir cette réforme, du moins à l'école primaire, pour qu'il ne vienne à l'idée de personne d'en contester un jour les acquie, et d'en faire une routina, tant sur les plans réglementaire que budgétaire. Ce point de non-retour e été atteint en quelques ennées, et ce eux dimensions d'une région entière.

La mise en plece du bilinguisma e donnà des preuves d'un dynemisme, d'un pregmetisme et d'une acceptation des risques individuels et collectifs qui font de la Vallée une référence pour tout systàme éducatif, eux niveaux de la meternelle et du primsire. Au moment d'eborder le secondaire, les élèves disposent d'une meitrise de la langue comparable à celle obtenue dans un peys francophone.

L'enseignement secondeire, où le réforme est en cours d'epplicetion, pose des défis d'un autre ordre. Par exemple, il faut tenir compte d'un engegement moindre chez les parents, pour ne pas parler des enseignents. Mais les etouts existent également : effectifs plue restreints, volonté d'expérimentetion chez un nombre important d'acteurs-clés, eppui du service régional de recherche pàdagogique et très forte motivation des autorités da le région.

* Professeur à l'université Harvard, professeur honoraire à l'université de Genève.

Ces Valdôtains méconnus...

Par PIERRE LEXERT*

« *LES Françeis ont edopté notre langue* », disent volontiere lea Valdôteins de souche, qui savent celle-ci émergée de leur Moyen Age dane le mouvance linguistique de Lyon, la capitele des Gaules. Qui plus est, ce parler d'eutrefois, ils continuent à le pratiquer conjointement evec le françaie d'aujourd'hui. Et, après l'abandon du letin, toute la culture veldôtaine s'est exprimée et trenamiae en françaie, lengue décrétée officielle depuis le XVI[e] eiàcle, tout comme en France.

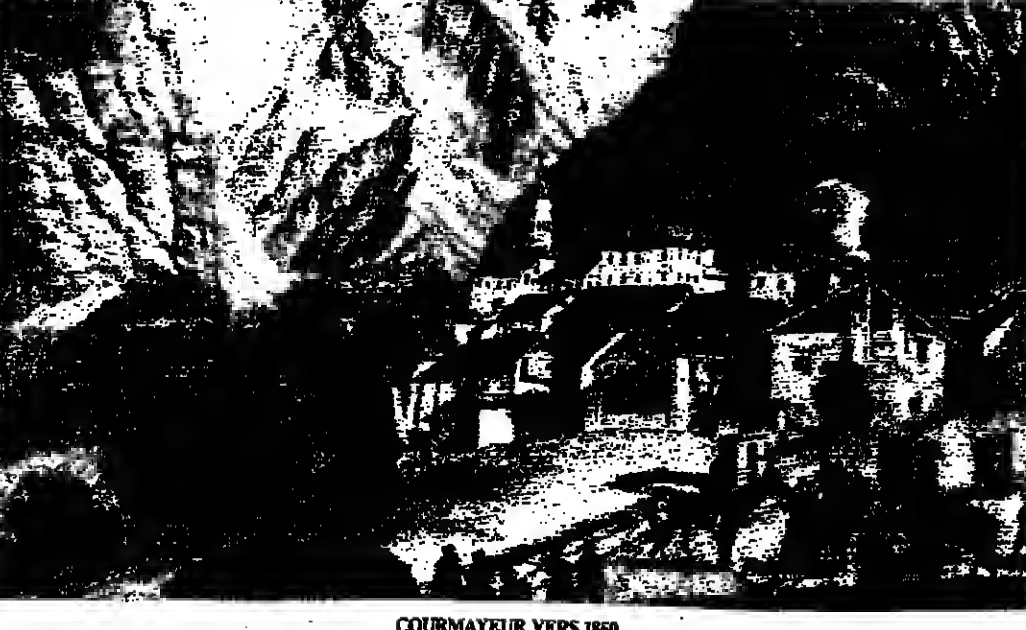
Impliquée malgrá elle dans la constitution da l'unità italienna, le Vellée d'Aoste francophone fut confrontée, après 1861, à una persécution linguietique que le fascisme mussolinien radicalisa, interdisant et aanctionnant l'emploi du français et allant jusqu'à contraindre à l'exil le fine fleur de catte génération de locuteurs eutochtonee. C'éteit là ôter aux Veldôteins la clé d'eccès à un petrimoine multiséculaire. Clé que la Libération leur restitua an 1948, à le favaur d'un statut d'autonomie fondé sur un bilingulsme constitutionnel meis chichement conçu : un chevel d'italien pour une elouette de françaia !

N'importe ! Vaille que vaille, le français a repris le chemin de l'àcole et a recommencé à porter aea fruits. Sans compter ceux, plus élaborés, des Valdôteine de l'exil. Entre-temps, et comme il arrive à l'aveugle qui eent se sensiblilté tactile s'affiner, la créetivité veldôteine, frustrée quant à ee langue, s'eet épanouie dans le domeine des arts eppliquée et plastiquee, ainei qu'en matière d'architecture, de chant populalra ou da gastronomie, par exemple.

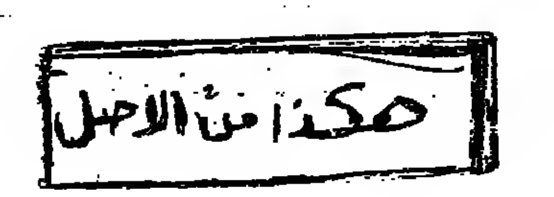
Rarea aont lea Français avertia de cet àtat de choses, et plus rares encore ceux qui connaissent l'origine veldôtaine de eeint Anselme, archevêque de Cantorbéry, auteur du fameux argument ; de Guillaume Cerise, général de Nepoléon ; de Leurent Cerise, précureeur de la peychoeometique ; d'Alexandre Chetrien, l'eaeocié d'Erckmenn ; de Meurice Garin, vainqueur du premier Tour de France cycliete ; d'Henri Orelller, champion olympique de descente en aki ; du beron Bich, empereur du stylo à bille ; ou de Jeen Yoccoz, physicien etomiste, collaboreteur de Francie Perrin.

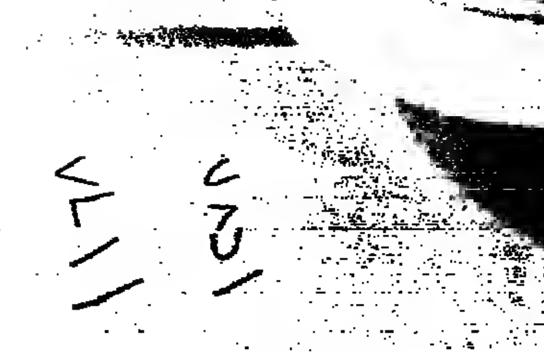
Plus grave : aucun auteur valdôtain contemporain n'est diffusé en France, la myopie et l'indifférence de l'édition parisienne laissant s'asphyxier, sur les marchee de l'Hexagone, les écrivaine de ce quatrième bastion de aon glacis linguistique originel, avec la Wellonie, le Luxembourg et le Suisse romende. Que tel de ces Valdôtaine soit sujet de thèsa dans plusieurs universités ou lauréat du Jasmin d'argent de la poésie francophone, qu'une revue – *Les Cahiers du Ru* – aoit l'objet d'un quasi-culta pour nombre da ses lecteurs de l'espace francophone, dont elle e publié quentité des meilleurs euteurs, rian n'y feit : l'ascenseur n'est jamais renvoyé. Moins pacifiques et perdus aux entipodes, sans doute ces auteurs apparaîtraient-ils plus médiatiques...

* Ecrivain, directeur de l'Institut valdôtain de la culture (IVAC).



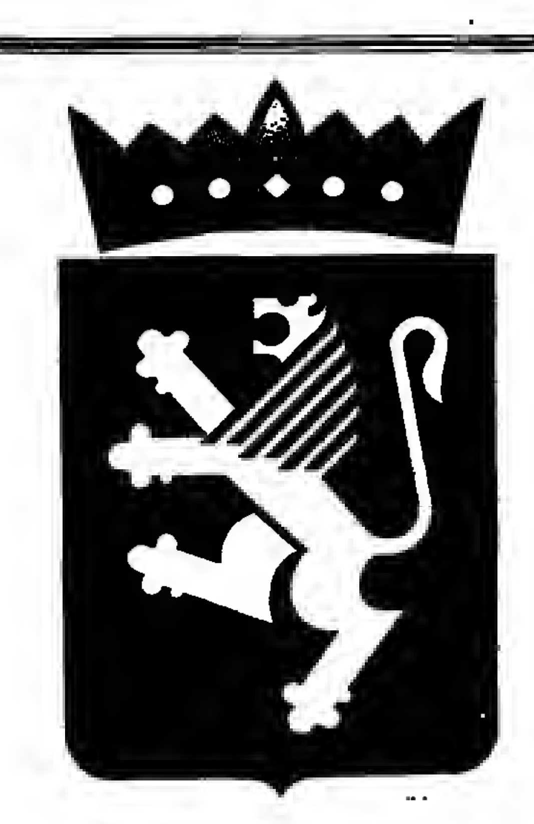
COURMAYEUR VERS 1850
Un lieu de villégiature pour montagnards de marque





Supplément

La Vallée d'Aoste fière de sa différence



Le nombre ne fait rien à l'affaire : avec seulement 117 000 habitants, la région autonome de la Vallée d'Aoste est sans doute l'une des collectivités locales les plus étonnantes du continent. Étonnante par sa revendication et sa pratique séculaires d'une autonomie qui, après la séparation d'avec la Savoie et l'incorporation dans l'État italien, s'est notamment traduite par la volonté de continuer à parler français. Mais étonnante aussi par la cohabitation harmonieuse – à la japonaise – entre une culture irriguée par les traditions populaires et des formes de modernité, aussi bien économique et technologique qu'administrative, qui en font l'un des pôles les plus développés de l'Italie et de l'Europe.

Aux racines de l'autonomie

Par JOSEPH-GABRIEL RIVOLIN *

LA Vallée d'Aoste jouit, dans le cadre juridico-institutionnel de l'Etat italien, d'une autonomie politique et administrative que le décret nº 545 du 7 septembre 1945, par lequel le lieutenant du royaume d'Italie, Umberto de Savoie, reconnut aux Valdôtains le droit de se gouverner par eux-mêmes, justifie par les *« conditions géographiques, économiques et linguistiques tout à fait particulières »* qui caractérisent leur région.

Blottie au cœur des Alpes occidentales, la Vallée d'Aoste forme une unité géographique aux caractéristiques très spécifiques si on les compare à celles des vallées avoisinantes. Entourée de toutes parts de sommets dépassant 4 000 mètres d'altitude, qui font d'elle un périmètre protégé, et où les traditions sont jalousement gardées, elle est en même temps largement ouverte à l'Europe par des cols connus et fréquentés depuis la préhistoire, dont le Petit-Saint-Bernard et, surtout, le Grand-Saint-Bernard, qui, des siècles durant, fut l'une des principales voies terrestres de communication entre la Méditerranée et l'Europe du Nord-Ouest. Cette double vocation naturelle de conservatoire et de carrefour a, de tout temps, conditionné un développement économique tiraillé entre l'agriculture de montagne, à faible revenu, et les retombées des échanges qui se développaient à l'échelle continentale.

On a dit, fort justement, que l'histoire de la Vallée d'Aoste s'identifie, pour l'essentiel, à celle de ses routes : le contrôle des itinéraires terrestres qui, à travers cette région, assuraient la communication entre la vallée du Pô et celle du Rhône, et – au-delà du plateau suisse – avec celle du Rhin, fut le mobile principal de la conquête romaine et, plus tard, du contrôle strict que les rois mérovingiens et carolingiens, puis les rois de Bourgogne et leurs successeurs, les comtes de Savoie, y exercèrent sans relâche.

C'est, paradoxalement, en raison de la nécessité de soumettre le territoire valdôtain à une maîtrise rigoureuse que se développèrent des institutions médiévales puissantes, expression d'une grande volonté d'autonomie politique et administrative. Fortement imprégnée de l'esprit du contrat, la mentalité médiévale a produit, partout en Europe, des institutions représentatives : face à son suzerain, on négociait sa fidélité et, même si le rapport de forces était le plus souvent à son avantage, le seigneur devait néanmoins se plier aux exigences de ses sujets lorsque ceux-ci détenaient des atouts d'importance. Or, pour la Maison de Savoie, il était important de s'assurer la fidélité des habitants d'Aoste et de sa vallée, qui détenaient les clés de l'une des portes des Alpes. D'où la décision de Thomas Iᵉʳ de Savoie, vers 1200, d'octroyer aux *« citoyens et bourgeois »* d'Aoste une charte de franchises, la première d'une série de mesures, bientôt étendues à toute la région, visant à assurer aux Valdôtains une large autonomie politique, juridictionnelle et financière, et à leurs souverains l'allégeance d'un pays d'une évidente importance stratégique.



1946 : L'EUPHORIE DE LA LIBERTÉ RETROUVÉE

Axé d'abord sur les audiences générales (assises législatives et judiciaires que le souverain savoyard présidait en personne à Aoste), puis sur l'Assemblée des États, regroupant les trois ordres de la société (clergé, noblesse et tiers état), le régime autonome valdôtain montra sa loyauté en 1536, lors de la très grave crise politique qui raya de la carte, pour un temps, les domaines du duc de Savoie, annexés purement et simplement, au royaume de France. Pressée, d'une part, par l'armée française et sollicitée, d'autre part, par les cantons suisses et par un fort parti huguenot qui visait l'annexion de la Vallée à la Confédération, les députés de l'Assemblée des Etats décidèrent de demeurer fidèles à la Maison de Savoie et à la religion catholique, en refusant les avances suisses et protestantes. Ils élirent un gouvernement – le Conseil des commis – qui, au nom du duc en exil, exerça pendant quelques décennies la souveraineté sur une Vallée d'Aoste indépendante.

Le rétablissement du duc Emmanuel-Philibert de Savoie sur le trône de ses ancêtres entraîne la confirmation officielle des compétences du Conseil des commis. Mais, bientôt, les visées de la monarchie savoyarde se modifièrent : le pluralisme juridique et institutionnel qui avait caractérisé le Moyen Age devenait gênant pour des souverains aspirant à un modèle de société fondé sur le pouvoir absolu du prince. D'où la volonté de démanteler l'ensemble des institutions qui avaient précisément pour but de limiter et de contrôler ce pouvoir.

Au terme d'un long processus de compression progressive des compétences du Conseil des commis et de l'Assemblée des Etats, Victor-Amédée III de Savoie, roi de Sardaigne, abrogea définitivement les organes politiques et judiciaires valdôtains en 1773, réduisant ainsi le duché d'Aoste au rôle d'une intendance piémontaise. Mais la nostalgie des libertés d'antan ne cessa de hanter les esprits. Des prises de position significatives de l'élite locale, pendant la Révolution et l'Empire, puis tout au long du XIXᵉ siècle, témoignent de la persistance souterraine d'un courant politique autonomiste qui se renforça au lendemain de la création, en 1861, du royaume d'Italie.

Outre les raisons qu'énonce le décret de 1945, c'est donc bien une solide tradition historique qui fonde les aspirations autonomistes des Valdôtains. Au lendemain de l'unité de l'Italie, voulue par la diplomatie franco-italienne et par les mouvements nationalistes de la Botte, un élément d'importance capitale s'ajouta aux arguments que la Vallée pouvait avancer à l'appui de ses revendications : la question linguistique.

Alors que le royaume de Sardaigne, à califourchon des Alpes, était bilingue, la création du nouvel Etat péninsulaire et la séparation d'avec la Savoie, annexée à la France, noyèrent la Vallée d'Aoste francophone dans une toute nouvelle réalité institutionnelle et culturelle qui se voulait entièrement et exclusivement italophone. Une lutte parfois ouverte, plus souvent sournoise, se déclencha alors contre l'emploi de la langue française dans la région. D'abord boycottée dans les milieux officiels (armée, école, palais de justice, bureaux publics du ressort de l'Etat), elle fut plus tard traquée jusqu'au sein des familles par le régime fasciste.

Les yeux tournés vers Genève et Lyon

LES tentatives d'extirper le français se mesuraient à une identité culturelle plusieurs fois séculaire, *reposant sur l'homogénéité* ethnique des populations des deux versants des Alpes occidentales. La Vallée d'Aoste avait partagé, dès le haut Moyen Age, les destinées des régions alpines françaises et romandes ; la population gallo-romaine y avait subi une faible germanisation due aux dominations burgonde et franque. Les liens politiques et ecclésiastiques, qui rattachaient depuis 575 la Vallée d'Aoste à la monarchie mérovingienne de Bourgogne, puis à l'Empire carolingien, y avaient répandu les modèles culturels de l'élite franque. Tournant le dos à la plaine du Pô, Aoste regardait vers Genève, Vienne et Lyon. Le latin y évolue naturellement vers le francoprovençal, auquel se superposa, dès le XIIIᵉ siècle, le prestigieux modèle linguistique et littéraire venant de France.

Les poèmes et les romans en langue d'oïl étaient répandus en Vallée d'Aoste aux XIIIᵉ et XIVᵉ siècles, et la production locale de textes littéraires français est bien attestée au XVᵉ siècle. En 1561, le duc Emmanuel-Philibert, dans le souci de moderniser l'administration, interdit l'usage du latin dans les actes publics et le remplaça par la *« langue vulgaire, chaque province la sienne »*. Le Pays d'Aoste adopta, bien sûr, le français, dont l'emploi quotidien était répandu parmi la population à côté des dialectes francoprovençaux.

La soudure entre la tradition politique autonomiste et le particularisme linguistique stimula la prise de conscience d'une identité régionale particulière. Le régionalisme valdôtain s'exprima, au niveau culturel et politique, par la formation d'associations qui visaient la sauvegarde de la langue française et proposaient l'octroi d'une autonomie administrative étendue. Ce fut notamment le cas du groupe Jeune Vallée d'Aoste, fondé en 1925, et au sein duquel se forme l'élite antifasciste locale. *La Résistance* prit, en Vallée d'Aoste, une dimension nettement autonomiste, voire indépendantiste.

A l'issue de la seconde guerre mondiale, des positions fort diverses se confrontèrent, qui allaient du maintien du *statu quo administratif* institué par le fascisme (à savoir : une « province d'Aosta » étendue à l'arrondissement italophone d'Ivrée) à l'organisation d'un référendum qui sanctionnerait l'annexion à la France. Un régionalisme modéré, prôné par une partie de l'*intelligentsia* locale, avantageusement insérée dans les milieux intellectuels italiens, finit par l'emporter et son programme (décentralisation administrative, officialisation du bilinguisme français-italien) inspire le régime d'autonomie sanctionné par le décret de 1945 et confirmé par la loi constitutionnelle nº 4 du 26 février 1948 : le statut spécial d'autonomie de la région Vallée d'Aoste actuellement en vigueur.

* Directeur des archives historiques régionales de la région autonome Vallée d'Aoste.

Déjà vers 1200...

IIIᵉ millénaire av. J.-C. Premiers témoignages de la présence humaine en vallée d'Aoste.
VIIIᵉ-Vᵉ siècles av. J.-C. Pénétration gauloise.
25 av. J.-C. La population celto-ligure des Salasses est battue par les Romains. Fondation d'Augusta Praetoria (Aoste).
Fin IVᵉ siècle. Aoste devient le siège d'un évêché.
575. Le roi mérovingien Gontran conquiert la vallée d'Aoste, qui entre dans l'aire *politique et culturelle* franque.
888. Chute de l'empire carolingien. Aoste appartient au royaume de Bourgogne.
1032. Chute du royaume de Bourgogne. Aoste appartient au comte Humbert, tige de la maison de Savoie.
1200 environ. Le comte Thomas Iᵉʳ de Savoie promulgue la première charte de franchises d'Aoste.
1536. Création du Conseil des commis
1588. Publication du *Coutumier du duché d'Aoste*, code exhaustif du droit valdôtain.
1720. Victor-Amédée II, duc de Savoie, devient roi de Sardaigne.
1773. Abrogation des institutions valdôtaines et du *Coutumier*.
1798. Annexion de la Vallée d'Aoste à la République française.
1804. La Vallée d'Aoste dans le premier Empire.
1814. Restauration : la Vallée d'Aoste revient aux rois de Sardaigne.
1860. Annexion de la Savoie à la France.
1861. Création du royaume d'Italie.
1922. Mussolini est nommé chef du gouvernement italien.
1927. Mussolini crée la province d'Aoste.
1943. Chute du régime fasciste.
1943-1945. Résistance antifasciste.
1945. Création de la circonscription autonome de la Vallée d'Aoste par décret du lieutenant général du royaume d'Italie, Umberto de Savoie.
1948. Création de la région autonome Vallée d'Aoste par l'Assemblée constituante de la République italienne.

Contre l'autoritarisme, la force de l'identité

Par DINO VIERIN
Président du gouvernement

Il est incontestable que, par le passé, les Valdôtains ont su à la fois sauvegarder leurs spécificités et réussir les mutations dictées par les vicissitudes politiques du pays. Une analyse prospective de la Vallée d'Aoste ne peut donc aller sans d'abord prendre en considération sa civilisation, voire la « force de réaction » de cette culture – bilingue, montagnarde, autonomiste et frontalière - qui est à la base de notre autonomie. Aujourd'hui, la *crise institutionnelle* de l'Italie et les projets prétendument fédéralistes de la Ligue du Nord et de la Fondation Agnelli recèlent de graves risques pour l'identité francophone du peuple valdôtain et pour l'autonomie de la Vallée. De même que l'Europe – celle des États et des pouvoirs économiques – porte atteinte à ses compétences politico-administratives. Il est, en effet, des domaines du ressort de la région où l'Union européenne exerce, sans aucune participation régionale, un pouvoir décisionnel contraignant.

Pour parer à ces dangers, nous réclamons avec force notre pleine appartenance au monde francophone et le droit de décider nous-mêmes de notre avenir ; nous devons tout miser sur la sauvegarde et l'affermissement de ces identité et autonomie, que nous avons toujours considérées comme les seuls instruments susceptibles de donner une vigueur réelle à l'action de la région et à la survie du peuple valdôtain. Et, à cet effet, nous sommes engagés sur plusieurs fronts. En matière culturelle, nous poursuivons l'application globale du régime de bilinguisme, nous coopérons étroitement avec nos cousins francophones des régions voisines et nous avons également mis sur pied différentes formes de participation aux organismes de la francophonie multilatérale : les sommets francophones, l'Agence de coopération culturelle et technique (ACCT), le Forum francophone des affaires (FFA), l'Association internationale des parlementaires de langue française (AIPLF), l'Association internationale des maires francophones (AIMF).

Sur le plan économique, nous sommes engagés dans la création d'un système favorisant l'exploitation des ressources locales, en vue d'un développement équilibré, durable et non assisté de la région. Sur le front politique, enfin, nous poursuivons un projet de réforme profonde de l'administration, notamment en accordant aux collectivités locales les moyens leur permettant de devenir les moteurs de la vie sociale valdôtaine. Nous estimons nécessaire de procéder à une réforme fédérale de l'État italien à partir des régions actuelles, dûment renforcées, qui, seules, doivent pouvoir décider d'intégrations territoriales éventuelles. Les minorités – actuellement reconnues dans les régions à statut spécial – ne doivent pas disparaître en tant qu'entités politiques, ni être absorbées au sein de régions artificielles où la recherche de l'équilibre financier se ferait au détriment de leurs particularités ethniques, historiques, culturelles et économiques. Nous nous battons aussi pour une Europe fédérale, une Europe des régions et des peuples. Et ce par une présence active de la Vallée d'Aoste au Comité des régions de l'Union européenne et au Congrès des pouvoirs locaux et régionaux du Conseil de l'Europe.

Nous croyons à la force de notre identité et de notre autonomie. Nous croyons à l'Europe, car une Europe forte et démocratique, respectueuse des diversités, fondée sur les principes de subsidiarité, de solidarité et de participation est le seul rempart contre toute tentative d'autoritarisme et de centralisme de l'État. Nous croyons au fédéralisme, car c'est la seule forme d'organisation politique qui assure le respect de l'homme, des peuples, des minorités et des aspirations de chacun dans la réalisation des intérêts communs à tous.

is du bilinguis

Autoroutes
Principales routes
Cols
Tunnels
Sommets de plus de 4 000 m
Parc naturel du Grand Paradis
Relief
2 000 m
1 000 m
0 m
Vers Milan

Réussir la diversification économique

Par JEAN-STÉPHANE MIGOT*

COMBINANT heureusement tradition et renouveau, comme le rappelle le titre de l'ouvrage fondamental de Bernard Janin (1), le Pays d'Aoste s'étire entre d'amples vallées et des pentes enneigées l'hiver, lieux de villégiature de la Maison de Savoie et de l'aristocratie italienne du Nord entre le XVIIᵉ et le XIXᵉ siècle (2). Elle est aujourd'hui traversée par les milliers de camions débouchant du tunnel du Mont-Blanc. Considérée comme l'une des collectivités locales les plus riches d'Italie, avec un produit régional brut de l'ordre de 4 200 milliards de lires (soit 13 milliards de francs) pour une population de 117 000 habitants et un taux de chômage (6 %) inférieur de moitié à celui du reste de la Péninsule, la Vallée d'Aoste est, depuis longtemps, engagée dans la reconversion du secteur qui lui a donné son identité, l'agriculture de montagne (3). Ce secteur constitue désormais le principal atout pour la sauvegarde et la valorisation du patrimoine naturel alpin dont, entre autres, le parc national du Grand Paradis, avec ses 35 000 hectares, propose un bel exemple.

Le secteur agricole, explique M. Massimo Lévêque, assesseur au budget et aux finances du gouvernement régional, *« doit s'intégrer au tertiaire et tourner ses activités vers le marché touristique »*. Pour assurer sa reconversion, la région lui consacre 8 % de son budget total – soit 100 milliards de lires en moyenne par an depuis le début des années 90 – et pilote sa rénovation. Ainsi, depuis 1982, l'Institut agricole régional (IAR) assure des enseignements gratuits à une soixantaine d'étudiants, pour les sensibiliser au développement des cinq secteurs-clés de l'agriculture traditionnelle valdôtaine – élevage, cultures fourragères, cultures fruitières, viticulture et fromagerie – et, surtout, les préparer aux techniques de l'agro-tourisme.

Car, insiste M. Roberto Francesconi, directeur du service du contrôle des investissements de la Société financière de la Vallée d'Aoste (Finaosta), *« en attendant le développement des nouvelles technologies que nous mettons en place dans le domaine industriel, le tourisme est la seule véritable ressource déjà développée pour le moment dans la Vallée. »*

Créée par la région – qui détient 75 % de son capital – en 1982, la Finaosta apporte son appui aux petites et moyennes entreprises par des financements sur ses fonds propres ou sur ceux des organismes techniques publics. En collaboration avec la Banque de la Vallée d'Aoste, institut de crédit régional fondé en 1987, qui collecte une bonne partie de l'importante épargne locale, la Finaosta accompagne la mutation du secteur touristique. Alors que les années 60 et 70 avaient été celles du boom de la construction d'infrastructures de masse pour la pratique du ski – au point que la Vallée compte 26 stations – le gouvernement encourage actuellement le retour à des services d'accueil plus élitistes qui ont longtemps fait le succès des stations huppées comme celle de Courmayeur.

Nouvel élan pour l'industrie

EN arrière-plan de ces ambitions, l'extension et la modernisation des voies de communication, et la recherche active d'implantation de nouvelles entreprises. C'est respectivement en 1964 et en 1965 que se sont achevés les travaux de percement des tunnels autoroutiers du Grand-Saint-Bernard, vers le Valais suisse, et du Mont-Blanc, en direction de Chamonix, en France. Cette liaison entre l'Europe du Sud et celle du Nord-Ouest valorise une situation géographique unique et a commencé à attirer des investisseurs étrangers susceptibles de donner un nouvel élan à un secteur industriel qui était en perte de vitesse. En 1991, il fournissait 28 % du revenu régional, en occupant 28 % de la population active. Résultat jugé encore insuffisant par M. Massimo Lévêque : *« L'équilibre économique de la région ne sera atteint que lorsque 32 % de la population active travaillera dans l'industrie. »*

Les efforts n'ont pas été vains : depuis le début des années 80, une vingtaine d'entreprises à haute valeur ajoutée, spécialisées dans la fabrication de composants électroniques ou d'accessoires pour automobiles, se sont installées, associant des firmes italiennes (Fiat et Olivetti), japonaises (Seiko), canadiennes (Meridian) et américaines (Conner). Pour accélérer le rythme, la Vallée entend maintenant moderniser ses propres structures administratives, hiérarchisées entre trois niveaux – la région, 8 communautés, 74 communes – regroupant quelques milliers d'agents. Et, rançon d'une économie largement fondée sur le tourisme, il lui faut adapter son offre de services pour faire face aux considérables amplitudes d'une population qui passe de 117 000 résidents à plus de 300 000 habitants pendant les saisons touristiques d'hiver et d'été...

* Chercheur.

(1) Bernard Janin, *Le Val d'Aoste, tradition et renouveau*, Musumeci éditeur, Quart, Vallée d'Aoste, 1991.

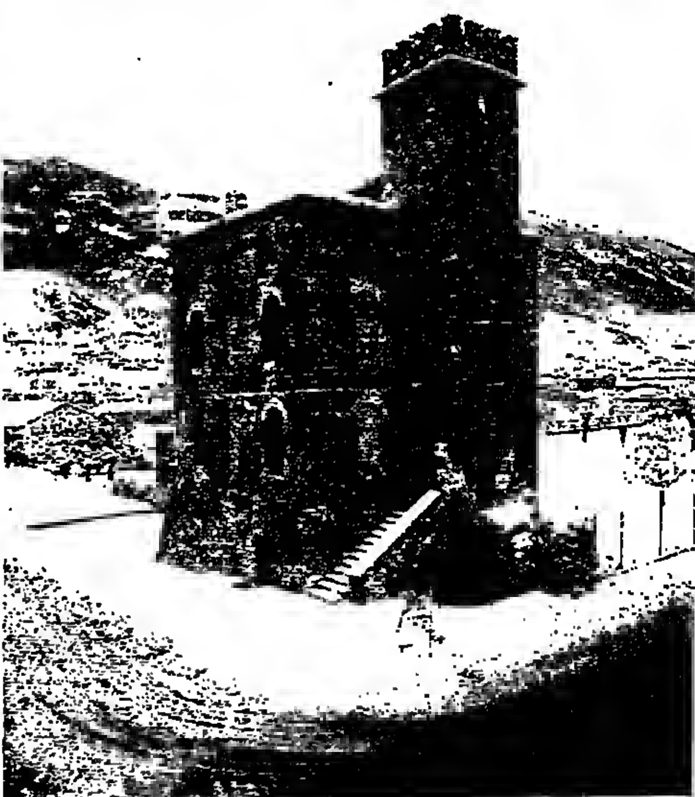
(2) Lire Augusta Vittoria Cerutti, *Le Pays de la Doire et son peuple*, Musumeci éditeur, Quart, Vallée d'Aoste, 1995.

(3) En 1951, l'économie agricole représentait 15 % du revenu régional et occupait 39 % de la population active. En 1991, elle ne comptait plus que pour 2 % du revenu et 7 % des actifs de la Vallée.

Le projet d'Espace Mont-Blanc

L'idée est majestueuse : reconquérir les sommets de la chaîne du Mont-Blanc à trois de cordée... La France, la Vallée d'Aoste et le canton suisse du Valais réfléchissent, depuis 1986, à la création d'un espace naturel transfrontalier, l'Espace Mont-Blanc visant à protéger le toit de l'Europe et à garantir le développement durable et équilibré des populations concernées avec comme symbole culturel commun, l'alpage, pivot traditionnel de l'économie agricole montagnarde.

Les trois pays entendent ainsi contribuer au maintien des activités pastorales et à la préservation d'espaces non pollués et réservés à la flânerie contemplative. Un chantier sur lequel travaillent agriculteurs, universitaires, responsables associatifs et élus. Mais ne serait-il pas temps de passer aux actes, après bientôt dix ans de gestation ?


RENÉ MONJOIE

UN PAYS PARSEMÉ DE PLACES FORTES...

Comment s'affirmer face à Rome ?

« LE projet de statut de la région, voté le 3 mars 1947 par le premier conseil de la Vallée, a été dénaturé un an plus tard par les travaux de l'Assemblée constituante chargée de l'élaboration de la Constitution italienne : nous n'avons jamais vraiment reconnu le statut spécial actuel, décidé par le premier président du conseil des ministres de la République, Alcide De Gasperi. Il énumère seulement les compétences de l'Etat central et ne donne pas la liberté institutionnelle que nous demandions », martèle M. Joseph-César Perrin, conseiller régional de la Vallée d'Aoste et président de la commission permanente des affaires institutionnelles et de l'autonomie. M. Perrin fait partie de ces hommes politiques valdôtains qui, après l'avènement de la République italienne, instituée par le référendum de 1946, entendent préserver le particularisme de la région dans le cadre d'un Etat fédéral.

Près de cinquante ans après, la question de l'autogouvernement occupe toujours une place centrale dans le discours des responsables locaux, soit qu'ils évoquent la perspective d'une Europe des régions, soit qu'ils se défendent d'avoir des idées proches de celles de la Ligue du Nord...

Annexion ou fédéralisme

APRÈS la libération de la région, en avril 1945, une même espérance avait grandi chez tous les maquisards valdôtains : non seulement triompher du fascisme, mais aussi recouvrer leur identité ethnique, culturelle et linguistique. Mais quand, le 9 septembre 1945, le fils du roi Victor-Emmanuel II, le lieutenant général Umberto de Savoie, promulgue le décret octroyant l'autonomie administrative à la région, et demande aux chefs de la Résistance locale de former le premier conseil de la Vallée pour élaborer un projet de statut, deux courants se dégagent. D'un côté, les partisans de l'annexion à la France, qui essuieront le refus de Paris (1) ; de l'autre, les tenants du fédéralisme au sein d'une structure unitaire italienne qui, majoritaires dans le premier conseil de la Vallée, proposeront, en 1947, un projet de statut dotant la région d'un pouvoir comparable à celui d'un canton suisse vis-à-vis de l'Etat fédéral.

A Rome, les parlementaires chargés de la rédaction de la Constitution, hantés par la crainte d'une extension du mouvement séparatiste sicilien aux autres régions, trancheront, sous l'influence du Parti communiste et de la Démocratie chrétienne, en faveur d'une République *« une et indivisible* [qui] *reconnaît et promeut les autonomies locales* (2) *». « Du 3 mars 1947 au 26 février 1948* [date de la promulgation de la loi constitutionnelle sur le statut spécial d'autonomie] *on est passé d'une compétence fédéraliste à un régionalisme déguisé pour toutes les régions à statut spécial* (3) *»*, commente M. Perrin.

Une tutelle tatillonne

COMME lui, tous les responsables valdôtains mettent en cause l'omniprésence, la complexité et la lenteur des structures d'un Etat qui exerce une tutelle et un contrôle tatillons sur les activités régionales. Ainsi, la création d'une zone franche économique, prévue par l'article 14 du statut d'autonomie, n'est toujours pas promulguée. Autre exemple : il aura fallu vingt-huit ans pour obtenir, en 1978, que les matières fondamentales, comme l'histoire ou les mathématiques, puissent être enseignées en français, alors que les articles 38 et 39 du statut prévoient la parité avec l'italien dans l'enseignement.

Ces longs combats constitutionnels ont conduit le gouvernement de la Vallée à revendiquer plus encore sa différence, quitte à flirter, à l'occasion, avec les thèses de repli sur soi qui, avec les Ligues, règnent dans l'Italie du Nord depuis le début des années 80. En mars 1993, le dixième conseil régional, élu à la proportionnelle pour un mandat de cinq ans, a porté à sa présidence M. Dino Viérin, à la tête d'une coalition de centre-gauche regroupant, autour de l'Union valdôtaine et d'autres formations autonomistes, le PDS (anciens communistes) et les Verts. L'Union valdôtaine, fondée en septembre 1945, est le plus important des mouvements autonomistes, et l'héritière de l'esprit unitaire de la résistance antifasciste.

Les trois conseillers appartenant à la Ligue du Nord contraignent la coalition majoritaire à une délicate clarification de ses positions. Si l'Union valdôtaine rejette le « macro-régionalisme » des amis de M. Umberto Bossi, parce que, dans leur discours, ils n'accordent aucune place à la question linguistique, elle doit cependant faire oublier que le même M. Bossi dit de M. Bruno Salvadori, ancien dirigeant de l'Union valdôtaine, qu'il lui *« a fait découvrir un monde nouveau, fait d'engagement politique et social, au service d'une grande idée. Comme pour saint Paul sur le chemin de Damas, quelque chose a déclenché en lui le désir d'être un apôtre »*.

Pour le gouvernement de la Vallée d'Aoste, il s'agit donc de promouvoir un fédéralisme qui ne dérape pas dans le populisme droitier de la Ligue du Nord, et qui reste dans la lignée d'Émile Chanoux, théoricien de l'autonomie et dirigeant politique révéré jusqu'à aujourd'hui, tué par les fascistes le jour de la libération d'Aoste. Émile Chanoux, dès 1925, avait parfaitement posé un problème qui dépasse de loin le cas de la Vallée d'Aoste : *« Et qui pourra maintenant me nier que l'amour de la patrie de ceux qui l'aiment en travaillant est le vrai amour de la patrie, et que l'amour de ceux qui se battent et la veulent uniquement vaste et grande est une dégénération de l'amour de la patrie et, par conséquent, du patriotisme ? Dégénération que nous appellerons comme vous voudrez : nationalisme, impérialisme, fascisme et même bismarkisme et poincarisme, qui a donné bien des lueurs, mais des lueurs d'incendie* (4). *»*

J.-S. M.

(1) Un mémorandum du 24 novembre 1943 du Comité français de libération nationale, établi à Alger, prévoyait *« le maintien du Val d'Aoste dans le sein de l'unité italienne - mais sous réserve de l'imposition à l'Italie d'un statut spécial laissant aux Valdôtains leurs libertés linguistiques, scolaires, juridiques et de presse - dernière position au-delà de laquelle il ne peut y avoir de terrain d'entente »*. Et, dans ses *Mémoires de guerre*, le général de Gaulle écrit : *« Quant au Val d'Aoste, nous aurions eu les meilleures raisons ethniques et linguistiques de nous l'assurer (...). Mais, comme pendant huit mois de l'année les neiges du mont Blanc interrompent les communications entre la France et les Valdôtains, dont l'existence est, de ce fait, liée à celle de l'Italie, nous avions pris le parti de ne pas revendiquer la possession de la Vallée. Il nous suffirait d'obtenir que Rome en reconnût l'autonomie. »*

(2) Article 5 de la Constitution italienne de 1948.

(3) Sur les 20 régions italiennes, 5 bénéficient d'un statut spécial d'autonomie : le Val d'Aoste, le Frioul - Vénétie Julienne, le Trentin - Haut-Adige (lui-même divisé en deux provinces autonomes) et les deux îles : la Sardaigne et la Sicile.

(4) Émile Chanoux, *Ecrits*, Imprimerie valdôtaine, Aoste, 1994.




AOSTE, 1945
Défilé des maquisards sur la place Émile-Chanoux

De Saint-Ambroise à Levallois-Perret

Par PARFAIT JANS*

LES origines de l'émigration valdôtaine en France furent d'abord géographiques, historiques et culturelles. Elles remontent au premier traité de neutralité, négocié et signé par le Conseil des commis d'Aoste avec le royaume de François Iᵉʳ, le 4 avril 1537. Ce traité autorisait la libre circulation des personnes et des marchandises, et supprimait les droits de péage entre la France, la Savoie et le Pays d'Aoste. C'est à partir de la séparation de la Savoie et de la Vallée d'Aoste (1861) que l'émigration deviendra économique et politique.

Les villages aux terres les plus ingrates fournissent le plus grand nombre de départs, puis l'ensemble de la Vallée est gagné par le mouvement. Le régime mussolinien accentue le courant, en freinant l'embauche des Valdôtains. Il préfère amener, par wagons entiers, une main-d'œuvre italienne plus docile, acceptant des conditions de travail et des salaires au-dessous des normes de la décence.

Si, à partir de 1927, Mussolini interdit l'émigration, ses représentants locaux savent très bien fermer les yeux pour que se poursuive une hémorragie qui contribue à italianiser la Vallée. Le phénomène atteindra son point culminant dans les années 1922-1931, pour s'éteindre définitivement en 1961.

Au début, les régions d'accueil les plus fréquentées sont celles les plus proches de la frontière : Savoie, Jura, Dauphiné, puis Lyonnais. Pour les saisonniers, cette proximité facilite les retours après « la campagne ». Puis, alors que l'émigration a tendance à devenir permanente et définitive, les lieux d'implantation seront choisis en fonction des possibilités de travail.

Le plus gros contingent s'installe à Paris et dans la région parisienne. L'immigré valdôtain se fait rarement embaucher dans une usine. Il choisit des métiers peut-être plus durs, mais qui lui permettent de travailler en plein air et de vivre de façon relativement autonome : maçon, ramoneur, frotteur de parquets, laveur et cocher de fiacre, puis chauffeur de taxi, valet de ferme et fromager dans la Brie et le Val-de-Marne. Paris, et particulièrement le quartier de Saint-Ambroise, dans le 11ᵉ arrondissement, puis la banlieue nord-est, et surtout Levallois-Perret, à cause des remises de fiacres et de taxis, furent et sont encore, certes à un degré moindre, des points d'ancrage des émigrés.

L'immigration valdôtaine a connu de prestigieuses figures, comme l'abbé Petitget et Fidel Charrère, tous deux grands organisateurs, à des titres divers, de la solidarité entre leurs compatriotes. Des associations, telles l'Union valdôtaine de Paris, à caractère mutualiste, la plus ancienne de toutes, puis le Secrétariat valdôtain (aujourd'hui disparu), participèrent, entre les deux guerres, à l'animation de cette communauté. Parmi les associations qui, aujourd'hui, prolongent cette action : l'Association des Levalloisiens d'origine valdôtaine (ALOV), à Levallois-Perret ; l'Union valdôtaine de Lyon ; l'Union valdôtaine Dauphiné-Savoie ; la Valdôtaine de Provence-Côte d'Azur. Cette intense vie associative est soutenue par des bulletins à parution régulière tels *Le Bulletin de l'UVP*, *La Vallée d'Aoste* et *O Crierel*.

Le fort attachement à la terre de France n'empêche ni les retours au pays, au moment de la retraite, ni le maintien de liens étroits avec la «petite patrie». Le cordon ombilical est souvent constitué par une maison, bien souvent héritée des parents, et que l'on sauvegarde avec amour.

*Ancien maire de Levallois-Perret, ancien député des Hauts-de-Seine.

UN POUVOIR SANS

Coup de force

AVEC l'extension de l'autonomie palestinienne en Cisjordanie, un nouveau pas a été franchi dans le remodelage du Proche-Orient. Tenue à l'écart, la Syrie se prépare à la prochaine étape de la négociation, qui concernera notamment l'évacuation par Israël du Golan. Mais ce qui inquiète avant tout le président Hafez El Assad, c'est la place qui sera réservée à son pays dans le nouvel ordre régional. Pour confirmer le rôle esssentiel de Damas, il a donc renforcé sa mainmise sur le Liban en n'hésitant pas à y orchestrer un coup de force institutionnel.

Par SAMIR KASSIR *

Une constante de l'histoire politique du Liban indépendant veut que les présidents successifs de la République depuis un demi-siècle aient pratiquement tous eu, vers la fin de leur mandat de six ans, en principe non renouvelable, la tentation de rester au pouvoir. À chaque fois, ils ont provoqué une épreuve de force, voire une crise d'ampleur nationale, comme en 1958. Car tout amendement de la Constitution exige, avec la majorité indispensable des deux tiers du Parlement, un consensus bien difficile à réunir dans une société fragmentée.

Les choses auraient normalement dû changer avec les modifications institutionnelles introduites en vertu de l'accord de Taëf (1989) (1), en raison de la réduction des compétences du président, la fonction exécutive étant attribuée collégialement au conseil des ministres. Or le président sortant, M. Elias Hraoui, est le premier chef de l'État depuis Béchara Al Khoury, le père de l'indépendance, à réussir ce que d'aucuns assimilent à un coup d'État légal.

L'homme n'a pourtant rien du personnage historique, encore moins du sage sans lequel la convalescence d'un pays meurtri par quinze années de guerre se trouverait compromise. Il est vrai que ce n'est pas à ses qualités humaines ou politiques que M. Hraoui dut d'avoir obtenu la prorogation de son mandat de trois ans à défaut d'un renouvellement complet de six ans. Seule aura compté la décision de la Syrie.

M. Hraoui avait été élu, le 24 novembre 1989, dans des conditions dramatiques, au lendemain de l'assassinat du président René Moawad, moins de trois semaines après l'accession de ce dernier à la présidence dans la foulée de l'accord de Taëf. Mais il ne commencera réellement à exercer le pouvoir que près d'un an plus tard, quand l'armée syrienne, bénéficiant d'un feu vert des États-Unis dans le contexte de la crise du Golfe, mit fin à la « rébellion » du général Michel Aoun, le 13 octobre 1990 (2).

Cet obstacle levé, les mesures pratiques ou symboliques de retour à la paix s'accélèrent : réouverture des routes, désarmement des milices, déploiement des unités loyalistes de l'armée, enfin conclusion d'un traité de fraternité et de coopération avec la Syrie en mai 1991. Parallèlement, entraient dans la pratique les dispositions de l'accord de Taëf relatives à l'organisation du pouvoir exécutif, et dont la plus symbolique était que le chef de l'État n'assistait plus automatiquement à tous les conseils des ministres.

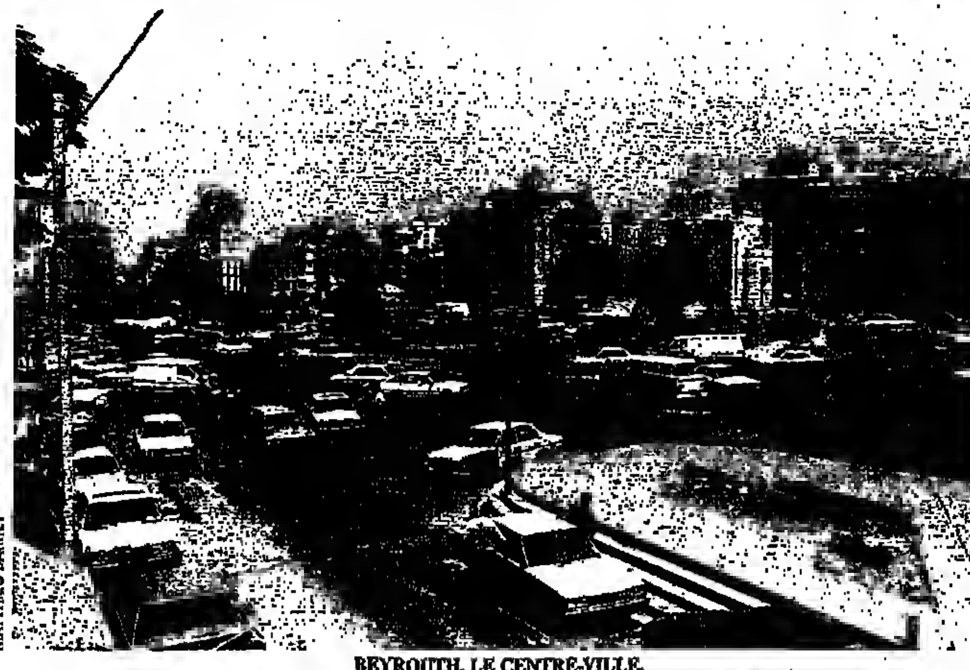
En revanche, la disposition relative au retrait des troupes syriennes de Beyrouth ne fut pas mise en œuvre. Même l'organisation, durant l'été 1992, des premières élections législatives depuis vingt ans et l'avènement d'un Parlement presque entièrement acquis à Damas ne changèrent en rien cette réalité. Six ans après Taëf, les troupes syriennes conservent dans la capitale et ailleurs des positions visibles, alors que la pénétration des *moukhabarat* (les services de renseignement) (3) et le tutorat exercé à l'égard de l'armée libanaise ont rendu totalement inutile cette forme de contrôle. L'absence de tout remous après la neutralisation de ce qui restait de la milice chrétienne des Forces libanaises et la condamnation de son chef, M. Samir Geagea, à la prison à perpétuité, en juin dernier, au terme d'une procédure d'exception pour le moins lacunaire, le dit assez.

Cette mainmise se reflète évidemment en matière politique et économique. Par-delà la concertation institutionnelle instaurée par le traité de fraternité et de coopération – création d'un Conseil suprême syro-libanais (regroupant les chefs d'État, les chefs du gouvernement et les présidents du Parlement des deux pays) –, aucune décision même d'importance moyenne n'est prise sans l'accord des dirigeants syriens, ce qui se traduit par un incessant ballet des responsables libanais entre Beyrouth et Damas. Les espérances qu'avait suscitées l'accession à la présidence du conseil de M. Rafik Hariri, en octobre 1992, sont bien oubliées.

Loin d'avoir élargi la marge d'autonomie du gouvernement, l'ambitieux projet de reconstruction impulsé par le milliardaire libano-saoudien n'a fait que démultiplier les interférences du puissant voisin, qu'elles soient motivées par la nécessité d'apaiser l'irritation d'un certain nombre d'alliés lésés par M. Hariri ou, plus cyniquement, par la volonté de tirer matériellement profit des grands marchés ouverts depuis trois ans.

Cette volonté s'est concrétisée par l'afflux sur le marché du travail libanais d'une main-d'œuvre syrienne évaluée à plusieurs centaines de milliers d'ouvriers non qualifiés. Elle a certes contribué à dynamiser certains secteurs comme le bâtiment, mais l'exportation des devises qui en découle grève lourdement la balance des paiements au Liban tandis que, en sens inverse, l'État syrien voit ainsi une partie non négligeable de sa société échapper à la crise. Parallèlement, une osmose s'est établie, au niveau microéconomique, entre les milieux d'affaires les plus proches du régime baasiste, c'est-à-dire souvent les propres enfants des dirigeants syriens (4), et les familles des responsables libanais, qui, eux-mêmes, mêlent allègrement intérêts privés et argent public (5).

Si l'on admet dans les milieux d'affaires de Beyrouth que la complémentarité entre les deux pays pourrait être une chance, la situation actuelle ne laisse pas d'entretenir un sentiment de frustration devant l'échange inégal proposé : c'est au Liban que la Syrie gère, au moins partielle-



MATTHIEU BARRET

BEYROUTH, LE CENTRE-VILLE.
La reconstruction, objet d'ambitions rivales et d'appétits voraces

* Journaliste et historien, Beyrouth.

(1) Lire Alain Gresh, « Le Liban au miroir des déchirements arabes », *Le Monde diplomatique*, janvier 1990.

(2) Lire Samir Kassir, « Au Liban, fragile domination syrienne », *Le Monde diplomatique*, mars 1991.

(3) *The Wall Street Journal*, 24 juillet 1995.

(4) *Cf.* Joseph Bahout, « Les entrepreneurs syriens : économie, affaires et politiques », *Les Cahiers du Cermoc*, n° 8, Beyrouth, 1994.

(5) Lire Samir Kassir, « Au Liban, un pouvoir sans responsabilité, des querelles sans enjeux », *Le Monde diplomatique*, octobre 1994.

Paradoxes d'une renaissance

Par notre envoyée spéciale NADIA KHOURI-DAGHER *

BEYROUTH se reconstruit. Mais, à côté des mouvements des bruyantes pelleteuses et grues de chantier, silencieusement, énergiquement aussi, intellectuels, éditeurs, libraires, universités, artistes, écrivains, créateurs, galeries, journalistes, s'engagent dans la régénération culturelle de la capitale. Ils tentent de redonner à la ville la place primordiale qu'elle avait avant guerre, celle de centre intellectuel du monde arabe.

La vie culturelle ne s'était pourtant pas arrêtée. « *Pendant la guerre, nous avons continué à faire des livres, du théâtre, des films. Personne n'entendait, mais nous étions toujours là* », remarque Elias Khoury, écrivain et homme de théâtre, rédacteur en chef du supplément culturel hebdomadaire d'*En Nahar*, le plus grand quotidien du pays. Ainsi, il s'est publié chaque année plus d'ouvrages que dans aucun autre pays arabe. Le Salon international du livre arabe, le plus ancien du genre (il fut créé en 1956) et le plus important de la région, a pu se tenir, même si un moment les éditeurs étrangers l'avaient déserté. Les revues littéraires ont continué de paraître – et de s'exporter dans les pays voisins : *Al Adab, Al Naqed* et *Al Tariq* ont poursuivi leurs recherches de talents et de stimulants de la pensée critique.

Si les universités ont été contraintes de réduire leurs colloques et rencontres scientifiques, professeurs et chercheurs ont continué à voyager. « *Quand j'allais à l'étranger*, raconte, amusé, le Père Sélim Abou, doyen de la faculté des lettres et des sciences sociales de l'université Saint-Joseph (USJ), *mes collègues me demandaient toujours comment je faisais pour rester à jour au niveau de mes références scientifiques.* » La recherche en sciences sociales n'a pas été interrompue : elle a simplement été réorientée, en fonction des nouvelles priorités. L'USJ a ainsi organisé, en pleine guerre, une vaste enquête sur les populations déplacées au Liban, qui a mobilisé sociologues, anthropologues, et statisticiens – au total, deux années de travail.

Pendant la guerre, les pièces de théâtre libanaises ont aussi continué à remporter des prix lors des festivals dans la région, tandis que Maroun Baghdadi ou Jocelyne Saab filmaient la ville, qu'Abdel Hakim Caracallah produisait des spectacles de danse, et les frères Rahbani des spectacles chantés.

La fuite de cerveaux, sensible après l'invasion israélienne de 1982, a concerné au premier chef les intellectuels et artistes arabes. Car il ne faut pas l'oublier, l'intense vie culturelle de Beyrouth n'était pas seulement libanaise, elle était aussi palestinienne, irakienne, syrienne ou jordanienne – bref arabe, Beyrouth ayant drainé, depuis la fin du XIX[e] siècle, où elle fut le phare du grand mouvement intellectuel arabe de la Nahda, écrivains et penseurs de toute la région. Mahmoud Darwich (Palestine), Saad Youssef et Hadi Al Alaoui (Irak), Adonis, Nizar Qabbani et Ghada Samman (Syrie) ou Ghaleb Halassa (Jordanie), et d'autres encore, ont quitté le pays, à un moment ou un autre. Nombre d'entre eux sont de retour.

Si le conflit a constitué une rupture, il a aussi représenté un moment fécond de la création. « *La vie culturelle était si réduite pendant la guerre*, explique Maria Chaktoura, responsable des pages culturelles du quotidien *L'Orient-Le Jour*, *que les gens avaient soif. Ils avaient besoin de lieux où se retrouver, de tribunes où s'exprimer.* » Amal Traboulsi, qui a ouvert sa galerie en 1979, a dû la déménager trois fois au gré des bombardements, mais a révélé au public une nouvelle génération de peintres. « *C'était une façon de dire non à la guerre*, explique-t-elle, *une manière de prouver que l'art dépassait la violence. Une manière aussi d'exorciser la violence. Maintenant, nous nous disons :* c'*était de la folie. Mais* c'*était ça qui nous maintenait en vie.* »

La partition de Beyrouth a aussi joué son rôle. Alors que l'Ouest avait regroupé théâtres, cinémas, galeries et autres lieux de rencontre, à l'Est et sur toute la côte (chrétienne) ont ouvert de multiples lieux culturels. Même si les théâtres de Jounieh font plus de boulevard que de création, et si les nouvelles galeries d'art de la côte offrent davantage d'aquarelles décoratives que de peintres de talent, l'Est a hérité de quelques lieux de qualité.

Tout ce qui a été écrit, peint, monté est marqué par la guerre. Sa présence est évidente dans les romans, et certains ont pu baptiser le mouvement littéraire actuel de « roman de guerre », qu'il s'agisse des romanciers confirmés comme Elias Khoury ou Rachid El Daïf, ou des jeunes romanciers comme Mohamed Abi Samra ou Renée Hayek (1). Au théâtre, l'un des plus grands succès de ces dernières années, primé au Festival de Carthage, est *Mémoires de Job*, écrit par Elias Khoury et mis en scène par Roger Assaf. La pièce parle de la guerre, de la mémoire, et de l'oubli...

De nouvelles maisons d'édition se sont créées, comme Dar Al Jadid, qui publie de jeunes auteurs. Les grands débats intellectuels ont repris, à tel point que certains s'agacent de la « colloquite aiguë » dont est saisie la ville : à raison de plusieurs rencontres par semaine, se multiplient débats et tables-rondes, sur la paix au Proche-Orient, l'abolition du confessionnalisme politique au Liban ou l'avenir de la jeunesse. « *Les anciens nous disent : le Liban,* c'*était la Suisse du Proche-Orient. C'était plutôt le bordel du Proche-Orient ! Maintenant, on refuse le mensonge, on essaie d'affronter la réalité* », s'exclame le jeune peintre Bassam Kahwaji.

Selon les librairies, les ouvrages qui se vendent le mieux concernent la situation politique ou l'histoire – c'est finalement la même chose – du Liban et du Proche-Orient. Les deux études du dirigeant phalangiste Karim Pakradouni, *La Paix manquée* et *Malédiction sur la nation*, se sont bien vendus, tout comme *Le Rocher de Tanios*, d'Amin Maalouf, prix Goncourt 1994, histoire sociale romancée d'un village libanais. Signe révélateur de cette curiosité et de l'appétit intellectuel, trois Salons du livre se sont déroulés en un, drainant plus de 200 000 visiteurs.

Beyrouth redevient le passage obligé des intellectuels et artistes arabes, qui y commencent leur carrière, y cherchant une reconnaissance, renouant avec le public. La ville accueille ainsi à nouveau ou pour la première fois des artistes confirmés comme le poète syrien Adonis, la sculptrice jordanienne Mouna Saoodi, le peintre syrien Youssef Abdelki, les peintres irakiens Ali Taleb et Dia El Azzaoui, les hommes de théâtre tunisiens Tewfik Jebali et Fadhel Jaïbi, ou la chorégraphe tunisienne Nawal Skandrani, et de jeunes artistes comme le sculpteur irakien Halim Mehdi Hadi, premier prix de sculpture au dernier Salon d'automne du Musée Sursoc : « *Je ne pouvais rien dire dans mon pays. Un artiste a besoin de pouvoir s'exprimer par le verbe aussi.* » « *Il y a du mouvement dans la ville, la vie est ici concentrée, intense* », explique le peintre jordanien Rafik Majdoud pour justifier son installation récente dans la capitale.

Élément important, la guerre aura aiguisé l'identité arabe des Libanais, y compris des élites chrétiennes francophones. Une place importante est accordée au libanais dialectal en littérature et au théâtre, en opposition à l'usage tant du français que de l'arabe classique. Même lorsqu'ils sont parfaitement francophones, les intellectuels préfèrent s'exprimer en arabe quand ils donnent des conférences.

Mais ce bouillonnement se heurte à la récession économique, qui a eu pour conséquence l'étranglement des classes moyennes. « *La guerre a eu un effet d'égalisation vers le bas* », explique M. Tony Naufal, qui dirige les éditions du même nom. Paradoxalement, le marché culturel et artistique se portait mieux pendant la guerre : les Libanais avaient tout simplement plus d'argent. Le marché de l'art avait flambé, et les livres se vendaient bien. Toute une classe de nouveaux riches et d'émigrés rentrant au pays était en train de décorer ses appartements et d'orner ses nouvelles étagères.

Désormais, les librairies voient leurs ventes chuter. Le livre importé est devenu inabordable, vendu au même

* Journaliste et écrivain.

(1) Lire Luc Barbulesco, « Roman et guerre civile à Beyrouth », *Le Monde diplomatique*, juin 1992.

UN LIVRE DE GEORGES FARCHAKH

La chute de la maison maronite

UN certain journalisme a longtemps décrit le Liban de ces dernières décennies comme « *une Suisse de l'Orient* », vivant un « *miracle* » économique étonnant, qui soudain bascula dans une barbarie absurde appelée « *libanisation* ». Ce premier roman traduit de Georges Farchakh (1), montre comment le « *miracle* » en question était déjà habité par la barbarie. Suivant pas à pas le destin de trois générations de villageois maronites du Liban nord dont il est originaire (Oum Farès, ses ascendants et ses descendants directs), il décrit l'évolution de cette région depuis le début du siècle – lorsque la famine suscita une émigration massive vers l'Amérique – et jusqu'aux lendemains des massacres intermaronites que déclencha l'assassinat du fils du président Soliman Frangié par les Forces libanaises, en juin 1978.

Ces deux catastrophes ne sont pas du même ordre. La première apparaît comme un cataclysme naturel qui n'altéra point la nature des gens et, qui plus est, permit la naissance du Liban moderne. S'ensuivit une période, décrite avec une immense tendresse (que la traduction, quoique correcte, ne permet pas de saisir pleinement), durant laquelle la société locale se développa et s'enrichit dans l'harmonie, le respect du consensus social et la convivialité avec les musulmans, représentés par la ville voisine de Tripoli.

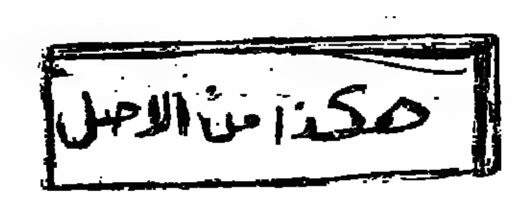
L'altération survient avec les années 50. Le Bouffon, porte-parole du narrateur, note que « *tout cela est arrivé quand on est passé de la culture de la soie et des légumes à celle des pommes et des agrumes* [...] *et après la modification du système électoral* [...] *avec des candidats représentant la circonscription ou le district* ». Autrement dit, la dégradation coïncide avec l'enrichissement brutal du pays, que la classe politique voulut accaparer en accentuant le système confessionnel. C'est alors que Zghorta, le grand centre maronite de la région, connaît ses premières tueries entre familles chrétiennes, prélude à celles qui submergeront le pays en 1958 et surtout après 1975, sur arrière-fond de guerres arabo-israéliennes et palestino-libanaises. Le tissu social et communautaire est déchiré, la démoralisation est totale.

Cependant, le narrateur laisse pressentir, peut-être à son insu, que l'altération remonterait plus loin : elle se nicherait dans la structure idéologique traditionnelle qui valorise la richesse, même acquise à force de labeur et de privations.

En épinglant (peut-être trop sommairement) la bêtise de la politique isolationniste de la famille Gemayel (Forces libanaises), opposée à la sagesse de celle des Frangié, solidaires des autres communautés et du destin arabe, l'auteur enlève aux nostalgiques du Liban d'autrefois l'illusion de la validité, aussi bien pratique que morale, d'un Liban chrétien.

BOUTROS HALLAQ

(1) Georges Farchakh, *Oum Farès, une mère dans la tourmente libanaise*, traduit de l'arabe par M.-Ch. Weber, Publisud, Paris, 1995, 290 pages, 98 F.



SARROI D'UNE JEUNESSE SANS AVENIR

r vingt ans en Algérie



FATMA ZOHRA ZAMOUM. – « L'Étranger » (1988)

spirituelles de l'islam. Dans cette quête, il commence à assister aux *halaqat* (groupes d'études) de la mosquée. De nombreux imams prêchent un peu partout dans la capitale, essor qui atteint son paroxysme avec les créations successives de *Rabitat al-Da'wa* (Ligue de la prédication) en mars 1989 et du Front islamique du Salut (FIS), reconnu comme parti politique en septembre de la même année.

Au *jâmi'* (mosquée), Oqba étudie les fondements du dogme et l'histoire de la civilisation arabo-musulmane. Il préfère le prédicateur Abdel Malek du quartier de la Colonne : « *Il préconisait un programme d'éducation. Ainsi, c'était parfait, il n'y avait pas de politique.* » Au-delà de l'appel à transcender les passions et à vivre selon la loi spirituelle, l'imam s'impose comme un des porte-parole, le « messager » d'une école de discipline. Jusqu'à la fin des années 80, le mouvement de la prédication islamique *(da'wa)* a su proposer une discipline de groupe qui palliait les insuffisances de l'*infitah*. Oqba intègre progressivement une religion capable de préciser les obligations et les règles auxquelles l'homme doit se soumettre dans la vie profane : « *Le contact avec Dieu m'a équilibré... Avoir entre vingt-sept et trente ans sans être marié est un problème... J'ai tout essayé mais il n'y a pas mieux que la foi.* » Célibataire malgré lui, le recul du mariage inhérent au problème du logement urbain (5) l'avait tourmenté en raison de « *désirs naturels* » que n'avait pas étouffés le rigorisme social et moral lié à la sexualité. En levant l'interdit, il a éprouvé non seulement un sentiment de culpabilité mais surtout l'angoisse « *de voir la fille enceinte* ».

Diplômé la même année, Oqba est recruté comme technicien dans la réparation navale au sein d'une entreprise nationale. Produit du slogan de l'équipe technocratique du président Chadli « *l'homme qu'il faut à la place qu'il faut* », il valorise l'intelligence et la compétence technique comme moyens de la réussite professionnelle et de l'épanouissement individuel. Or, dans le monde du travail, la promotion sociale relève du système D, du clientélisme et des solidarités primaires : « *Peu nombreux, les jeunes diplômés des écoles de formation professionnelle étaient marginalisés. À l'image du système politique, on nous écrasait... C'est l'Algérie dans cette boîte.* » Oqba met l'accent sur la dévalorisation du travail. Le succès des activités liées à l'économie informelle a valorisé le statut du *biznessi* au détriment du travailleur du secteur public. Contrairement au message officiel, la réussite sociale ne dépend ni de la compétence ni de l'intégrité mais de la place de l'individu dans l'organisation parallèle.

Le régime du réformisme économique a mis en avant la réussite sociale conformément aux critères de l'économie de marché sans assurer au préalable les moyens de l'atteindre. À l'inverse, l'ère du président Boumediene est liée à celle de la « discipline ».

Oqba considère le régime socialiste comme celui qui a su imposer impératifs, interdits, croyances, sans lesquels une société ne peut se maintenir : « *Il y avait un plus grand contrôle. Nous n'étions pas très heureux mais être algérien était valorisant surtout à l'extérieur du pays.* »

L'intervention du prédicateur

PENSER sa situation en termes d'injustice permet d'élaborer un cadre mobilisateur favorisant la désobéissance et la participation à un conflit. De ce point de vue, M. Ali Benhadj, un des plus populaires dirigeants du FIS, a joué un rôle central dans la socialisation politique d'Oqba : « *Je l'écoutais à la mosquée Al-sunna dans mon quartier. Ses discours me jetaient dans un trouble mêlé de colère et de rage et il me fallait plusieurs jours pour décompenser.* » Par l'intermédiaire d'imams « autoproclamés » (6), la mosquée a joué un rôle fondamental dans l'information et la communication interne des militants islamistes.

L'art du prédicateur consiste à identifier les problèmes sociaux, en redéfinissant la situation en termes religieux et en la traduisant en termes politiques. En faisant valoir l'injustice des conditions des classes populaires, M. Ali Benhadj insiste sur la morale, « la société du vice », la mixité, la corruption des mœurs et l'influence de la permissivité accordée aux filles, sur la famille et l'éducation des enfants. Il parle à ses auditeurs leur langage et traite métaphoriquement des événements récents et de l'état du monde tantôt en ironisant, tantôt en exaltant le mécontentement de son auditoire qu'il projette au sein d'une « communauté émotionnelle ». Toute la difficulté pour Oqba a été de se reprendre en main au sortir de ce qu'il perçait comme un grand défoulair : « *Les gens venaient se divertir. Benhadj leur permettait, en effet, de se défouler soit en les faisant rire soit en les provoquant pour augmenter la tension...* »

Le FIS n'a pas réussi à créer une identification partisane. Oqba a le sentiment que les hommes politiques forment un « monde corrompu » coupé des « citoyens » et de leurs préoccupations, qui privilégie la politique « politicienne » *(al-kursi)* pour l'accès aux avantages de la modernité. Il oppose l'État et la politique d'un côté, la société de l'autre : « *L'État, Chadli ou le FIS sont tous à l'origine de la situation actuelle. Abassi Madani n'est pas représentatif et, s'il dirigeait ce pays, ce serait pire que sous Chadli.* »

Dans le cadre de l'opposition, le FIS a canalisé les mécontentements des jeunes au détriment d'un projet qui pense l'adaptation aux aspects de la modernité : « *Les prédicateurs, tel Ali Benhadj, enseignaient de moins en moins au profit de la protestation (la critique). Je n'attends pas d'un imam ses commentaires sur la vie politique nationale que je subis suffisamment.* » La politisation du religieux a porté atteinte à la puissance intégrative du mouvement de la *da'wa* (prédication). Oqba manifeste une défiance envers l'organisation partisane et tient les partis pour les éléments de divisions violentes de la communauté nationale : « *La politique a monté la tête aux fidèles et dressé certains Algériens contre d'autres.* »

Ce désenchantement a amorcé une nouvelle forme d'engagement. Dans l'attente d'un accord de prêt relevant du Programme emploi des jeunes 1989 (7) pour créer la coopérative d'un bateau de pêche, Oqba milite pour l'association des marins-pêcheurs depuis 1993. Conséquence de la loi de juillet 1987 qui assouplit les modalités d'intervention de l'État dans le champ associatif, le foisonnement de groupements au niveau local, à l'instar de l'association Rassemblement action jeunesse (RAJ), agréée le 16 mars 1993, qui se place sur le terrain culturel et social représente une vraie nouveauté. Même si le décret-loi sur « *la lutte contre le terrorisme* » autorise la dissolution de toute association suspectée de « *connivence avec la subversion* », la presse nationale annonce quotidiennement de nouveaux agréments.

« *On espère réorganiser le secteur de la pêche. En effet, certains responsables d'organismes publics sont des filous. Ils traitent directement avec les armateurs sans tenir compte des intérêts des marins.* ». Pour Oqba, la rencontre avec le politique passe par les organismes publics de décision et ses intermédiaires conçus alternativement comme « adversaires » à combattre parce qu'ils défendent leurs propres intérêts et « partenaires » à convaincre afin d'infléchir les décisions.

L'action (le mot « militer » n'est jamais employé) répond à l'idéal d'un projet collectif ayant pour objet d'organiser la coopération entre les individus conformément à la justice : « *La France est un pays qui gouverne selon des lois qui ont le souci de la justice sociale. Pour les musulmans, la solution serait la foi plus la loi... L'État islamique c'est la justice dans son cœur.* » La légitimité du combat repose sur la « compétence » et la « rigueur » des nombreux jeunes éparpillés : « *Ce sont les jeunes, intègres et compétents qui seront à l'origine du changement.* » Etre jeune n'est plus seulement un destin mais devient le choix de changer et diriger sa vie.

MERIEM VERGÈS.

(1) L'exclusion scolaire et le chômage laissent de nombreux jeunes dans la rue. Si l'école primaire arrive plus ou moins à accueillir tous les enfants d'âge scolaire, l'enseignement moyen n'accueille que 50 % de la classe d'âge correspondante, le secondaire abrite 20 % des 15-19 ans et l'université n'absorbe que 6 % des 20-24 ans. En outre, l'enquête de l'Office national des statistiques de 1985 révèle que 41.8 % des chômeurs ont entre 15 et 19 ans et 30.1 % entre 20 et 24 ans.

(2) Ainsi, malgré les premiers échos de la crise économique, le niveau de la consommation des ménages s'est maintenu et a même augmenté jusqu'en 1986. En outre, entre 1980 et 1983, les dépenses de santé, d'éducation, de formation et de soutien aux prix des denrées de première nécessité doublent de volume, et les cinq premiers seuils de salaire fixés par la grille de statut général du travailleur sont relevés de plus de 10 %.

(3) De même, le ministère de la jeunesse et la wilaya d'Alger avaient importé, dans le cadre de l'opération « Jeunesse 2000 », des équipements destinés aux maisons de jeunes de la capitale : jeux électroniques, baby-foot et micro-ordinateurs.

(4) « Kachiete » (cachets) ou « kfali » (boutons) sont les dénominations générales de certains médicaments : tranquillisants (Valium, Tranxène, Temesta), anti-épileptiques (Gardenal) et anti-parkinsoniens (Artane).

(5) A la fin du IIe Plan quadriennal, en 1987, le déficit en logements était estimé à plus de 2 millions. Par ailleurs, le taux d'occupation par logement est évalué en moyenne entre sept et huit personnes pour des logements de une à trois pièces (83 %), dont les deux tiers n'ont qu'une ou deux pièces. Pierre-Robert Baduel, « L'écrasant problème du logement urbain », *in* Camille et Yves Lacoste (sous la direction de), *L'État du Maghreb*, La Découverte, Paris, 1991.

(6) Il s'agit des prédicateurs qui n'ont pas été désignés par les autorités officielles et qui prêchent dans des mosquées « en chantier » échappant au contrôle de l'État.

(7) Dans le cadre de l'action gouvernementale en faveur de l'emploi des jeunes, celui-ci prévoit la création de coopératives et d'entreprises de jeunes. Des textes ont été promulgués pour favoriser le recrutement des jeunes par le secteur privé, et un Fonds national d'aide à l'emploi des jeunes a été institué.

tro à Souk-Ahrass

viennent beaucoup de généraux ou de ministres. Mais regardez autour de vous ! Ces gens-là ont peut-être fait des fortunes mais ils ont oublié leur ville. Ils sont devenus des Algérois, et Souk-Ahrass ne leur pardonne pas », s'insurge le père d'Abdennour dont les yeux sont assombris par la perspective de voir son fils rejoindre dans quelques jours son commissariat.

Dans la tristesse ambiante, il est quand même des gens qui rient à Souk-Ahrass. Dahmane, dont le père est un ancien responsable national du FIS, est l'un d'eux. Un grand entrepôt, un bureau et un fax, et cet ancien conducteur de travaux dans une entreprise publique locale dissoute en accord avec le plan d'ajustement structurel, est aujourd'hui « président » d'une société d'import. « *Pièces détachées, électroménager, alimentation, j'importe et je vends de tout* », explique-t-il, hilare. « *Le terrorisme ? Souk-Ahrass est calme et on n'a même pas besoin de payer l'impôt du GIA comme à Alger. J'aurais pu m'installer à Constantine, c'est aussi tranquille puisqu'il y a des fils de généraux qui ont installé leur boîte d'import-export là-bas.* »

Protéger les installations industrielles

DANS le même temps, la proximité de la frontière tunisienne autorise tous les trafics. « *Tu peux tout vendre en Tunisie. Des médicaments, des moutons, du ciment, leurs douaniers te laissent travailler sans aucun problème, mais tu n'as pas intérêt à essayer de faire passer les tracts et les cassettes des terroristes ou même des journaux de chez nous* », poursuit Dahmane. Interrogés, de nombreux marchands d'habillement installés à Souk-Ahrass avouent arrondir leurs fins de mois en important sans autorisation des vêtements fabriqués dans les zones franches tunisiennes et insistent longuement sur le zèle sélectif des services de sécurité de ce pays. Depuis la découverte de plusieurs caches d'armes dans la région du Kef, ces derniers ont même obtenu des autorités algériennes un droit de poursuite à au moins trente kilomètres à l'intérieur du pays. « *C'est arrivé une fois. Des islamistes armés ont essayé de pénétrer en Tunisie. Ils se sont fait repérer et ont rebroussé chemin. Les Tunisiens les ont poursuivis, et l'accrochage a eu lieu à 2 kilomètres de Souk-Ahrass. Nous n'avons même pas eu besoin d'intervenir, puisque tout le groupe a été anéanti* », confie mi-admiratif, mi-agacé un officier de gendarmerie.

Plus au nord, le complexe sidérurgique d'El Hadjar, où travaillent de nombreux ouvriers originaires de Souk-Ahrass, est discrètement investi par les forces de sécurité. Il s'agit tout autant de protéger des installations qui ont connu plusieurs tentatives de sabotage que de prévenir un mouvement social qui pourrait avoir de fâcheuses conséquences. Au début du mois d'octobre 1995, ulcéré par l'immobilisme du gouvernement, le directeur du site a déclaré le complexe en cessation de paiement et donc incapable de rembourser ses dettes (7 millions de dollars) et d'assurer les salaires d'une partie des 60 000 travailleurs. « *C'est à El Hadjar qu'on peut toucher du doigt ce que le FMI est en train de préparer au pays*, déplore un cadre de l'Union générale des travailleurs algériens (UGTA). *La production est en baisse parce que le complexe n'a pas d'argent pour importer des pièces détachées alors que n'importe quel privé peut importer des ronds à béton en utilisant l'argent du rééchelonnement.* »

L'endroit avait pourtant subi un audit, aux frais de l'Algérie et sur la demande insistante de la Banque mondiale, par de grands cabinets européens de consultation, et sa compétitivité avait été jugée réelle, comme le rappelle l'un de ses responsables. « *En 1993, nous avons signé un contrat de performance avec l'État. Contre un assainissement de notre situation financière nous nous sommes engagés à augmenter notre production. Or le matériel a besoin d'être constamment rénové, et les banques, sous prétexte que nos avoirs en dinars sont faibles, refusent de nous allouer des devises alors qu'elles n'hésitent pas à le faire pour ceux qui importent des bananes ou du nougat.* » Plus grave encore, l'entreprise publique dont El Hadjar est une filiale, n'hésite pas à concurrencer son propre site de production en important du fer des pays de l'ex-URSS, préférant le gain rapide à l'investissement à long terme. « *El Hadjar ? Que l'État nous le vende, et on verra monter la production. Le privé c'est l'avenir* », assène en guise de conclusion Dahmane, l'ancien conducteur de travaux devenu homme d'affaires grâce au FMI.

LYES SI ZOUBIR.

LES TRENTE ANS DE DICTATURE DU MARÉCHAL MOBUTU

Le mal zaïrois



ABBAS-MAGNUM

Dinosaure miraculé...

... population naufragée

AURÉOLÉ de sa participation, le 22 octobre 1995, au « plus grand sommet de l'histoire » – 150 chefs d'État réunis à New York pour les cinquante ans de l'Organisation des Nations unies, et flatté d'avoir été presque aussi courtisé que le prestigieux dirigeant sud-africain, M. Nelson Mandela, le maréchal Mobutu Sese Seko s'apprête à organiser des élections dans les meilleurs délais et avec tous les contrôles que lui demandera la communauté internationale...

Cette générosité tardive ne peut faire illusion. L'homme qui célèbre, le 24 novembre, le trentième anniversaire de la prise d'un pouvoir qu'il n'a jamais accepté de partager, paie ainsi une réhabilitation internationale inespérée. Plus dinosaure (1) que jamais, le maréchal revient cependant de loin : un pays déchiré, au bord de l'implosion, agité par les troubles ethniques et les pulsions fédéralistes ; une armée félonne, pillant les villes et terrorisant les campagnes, sans pour autant garantir la sécurité de son chef historique ; une administration paralysée et une économie rendue folle à force de trafics privés ou publics *(lire ci-contre l'article de Didier Numengi)*.

Un système où l'anarchie, le non-droit, la désespérance, la débrouille étaient devenus – et restent encore largement – la règle. Au point que des commentateurs désabusés, qui avaient maintes fois annoncé l'inexorable chute du dictateur du plus grand pays francophone d'Afrique, en sont venus à expliquer comment la pagaïe – convenablement organisée – a profité à l'ancien sergent, aussi rusé que fortuné.

PRESSÉ par les Occidentaux, malmené par sa propre armée, trahi par une partie des siens, M. Mobutu avait dû – comme presque tous les dirigeants africains – concéder le multipartisme. Mais que d'habileté, ensuite, à diviser le Parlement de transition, à valser avec les premiers ministres, à séduire ou à tancer les « parrains » occidentaux et à jouer l'amour-haine entre Kinshasa et Bruxelles, l'ancienne métropole coloniale.

Que de chemin parcouru aussi depuis ces jours sinistres du début des années 90 où la troupe mutinée tuait, dans la capitale, un ambassadeur de France ; et où – quelques mois plus tard – un obscur mais fort actif secrétaire d'État français à l'action humanitaire au temps du président François Mitterrand, M. Bernard Kouchner, traitait publiquement le maréchal de « *compte en banque ambulant coiffé d'un bonnet de léopard* ».

Paradoxe cruel : cette résurrection de M. Mobutu Sese Seko correspond à « l'après-génocide ». Le chemin de croix des Rwandais aura pavé la remontée du chef de l'État zaïrois : son accord avait été indispensable, dès juin 1994, pour organiser l'opération militaire française « Turquoise » ; en 1995, encore, avec 1 million de réfugiés sur son territoire, le maréchal détient plusieurs clés de l'avenir de cette région des Grands Lacs...

PHILIPPE LEYMARIE.

(1) *Cf.* Colette Braeckman, *Le Dinosaure : le Zaïre de Mobutu*, Fayard, Paris, 1992.

Par DIDIER NUMENGI *

« *IL y a une semaine, le sac de cossettes de manioc valait 100 000 nouveaux zaïres. Aujourd'hui, il est à 170 000 NZ. C'est à cause de l'état de la route* », raconte une commerçante de Kinshasa (1). L'état de la route... Il résume, à lui seul, le drame zaïrois : les terres arables pullulent, la pluviosité est quasi parfaite, les eaux poissonneuses abondent, le sous-sol regorge de ressources, les bras adultes attendent désespérément un mot d'ordre de travail. Mais l'État, lui, s'obstine dans la prédation, institutionnalise la corruption, dénie tout engagement au service du bien-être commun (2).

Le pays d'Afrique disposant du plus grand potentiel de développement est ainsi un des plus pauvres de la planète : un revenu annuel par habitant de 100 dollars, quand la Banque mondiale fixe la limite de la pauvreté à 370 dollars. Cette année, le gouvernement « souverain » du premier ministre, M. Kengo Wa Dondo, a présenté un budget dépouillé de toute perspective de développement économique et social, sans plan indicatif, sans prospective, qui atteint à peine 300 millions de dollars : moins que la « dotation présidentielle », qui n'a cessé d'augmenter ces dernières années (372 millions de dollars en 1994).

Du 24 novembre 1965, date du coup d'État du « maréchal » Mobutu, au 20 mai 1995, jour où il s'est déclaré candidat à sa propre succession, il s'est écoulé trente ans de « paix » ; mais le Zaïre a l'allure d'un pays détruit par trente ans de guerre. Paradoxe humiliant ! C'est l'Angola, pourtant en guerre depuis plus de vingt ans, qui alimente en vivres, denrées alimentaires et produits pharmaceutiques, le plus grand marché de la capitale, le Mariano.

Le pays n'est plus qu'un vaste dépotoir. Les bitumes hérités de la colonisation sont tous parsemés de cloaques ; les marécages ne sont jamais drainés. Pas un seul tronçon d'autoroute, encore moins de voie ferrée, n'a été construit tout le long du tricennal règne du maréchal. Les agglomérations sont toutes environnées de cratères purulents, où prolifèrent, dans une quiétude absolue, des colonnes de moustiques, bacilles typhiques, mouches tsé-tsé, amibes...

Si le virus Ebola a fait la « une » des médias ces derniers mois, d'autres maladies déciment subrepticement les populations. Infections et parasites sont responsables de 51 % des cas de décès. L'endémie tuberculeuse frappe annuellement un vingtième des Zaïrois. Chaque enfant fait, en moyenne, six épidémies de diarrhée par an ; un sur deux est en permanence porteur de plasmodium falciparum, l'agent pathogène du paludisme ; un sur quatre fait un épisode fébrile tous les quinze jours, soit une moyenne annuelle de dix par enfant et par an...

À Kinshasa, peuplée d'environ trois millions d'habitants, l'espérance de vie oscille entre quarante et quarante-cinq ans, et plus de mille personnes meurent chaque jour (3). Les morgues des hôpitaux n'y suffisent plus. La mort, circonstance de grandiose cérémonie dans les traditions zaïroises, ne suscite plus guère d'émotion.

La crise a gagné la cellule familiale. Les dépenses d'habitat, vestimentaires ou de scolarité disparaissent des budgets. Les ménages consacrent les neuf dixièmes de leurs revenus à la nourriture, bien que la consommation moyenne journalière par personne ne soit que de 1 545 calories, très en dessous du niveau minimal requis (2 500 calories).

Les recettes publiques périclitent, passant de 1 176 millions de dollars en 1980 à 253 millions en 1993. Les dépenses augmentent : 930 millions de dollars en 1989, 1 330 millions de dollars 1992, 1 008 millions de dollars en 1993. Les forces armées, à elles seules, absorbent entre 150 et 200 millions de dollars par an. Principal pourvoyeur de fonds : la planche à billets, qu'actionnent, sur ordre, les proches du maréchal Mobutu. D'où une hyperinflation chronique : 8 828 % en 1993, 6 030 % en 1994 !

La crise ne résulte d'aucune fatalité. Quand les Zaïrois ne sont pas complices de leurs malheurs par un inadmissible aveuglement à l'égard du « vampirisme mobutiste », ils le sont en se soumettant passivement à l'ordre des choses, ou en déployant des trésors de dextérité pour s'adapter aux privations en tous genres. « L'article 15 » (« débrouillez-vous ») demeure toujours la règle d'intégration sociale.

Dans ce pays, le cynisme est synonyme d'intelligence, honnêteté rime avec couardise, la ruse prédatrice est une vertu, la corruption une norme sociale intégrée, contrat et compromis ne sont une garantie pour personne. Le « guide » suprême donne l'exemple, et se veut toujours indispensable : « *Ma personne est une garantie de paix et de sécurité pour le pays...* (5). » Avec sa garde prétorienne, la Division spéciale présidentielle – 25 000 hommes surarmés, tous ressortissants de la tribu du maréchal, les Gbandi –, le président Mobutu dispose du moyen de mettre le Zaïre à feu et à sang.

De nombreux Zaïrois avaient cru pouvoir profiter de la grande vague démocratique mondiale des années 90 pour se débarrasser de M. Mobutu Sese Seko en soutenant M. Étienne Tshisekedi, chef de l'opposition radicale. Ce dernier tonnait alors contre le Mouvement populaire révolutionnaire, le parti du président, présenté comme l'incarnation du mal : « *Il est exclu pour l'opposition de participer à un gouvernement où Mobutu joue un quelconque rôle. C'est un peu comme un bon fruit qui serait en contact avec un fruit pourri* (6). »

Il faut croire que le « fruit pourri » a réussi à corrompre « le bon fruit », puisque M. Tshisekedi affirmait en janvier 1995 : « *Mobutu est mon ami... Nous allons mettre nos vérités ensemble pour reconstruire notre nation... Tous, nous commettons des erreurs...* » Depuis, l'ancien « tombeur » du maréchal n'a de cesse de tenter de retrouver ses faveurs...

Le « mal zaïrois » découle aussi de ces turpitudes des deux « hommes forts » de la vie politique : sens patriotique dénaturé, incivisme, réflexe asocial, infantilisme prébendier, oisiveté rentière, culte de l'apparat et de l'ostentation, verbalisme à tout vent. Dans ce pays meurtri, dans cette société sinistrée, il s'agira d'exorciser un passé de trente ans de pillage des deniers publics par un parti-État, de démission morale et d'aliénation consentante...

L'éducation en déroute

PAS la moindre espérance à l'horizon du système éducatif national : plus de la moitié de la population a moins de vingt-cinq ans, mais à peine un tiers des 6-17 ans sont scolarisés. Et dans quelles conditions ! Les rares établissements qui tiennent debout sont sans toits, sans portes ni fenêtres. Tableau noir, bancs et bibliothèques sont de lointains souvenirs de l'époque coloniale.

Le taux d'abandon scolaire est désarmant. Dès la première année d'études primaires, un cinquième des élèves quittent l'école. Au terme de la quatrième année, un élève sur deux abandonne définitivement. Le Centre zaïrois de l'enfant et de la famille (CZEF) a recensé six mille enfants de moins de quinze ans qui vagabondent dans les rues de Kinshasa.

Trois rêves hantent l'adolescence zaïroise : le cambisme, le trafic de diamants, l'exil (en Europe ou en Afrique du Sud). M. Ali Mpaka, par exemple, est un modèle de réussite : il est à la fois cambiste, *boungoulateur*, et trafiquant de diamants, *muana lunda*. Une référence. Téléphone portable à la main, devant sa Mercedes dernier cri, il raconte : « *Je suis un ancien Parisien. Mes économies de France m'ont permis d'installer une étable ici, à Oshwe Street, il y a cinq ans. Je travaille maintenant avec des clients fixes. Ministres et généraux me reversent leurs prébendes en zaïre-monnaie ; je leur fournis des devises. Et je suis une source garantie des zaïre-monnaies pour une douzaine d'hommes d'affaires. Chaque transaction me rapporte 10 % à 20 % du chiffre traité. Les quatre cinquièmes de mes gains sont des mises de fonds pour mes deux comptoirs d'achats de diamants, à Kahungula et à Lunda...* »

Le miroir du drame zaïrois, c'est Mbuji-Mayi, la ville des diamants. Elle « pèse » 15 millions de dollars de transactions par semaine et fait du Zaïre l'un des grands producteurs de diamants du monde : 20 millions de carats en moyenne annuelle. Mais Mbuji-Mayi est une cité littéralement démembrée, vautrée dans un environnement médiéval : sans eau potable, sans électricité, presque sans routes asphaltées : une école au service minimal, aucun centre hospitalier, pas de téléphone public.

À quelques encablures, le « poumon » de l'économie zaïroise : le Shaba, ex-Katanga, la grande province minière. Sa capacité théorique de production annuelle est de 500 000 tonnes de cuivre, 65 000 tonnes de zinc, 16 000 tonnes de cobalt... En 1987, encore, le secteur des mines fournissait 76 % des exportations, et le cuivre, à lui seul, 37,3 %. Mais le total des exportations est tombé de 1 769 millions de dollars en 1988, à 565 millions de dollars en 1993. La production des diamants, avec 296 millions de dollars, a baissé de 44 % en 1994 par rapport à 1993. Les exportations de cuivre (33 602 tonnes) n'ont rapporté que 12,2 millions de dollars en 1994 contre 20,8 millions en 1993.

* Journaliste zaïrois.

(1) *La Référence Plus*, journal zaïrois, 22 mai 1995. En octobre 1993, le Zaïre a procédé à une réforme monétaire. Un nouveau zaïre (NZ) valait alors 3 dollars ; 1 dollar vaut actuellement 9 200 NZ.

(2) Lire David N. Gibbs, « Comment fut scellé le destin d'un pays aux richesses convoitées » et Colette Braeckman, « Le Zaïre à feu et à sang en de vastes régions », *Le Monde diplomatique*, septembre 1993.

(3) *Le Monde*, 25 avril 1995.

(4) *L'Écho*, Bruxelles, 20 mai 1995.

(5) *Ibid.*

(6) *Elima*, journal zaïrois, 10 septembre 1990.

POÉSIE D'AFRIQUE AU SUD DU SAHARA 1945-1995. – Anthologie composée et présentée par Bernard Magnier

★ Actes Sud/Éditions Unesco, Arles, 1995, 261 pages, 180 F.

Pourquoi a-t-il fallu attendre la fin de ce siècle pour voir la mise en œuvre d'une idée aussi nécessaire, celle d'une anthologie de poésie africaine qui n'enferme pas – dans des États, des langues, des styles – mais décloisonne et rassemble ? Comme en écho au Kenyan Ngugi wa Thiong'o, auteur notamment de *Moving the Centre*, Bernard Magnier précise qu'« *il faut accepter de déplacer le point d'observation et de ne pas toujours fixer la lorgnette en terre européenne* ». Du coup, le swahili, le bambara et le haoussa, mais aussi quelque vingt autres langues non européennes, prennent leur juste place dans son panorama, à côté de l'héritage linguistique colonial (français, anglais, portugais, espagnol). Deux cents poèmes pour dire la poésie africaine telle qu'elle vit aujourd'hui, portée par la tradition orale, mais aussi par la radio et la presse écrite, sans oublier la part des morts : Sahel, Biafra, Angola, Soweto, Rwanda... Cent soixante-dix poètes, qui font l'objet d'une précieuse notice biobibliographique.

JEAN-PIERRE RICHARD.

هكذا من الأصل

Coup de f

ASSISE POPULAIRE

institutionnel au Liban

ment, sa crise économique, et c'est en Syrie que se fait et se défait la politique libanaise. Ou plutôt ce qui en tient lieu. Car, derrière les apparences d'un débat ouvert, le jeu tourne à vide : que le *« mot de passe »*, comme on dit à Beyrouth, parvienne de Damas et s'effacent soudain les antagonismes qui, la veille encore, paraissaient irréductibles. Car la plupart des acteurs, pour acharnés qu'ils puissent être à se combattre les uns les autres, n'en sont pas moins liés par une commune dépendance à l'égard du pouvoir baasiste.

Certes, des nuances s'imposent : les degrés de sujétion ne sont pas les mêmes pour tous. Surtout, l'identité de la *« partie traitante »* en Syrie varie, si bien que les querelles interlibanaises finissent par refléter les manœuvres de palais à Damas. Si le vice-président, M. Abdel-Halim Khaddam, reste, malgré une courte éclipse, en charge du dossier libanais, qu'il suit en liaison étroite avec le général Hikmat El Chébabi, chef d'état-major, M. Bachar Assad, l'un des fils du président syrien, intervient de plus en plus dans un pays où il a effectué cette année des visites remarquées.

La bataille présidentielle

MAIS, par un curieux paradoxe, la montée à l'avant-scène du nouvel héritier présomptif du président Hafez El Assad a coïncidé avec un lâchage des personnalités libanaises qui étaient supposées proches de lui, notamment M. Soliman Frangié. Dans un premier temps, en mai dernier, ce dernier a fait les frais, avec d'autres ministres « frondeurs », d'un remaniement ministériel, enfin obtenu par M. Hariri après trois tentatives de démission ratées. Mais c'est l'issue de la bataille présidentielle qui vient de sceller, peut-être durablement, la victoire de M. Hariri au détriment de M. Frangié et d'un nombre appréciable d'autres personnalités, notamment M. Nabih Berri, président de l'Assemblée nationale et chef du mouvement chiite Amal.

M. Hariri avait été, depuis plus d'un an, le promoteur de l'idée d'une reconduction du chef de l'État avec qui il avait fini par instaurer un *modus vivendi* également profitable à l'un et à l'autre. Le renouvellement du mandat présidentiel a donc été interprété comme l'expression de la volonté de M. Hariri de se maintenir lui-même au pouvoir avec les coudées franches et l'assurance de la durée pour son programme ultra-libéral de reconstruction.

Cependant, une autre thèse se faisait jour – qui nécessitait également un amendement de la Constitution –, celle de l'élection du chef de l'armée, le général Émile Lahoud (6), présenté par nombre d'alliés fidèles de la Syrie comme un homme providentiel. Une minorité dans la classe politique défendait le principe d'une élection ordinaire.

Une première passe d'armes eut lieu à la faveur de la session parlementaire du printemps dernier, mais les deux projets d'amendement se neutralisèrent, provoquant quasiment un blocage institutionnel qui ne fut surmonté que par la formation d'un nouveau gouvernement plus conforme aux vues de M. Hariri. Dès lors, les partisans du général Lahoud allaient graduellement perdre du terrain ; et, bientôt, l'intéressé, qui avait gardé un silence éloquent, fit savoir qu'il ne convenait pas de mêler l'armée aux enjeux politiques. À l'inverse, les signes d'un appui syrien à la reconduction de M. Hraoui se multiplièrent. Chemin faisant, on s'orienta non plus vers une réélection, mais vers une rallonge de trois années, ce qui nécessitait que la Constitution soit amendée de sorte à attribuer rétroactivement au président sortant un mandat de neuf ans, au lieu de six !

Avant même l'ouverture de la session parlementaire d'automne, le 17 octobre, le président Assad en personne fit savoir, dans un entretien avec le quotidien cairote *Al Ahram* du 11 octobre, qu'il y avait au Liban accord sur la prorogation ! Et les députés réfractaires, M. Berri en tête, de se rallier incontinent à cette option de la prorogation. Le 19 octobre, il ne restait plus qu'une poignée d'irréductibles (11 députés sur 128) pour rejeter le tour de passe-passe constitutionnel.

L'énormité de la manœuvre a laissé les Libanais pantois, d'autant que Damas disposait d'autres options acceptables, notamment celle de procéder à un scrutin ordinaire en faisant élire une personnalité maronite « sûre », comme il en est de nombreuses dans sa clientèle immédiate. La Syrie était certaine de ne pas rencontrer de mauvaises surprises, tant est maintenant ancrée la conviction dans la classe politique libanaise, y compris parmi les maronites (7), qu'on ne saurait aller contre les intérêts de Damas.

Sans doute y a-t-il dans les calculs syriens un pari sur le projet de M. Hariri, à la fois à cause des occasions de travail qu'il offre à des centaines de milliers de Syriens et en raison de l'affairisme que son ultralibéralisme attise. Mais, là encore, les choses pouvaient être garanties par le choix d'un candidat idoine. À défaut d'une autre explication, on est amené à se demander si le refus d'une élection, surtout quand tout permet de garantir son résultat, ne traduit pas d'abord une volonté de dissiper le rêve même d'une possible alternance au Liban et jusqu'à l'idée d'un État de droit.

Ce faisant, les dirigeants baasistes prennent le risque d'un retour de bâton, d'autant que la proximité de l'élection présidentielle a depuis des mois favorisé une relance du débat politique. Même s'il n'y a aucune force organisée pour en canaliser l'expression, un appétit de politique oublié depuis des années s'est fait jour, comme en témoignent les taux d'audience d'une multitude d'émissions d'actualité sur les chaînes de télévision et à la radio. La presse elle-même est allée très loin dans la discussion de sujets qu'on croyait tabous, y compris les relations libano-syriennes. Et, pour la première fois depuis la fin de la guerre, des intellectuels de tous horizons et de toutes les communautés se sont mobilisés, d'abord contre la corruption de la vie publique et pour l'État de droit, puis pour la défense de la Constitution. Quatre jours après le verdict sans appel du président Assad, il se trouvait encore 128 intellectuels pour exhorter les 128 députés, en une lettre ouverte, à rejeter l'atteinte à la Constitution.

L'issue de la bataille présidentielle risque donc de provoquer une frustration aggravée et une nouvelle dépolitisation, mais aussi de nourrir le revanchisme stérile que distille le général Aoun depuis son exil français. Comme, de surcroît, le chef de l'Église maronite, le patriarche Nasrallah Sfeir, qui s'opposa naguère au général Aoun, a maintenu son hostilité à la prorogation, y voyant un signe supplémentaire du déséquilibre, le danger est réel de consacrer durablement le retrait des chrétiens de la vie publique, voire d'entamer, par l'encouragement d'une émigration déjà substantielle, le caractère multi-communautaire du pays.

Mais les déçus de la bataille présidentielle sont loin de se recruter parmi les seuls chrétiens. Comme l'a montré l'élection partielle organisée en juin dernier à Beyrouth, qui s'est soldée par un taux de participation de 3 %, l'électorat musulman n'est pas moins réticent à suivre quand les dés paraissent pipés. À quelques mois des élections législatives, en prévision desquelles un nouveau découpage est en préparation, à grands coups de marchandages, la défiance à l'égard des institutions est une source d'abstention bien utile pour un pouvoir qui reste sans réelle assise populaire, bien que M. Hariri se dépense (et dépense) sans compter pour lui en trouver une.

À l'inverse, la résolution existait chez ceux qui avaient boycotté les élections législatives de 1992 – notamment dans la communauté maronite – de ne pas rééditer la même erreur en 1996. Si cette résolution survit à la frustration générée par l'issue de la bataille présidentielle, le pouvoir et ses protecteurs pourraient avoir affaire à forte partie, quand bien même le découpage électoral serait fait sur mesure comme il y a quatre ans. Pour autant, il leur resterait une option qui a déjà été envisagée : une nouvelle prorogation, cette fois celle de l'Assemblée nationale.

SAMIR KASSIR.

(6) La Constitution amendée en 1989 stipule que les hauts fonctionnaires, parmi lesquels le commandant de l'armée, ne sauraient être élus si, à la date de l'élection, ils n'ont pas quitté leur fonction depuis au moins deux ans.

(7) La tradition, confirmée par l'accord de Taëf, veut que le président de la République soit un maronite, le président de l'Assemblée, un chiite et le chef du gouvernement, un sunnite.

l'une renais

culturelle

prix qu'en France ou qu'en Grande-Bretagne quand le salaire d'un petit fonctionnaire est de 100 francs par mois, et que celui d'un ingénieur ne dépasse pas souvent 300 francs. *« Quand j'étais étudiant*, se souvient M. Hamoud Adnan, organisateur du Salon du livre arabe, *j'économisais pendant plusieurs mois en prévision du Salon. Maintenant, c'est rare de voir quelqu'un sortir avec plus d'un ou deux livres. »*

L'absence d'intervention étatique s'est traduite par une prolifération des médias audiovisuels. Une soixantaine de télévisions et près de cent soixante radios – personne n'en connaît le nombre exact – émettent depuis Beyrouth. À l'exception de deux chaînes de télévision et d'une chaîne de radio publiques, toutes sont privées et illégales.

Dans un contexte de course à l'audimat et aux recettes publicitaires, radios et télévisions privilégient les *telenovelas* latino-américaines, les séries B américaines et les programmes de variétés. Elles visent à satisfaire un public qui s'est élargi : chaque villageois possède désormais son poste de télévision.

« L'avenir de la culture au Liban dépend des actions que le gouvernement prendra, lance M. Nabil Dajjani, professeur en communication à l'Université américaine de Beyrouth ; *si l'on continue dans cette voie du libéralisme, on aura plus de médiocrité et encore plus de médiocrité. La pollution culturelle est plus dangereuse que celle de l'environnement ».*

On assiste, comme l'exprime le politologue M. Joseph Bahout, chercheur au Centre d'études et de recherches sur le Moyen-Orient contemporain (CERMOC), à *« un plus grand partage de plus de choses de moins bonne qualité ».* Car, à côté du « nivellement par le bas » de certains groupes sociaux, des communautés sont en train d'émerger comme nouvelles consommatrices de culture : les chiites notamment, dont le statut socio-économique s'est considérablement amélioré, et dont la présence aux divers Salons du livre, par exemple, a été remarquée.

Témoin de la modernité arabe

MAIS la véritable menace est l'invasion d'une idéologie « molle », faite de course à l'argent et de valorisation du « business ». *« Le souci matériel est devenu tellement prégnant que la culture est passée au second plan*, observe M. Bahout. *Mais cela n'est pas une excuse pour les étudiants, dont les études sont payées par les parents, et qui, en troisième année de Sciences-Po, ne lisent même pas le journal. »*.

« La guerre a transformé les universités en fast-food, explique Mme Fadia Jeha, la dynamique responsable de la librairie Ras-Beyrouth, *on y entre, on prend son diplôme et on s'en va. Maintenant les étudiants ne lisent que le strict nécessaire. Ils n'ont pas le temps de lire autre chose. De mon temps, l'université, c'était comme un repas au restaurant : des apéritifs, une entrée, un plat, un dessert, un digestif... L'éducation était valorisée. »*

Renouveau culturel mais rétrécissement du public, revendication d'une identité arabe mais invasion étrangère, censure ponctuelle mais importation autorisée, créateurs d'avant-garde et culture commerciale de bas étage, tout cela constitue l'après-guerre au Liban.

Reste que malgré tout, malgré les *telenovelas*, les chanteuses sans voix des cabarets de Jounieh, les pages qui manquent dans *Paris-Match*, les étudiants qui ne lisent pas le journal et la censure qui pointe son nez, la vie culturelle de Beyrouth reste intense. La vitalité, l'énergie, l'espoir, le volume de travail aussi, le courage, et la capacité d'oubli (mais non l'occultation de la mémoire) des hommes et des femmes que l'on rencontre là-bas sont contagieux. Beyrouth, quelques années à peine après la guerre, irradie à nouveau une énergie formidable.

Nazih Khater, poète et critique culturel au quotidien *En Nahar*, amoureux fou de sa ville, explique : *« Pour comprendre Beyrouth, il suffit de savoir que ceux qui ont fui n'ont pu la remplacer par aucune autre métropole arabe. Quand ils ont dû s'exiler, les intellectuels et les artistes ne sont pas retournés dans leur pays d'origine mais à Londres ou à Paris. Et quand le mouvement de retour a commencé, ils sont revenus. Beyrouth reste le lieu de fusion de toutes les expériences, de toutes les recherches, de toutes les formes d'expression et de création dans le monde arabe. Beyrouth reste la ville-témoin de la modernité arabe, le lieu où le monde arabe cherche son identité du XXIe siècle. »*

NADIA KHOURI-DAGHER.

UNE GUERRE CIVILE ATTISÉE PAR LE PAKISTAN

Les talibans afghans sur la route du pétrole

APRÈS avoir pris Hérat en septembre, les talibans contrôlent aujourd'hui plus de la moitié de l'Afghanistan et menacent directement Kaboul, pour la seconde fois. Dans la nouvelle guerre qui ravage le pays depuis la fin de l'intervention soviétique en 1989, c'est un véritable tournant. Et, pour la stratégie du Pakistan, une chance supplémentaire de pénétrer au cœur de l'Asie centrale.

Par notre envoyé spécial ALFONSO ARTICO *

« Moi, je ne sais plus à qui je dois faire confiance. » Sardar, un colosse, ingénieur de son état, doute que *« le but des chefs soit la paix. Je crois plutôt qu'ils veulent le pouvoir pour s'enrichir »*. Antour de la table, tous les Kaboulis opinent de la tête. *« Nous sommes des privilégiés parce qu'on travaille avec les organisations non gouvernementales, mais les autres, surtout dans les régions conquises par les talibans... »*

Arrivés sur la scène afghane en septembre de l'année dernière, les talibans ont remodelé le visage politico-militaire du pays. Désormais alliés aux autres factions de l'opposition, notamment aux Ouzbeks du général Rashid Dostom, ils menacent sérieusement le pouvoir du président Burhanuddin Rabbani. Issus des madrasa, les écoles religieuses, de la région de Quetta, ces étudiants islamistes, d'un sunnisme orthodoxe qu'ils appliquent rigoureusement dans les régions tombées entre leurs mains, vont souvent parfaire leur formation, dans celles de Karachi et de Lahore. La proximité géographique se double d'une proximité politique. Leur mouvement sympathise en effet, au Pakistan, avec le Jamiat-e-Ulama Islami (JUI). Hier partisan d'Ali Bhutto contre le dictateur Zia Ul Haq, qui avait finalement fait pendre son opposant en 1979, le JUI a apporté ses voix en 1993 à la fille du défunt, Mme Benazir Bbutto, actuellement premier ministre. Et son dirigeant, M. Faz ul Rahman, est un familier du général Nasr Ullah Babar, le ministre de l'intérieur, qui passe pour le « cerveau » de l'« opération talibans ».

C'est qu'au sein des services secrets pakistanais, la redoutable Interservices Intelligence (ISI), bien des choses ont changé. Le remplacement du général Javeed Ashraf, en poste depuis deux ans et demi, par son adjoint, le général Nasim Rana, montre à quel point les luttes sont rudes dans l'ombre. S'appuyant sur le Jamaat-i-Islami, l'ISI entend créer un réseau politique favorable à ses thèses. Les premiers soutiennent Mme Benazir Bhutto, les seconds l'opposition et... une idée plus musclée de l'action du Pakistan en Afghanistan.

Une certitude, en tout cas : les Pakistanais ont modifié leur politique afghane. Dans la guerre contre les Soviétiques (1979-1988) comme dans les affrontements presque ininterrompus depuis, Islamabad avait invariablement misé sur le Hezb-e-Islami, une organisation islamiste extrémiste, dirigée par M. Gulbuddin Hekmatyar. Avec un objectif historique inchangé : empêcher l'installation à Kaboul d'un pouvoir susceptible d'exciter les velléités irrédentistes des Pachtouns pakistanais et, surtout, de prendre le Pakistan à revers par une alliance avec l'Inde (1).

Mais le sontien, pourtant massif, accordé à M. Hekmatyar n'a pas donné de résultats probants : le dirigeant du Hezb-e-Islami, malgré plusieurs assauts, n'a pas réussi à ravir la capitale afghane à M. Ahmed Shah Massoud et à ses troupes à majorité tadjike. Et, dans cet interminable affrontement dont la population a payé le prix (30 000 morts, 100 000 blessés, des dizaines de millers de réfugiés), M. Gulbuddin Hekmatyar a beaucoup perdu de sa popularité. Contesté au sein de son ethnie (les pachtouns), accusé par les Américains de financer le terrorisme international, fréquemment dénoncé comme formateur de terroristes – 10 000 islamistes auraient reçu un entraînement militaire en Afghanistan (2) –, l'allié traditionnel devenait même encombrant. Pour sortir de l'impasse, il convenait de jouer une nouvelle carte. Fondamentalistes sunnites, panislamistes, bien vus de l'Arabie saoudite, les talibans faisaient l'affaire.

Les dirigeants de Kaboul présentent souvent cette nouvelle ingérence comme le véritable obstacle à une solution permettant de surmonter leurs meurtrières divisions. Le premier ministre, M. Ahmad Shah Ahmad Zaï, parle de *« téléguidage depuis Islamabad »*. S'il y a une part de vérité dans ces griefs, il demeure que M. Ismaïl Khan, héros de la guerre sainte, chef admiré de l'ouest de l'Afghanistan, a bel et bien vendu la ville stratégique d'Hérat, tombée en septembre dernier aux mains des talibans. Après avoir mis sa famille en sécurité en France, il aurait vidé les caisses locales de son parti (Jamiat-e-Islami, partie prenante du pouvoir installé à Kaboul) avant de s'enfuir à Meshed, en Iran.

L'enjeu que représente l'Afghanistan dépasse évidemmeot ces sombres « affaires ». Aux visées traditionnelles s'ajoute, pour Islamabad, un intérêt nouvean et majeur. Depuis l'effondrement de l'URSS, l'Asie centrale a recouvré tnute son importance stratégique et économique. Pour le Pakistan comme pour toutes les puissances – de la Russie de M. Boris Eltsine aux Occidentaux –, elle représente de formidables marchés, et plus encore des richesses en gaz, pétrole et minéraux parmi les plus importantes du monde. Le commerce pakistanais dépend de la route vers l'Asie centrale, celle-là même que les caravanes suivaient il y a des siècles lorsque le richissime empire moghol commerçait avec Samarcande, Boukhara ou Khiva. Dès 1989, Islamabad avait pris des contacts avec le gonvernement prosoviétique de M. Najibullah. Mais l'instabilité politique était trop grande et rien ne put alors aboutir. Le Pakistan jouera donc, vainement on l'a vu, la carte de M. Gulbuddin Hekmatyar.

En direction de l'Asie centrale

TANDIS que la guerre civile afghane se prolonge, Islamabad est sur la sellette. En 1993, le Pakistan manque d'être mis sur la liste des États terroristes. Accusé d'avoir posé la bombe au World Trade Center de New York, M. Ramzi Ahmad Youssef est originaire de Peshawar. Les États-Unis réactualisent alors l'amendement Pressler, qui, adopté en 1985, préconise une diminution substantielle de l'aide américaine, surtout en matière nucléaire – un domaine « sacré » pour les Pakistanais. La pression occidentale se fait d'autant plus forte que la presse parle beaucoup du Croissant d'or (Pakistan, Afghanistan, Iran), désormais premier centre de production d'opium du monde. Sa transformation en héroïne, dans des laboratoires situés à la frontière entre les deux pays, rapporterait plus de 2 milliards de dullars par an, dont près des deux tiers (au total un minimum de 3 500 tonnes) vendus sur les marchés européens. Selon un rapport confidentiel du groupe de Dublin, les talibans interdisent l'usage et la culture du cannabis, mais non la production et le commerce de l'opium. L'usage de celui-ci est, il est vrai, traditionnellement très répandu en Afghanistan. Plus inquiétante est effectivement la consommation d'héroïne, en constante augmentation, surtout parmi les populations déplacées et les réfugiés rentrés au pays.

Pour Islamabad, il est donc urgent de restaurer sa crédibilité, tant par les performances économiques que par le rôle pacificateur joné en Afghanistan. La oouvelle politique commence lorsque le Pakistan réactive l'Economic Cooperation Organization (ECO) (3), avec la déclaratioo de Quetta signée le 7 février 1993. Pour s'imposer comme un nouveau « dragon » du Sud-Ouest asiatique, Islamabad tisse, grâce à des accords de coopération économique, sa toile sur les Répnbliques d'Asie ceotrale. Eo avril 1995, c'est le mémorandum signé avec le Turkménistan sur l'importation de gaz, avec 3 milliards de dullars d'investissements à la clef – cet accord vient d'être finalisé lors de la visite officielle du président pakistanais, M. Farooq Ahmad Khan Leghari, à son homologue turkmène, M. Saparmurad Niyazov, du 6 au 9 septembre 1995 (4). Selon le ministre fédéral du pétrole et des ressources naturelles, M. Anwar Saifullah Khan, le gazoduc suivra un itinéraire parallèle à la route reliant Hérat et Quetta. Tnujours dans le cadre des projets de l'ECO, le Pakistan va étendre snn réseau téléphnniqne par fibre optique *via* l'Afghanistan.

Ces axes stratégiques ne doivent rien au hasard. Au nord de l'Afghanistan, en Ouzbékistan, se trouve la plus importante mine d'or du monde – sa productinn est provisoirement estimée à 50 tonnes de minerai par an. Au nord-est, le Tadjikistan recèle, lui, le plus vaste gisement d'argent de la planète. Le sous-sol du Kazakhstan, encore plus au nord, renfermerait plus du quart des réserves connues de pétrole dans le monde. Préseotes depuis 1990, les grandes compagnies occidentales s'y livrent *« une guerre sans merci »* (5). Chevron a déjà investi 10 milliards de dollars dans ce pays. Quant à AGIP et British Gas, ils s'opposent à un consortium russe pour le contrôle d'une source gigantesque de gaz kazakh. Une rumeur parle d'uranium dans le Gorno-Badakhshan (Tadjikistan) et au Kirghizstan. Pour emporter les contrats, tnus les coups sont permis (6).

Maintenir l'onverture de cette voie stratégique vers les ricbesses de l'Asie centrale, an-delà vers la Russie et l'Europe : telle est, vue d'Islamabad, la mission confiée aux talibans. Pour contrôler cette pièce maîtresse dans le grand puzzle régional que représente l'Afghanistan, il fallait en effet y créer un monvement qui ne soit ni celui des moudjahidins, discrédités aux yeux de la population, ni un parti politique supplémentaire. Faire des talibans des libérateurs au nom d'un islam rassembleur, créer le sentiment d'un retour à la cohésioo nationale, focaliser la légitime reveodication d'une forte ideotité afghane susceptible de pousser les divers partis en lutte à négocier la paix : le gouvernement de Mme Bhutto a joué fin.

Les talibans sont arrivés aux portes de Kaboul en février 1995, après avoir pris, sans rencontrer de résistance significative, le contrôle des provinces méridionales du pays. Dans la semaine du 6 au 11 mars, ils subiront une série de défaites infligées par les forces « présidentielles » de M. Ahmad Shah Massoud (Jamiat-e-Islami), le nouveau héros des Kaboulis. Les chiites du Wahdat tenteront de se maintenir puis, suite à l'assassinat de leur chef par les talibans, ils se replieront après avoir enduré le plus important pilonnage de bombes et de roquettes que la capitale ait jamais connu.

De fait, la partie sud-ouest de la ville n'est qu'une longue et triste théorie de maisons en ruine. L'immense allée qui mène au palais royal et au Musée de Kaboul est jonchée de monceaux de gravats encore minés. Des hommes à vélo roulent au milieu de la chaussée défoncée par les chars et les roquettes. À l'université (réparée *« à 20 % de ses besoins, qui sont peu importants »*, comme le dit M. Hassanyar, le recteur), Khaled, fils *du plus grand écrivain afghan du siècle*, fait la visite guidée : *« De cette fenêtre, on voit les collines où se trouvaient les Hazaras. »* De la main, il désigne le lointain : *« Le front est là, tout près. »* Aujourd'hui, Kaboul est paisible. Selon le CICR, plus de mille personnes reviendraient chaque jour s'installer dans la ville. Les combats se sont déplacés vers l'ouest du pays, où, durant l'été, les talibans se sont emparés des provinces de Farah et Nimrouz avant de cueillir Hérat.

Très mouvante sur quelques kilomètres, la ligne de front entre moudjahidins et talibans s'est rapprochée dangereusement de Kaboul. Déjà, le sud et l'ouest, soit plus de la moitié de l'Afghanistan, sont aux mains des talibans, le nord étant cootrôlé par leur allié, M. Rashid Dostom, chef des Ouzbeks ; le « gouvernement », c'est-à-dire M. Massoud, ne tient quant à lui que la capitale, menacée d'encerclement par les différentes factions hostiles. Les talibans ont donc assumé leur véritable fonction : pacifier suffisamment le pays pour que les grandes stratégies commerciales puissent se mettre en place. Le bras de fer planétaire autour de l'exploitation des matières premières a besoin d'un état de non-guerre en Afghanistan. Les miettes que laisseront les multinationales serviront à donner l'illusion du développement et de la civilisation en marche à des peuples entiers. Croyant combattre pour la seule gloire d'Allah, les talibans font le jeu de ceux qu'ils dénoncent dans leurs prêches enflammés du vendredi.

« Ce sont en fait des ignorants. Ils ne connaissent que le Coran. En dehors de son enseignement spirituel, que savent-ils ? Et où ont-ils appris à mener une guérilla, à piloter des avions de chasse ? Pas dans le Livre ! » M. A. se passionne. Les talibaos, il o'en veot pas, *« jamais ! »*. Il parle ouvertement, mais dans son taxi, et sous couvert de l'anonymat...

* Journaliste.

(1) Lire notamment Olivier Roy, « La crise afghane au miroir des ambitions étrangères », *Le Monde diplomatique*, juillet 1993, et Ahmed Rashid, « L'Afghanistan à l'heure des « talibans », *Le Monde diplomatique*, avril 1995.

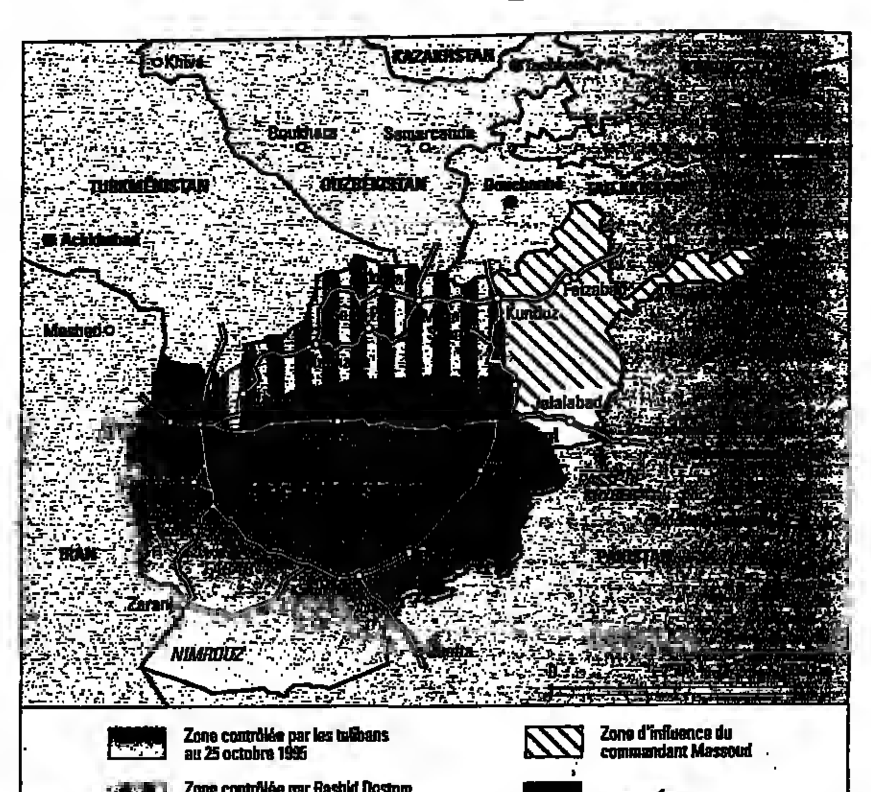
(2) Selon le journal *The News*, Islamabad.

(3) L'ECO, dont le siège est à Téhéran, regroupe l'Iran, le Pakistan, la Turquie, fondateurs de l'organisation en 1985 ; l'Afghanistan, le Tadjikistan, le Turkménistan, l'Ouzbékistan, le Kazakhstan, le Kirghizstan et l'Azerbaïdjan les ont rejoints en 1992.

(4) *The Pakistan Times*, 1er septembre 1995.

(5) *Newsweek*, 17 avril 1995.

(6) *Ibid.*



Du retrait soviétique à l'implosion

15 février 1989 : Conformément aux accords de Genève – signés par l'Afghanistan, l'URSS, le Pakistan et les États-Unis le 14 avril 1988 –, le dernier soldat soviétique quitte l'Afghanistan.

Avril 1992 : Prise de Kaboul par les moudjahidins et démission du président Najibullah. Malgré l'accord signé entre les factions islamistes, les affrontements se multiplient.

7 mars 1993 : Un accord de paix, signé à Islamabad, proroge le mandat du président Rabbani jusqu'à la mi-1995, mais nomme M. Gulbuddin Hekmatyar au poste de premier ministre d'un gouvernement de coalition... qui ne s'installera jamais à Kaboul.

Janvier 1995 : Partis du pays pachtoun, au sud, plusieurs milliers de talibans, des « étudiants en religion » puissamment armés par le Pakistan, entreprennent de marcher sur Kaboul.

Mars 1995 : L'assaut lancé par les talibans contre Kaboul fait long feu. Les « étudiants religieux », comme les miliciens chiites du Wahdat, sont repoussés par les troupes du général Massoud. Maître, pour la première fois depuis 1992, de la capitale, le président Rabbani refuse de restituer le pouvoir.

Septembre 1995 : Début de la nouvelle offensive des talibans.

Quatre grandes ethnies

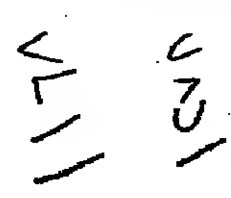
Les Pachtouns, majoritaires, n'ont pas de représentation politique unique. Mais ils constituent la base essentielle du Hezb-e-Islami de M. Gulbuddin Hekmatyar et des talibans. Après avoir longtemps misé sur le premier, le Pakistan s'appuie aujourd'hui sur les seconds. Les Pachtouns entendent maintenir, avec le *statu quo ante*, une influence majeure sur l'Afghanistan.

Les Tadjiks, persanophones mais sunnites, forment un tiers de la population. Ils se reconnaissent dans le Jamiat-e-Islami du président Burhanuddin Rabbani, dont l'homme fort est le général Ahmed Shah Massoud, héros de la guerre antisoviétique.

Les Hazaras, contrairement aux ethnies précédentes, sont chiites (environ 15 % de la population). Ils sont fédérés par le Wahdat, une coalition soutenue par l'Iran, dont le leader, le cheikh Abdoul Ali Mazari, est mort aux mains des talibans en mars dernier. Ils exigent un tiers des sièges au Parlement.

Les Ouzbeks entendent surtout faire reconnaître leur existence. Ils font confiance au général Rashid Dostom, ancien allié du pouvoir communiste, qui bénéficie aujourd'hui du soutien de la Russie comme de l'Ouzbékistan voisin, tous deux soucieux de maintenir une zone-tampon entre le fondamentalisme et l'Asie centrale. Dans la dernière période, les troupes ouzbèkes ont fait alliance avec les talibans.

Les autres minorités (Baloutches, Nouristanis, Turkmènes, etc.) ne jouent qu'un rôle marginal sur la scène afghane.



ISLAM ET POUVOIR AU SÉNÉGAL

Les mourides entre utopie et capitalisme

SOUDÉE, efficace, la mouridiya, une confrérie musulmane du Sénégal, avait mobilisé les campagnes au service de l'économie de traite, sous la colonisation, tout en jouant un *rôle idéologique* de *préservation* d'une identité. Aujourd'hui, dans les villes, le mouridisme est vécu comme un facteur essentiel de stabilité, voire de recomposition d'une société menacée de désagrégation. Et sa ville sainte, Touba, se veut l'antichambre du paradis...

Par SOPHIE BAVA et DANIELLE BLEITRACH *

Une mince silhouette dans un boubou blanc, le visage enveloppé dans une écharpe immaculée : l'effigie d'Amadou Bamba, fondateur du mouridisme et de la ville de Touba, décore les panneaux des échoppes, le tableau de bord des taxis et des « cars rapides », on les bureaux de certains hommes politiques sénégalais. Né en 1853 à M'Backé Baul, Amadou Bamba appartenait à une famille noble proche de Lat Dior, le damel (roi) du Cayor, qui avait lutté contre l'implantation du chemin de fer et de l'arachide par les colons français. Lui-même exilé en 1895 au Gabon, puis à nouveau en 1903 en Mauritanie, ce mystique musulman soufi fonda au retour sa propre confrérie, la mouridiya, qui compte aujourd'hui environ deux millions d'adeptes.

Aux temps de l'invasion étrangère et des affrontements guerriers entre féodaux wolofs et pouvoir colonial, Cheikh Amadou Bamba avait lancé un message de paix qui eut un grand succès auprès des communautés paysannes dévastées par la guerre et par les exactions des bandes guerrières de Lat Dior, les *tieddos* : *« Refusons la guerre sainte, faisons la guerre sainte à nos âmes. »* La véritable originalité de ce mot d'ordre résidait dans sa doctrine de sanctification par le labeur : *« Travaille comme si tu ne devais jamais mourir, et prie comme si tu devais mourir demain* (1). *»*

Amadou Bamba sécularisait la conduite religieuse de ses disciples, en situant le salut à l'intérieur du monde profane. Ce message mystique a été un facteur d'adaptation à la modernité capitaliste introduite par le colonialisme, mais aussi un levier identitaire (religieux, national) et une manière de se soustraire à l'éthique féodale des royaumes wolofs, où ceux qui travaillaient avaient un statut d'infériorité. Amadou Bamba revendiqua même « le *partage des tâches* », en instituant l'égalité entre les divers types de travaux et en nommant des cheikhs dans tous les milieux sociaux. Si bien que, aujourd'hui, il est considéré comme un héros national s'étant opposé à l'avancée coloniale, alors qu'il avait mis au travail la population pour produire l'arachide au service de la colonie.

En 1912, les terres du bassin arachidier commençaient à s'appauvrir, et Cheikh Amadou Bamba organisa la *« colonisation des terres neuves »*. Dans un milieu hostile (*déserts arides*, lions et surtout pasteurs nomades peuls), les chefs mourides pourvoyaient aux besoins d'organisation et de concentration des colons dans les nouvelles zones de culture. Ils obtenaient de l'administration française les itinéraires futurs des routes et des voies ferrées, y amenaient leurs talibés en *groupes bien disciplinés, et* organisaient la lutte contre les pasteurs nomades.

Cette conquête pionnière, soutenue par l'administration française, était faite au nom de valeurs spirituelles : les disciples, simplement nourris, retournaient à la saison sèche dans leurs villages. Au bout de dix ans de service, le talibé recevait une terre, et la daara – communauté agricole maraboutique où les jeunes travaillent la terre et apprennent le Coran – devenait un village, avec femmes et enfants.

Même si cette culture intensive a contribué à dégrader les terres et à provoquer une *extension du désert*, cette mystique du travail et la croissance de la production de l'arachide ont enrichi la confrérie, et nourri le charisme de Cheikh Amadou Bamba, qui eut l'autorisation d'édifier un lieu de culte pour les mourides dans son village natal, Touba : une grande mosquée, dont la construction fut commencée en 1926, un an avant sa mort.

Soucieuse de contrôler cette confrérie en pleine expansion, l'administration coloniale s'immisça dans les procédures de succession du cheikh mouride et soutint son fils aîné, Muhamad Al Mustapha M'Backé (2). Une fois désigné, ce dernier eut pour priorité la poursuite de la construction de la grande mosquée de Touba et sollicita les Français : ce fut le début du clientélisme de la confrérie à l'égard du pouvoir politique. Ainsi, durant les années 30, la France trouva des appuis auprès des marabouts pour lutter contre les premières tentatives de revendications syndicales.

Les années 50 et 60, avant comme *après l'indépendance*, furent un âge d'or dans les relations clientélistes entre le pouvoir politique et les confréries, les uns protégeant les intérêts maraboutiques, les autres perpétuant leur rôle d'auxiliaires de l'administration. Une inflexion apparut à partir de 1968, avec le troisième calife, Sérigné Abdou Lahat M'Backé, qui pendant douze ans s'était fait auprès du président Léopold Sédar Senghor le porte-parole du *monde rural* et avait marqué sa volonté d'indépendance.

Des fonds considérables

SURVINRENT la sécheresse, la baisse des cours de l'arachide, l'entrée en crise du monde rural, au moment même où une phase de grands travaux commençait à Touba. M. Abdou Diouf, *président du Sénégal* à partir de 1980, réussit ce que son prédécesseur n'avait pas obtenu : transformer en allié officiel Sérigné Abdou Lahat M'Backé, devenu son conseiller privilégié, qui, en échange, bénéficia d'aides financières pour réaliser ses projets à Touba.

Ainsi, aux élections de 1988, le calife général des mourides appela ses talibés à voter pour M. Abdou Diouf sous la forme d'un *n'diguel* (mot d'ordre) : *« Celui qui ne votera pas pour Abdou Diouf pendant les élections de février 1988 aura trahi Cheikh Muhamad Bamba. »* L'actuel gouvernement sénégalais a concédé à la confrérie une forêt de quelques centaines d'hectares à l'est du pays, le Khelcom, et des projets d'infrastructures dans la ville sainte des mourides sont envisagés par divers *ministères*.

Touba, relatif îlot de prospérité dans un Sénégal en déliquescence, vit des sommes considérables que reçoivent les marabouts de leurs talibés : les contributions des *salariés*, de gros commerçants, mais surtout d'une masse de petites gens, de micro-artisans, de boutiquiers, ou même de vendeurs ambulants de statuettes africaines ou de lunettes de soleil dans les pays d'immigration, parfois lointaine, jusqu'en Europe ou aux États-Unis.

* Respectivement sociologue et maître de conférences à l'université de Provence (Aix-Marseille-I).

Cet argent est réinvesti dans la ville de Touba, mais aussi dans l'attribution aux talibés de petites unités artisanales et commerciales en marge de l'économie officielle. Les circuits de l'économie de traite de l'arachide ont permis aux marabouts d'accéder à de nouveaux produits de consommation, voire au luxe, mais n'ont pas été à la base d'une accumulation capitaliste.

Pour le paysan, la colonisation agraire sous leur égide a représenté également des avantages matériels et sociaux autant que religieux. En février 1995 encore, la presse sénégalaise expliquait que les paysans, qui avaient pourtant bénéficié de subventions de l'État, préféraient vendre leur récolte d'arachide au marché parallèle de Touba plutôt que de l'apporter au marché officiel.

Les daaras tout autour de Touba mêlent école coranique et travail des enfants dans la parcelle du maître. Elles appartiennent au secteur informel, qui ne comprend pas seulement de petits « entrepreneurs », mais aussi des apprentis non payés, des enfants vendeurs ambulants – statuts plus proches de la servilité que du salariat. A Touba, on pouvait rencontrer récemment, dans une daara, des enfants avec de lourds cercles de fer aux chevilles, pour les empêcher de s'enfuir...

A partir de la fin des années 60, avec la crise de l'arachide et l'accélération générale de l'exode rural, le mouridisme s'est *implanté dans* les villes, à Dakar surtout. Mais, cette fois, ce sont les talibés eux-mêmes qui ont développé des réseaux religieux et commerciaux, en utilisant la confrérie et ses relations privilégiées avec le pouvoir politique : un indice de la réussite de la sécularisation amorcée par Amadou Bamba, mais aussi le résultat des phénomènes de collusion, de corruption et de clientélisme qui prolifèrent sur fond d'État affaibli. Ainsi les nombreuses échoppes du grand marché de Dakar, Sandaga, dont les façades sont agrémentées d'un portrait d'Amadou Bamba ou de l'inscription *« Talibé du Cheikh untel »*, bénéficient d'un statut spécial qui permet d'éviter le racket policier ou le contrôle en cas d'activité illicite.

Durant les dernières décennies, les talibés eux-mêmes ont organisé la solidarité confrérique dans les villes et créé les dahiras, associations autour d'un marabout ou au sein d'une même entreprise commerciale, et en particulier les déplacements collectifs pour rendre visite à leur marabout ou pour aller à Touba. Plus récemment, les couches moyennes et salariées des villes, dont le niveau de vie a été rudement touché par la dévaluation du franc CFA en janvier 1994, se sont engouffrées à leur tour dans le mouridisme, rejoignant les couches populaires.

Ces réseaux entretiennent de multiples relations avec l'immigration. En 1986, lorsque la baisse des taxes sur l'importation recommandée par la Banque mondiale a conduit à l'inondation de produits d'électronique importés de Hongkong, de New York ou de Taïwan, des mourides installés à l'étranger ont servi d'intermédiaires pour établir des relations avec des grossistes étrangers, ou distribuer les marchandises à l'intérieur du pays. Ces réseaux, qui reposent sur des liens familiaux, l'appartenance à une dahira, ou la fidélité à un même marabout, créent des relations de confiance et de sécurité propices aux échanges commerciaux.

Touba, territoire privé, est également un des lieux privilégiés pour toutes les contrebandes. En 1976, après accord entre Cheikh Abdou Lahad et le président Senghor, une brigade spéciale de gendarmes payés par l'État sénégalais mais obéissant aux ordres du calife avait été créée : le marché « ocas » avait *été détruit, et un autre construit* pour abriter des activités légales. Aujourd'hui, cette contrebande est repartie de plus belle, montrant bien que Touba est une zone de tolérance où *se joue*, sous une apparence religieuse, toute la question du rapport à l'État et au droit de l'économie informelle : non-respect du droit du travail, fiscalité inexistante, voire activités illicites...

« Celui qui ne peut pas vous secourir ici-bas ne vous sera d'aucun recours dans l'au-delà. », affirme un proverbe sénégalais. De fait, un cheikh a d'autant plus d'adeptes qu'il est susceptible de leur fournir des avantages matériels. Touba est un lieu où chaque talibé peut venir s'installer, avec sa famille, dans un espace concédé par le calife. Depuis une dizaine d'années, ces parcelles sont attribuées gratuitement. Chaque quartier a un chef, théoriquement élu comme tous les conseils ruraux sénégalais, en fait désigné sur la consigne du calife.

Touba est, avec Dakar, la ville du Sénégal qui enregistre le plus fort taux de croissance démographique (12,6 % par an). Une atmosphère de chantier y règne. Autour de son minaret haut de 87 mètres, Touba pousse à l'horizontale et s'étend désormais sur une surface de 27 kilomètres de diamètre. La ville est divisée en deux espaces principaux : d'un côté, la mosquée et d'autres édifices qui préfigurent un espace plus beau, celui du paradis ; de l'autre, les maisons qui s'étalent à l'horizontale, le *long de rues qui partent toutes* de la mosquée. Dans les somptueux édifices publics ou les appartements richement meublés du marabout – les merveilles les plus récentes de l'électronique s'y mêlent aux étoffes, tapis et objets clinquants – l'idéal domine la réalité quotidienne du talibé de tellement haut que, même dans ces points de contact, demeure l'éternelle distance entre l'homme et la puissance surnaturelle, la baraka.

Il est impressionnant de voir le nombre de gens qui attendent, tous les samedis, pour solliciter l'attribution d'une parcelle qui leur permettra de s'installer à Touba. Le talibé peut être assuré qu'il sera logé mais aussi nourri, vêtu si besoin est par son cheikh, qui sera aussi l'intercesseur susceptible de lui ouvrir la porte du paradis. Aussi, il n'est pas rare que des malades du sida viennent finir leurs jours à Touba, ce qui n'est pas sans poser des problèmes sanitaires, car les structures hospitalières sont inexistantes, la voirie rudimentaire, les services administratifs absents, etc. Certes, il y a de nombreuses écoles coraniques, et une université de la confrérie va ouvrir ses portes, immense et somptueuse ; mais, pour 150 000 habitants, il n'y a que huit classes non confessionnelles.

A l'inverse de la tidjaniya, l'autre grande confrérie, qui a une implantation multinationale et élitiste, les mourides ont d'abord une dimension populaire et nationale dont les Sénégalais, fidèles ou non, se montrent fiers : *« Le mouridisme est le meilleur rempart contre l'intégrisme ! »* Les arguments ne manquent pas : l'hostilité de l'Arabie saoudite, les relations étroites entre le pouvoir et la confrérie...

La daara des étudiants mourides, dont le rayonnement part de Touba vers tout le Sénégal et atteint les pays d'immigration, tranche cependant sur le caractère ouvert des organisations mourides et leur capacité à se mêler au reste de la population : dans ce monastère, avec des ateliers, des étables, des bureaux, des cuisines pour les réceptions du calife, vivent seulement des jeunes hommes, futurs cadres de la confrérie, qui marchent pieds nus et pratiquent une religion ombrageuse, en particulier sur la question de la relégation des femmes. Très disciplinés, jouissant d'importants moyens, ils sont le noyau dur de la confrérie, en liaison directe avec le calife, et organisent notamment le magal, le pèlerinage qui fait converger chaque année vers Touba plus de deux millions de talibés...

M'Backé, la ville officielle, à 5 kilomètres de Touba, et de plus en plus intégrée à son *périmètre* d'*urbanisation*, joue au contraire un rôle d'exutoire. Là sont installés les « campings » qui accueillent les touristes, visiteurs ou fidèles désireux d'échapper à la loi coranique qui interdit de boire ou de fumer, de faire de la musique profane ou de jouer aux cartes. Loin de se formaliser de l'existence de cet espace mécréant à la porte de la ville sainte, le calife semble l'encourager, rappelant *ainsi* qu'à l'*origine* – comme toutes les confréries – le mouridisme a opéré un syncrétisme entre les cultures autochtones et l'islam par le biais du cheikh, le saint, ce qui était le rêve d'Amadou Bamba...

(1) Il ne s'agit pas de l'équivalent de la non-violence de Gandhi, mais plutôt de l'expression d'un légitimisme : « Rendons à César... ».

(2) Le détenteur du califat général des mourides est nécessairement un descendant direct d'Amadou Bamba.

TAMSIR GUEYE. – « Cheikh Amadou Bamba » (1980)

Les grandes médiatrices

Les confréries qui apparaissent en Afrique au XVe siècle jouent un rôle de *médiation entre les cultures locales et l'islam arabe*. L'Afrique, à travers le soufisme, a pu s'approprier l'islam, avoir ses propres saints, ses propres voies (Wird) par le biais des cheikhs.

Un des traits caractéristiques du soufisme, c'est le rôle de guide tout-puissant du cheikh sur ses disciples (les talibés), guide non seulement spirituel mais temporel, puisque le talibé doit obéir à tous les ordres de son marabout, *qu'ils concernent sa vie professionnelle ou familiale*.

Outre la mouridiya, il y a deux autres grandes confréries au Sénégal : la tidjaniya, avec plus de deux millions d'adeptes, éclatée en plusieurs courants ; et la quadriya, avec un demi-million de fidèles.

UNE PRÉSENCE MILITAIRE CONTESTÉE

Okinawa, arrière-cour du Japon, avant-poste des États-Unis

Le viol présumé d'une écolière japonaise de douze ans par trois soldats de l'armée des États-Unis stationnée à Okinawa, dont près de 20 % de la superficie reste occupée par des installations militaires américaines, a provoqué d'importantes manifestations contre le maintien de ces bases. Les excuses de M. William Clinton n'ont pas apaisé cette exigence – repoussée par Washington –, alors même que le président va célébrer au Japon le cinquantième anniversaire du traité de défense entre les deux pays.

Par notre envoyée spéciale NICOLE-LISE BERNHEIM *

SUR le plage de Toguchi, le chalaur saieit aux épaules. La mêma qu'en avril 1945 ? La vent s'installe, la lumière faiblit, un orege s'ennonce. Sur cetta île de rêve, ce soir, règnent les moustiques, las âmes des morts sans sépulture errent depuis la guerre et quelques papillons attirée par les effluves des belles-de-nuit. La saison des pluies sere peut-être en evance.

Situé è 2 000 kilomètres de Tokyo, Okinawe étire son archipel de cent querente îles au point de rencontre du Pacifique et de le mar da Chine. Carrefour des routee maritimes d'Extrêma-Orient, l'ancien royauma des Ryukyu – japonais depuis 1609 – antretient longtemps una civilisation particulière. Naha, la capitale (300 000 habitants), possède jusqu'en 1945 les vestiges d'une culture à *caractèra matriarcal at chamaniqua ; elle est aussi* la patrie das arts martiaux (karaté). Son architecture mariant pierre et bois, ses textiles raffinés, ses dragons an piarre, la distinguant alors fondamentalamant du resta du Japon. Anéanties pendant les violents combats da la guerre du Pacifique, les traditions de ce peupla méprisé per les hommes da l'époque Maiji tantent da revivre.

Un paradis subtropical d'îles corelliannes avec villagas nichés dans des criquas at complaxes de loisirs destinés aux clesses moyennes japonaises. Capitele et chef-lieu da la préfecture d'Okinawa, Naha, eux constructions d'une dizaine d'étages surmontées de résarvoirs è eeu. Ses ports exhibant un surprenant laisser-allar da ville-champignon jamais terminée. Bars, restaurents, surplus américaina se suivent dans Kokusai dori, rua principale aménagéa an longueur après les bombardements è l'amplacamant d'enciennas rizières. Ici, on parle japonais, on peie en yens mais la riguaur et l'ordre qui règnant apparemmant sur *Mainland Japan* ont disparu. *On* se sent au cœur d'una Asie moite, et non plus dens cet Oriant extrêma si particuliar qua constitue le Japon.

« Tout le monde vous souhaite d'apprécier Okinawa parce qua la vie y est douce, remarqua M. Tekei Hiroshi, élégant chercheur en biochimia portant crevata piquéa d'une perle, né eux elantours du mont Fuji et qui a été nommé à Naha an 1981. *L'univarsité des Ryukyu comprend six facultés et accueille 4 500 étudiants dont 200 étrangare. Ja prends souvent me voiture pour aller écrire des poèmes face à la mer. Des waka. Les haiku sont trop courts pour moi. La via sereit parfsite ici s'il n'y avait pas les bases... »*

Les blessures de la guerre

KADENA Air Base est en effet omniprésente. Les troie querts des forces eériennes emericaines stetionnées au Jspon sont concentrées sur cette île de 120 kilomètres de long pour environ 4 kilomètres da lerge. Officiallemant, Okinawa compte 1 230 000 hebitents, dont 10,8 % d'Américains. Dès l'errivée è l'eéroport, on voit leurs chesseurs. On entend les F18 s'entraînar au-dessue des egglomératione. Autrefois, les campe ancercleient Nahe ; *déplacés vers la nord at l'est, ils occupent* toujours 20 % du tarritoire.

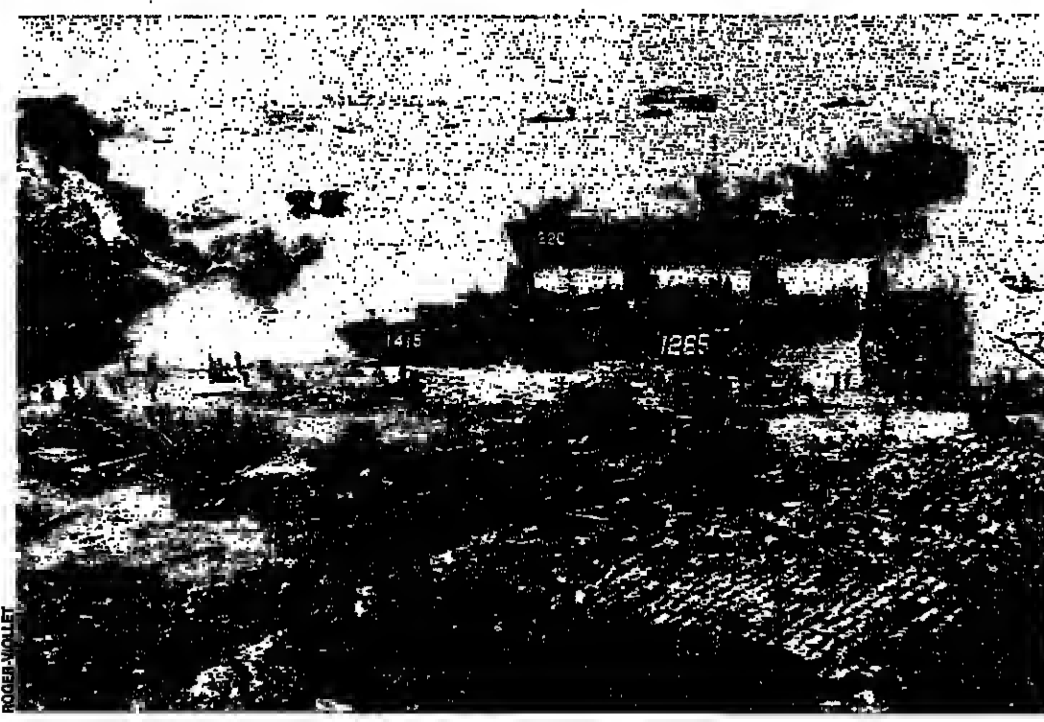
Alors qu'il est encore étudient à l'école da médecina da Negeeeki, M. Tekei Hiroshi ea trouva confronté eux eouffrences dee meledes atteints dix ans euparavant par les retombéea de l'explosion nucléaire. Lorsqu'il s'installe à Okinawa, il rejoint le Mouvement pour la paix, association entiguerre ective sur l'île, dont le but est *« plus jamaia ça »* puisqu'ici *« on porte encore en soi les blessures de la guerre ».*

« Les Okinawais désirent vivre paisiblement et voir les militaires s'en aller, continue la cherchaur. *Ils estimant que Kadena n'ast plus nécessaire à leur survie. Même le Parti conservateur d'Okinawe souhaite leur départ. L'armée a l'autorisation de voler en libarté, que ce soit dana les zones d'antraînement ou au-dessus du campua universitaire. Le bruit de leurs avione, surtout près de Kadena, est insupportable et da plus en plus fort malgré des effectifs réduits. Les militaires tirent des* eir gune *(à balles réelles) près de le route civile, vers le montagne. On dit que des sous-marins nucléaires sont ancrés dans un port aménagé sous l'eau, à White Beach. L'île sert de point d'appui aux Américains en cas de conflit au Proche-Orient, en Afriqua. »*

Né aux États-Unis, an Géorgie, M. William T. Randall, pastaur de l'Église baptiste et écrivain, habite Okinewa avec sa femme, Maxina, depuis bientôt vingt-six ane. Lorsqu'il arrive sur l'île, les plus hauts bâtiments ont quatre étages, les rues ne sont pas goudronnées. Les enfents vont è l'écola sans uniforme et souvent sans chaussures. Les Okinawais travaillent pour la base, se déplacent è pied ou roulent à vélo. Kadana contrôle tout sauf les vanimeux serpents habus qui se faufilent le soir sur la route.

« Lors de la bataille d'Okinawa, pendant le seconde guerre mondiale, 500 000 soldats ont *débarqué ici, das Américains mais eussi das Anglais, des Français* ou *des Philippins,* raconte M. William Randall. *Commant les Okinawais auraient-ils pu échapper eux combattants ? Lorsqu'ils ont été attequés, certains ont été tués par les explosions. D'autres ont sauté des faleises. Des suicides collectifs ont eu lieu dans les grottes où ils se terraient. 200 000 personnes, pour moitié des civils – femmes et enfants – sont mortes misérablamant. Dans la peur de l'annami, mais aussi dans celle des officiers japoneis pour lasquals les Okinawais – melgré leur participation eux combats – étaient des traitres potentials. »*

Hanté par ce cauchemar da l'inutila at pour luttar contre l'oubli, la pastaur Randall a réuni des témoignages da l'époqua dans un petit volume, *Okinewe's Tragedy,* publié an 1987. Après la



ROGER-VIOLLET

AVRIL 1945, LE DÉBARQUEMENT AMÉRICAIN
Un typhon de feu a dévasté l'archipel

guerre, les forces américaines construisent des camps. Mais, en dépit des demendes répétées des Japonais et diverses promesses de rétrocession, Okinewa n'e été rendu à l'État nippon qu'an 1972.

« Autrefois, les gens s'installaient eur leurs tatamis, buvaient du seké Aomori et mangeaient directement dans les boîtes, se souvient encore le peeteur. *Aujourd'hui, ils vont boire et chanter au karaoké, ce qui leur coûte 30 000 yens par soirée. Mais la communauté est forte. Les chansone du karaoké et celles des tatamis d'autrefois sont les mêmes : malgré la japonisation due aux informations, la populetion, consciente de sa différence et de son histoire,* n'a guère changé. *En réalité, il est assez facile d'oublier la présence des bases. »*

Et pourtant. Aménagée sur 2 000 hactares, Kadene constitue *« la plue grande et la plue complexe des bases aériennes américaines de le planète »,* comme l'affirme evec orgueil le brochure *Assignment Kadena,* rédigée par le 18th Wing Public Affairs Office et destinée aux nouvaaux venus et eux visiteure. Entre 50 000 et 60 000 soldats américains – la chiffre varia suivant l'interlocuteur –, essentiellement des « *marines* », vivent ancora ici. L'armée fournit tout, nécessaira at superflu, à cette immense enclave – hôpital, établissements scolaires, magasins de produits importés des États-Unis, espaces da loisirs, restaurants fast-food. S'ils le souhaitent, les résidents peuvent y vivre comme dans una petite villa américaine, protégés de surcroît par una tripla rangée de barbelés.

Rien n'y manqua, ni boîtes postales de la Poste américaine sur fond da pelouses ni volontaires réglant le circulation à la sortie de l'école. Blancs ou Noirs, les gosses de militaires sont chez eux ; ils se déplacent en patins à roulettes et rigolent. On an oublieraît presque la proximité de le jungle subtropicale et le présence des habus qui profitent aux aussi, s0ramant, des espaces verts. Portant masques et chapeaux protégeant la nuquè, des jerdinières autochtones teillent lae buissons bordant le parking où stationnent des voitures japonaises. Una femma de ménage, alla eussi okinaweise, nettoie l'entrée du bâtiment où loge le sergent Amidon (nom d'origina française, précise-t-il en souriant).

« A Kadena, nous n'avons rien à cachar, nous pouvons tout montrer... », affirme la sergent, qui occupe un confortable appartement evec *vue sur* une plage de la mer de Chine. Des doubles vitrages protègant le logamant des nuisences sonores. Après presque dix ans da résidance sur la base et comme environ 5 % das soldats américains y transitant, cet Américain a épousé une Okinawaise : *« Les mariages interéthniques se produisent moins souvent* qu'*evant, les valeurs chengent. Les soldats na sortent plus tellamant de la base : les virées coûtent cher. »* Crucial problèma du change : moins da 90 yana par dollar, celà paraît mince aux militaires chargés de famille, dont le solde se situe an moyenna eutour da 20 000 dollers par an, avec eppartemant de fonction gretuit.

« Au départ, je cherchaia à mener une *existence dont je sereis fier,* expliqua l'officier. *Alore je suis entré dans l'aviation.* On *m'a affecté dans les bureaux, section* Public *Affaire – j'y ai trouvé ce que je voulais. Neuf ans ici m'ont fait plaisir. Avant mon mariage, mae nuite étaient plutôt follea. Aujourd'hui, j'ai* une *épouse et* una *petite fille. Dans quelques mois, je quitte l'Air Force perce que je n'y dépasserai pas le grada da sergent. L'ermée me donnera un bonus pour services rendus* – glory money *(l'argent de la gloire) – 24 000* dollars *qui m'aideront à commancer* une *vie nouvelle à* Okinawa. »

Américain avant tout, la sargent avoua n'avoir jemais visité *Mainland Japan.* Pendant toutes ces ennées, il s'est contenté de parcourir les routes de l'île et d'*apprécier* la *confort de l'armée. « Du pays même, je ne conneis* que *l'aéroport de Narita ; mais maintenant que j'ai des parents jeponais* un *peu partout, ce sera différent. »*

D'après lui, il ne resterait aujourd'hui à *Okinawa* qu'environ 25 000 soldats, soit 50 000 Américains en comptant les familles, plus 10 000 contractuels locaux travaillant sur les bases. Les effectifs devraient demeurer stables malgré les réductions prévues ailleurs. Dimancha, c'est promis, le sergent ma fera visiter Kadana mère, avec ses avions scintillant sur le tarmac. Puisqu'il n'y a rien à cacher.

« Jamais les deux cultures ne réussissent à cohabiter, note avec amertume M. Kinjuro Takuya, employé dans una boutique de souvenirs. *Au départ, ils se marient parce* que *les filles ont de l'argent. Les ex-soldats* na *trouvent pas de boulot en dehors de la base et finissent par* rentrer en *abandonnant femme et enfants à leurs problèmes. Ça na marche jamais ! »*

Una fine jeune femme aux lèvres peintes da pourpre, comme celles d'une star des années 20, se rend à vélo jusqu'à une pizzeria du centre, où elle fait cuire le pain. Elle emmèna volontiars l'étrangère jusqu'à sa destination, l'*Okinawa Times. « Je me prénomme Neomi, comme Neomi Campbell »,* précise-t-elle. Ses yeux brillent lorsqu'elle évoqua le bonheur que procure la périoda des typhons aux Okinawais. Seuf lee banques, tout farme vingt-quatre heures avant l'*arrivée de ces vents* d'*orage.* Son mari reste alors à la maison avec elle. Ils louant des vidéos, lisent ou contemplent le grand spectacla de la nature. Lorsqua l'électricité cesse da fonctionnar, plus de télé, da fax, de nourriture surgelée, et le coupla dîne aux bougies. S'effectue alors un retour bienfaisant au calme, au passé.

La passé et la présent. Ca thème éternal préoccupe Takimo Gima, efficace journaliste de vingt-cinq ans – la seula qui, des trois rédactions locales, a bien voulu dialoguer en anglais. Il n'est pas étonnent que le langua da l'occupant soit refusée par la génération qui a vécu la guarre, mais ce blocaga surprend dens la presse. D'autant qua l'angleis est obligetoire à l'école. Selon Takimo Gima, les jeunes ont pourtant oublié les batailles. Ils profitent de l'île pour rouler an motos de luxe, surfer, jouir de la vie, et eureiant plutôt anvia da communiquer.



Aventures dans les bars à bière

AUTRE phénomèna récent, la fascination pour le *black soul.* Nombre de Jeponaises viennent spécielement de le *terre ferme* pour vivre sous les flamboyants une aventure avec un militaire noir. Ces filles sa rendent à *Okinawa* pendant laurs vacances d'été pour rencontrer des Blacks. Elles les contactent dans des bars à bière, sur des plages privées ou à certains croisemants de rues connus comme lieux da chasse. Certaines passionnées de *love and music* viennent même résider *à Okinawa.* La drogua sa mêla parfois à l'histoire. Les alcaloïdes pénètrent aisément dans l'île grâce aux soldats qui débarquent sans vérification douanière depuis les États-Unis.

La chaîne de télévision Far-East Network (FEN), diffusée par et pour Kadana, fonctionna jour et nuit. Dès l'eube, ABC transmet longuement le journal « Good Morning America ». Les publicités y sont remplacées per des informations concernant l'importance de l'héritage militaire ou par des spots anti-cocaïna, ce qui en dit long sur ces problèmes.

Même si les yakuzas (mafieux) n'y sont pas légion (on les voit dans la film *Sonatine,* de Takeshi Kitano, tourné è Okinawa), le visiteur se rend aisément compte qua l'*archipel est utilisé pour divers trafics.* Des carapaces de tortue sont vendues sans état d'âme dans des boutiques dont les entrées sont aussi ornées da majestueuses défenses d'éléphant. Au marché, des serpents théoriquement protégés voisinent avec les patates douces d'*Okinawa* à chair violette. Et les visiteurs profitent sans vergogna des produits prohibés eilleurs.

A l'haure da notre rendez-vous dominical, le sergent Amidon, visaga fermé, viendra m'ennoncer que Kedene Air Base ne m'ouvrira plus ses portes. Aucuna explication. Comma les Japonais dans leurs cars, nous effectuons alors le circuit des champs de bataille. Le typhon de feu s'est eutrefois répandu depuis les sentiers jusque dans les cavernes. Des stèles commémorent le souvenir des personnes qui se sont précipitées depuis tella ou telle falaise. L'ellée y menent est par endroits bordée d'hibiscus rouges, symboles du sang versé. L'antique civilisation des Ryukyu e été dévastée, et *Okinawa* est violemment entrée, è son corps défendant, dane les temps modernes.

Troublée par sa visite du petit Musée de la paix qui a été érigé à Himeyuri, où reconstitutions et photos des victimes adolescentes sont à ce point émouvantes qua personne ne parle dans les salles, une Tokyoïte s'adresse à l'unique étrangère présente : *« Croyez-vous* ce *lieu vraiment nécessaire ? Sans oublier cette période, il s'agit pour nous de ne pas trop y penser puisque, maintenant, nous sommes heureux... »*

* Écrivain.

RISQUES ALIMENTAIRES POUR UNE PLANÈTE AVEUGLE

La Chine, le riz et le pare-chocs

AU début du mois d'octobre, le comité central du Parti communiste chinois a adopté un programme prévoyant une croissance annuelle de 8 % à 9 % d'ici à la fin du siècle. Si une inquiétude s'est fait jour au sujet du fossé de plus en plus profond entre régions côtières et zones de l'intérieur, le modèle de développement n'a en rien été critiqué. Rarissimes sont, il est vrai, les voix qui s'interrogent, hors la Chine, sur la pérennité de ce cours d'apparence flamboyante. Et pourtant...

Par JACQUES DECORNOY

Fierté nationale ? Négation de la réalité ? Foi de charbonnier ? Luttes de clans ? Toujours est-il que, jusqu'à présent, les dirigeants de Pékin refusaient d'admettre que leur pays risquait de plus en plus de dépendre de l'extérieur sur le plan alimentaire, même si, en début d'année, le président Jiang Zemin s'était dit inquiet des retards pris par l'agriculture. Une sorte de guérilla verbale se poursuivait cependant depuis plusieurs mois entre, d'un côté, des experts chinois d'un optimisme à tout crin et, d'un autre côté, avant tout, un grand connaisseur des questions alimentaires et d'environnement – l'Américain Lester Brown – qui crie casse-cou (1).

Un tabou est-il en passe d'être brisé ? Alors qu'allait être soumis au comité central du Parti communiste le plan d'orientation (1996-2010) de l'économie, fut rendue publique, à la fin de septembre, une étude menée par le Centre de recherches sur l'économie rurale du ministère chinois de l'agriculture et par l'Institut japonais de recherche d'aide au développement (2). Elle indique que, même si des réformes en profondeur sont appliquées, la Chine devra, au cours des quinze prochaines années, acheter de plus en plus de céréales : près de 24 millions de tonnes en l'an 2000 (contre 10 millions cette année). Ses besoins devant croître de plus de 136 millions de tonnes entre aujourd'hui et l'an 2010, il lui faudra, cette année-là, importer quelque 65 millions de tonnes de riz, blé, maïs et soja. Et voici que, en ce début de novembre, l'Institut international de recherche sur le riz lance un cri d'alarme concernant toute l'Asie : le manque d'eau risque, dans les trente ans à venir, de provoquer une forte chute de la production de cette céréale, et la lutte pour l'obtention de cette même eau, de durs conflits sociaux.

Depuis plus de dix ans se multiplient les analyses décrivant la dégradation catastrophique de l'environnement en Chine (3). L'étude que vient de publier Lester R. Brown va bien au-delà, son seul titre l'indique : *Qui va nourrir la Chine ?* (4). Un constat : le cours suivi par ce pays (poussée démographique freinée, mais pour longtemps sur sa lancée, urbanisation, industrialisation, bouleversement des mœurs, rapide élévation pour beaucoup du niveau de vie, diminution des surfaces cultivées, manque d'eau, pollution) va contraindre la Chine à acheter des tonnages de plus en plus énormes de produits alimentaires. En soi – coût politique mis à part –, cette évolution ne serait pas dramatique sur le plan économique si le marché avait la capacité de répondre au défi.

Rien n'est moins sûr : « *Pour la première fois dans l'histoire, la collision environnementale entre une demande humaine croissante en nourriture et plusieurs limites naturelles de la Terre aura des conséquences économiques qui seront ressenties partout dans le monde.* » S'exerceront alors de violentes tensions sur les prix, dont pâtiront les sociétés les plus pauvres qui, faute de développement endogène, dépendront de l'extérieur pour leur survie. « *Dans une économie mondiale intégrée, la hausse des prix des produits alimentaires de la Chine deviendra celle du monde. La rareté des terres en Chine deviendra rareté pour tous. Et la rareté de l'eau en Chine affectera la planète entière.* »

D'ici à l'an 2030, la population aura augmenté d'environ 500 millions d'âmes qu'il faudra loger (sur quelles terres, ou plutôt, au détriment de quels terroirs ?), qu'il faudra nourrir aussi. La révolution diététique engagée depuis une bonne décennie (très forte augmentation de la consommation, directe ou indirecte, de viandes diverses, d'œufs, de produits laitiers) aura pour conséquence une extraordinaire poussée (pour 1,6 milliard d'habitants) de la demande en céréales et aliments pour bétail en tout genre. Le poisson ? Les ressources maritimes se faisant rares, l'avenir est à la pisciculture : une fois encore, au détriment de quelles terres, et avec quelle eau ? L'immensité de la Chine ne peut faire illusion : 1/10 des terres sont cultivables, et l'espace cultivé ne cesse de décroître : – 470 000 hectares par an entre 1981 et 1985, – 1,7 million d'hectares en 1985 et 1986 (5). Cette évolution s'accélère : abandon de zones marginales peu rentables, migrations, mutation de zones très fertiles en zones « modernes » telles qu'usines, lotissements, parkings, routes – tout cela essentiellement dans les régions côtières, les seules vraiment riches sur le plan agricole.



SINOPIX-REA

DANS UNE RUE DE GUANGZHOU, EN 1995
Pour une minorité peu soucieuse de l'avenir

Une évolution qui paraîtra sans doute un jour criminelle et qui n'en est qu'à ses débuts : la voiture individuelle, dont les vertigineuses projections de production, d'achat et d'usages viennent anéantir toute prétention à assurer un développement durable et équilibré (socialement et géographiquement). Les responsables du Quangdong (plus de 60 millions d'habitants), inquiets du bétonnage des terres arables, peuvent bien tenter de sauver ce qui peut encore l'être en théorie (6), ils sont aussi de fidèles alliés financiers et politiques de ces groupes comme Hopewell Holdings (présidé par le milliardaire de Hongkong, M. Gordon Wu), qui drainent partout en Asie des monceaux de capitaux pour couvrir le sud de la Chine d'autoroutes à péage et des centres commerciaux afférents (7).

Sur la voie du Japon et de la Corée

LESTER BROWN tire de lumineuses conclusions des évolutions contemporaines du Japon, de la Corée du Sud et de Taïwan, où les bienfaits de la modernité ont respectivement provoqué la disparition de 52 %, 46 % et 42 % des terres céréalières, rendant ces pays très dépendants de l'extérieur sur le plan alimentaire. Il écrit : « *Si la Chine demeure fondamentalement sur la voie de l'industrialisation empruntée par le Japon, la Corée du Sud et Taïwan, et si cette diminution des terres céréalières continue, elle aura perdu en gros la moitié de telles terres en 2030. Si la population continue de croître comme prévu de 490 millions d'âmes entre 1990 et 2030, la superficie céréalière par personne sera passée de 0,08 hectare en 1990 à 0,03 hectare en 2030.* »

La crise, quantitative et qualitative, de l'eau – déjà dramatique dans le Nord et qui atteint trois cents villes dans l'ensemble du pays – va durement toucher l'agriculture (moindre irrigation d'une terre qui est la plus irriguée de la planète : 49 millions d'hectares) et les pêcheries (intérieures et côtières) – sujet souvent abordé désormais dans les études de la Banque mondiale, qui s'inquiète, pour la totalité de l'Asie, de la « *concurrence* » croissante entre utilisateurs urbains, et entre ceux-ci et les usagers ruraux (8). Ce phénomène explique, avec bien d'autres, pourquoi, après de spectaculaires bonds en avant, la productivité des terroirs va se heurter à des butoirs et, en tout cas, se révéler incapable de suivre la courbe démographique et les modifications de la demande, et cela même en incluant les effets, encore hypothétiques, de la mise au point d'une nouvelle variété de riz ultraperformante.

Le riz n'est, de toute façon, qu'une des données de l'équation. D'où le cri d'alarme de Lester Brown, car c'est en fait à des chutes de production que l'on risque d'assister en Chine, autrement conséquentes, pour l'équilibre du monde, que celles intervenues par exemple au Japon. Si – scénario le plus explosif, mais que nul responsable ne peut ignorer – à la pression démographique s'ajoute une forte augmentation de la consommation, de viande notamment, la Chine devrait importer, en l'an 2030, 369 millions de tonnes de céréales (ou d'équivalent) pour satisfaire une demande de 641 millions de tonnes. Devrait-elle continuer à se développer (si le mot convient...) au rythme actuel, elle pourrait faire face à la dépense. On peut, en revanche, s'interroger sur la capacité de l'offre – européenne, américaine – à répondre à une demande qui, d'une part, ne sera pas uniquement chinoise, et, d'autre part, ne concernera pas les seules céréales. Car les besoins seront grands en huiles végétales, en coton, en sucre. Pour les seules céréales, il est permis de penser que la demande globale de dix pays (parmi lesquels l'Inde, le Bangladesh, l'Indonésie, l'Iran, l'Égypte, le Nigeria, le Mexique) passera de 32 à 190 millions de tonnes. La rareté, davantage que l'abondance, serait donc devant nous.

Des clignotants s'allument ici et là. Le Vietnam a interdit, provisoirement seulement, la conversion de terres rizicoles en zones industrielles (9). Les Philippines ne sont qu'au début d'une très grave crise : la population croît rapidement, l'agriculture décline. Il est vrai que, au lieu de s'intéresser aux Philippins (producteurs et consommateurs), les autorités appliquent les sacro-saintes lois de l'économie moderne – ouverture aux marchés, production pour l'exportation, par exemple, de fleurs coupées et de dourians (10). D'où ce commentaire lucide et féroce de Renato Constantino, l'historien toujours critique de son temps : « *Autrefois exportatrices de riz dans la région, les Philippines en sont réduites à cette humiliation : elles importent du riz de chez leurs voisins. Et malgré tout le prix du riz augmente régulièrement au-delà des capacités de nombreux consommateurs. Il y a pis : de telles importations vont ruiner les producteurs de riz* (...). *Aujourd'hui, notre population croît de 2 % par an, mais la production de riz de 1 % seulement environ. Et pourtant, le ministère de l'agriculture veut que la moitié des 5 millions d'hectares maintenant consacrés au riz et au maïs soient attribués à des cultures d'exportation* (11). »

« *Le temps n'est pas avec nous* », constate pour sa part Lester Brown. Rien n'indique en effet qu'une amorce de changement de cap soit en vue. Or ce que montre le « cas » chinois, comme une gigantesque lentille grossissante, c'est l'incapacité des « élites », publiques comme privées, à admettre que le cours suivi relève de la pathologie suicidaire. Lester Brown peut bien écrire, à partir de l'exemple chinois, que « *l'une des principales menaces pour les terres arables dans le monde est la tendance vers un système de transports centré sur l'automobile* », il n'empêche pas M. Wu et ses féaux du Quangdong de dévaster les campagnes. Il ne rend pas plus intelligente une droite française à ce point fascinée par la relance par le pare-chocs qu'elle finit par prendre le renouvellement des voitures pour une méthode de gouvernement. « *Le monde en a vu d'autres* », rétorqueront les réalistes. Et si, justement, une situation nouvelle émergeait, comme le monde n'en a jamais vu ?

(1) *Cf.* Lester Brown, « China's Food Problem : The Massive Import Begin », *Worldwatch*, Washington, septembre-octobre 1995, et Margit Adam, « La Chine face à l'avenir », *Cérès*, septembre-octobre 1995, FAO, Rome.

(2) Dépêche datée de Pékin de l'agence Bloomberg Business News (*International Herald Tribune*, 26 septembre 1995).

(3) L'ouvrage le plus complet semble être celui de Vaclav Smil, *China's Environmental Crisis. An Inquiry into the Limits of National Development*, M. E. Sharpe, Armont, N. Y., 1993. Pour une vision plus continentale de la question, lire Alan Burnett, *The Western Pacific. Challenge of Sustainable Growth*, Allen and Unwin, St. Leonards, N. S. W., Australie, 1993.

(4) Lester Brown, *Who Will Feed China ? Wake-Up Call for a Small Planet*, coll. « The Worldwatch Environmental Alert Series », W. W. Norton, N. Y., 1995, 165 pages, 8,95 dollars.

(5) Pierre Gentelle, *Économie de la Chine*, Armand Colin, Paris, 1994. *Cf.* aussi Jacques Decornoy, « Demain, 2,4 milliards d'Asiatiques en ville », *Le Monde diplomatique*, décembre 1993.

(6) *Cf.* Graham E. Johnson, « Quand les usines chinoises s'établissent à la campagne », *Cérès*, *op. cit.*

(7) Emily Thornton, « Bumpy Road », *Far Eastern Economic Review*, Hongkong, 5 octobre 1995.

(8) « Toward an Environmental Strategy for Asia », *Discussion Paper* n° 224, 1993, et « East Asia's Environment », *Discussion Paper* n° 287, 1995, Banque mondiale, Washington, D. C.

(9) Adam Schwartz, « Problems in the Paddy », *Far Eastern Economic Review*, 2 septembre 1995.

(10) Rigoberto Tiglao, « Myopia in Manilla », *Far Eastern Economic Review*, 28 septembre 1995.

(11) « Food Security as Human Right », *Manilla Bulletin*, Manille, 6 août 1995.

Calendrier des fêtes nationales

1er - 30 novembre

1er	ALGÉRIE	Fête nationale
3	PANAMA	Fête de l'indépendance
11	ANGOLA	Fête de l'indépendance
18	LETTONIE	Fête de l'indépendance
18	OMAN	Fête nationale
19	MONACO	Fête nationale
22	LIBAN	Fête de l'indépendance
25	SURINAM	Fête nationale
28	ALBANIE	Fête de l'indépendance
28	MAURITANIE	Fête de l'indépendance
30	LA BARBADE	Fête nationale

NOUVEAUX RICHES

Cuba à l'heure des

(Suite de la première page.)

L'état désastreux des canalisations d'eau a provoqué l'augmentation des dysenteries amibiennes et des fièvres typhoïdes...

*L'opulence des nouveaux riches pro*vient à la fois des spéculations réalisées an marché noir evant les réformes, et des profits engrangés depuis la légalisatinn des activités privées notamment à la campagne. Les « koulaks » (propriétaires privés), eutrefois dénoncés, font fortune grâce à la vente directe de leurs récoltes, de même que certains artisans ou restaurateurs du secteur informel (les *paladares*, restaurants domestiques désormais légalisés). Les impôts prévus sont lourds, mais le fraude reste très importante : les paysans livrent clandestinement la nourriture à domicile sans vendre sur les *agromercados* pour éviter les taxes ; et les inspecteurs chargés de contrôler les restaurants domestiques se laissent facilement corrompre en échange de quelques repas...

La croissance spectaculaire des inégalités, conséquence de l'essor sans précédent des activités privées, se résume en un chiffre qui révèle le concentration des dépôts bancaires : 3 % des titulaires d'un compte en banque détiennent environ 85 % de la valeur des dépôts (2). Encore ne s'agit-il là que des comptes en pesos auxquels il faudrait ajouter la valeur des bas de laine remplis de dollars.

Inversion des privilèges

LES tensions sociales nées de ces disparités et de l'effondrement des acquis antérieurs sont sans doute le défi le plus redoutable que le gonvernement dnit affronter. La déstructuratinn sociele est impressionnente ; les Cubains l'eppellent la *« pyramide inversée »* parce que les couches privilégiées d'antan (médecins, enseignants, ingénieurs) se retrouvent désormais au bas de l'échelle. L'intérêt pour le travail socialement utile diminue au profit d'activités mieux rémnnérées. Le mécnntentement est d'eutant plus grand, notamment chez les médecins, que ces derniers ne sont pas autorisés à exercer en privé. Certains chnisissent l'expatriation. D'antres se reconvertissent ou exercent clandestinement.

Du côté des ouvriers et des techniciens, les distorsinns ne sont pas moins grandes : nul ne sait comment enrayer les fluctuatinns de la force de travail. *« Deux mille cadres et techniclens sont embauchés annuellement dans les centrales sucrières, mais à la fin de la zafra ils snnt autant à abandonner leur poste de travail. C'est un baril sans fond* (3)... »

La nnuvelle loi sur les investissements étrangers, adnptée le 5 septembre dernier, va sans dnute aggraver ces contradictions, même si elle est beaucoup plus restrictive qu'il n'y paraît. Elle légalise la créatinn d'entreprises npérant avec des capitaux à 100 % étrangers ; autorise la formation de zones francbes ; et permet l'investissement des Cubains exilés par l'intermédiaire d'une entité étrangère. Mais les décisions d'investissements dnivent être approuvées préalablement par une cnmmissinn centrale dépendant du conseil des ministres, et la santé publique, l'éducation, la défense nationale en sont exclues. La liberté d'embauche du personnel n'est pas autorisée (le personnel recruté par les entreprises étrangères reste snus le contrôle d'une entreprise d'État qui perçoit les salaires en devises et les redistribue en pesos).

Pour le première fois, des divergences se sont exprimées publiquement à l'Assemblée lors de la discussion de ce projet de loi. Si l'on autorise les investissements des exilés – *« une prime aux contre-révolutionnaires »* qui ont fait fortune aux États-Unis, selon le ministre de l'enseignement supérieur et le député Agustin Lage (frère de M. Carlos Lage, vice-président dn conseil des ministres) – comment ne pas faire de même pour les Cubains de l'intérieur qui n'ont pas le droit de créer des entreprises privées ni d'embaucher, à l'exception de membres de leur propre famille ?

Sont aussi en discussion : la réforme de l'entreprise et la légalisation des petites et moyennes entreprises. En effet, la restructuration des firmes d'État non rentables devrait entraîner plusieurs centaines de milliers de suppressions d'emplois que la croissance du secteur informel ne suffira pas à absorber. Et les investissements étrangers demeurent notoirement insuffisants. *« Seul le développement de la petite entreprise* – autrement dit un capitalisme privé cubain – *pourrait endiguer la montée du chômage »*, estiment certains responsables.

En vérité, le consensns semble davantage miné par les réformes économiques que par l'austérité dramatique mais plus égalitaire des premières années de la « période spéciale » : tel est le paradoxe de la situation que méconnaissent sonvent les analystes occidentaux.

Si de grandes réformes économiques sont en cours, la modification des institutions politiques exigée de concert par Washington, l'Organisation des États américains (OEA) et l'Union européenne n'a que peu progressé. Mais les mécanismes de contrôle traditionnels epparaissent affaiblis. Cnmme le constate l'essayiste américain Gillian Gunn : *« Les réformes économiques provoquent une lente dissémination du pouvoir dans la société* (4). » Celle-ci change rapidement, et l'inadaptation du vieux système politique à cette nonvelle réalité se fait de plus en plus sentir.

Comment sortir à la fois des ornières du « socialisme réel » tout en évitant l'écueil du capitalisme dépendant et ultralibéral qui règne en Amérique latine ? *« Nous sommes parvenus à deux conclusions*, déclarent denx économistes, MM. Julio Carranza et Pedro Monreal. *Les expériences socialistes réalisées dans le monde ne permettent pas de résoudre les problèmes de Cuba. Mais les systèmes en vigueur en Amérique latine non plus. Alors, nous nous sommes dit qu'il nous fallait inventer quelque chose de nouveau. Nous ne savons pas si nous allons réussir,* c'est *un défi.* »

Nécessaire démocratisation

TOUT en critiquant les ravages de la centralisatinn étatique antérieure et l'échec de la planification bureaucratique, MM. Carranza et Monreal redéfinissent le rôle de l'État dans le cadre d'un système où le marché aurait une fonction beaucoup plus importante : *« L'État doit être capable de contrôler les mécanismes fondamentaux de l'économie, notamment deux de ses rouages essentiels : il doit rester propriétaire d'une partie des moyens de production, en partageant parfois cette propriété avec des partenaires étrangers nu avec des partenaires locaux privés. Il doit conserver la capacité de réguler l'économie dans son ensemble par l'utilisatinn intensive d'outils économiques tels que les taux de change, la politique monétaire et la politique fiscale. Deuxièmement, il doit garder la capacité de financer les dépenses sociales... Un système d'éducation pour toute la population, un système de santé protégeant les citoyens les plus pauvres ou ceux qui snnt temporairement au chômage. Troisièmement, il doit, en toutes circonstances, avoir les moyens de défendre les intérêts nationaux contre le capital étranger.* » Selon ces deux experts, cette stratégie implique une réelle démocratisation des institutinns, indispensable pour remobiliser la population et fonder un nouveau consensus politique.

MM. Carranza et Monreal proposent un plan d'ensemble, une réforme intégrale dn système et reprochent aux responsables leur démarche au coup par coup. M. Julin Carranza critique, en particulier, la politiqne appliquée depuis 1993 *« qui a frappé surtout la population dépendant exclusivement de son salaire* (5) ».

La stratégie du gouvernement est la résultante d'un compromis instable entre les dirigeants traditionnels et les nnuveaux technocrètes issns de l'économie émergente, celle qui prospère grâce aux joint-ventures ou aux entreprises cubaines orientées vers le cnmmerce extérieur. Les premiers conçoivent les réformes comme des cnncessions limitées : le achéma chinois nn vietnamien correspond bien à leurs aspirations. Les seconds, forts de


JEAN-ROBERT FRANCO

LA HAVANE, 26 JUILLET, ANNIVERSAIRE DE LA RÉVOLUTION
La grande fête égalitaire est terminée

(2) Pedro Monreal, *Workshop on the future of economic reforms in Cuba*, éditions Shaw, Pittman, Potts & Trowbridge, 1995.

(3) *Trabajadores*, La Havane, 29 mai 1995.

(4) *Cuba in Transition*, Twentieth Century Fund Press, New York, 1993.

(5) Julio Carranza, *Cuadernos de Nuestra América*, 1994.

Les Américains arrivent !

Par FRÉDÉRIC F. CLAIRMONT *

LA classe dirigeante américaine est-elle qualifiée pour porter le flambeau de la démocratie à Cuba ou ailleurs ? Plus de cent cinquante années d'intrusione belliqueuses en Amérique latine sont là pour témoigner du contraire, du Mexique au Chili, du Brésil à Haïti, de Saint-Domingue ou de Grenade à Panema. Au Guatemala, pour ne prendra que cet exemple, plus de 100 000 personnes ont été massacrées au cours des trente-quatre dernières années pour des raisons directement nu indirectement liées à l'intervention américaine de 1954. La démocratie, les droits de l'homme, et eujourd'hui le recours à la « communeuté internationale », ne sont trop souvent que des rideaux de fumée derrièra lesquels le capital circule et agit.

Les bouleversements que conneît actuellement Cuba interviennent eu moment où son isolement semble toucher à sa fin. La manifestation la plus cleire en e été le vote contre l'embargo intervenu récemment à l'Assemblée généraIa des Natinns unies (1). Seuls deux pays s'y sont opposés : les États-Unis et Israël, ca qui n'empêche d'ailleura pas les Israéliens d'investir dane le complexe agro-industriel de l'île. Le cinquième sommet ibéro-américain, qui s'est terminé le 17 octobre dernier à Bariloche, en Argentine, a, lui aussi, condamné cet embargn (an même temps que les essais nucléaires chinois et français). Comme l'exprima M. Cesar Gaviria, secrétaire général de l'Organisation des États émericaine (OEA), *« le débat sur le présent et l'avenir de Cuba* a *longtemps été monopolisé par les positions les plus extrêmes* (2) ».

Accusé de ne pas faire preuve de le déférence requise à l'égard des caciques du Congrès, le gouvernement canadien e vivement réagi contra la proposition de loi Dan Burton-Jesse Helms, qui, entre autres dispositions, ranforcerait les sanctions commercisles déjà existantes contre les sociétés et les pays tiers faisant du négoce avec Cuba. *« Nous ne saurions accepter que nos entreprises, qui font légitimement des affaires dans d'autres pays, voient leurs activités pénalisées par une législation étrangère »*, a déclaré M. André Quellet, ministre des affaires étrangères. Ottawa, a-t-il ejouté, e'opposera vigoureusement à ces mesures unilatérales qui violent la charte de l'OEA, en même temps que les principes de l'Association de libre-échange nord-américain (Alena) et de l'Organisation mondiale du commerce.

Non moins significatives que ces refus d'obtempérer sont les plaintes qui s'élèvent dans les rangs d'importents groupes industriels et financiers transnationaux. Ainsi, pour M. Dwayne Andreas, président d'Archer Deniele Midlend, le grend conglomérat céréalier, qui s'exprimait sur la chaîne CNN en juin dernier : *« Depuis plus de trente ans, notre embargo est un échec total. Tous les Américains devraient être à Cuba en train de réaliser le maximum d'affaires. Il est temps de changer de politique. »* Et les perspectives de retour sur investissement dans l'île font saliver maints dirigeants...

« Le fruit défendu des Caraïbes »

C'EST le cas de M. Thomae J. Polski, porte-parole de Carlson Companies, propriétaire de la chaîne hôteliàre Redisson : *« Nous considérona Cuba comme une occasion d'affaires particulièrement attractive. C'est le fruit défendu des Caraïbes* (3) ». Mâme écho chez M. Keith Broussard, vice-président de la Fédératinn américaine du riz, lnra d'une audition devant une commission de le Chembre des représentants : *« L'industrie américaine du riz voit, dans le marché cubain,* un *gros potentiel lorsque l'embargo sera levé* (4). » Mais les places ne risquent-elles pas d'être prises par d'eutres dans l'intervalla ? C'est bien là que se situe le contradiction entre d'importants segments du grand capital eméricain at le lobby anticubain qui fait toujours la loi à Washington.

M. Richard Nuccio, conseiller spécial à la présidenca eur les affaires cubaines, exprime cette contradiction dens ses propos. Tnut d'ebord, il réaffirme, sans grande conviction, le bien-fondé de le position officialle : *« Cet embargo est le plus complet mis en place contre* un *quelconque pays du monde. Nous le maintenons parce que nous considérons que c'est seulement la pression* qui *poussera Cuba vers le réforme économique ou politique* (5). » Viennent ensuite les paroles lénifiantes : les capitaux auropéens et latino-américains e'investiraient seulement dans des placements à risques ou à court terme que, le moment venu, les Américains n'auraient aucuna peine à déloger. Curieusement, ca sentiment est partagé par certains hommes d'effaires étrangers présents dans l'île. Ainsi, un entrepreneur mexicain reconnaît franchement : *« Je ne veux pas que les Américains viennent ici. S'ils viennent, comme cela se produira inévitablement un jour, ils auront trop de poids sur le fragile économie cubaine. Pour être tout à fait honnête, je ne veux pas de leur concurrence et personne d'eutre* n'en *veut.* »

La grande question demeure : jusqu'à quel point la classe dirigeante américaine est-elle disposée à modifier ses relations avec l'île ? Un *modus vivendi* apparaît peu probable, dans la mesure où les relations historiques ténues entre Cuba et les États-Unis, pandant tout le XIXe siècle et jusqu'à eujourd'hui, ressemblent fort à celles existant entre un prédateur et sa proie. À La Havane, les dirigeants ne se font eucune illusion : Washington attend d'eux une capitulation sans conditions, le démantèlement intégral de l'infrastructura politique et le retour au *statu quo ante*.

Dans l'île, un puissant courent nationeliste est convaincu que la machine politique américaine *ne* veut à eucun prix d'une économie cubaine forte et viable, quand bien même une grande partie de cette force émanerait d'un secteur capitaliste en rapide émergence. Pour ce courant, l'objectif des États-Unis est de déstabiliser le nation cubaine, quelles qu'en *soient les conséquences. C'est* peut-être le ministre des affaires étrangères, M. Roberto Robaina, qui résume le plus lapidalrament cet état d'esprit : *« Ne nnus illusionnnna pas. Toutes les mesures qui donnent lieu à tant de spéculations sont eussi des instruments en vue d'asservir notre pays. Ils ne sont pas en train de se demander s'il faut ou non nous couper la tête, mais bien s'ils utiliseront plutôt le couteau ou le rasoir* (6). »

* Analyste financier, Genève.

(1) Le 19 octobre 1995.

(2) *Le Monde*, 19 octobre 1995.

(3) *The New York Times*, 27 août 1995.

(4) *Ibid.*

(5) *Ibid.*

(6) Entretien dans *Granma*, La Havane, cité par *The New York Times Service*, 8 août 1995.

LES AVEUX D'UN GÉNÉRAL

« Servir le grand capital »

Le général américain du corps de marines, Smedley Darlington Butler, dans son autobiographie publiée en 1935, a reconnu, non sans amertume, que la plupart des guerres qu'il a faites n'avaient qu'un lointain rapport avec ce que l'on entend d'ordinaire par patriotisme.

J'ai passé trente-trois ans et quatre mois en service actif au sein de la force militaire la plus mobile de notre pays : le corps des marines. J'ai occupé tous les grades d'officier, de sous-lieutenant à général de division, et, durant cette période, j'ai consacré le plus clair de mon temps à servir le grand capital, Wall Street et les banquiers, comme homme de main de haut vol. En bref, j'ai été un racketteur à la solde du capitalisme.

C'est ainsi que j'ai contribué, en 1914, à faire du Mexique, et spécialement de Tampico, un lieu sûr pour les intérêts pétroliers américains. J'ai aidé Haïti et Cuba à devenir des endroits suffisamment respectables pour que les hommes de la National City Bank viennent y gagner de l'argent. En 1909-1912, au Nicaragua, j'ai participé à l'épuration au profit de la banque internationale Brown Brothers. En 1916, j'ai apporté la lumière à la République dominicaine pour le compte des intérêts sucriers américains. En 1913, j'ai fait en sorte que le Honduras soit mûr pour accueillir les compagnies fruitières des États-Unis. En Chine, en 1927, j'ai veillé à ce que la Standard Oil puisse vaquer à ses activités sans être inquiétée.

Pendant toutes ces années, comme l'auraient dit les hommes attablés dans l'arrière-salle, les affaires ont superbement marché pour moi. J'ai été récompensé par des honneurs, des décorations, des promotions. Quand je regarde en arrière, j'ai le sentiment que j'eurais pu rendre quelques points à Al Capone. Au mieux, il ne pouvait pratiquer son racket que sur trois arrondissements de la ville, alors que nous, les marines, opérions sur trois continents.

(Extraits de Smedley Darlington Butler, War is a Racket: An Autobiography, *Round Table Press, New York, 1935.)*

هكذا من الاصل

CONTRE LES AMNÉSIES DICTÉES PAR LES INTÉRÊTS DES ÉTATS

Crimes de guerre japonais et mémoire populaire

VICTIMES une seconde fois ? Les États, au nom des intérêts du jour, manipulent volontiers les anniversaires, fussent-ils ceux de tragédies. Les mémoires veillent pourtant, qui finissent par miner l'ordre établi. C'est ainsi que, plus de cinquante ans après les crimes commis à Nankin par l'armée impériale nippone, des militants japonais et surtout chinois brisent la loi non écrite du silence, quitte à servir sans le vouloir la tactique de tel ou tel clan...

Par ANTOINE HALFF *

Dans *Au nom de l'empereur*, le documentaire de la cinéaste sino-américaine Christine Choi sur le « viol » de Nankin, les soldats de l'armée impériale nippone défilent au son de mélodies hassidiques. Nankin, fait observer Tan Dun, l'auteur de la musique du film, est la « Shoah » des Chinois ; pourquoi s'étonner que s'y fasse entendre la musique des victimes d'Auschwitz ?

En cette année où se fête le cinquantenaire de la capitulation japonaise, *Au nom de l'empereur* n'est qu'un signe parmi d'autres de la volonté croissante, dans la diaspora chinoise, de rappeler au monde les crimes de l'armée japonaise et de faire accorder aux victimes de l'impérialisme nippon une place comparable à celle que l'on réservait jusqu'ici au martyrologe du siècle, aux victimes du nazisme. On doit aussi à Tan Dun la musique de *Nanjing 1937*, du cinéaste chinois Wu Ziniu, lauréat du Festival de Berlin, sorti à Pékin pour l'anniversaire de la fin de la guerre (1). Financée par des capitaux taïwanais (fournis par la Long Xiang Film Co., avec aussi l'appui de capitaux de Hongkong), et interprétée par des vedettes de Taïwan et du Japon (2), cette rare coproduction, dit le compositeur, « *se veut* La Liste de Schindler *chinoise* ».

A Hongkong également, hommage est rendu aux victimes de Nankin avec la sortie du second volet de *Soleil noir*, la sanglante trilogie du cinéaste Mou Tun-fei, dont la première partie avait été consacrée à l'Unité 731 (qui fit des recherches en Mandchourie sur la guerre bactériologique). A Nankin enfin, les autorités locales ont produit leur propre documentaire, alternant images d'archives et entretiens avec des rescapés...

Quel contraste entre ce réveil en fanfare des démons de la guerre sino-japonaise et l'oubli officiel dans lequel les autorités de Tokyo comme de Pékin les avaient si longtemps tenus. Chez l'un et l'autre des anciens belligérants, ce n'est pas seulement le terrain de la mémoire nationale que la guerre a reconquis. Si les apôtres chinois des martyrs du conflit s'adressent ouvertement à l'opinion internationale, les excuses du Japon à ses victimes d'hier, présentées par le premier ministre le 15 août 1995, étaient clairement orchestrées pour être notamment entendues dans les pays qui pourront avoir à décider du rôle futur du Japon aux Nations unies et dans d'autres instances internationales (3).

Au Japon comme en Chine pourtant, le renouveau d'intérêt pour la guerre constitue d'abord une victoire de l'opinion sur la classe politique. Il aura fallu la mort de l'empereur Hirohito, puis la défaite électorale du Parti libéral-démocrate (PLD), pour que le chef du gouvernement puisse enfin présenter les excuses de Tokyo à ses voisins asiatiques. Mais le monarque, au nom duquel avaient été commis les crimes de l'armée nippone, n'avait pu s'y résoudre. Et, quelques semaines avant le geste du premier ministre, les révisionnistes du PLD étaient parvenus à empêcher que la Diète fasse amende honorable.

Dès 1993, pourtant, un sondage de l'*Asahi Shimbun* avait montré qu'une majorité de l'opinion approuvait les excuses, certes plus timides et ambiguës, présentées par le premier ministre Morihiro Hosokawa lors de son voyage en Chine, et que plus de la moitié des Japonais souhaitaient que leur pays fît davantage pour réparer ses crimes de guerre. Cette année encore, les excuses de M. Tomiichi Murayama furent si bien accueillies dans l'opinion que plus d'un politologue crut y voir quelque manœuvre démagogique de la part d'un dirigeant en perte de vitesse. Selon un sondage de l'*Asian Wall Street Journal*, publié le 3 mai 1995, 61 % des Japonais estimaient au printemps dernier que leur pays n'avait pas suffisamment assumé sa responsabilité dans la guerre. Les Etats-Unis n'étaient pas si sévères à l'égard de leur allié nippon. Seuls 53 % des Américains interrogés partageaient ce point de vue.

Visage des victimes

EN rupture avec la fin de non-recevoir longtemps opposée par la classe dirigeante, les excuses du gouvernement japonais restent en retrait par rapport à une large fraction de l'opinion. Offrir des réparations, et pas seulement des excuses : c'est seulement à ce prix, écrivait dernièrement le Prix Nobel de littérature Kenzaburo Oe, que le Japon pourra prendre sa place dans l'Asie de demain (4). « *La majorité des Japonais qui ont la conscience tranquille y sont favorables*, ajoutait-il, *seule une coalition de partis conservateurs, de bureaucrates et d'hommes d'affaires s'y oppose.* »

Hier encore anonymes, abstraites, ces victimes ont aujourd'hui un visage. Depuis quelques années défilent à Tokyo des rescapés – Chinois, Coréens, Philippins, Indonésiens, mais aussi Occidentaux et notamment Britanniques – dont la présence accusatrice hante la conscience nationale et les écrans de télévision. Le 15 août dernier, au terme d'une conférence de deux jours, une quarantaine d'anciennes victimes – Coréennes, Indonésiennes et Philippines qui furent contraintes de se prostituer, rescapés chinois des camps de travail nippons – serraient la main du premier ministre et de Mme Doi, la présidente de l'Assemblée. Deux jours plus tôt, un éditorial de l'influent *Asahi Shimbun* avait recommandé que le Japon leur accorde satisfaction. « *L'opinion publique a montré qu'une majorité de Japonais est favorable à ce qu'une loi accorde aux victimes de crimes de guerre des compensations* », dit l'un des participants à la réunion, M. John H. Kim, avocat new-yorkais d'un groupe de Coréennes.

Paradoxalement, ces rescapés ont plus de facilité de se faire entendre au Japon qu'en Chine. Certes le pouvoir de Pékin et plus encore les autorités régionales, notamment dans les provinces du Nord, témoignent d'une tolérance nouvelle à l'égard de ceux, de plus en plus nombreux, qui cherchent à perpétuer la mémoire des victimes de la guerre ou à obtenir du Japon des réparations. A Nankin même, le petit musée consacré au conflit, relégué aux confins de la ville et longtemps dédaigné du pouvoir, doit être agrandi. En décembre 1994, les autorités locales y commémorèrent le « viol » de Nankin pour son cinquante-septième anniversaire avec une pompe inhabituelle. De manière plus significative encore, le vice-premier ministre et ministre des affaires étrangères, M. Qien Qichen, a soutenu les efforts de particuliers en vue d'obtenir des compensations du Japon. Tout en rappelant que la Chine a renoncé à des réparations à titre national, M. Qien, répondant à une question de Mme Liu Caipin, député de Taïwan au Conseil national du peuple, soulignait que la Chine ne saurait empêcher ses ressortissants de faire valoir leur droit personnel à des compensations.

Mais sans pouvoir l'avouer, le gouvernement paraît aussi gêné par un mouvement dont la croissance et l'existence même sont un défi implicite à l'autorité centrale du parti. A l'approche de la conférence de septembre de l'ONU sur la femme et du forum parallèle des institutions non gouvernementales, Pékin avait interdit aux déléguées chinoises d'évoquer la question des prostituées forcées. Le 7 août 1995, la police a dispersé une conférence de presse organisée par des militants chinois qui avaient déposé au Japon des demandes de réparations (5). M. Tong Zeng, jeune légiste devenu au cours des dernières années le principal porte-parole de centaines de milliers de victimes chinoises, est détenu par la police, interdit de communication avec les médias ; on lui a confisqué son passeport (6) ; il a été éloigné de Pékin pendant la conférence des Nations unies, à laquelle il avait pourtant été officiellement délégué (7). Par ailleurs, sans interdire le film de Wu Ziniu, l'un des fleurons de la « cinquième génération » de réalisateurs chinois (8), le gouvernement lui avait refusé son concours financier.

De quoi Pékin a-t-il donc peur ? D'abord, remarque un militant chinois de New York, du caractère international du mouvement en faveur des victimes de guerre et des liens de ses militants de Chine avec ceux de la diaspora. En butte à la résistance de leur propre gouvernement, les apôtres chinois des martyrs de la guerre bénéficient à l'étranger de ressources financières et techniques. M. Ignatius Ding, secrétaire général de l'Alliance pour préserver la vérité sur la guerre sino-japonaise de Cupertino, dans la Silicon Valley californienne, qui accueillit M. Zeng lors d'un voyage que Pékin lui laissa entreprendre aux États-Unis, nous disait récemment avoir réuni en quelques semaines plus d'un demi-million de dollars au profit de « la cause ». M. Zeng a aussi ses partisans sur la côte est des États-Unis, et jusque sur Internet : un groupe d'historiens de Hongkong a installé un « site » consacré à Nankin sur le réseau.

Pékin a cherché à freiner cette entente internationale. Christine Choi, la réalisatrice d'*Au nom de l'empereur*, a recueilli à Tokyo le témoignage d'anciens criminels de guerre japonais, mais non celui de leurs victimes à Nankin. Un New-Yorkais, membre de l'Alliance pour la mémoire des victimes du massacre de Nankin, qui a financé son film, a été refoulé plusieurs fois à la frontière, alors même qu'il était porteur d'un passeport chinois.

Pékin tend aussi à voir, dans ces agitateurs, autant d'obstacles potentiels au maintien de ses bonnes relations avec le Japon – et autant d'éléments subversifs sur le plan intérieur. Il existe de fait des liens entre les partisans de la démocratie et ces particuliers qui ont cherché à arracher à Pékin le monopole de la mémoire de la guerre. Ainsi M. Ding est-il un des proches de l'ancien dissident Harry Wu (désormais américain), et il a, en 1989, organisé un comité de soutien aux étudiants de la place Tienanmen. Tout dernièrement, à Xian, trois intellectuels, MM. Yang Hui, Wu Zhen et Lin Mu, ont signé une pétition critiquant Pékin pour avoir renoncé à exiger du Japon des réparations ; or ils avaient aussi appuyé en mai dernier un texte en faveur des militants de Tienanmen.

Mais si ces gardiens de la mémoire de la guerre prennent à rebours la ligne du parti, leur cause est bien faite pour séduire l'armée, et pour attiser la poussée nationaliste d'une Chine dont le communisme a cessé d'être le ciment idéologique. Cette militarisation croissante du régime explique la tolérance croissante de Pékin à l'égard du mouvement en faveur de réparations, remarque M. Ding, selon lequel les autorités ont parfois utilisé ces souvenirs de la guerre pour tenter d'arracher au Japon des concessions économiques.

Mais l'aide économique du Japon à la Chine, ajoute-t-il, ne saurait donner satisfaction aux victimes. Dans le contexte d'incertitude créé par la crise de succession qu'entraînera la disparition de M. Deng Xiaoping, la persistance d'un contentieux sino-japonais lié à la guerre est un facteur d'instabilité que des factions bellicistes pourraient chercher à exploiter. En accordant des réparations à ses victimes d'hier, ajoute M. Ding, le Japon ferait plus que réparer une longue injustice ; il contribuerait aussi à désamorcer une crise potentielle en Asie-Pacifique.

* Journaliste.

(1) Le tournage avait commencé le 13 décembre 1994, jour anniversaire du début du « viol » de Nankin.

(2) Chiu Han dans le principal rôle masculin, et la vedette japonaise Kuriko Akiyoshi dans le rôle féminin. Le film relate les tribulations – fictives – d'un médecin chinois et de sa femme japonaise au début du conflit. Tous deux périssent aux mains des troupes nippones lors du sac de Nankin.

(3) L'ancien président allemand Richard von Weizsaecker, entre autres, avait encouragé Tokyo à prendre cette mesure.

(4) Kenzaburo Oe, « Denying History Disables Japan », *The New York Times Magazine*, 2 juillet 1995.

(5) Les plaignants réclamaient 20 millions de yens par personne.

(6) Afin qu'il ne puisse se rendre au Japon pour y engager des poursuites au nom des victimes chinoises : *cf. Financial Times*, 14 août 1995. M. Tong Zeng, qui dit avoir réuni les signatures de plus de 800 000 victimes de crimes de guerre japonais, a pu cependant voyager aux Etats-Unis, où il a été l'hôte de groupes de militants.

(7) Associated Press, 7 août 1995. En mars dernier, M. Tong Zeng s'était vu interdire de parler à des députés (*Cf. South China Morning Post*, Hongkong, 3 mars 1995). Le Parlement chinois ignore la pétition que lui adressent, chaque année, des dizaines de milliers de rescapés de la guerre qui demandent à inscrire à l'ordre du jour la question des réparations. Les autorités découragent les rescapés de Nankin de témoigner. *Cf.* Antoine Halff, « La mémoire retrouvée des crimes de Nankin », *Le Monde diplomatique*, août 1991.

(8) Avec Chen Kaige, Zhang Yimou et Tian Zhuangzhuang. Son film *La Cloche du soir*, également consacré à la guerre sino-japonaise, a reçu un prix spécial du jury au Festival de Berlin en 1990. Un autre de ses films, *L'Arbre aux colombes*, a été interdit.

LE PACIFIQUE A L'HEURE DES ESSAIS NUCLÉAIRES FRANÇAIS

Vanuatu, archipel entre deux mondes

LA reprise des essais nucléaires français aura-t-elle des conséquences sur Vanuatu ? La relative bonne entente entre la France et l'Australie depuis la fin des années 80 a permis à l'ex-condominium franco-britannique de trouver une certaine stabilité, malgré les clivages linguistiques, religieux et politiques dont il a hérité. Mais l'archipel mélanésien, dont la population vote le 30 novembre, pourrait souffrir de la dégradation de ces relations, même si la plupart des habitants vivent encore à l'écart du développement, selon des règles coutumières.

Par GAËL LE DANTEC *

Entre deux sessions parlementaires, entre deux négociations politiques en vue des élections générales de novembre, M. Romain Batick, ministre de l'éducation, vient passer quelques jours à Lamap, son village d'origine, sur l'île de Mallicolo. Au coucher du soleil, il retrouve les hommes dans une case ouverte pour boire le kava, cette boisson aux vertus anesthésiantes tirée d'une racine de la famille des poivriers, autrefois réservée aux cérémonies coutumières. Comme les autres, il boit cul-sec son kava servi dans une demi-noix de coco, crache par terre puis laisse venir la fatigue en parlant à voix basse.

Son mouvement, l'Union des partis modérés (UPM), qui dirige le gouvernement de coalition, doit faire face à des dissidences qui compromettent ses chances de conserver la majorité au Parlement aux élections législatives du 30 novembre 1995. Lors de son installation, en 1991, les observateurs ne donnaient pas cher du gouvernement de coalition.

Et pourtant M. Maxime Carlot Korman a réussi à traverser toutes les crises et à conserver son poste de premier ministre. Parmi les crises auxquelles il a dû faire face, une grève des fonctionnaires de plusieurs mois s'est soldée en 1993 par le licenciement de quatre cents personnes. Selon lui, ce mouvement avait pour but de déstabiliser son gouvernement et était *« appuyé par certaines missions étrangères* (1) *»*. Car, poursuit-il, *« la guerre de cent ans entre la France et la Grande-Bretagne s'est prolongée chez nous à travers leurs expatriés et leurs alliés »*.

Si Londres continue à se désengager du Pacifique, l'Australie a pris le relais de l'aide au développement de ses voisins mélanésiens. Quant à la France, dernier pays avec les États-Unis à posséder des territoires dans la région (2), *« elle ne peut pas se désintéresser du Pacifique sud tant que ces territoires seront français »*, explique M. Jean Mazéo, ambassadeur de France à Port-Vila. *« Il y a des raisons historiques, de solidarité humaine, mais aussi stratégiques et militaires* (en Polynésie française) *qui justifient doublement notre présence ici »*.

Si l'Australie ne remet pas en question la présence française, la décision du président Jacques Chirac de reprendre les essais nucléaires *« risque de mettre en péril les avancées réalisées en matière de coopération franco-australienne depuis la fin des années 80 »*, explique M. Peter Shannon, le haut-commissaire australien à Port-Vila. Face à la fronde antifrançaise qui sévit dans le Pacifique sud, le gouvernement de Vanuatu adopte un profil bas. Dans un communiqué, le premier ministre rappelle que son pays *« n'est pas favorable au développement et à la dissémination de l'arme nucléaire »*, mais que *« la décision du président français est une décision souveraine. »*. Il ne croit pas, ajoute-t-il, *« que la reprise des essais, limitée dans le temps et en nombre, puisse affecter l'environnement du Pacifique. Ces essais ne justifient donc pas l'immixtion des autres nations du Pacifique dans les affaires polynésiennes »*. Ce qui n'empêchera pas Vanuatu, en août 1995, de saisir la réunion des pays du « Fer de lance » (3) d'une proposition, adoptée, visant à rendre Paris responsable des conséquences environnementales des essais, et ce à long terme.

Dans les années 70, la plupart des membres de l'élite francophone formée par les missionnaires catholiques militaient au sein de l'Union des partis modérés. *« Nous voulions laisser les deux puissances coloniales continuer à moderniser notre pays et préparer intelligemment l'indépendance pour la fin des années 80. Les anglophones du Vanuaaku Pati, poussés par les Australiens, voulaient l'indépendance tout de suite »*, se souvient M. Romain Batick. Avec une élite plus nombreuse et mieux formée, notamment dans les autres pays de la région, les anglophones ont pris le pouvoir et l'indépendance a été proclamée le 30 juillet 1980 (4).

La Constitution garantit la liberté de religion et instaure trois langues officielles : l'anglais, le français et le bichelamar (5). Mais elle n'empêchera pas le nouveau pouvoir de faire payer cher aux francophones leur réticence à l'égard de l'indépendance. Sur les îles de Santo et Tanna, où des mouvements sécessionnistes soutenus par des colons français s'affirmaient, la répression a été brutale ; à Lamap, terre encore très francophile, tous les hommes ont été arrêtés et le village, devenu le troisième centre administratif français de l'archipel, a été abandonné pendant les onze années de pouvoir du révérend Walter Lini.

En février 1981, un premier ambassadeur français est prié de quitter le pays après que la Nouvelle-Calédonie a refusé d'octroyer un visa à un cadre du Vanuaaku Pati qui souhaitait assister à une réunion du Front de libération nationale kanak socialiste (FLNKS). En 1987, un deuxième ambassadeur est expulsé, accusé de soutenir financièrement l'Union des partis modérés. Paris instaure et maintient néanmoins une aide importante à Vanuatu. Le règne de M. Walter Lini se terminera dans la confusion, et l'éclatement de son parti permettra aux francophones, plus unis, d'arriver en tête des élections de 1991 en promettant qu'il n'y aurait ni revanche ni chasse aux sorcières. L'absence de majorité absolue a de plus obligé l'UPM à s'allier avec l'ennemi d'hier, le pasteur Walter Lini, et avec son nouveau parti, le National United Party (NUP), créant ainsi un gouvernement de coalition capable de respecter les deux camps (6).

Les francophones pouvaient enfin sortir de l'ombre et la France revenir par la grande porte. En 1992, un nouvel ambassadeur s'installe à Port-Vila et Paris offre à Vanuatu la télévision. Un coup de pouce en deux temps, puisque sa réalisation était un des thèmes de campagne de l'UPM avant son accession au pouvoir, en 1991, et que la phase de production locale a été inaugurée le jour du quinzième anniversaire de l'indépendance, à quelques mois des élections générales. Ce renforcement de la présence française, ajouté au rééquilibrage opéré par le gouvernement de M. Korman au profit des francophones, semble jusque-là plutôt bien accepté par l'opposition, mais la décision de reprendre les essais nucléaires a conforté dans leurs positions ceux qui trouvent la France un peu trop arrogante.

La France consacre environ 40 millions de francs par an à Vanuatu, soit l'aide par habitant la plus importante apportée par Paris à un pays étranger. Mais l'Australie devance de peu la France pour le montant de l'aide. Si l'on y ajoute les apports britannique, néo-zélandais et japonais, ce sont 30 % du budget national qui proviennent de subventions extérieures. Cette contribution considérable permet au pays d'équilibrer ses recettes et ses dépenses et de ne contracter qu'une dette jugée raisonnable si on la compare à celle des autres pays en voie de développement, y compris dans la région. Le fait qu'il ait hérité de sa colonisation une double source de revenus lui assure une sorte d'indépendance.

Du village au bidonville

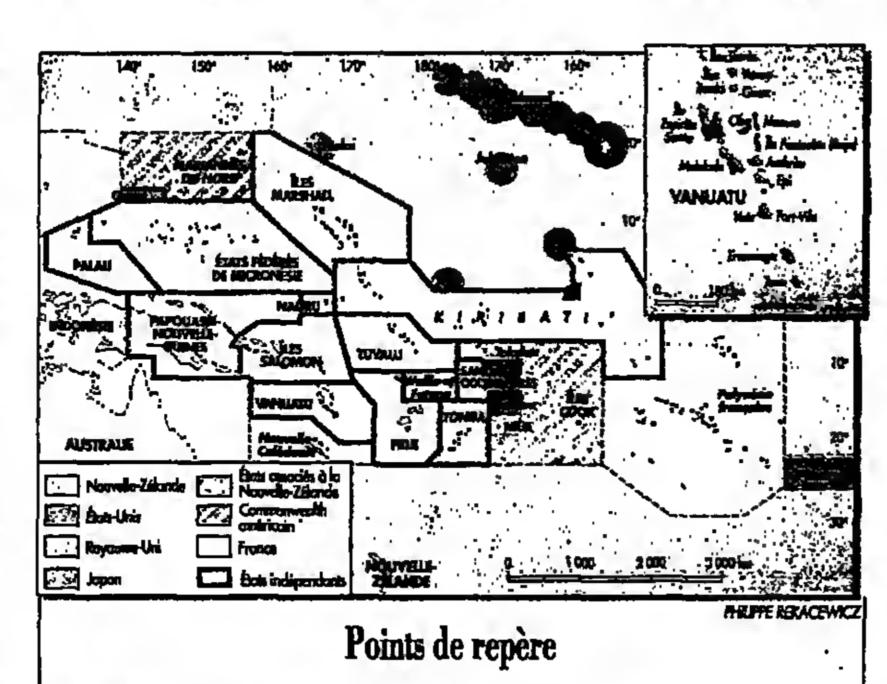
AUTRES atouts considérables pour le pays : la nature et la tradition. Si l'on exclut la capitale et Luganville, l'archipel est formé de villages traditionnels où chaque famille dispose d'un jardin qui, même s'il est à une ou deux heures de marche des cases, regorge de bananes, de pamplemousses, d'ananas, de taros et d'ignames. De surcroît, la plupart des familles produisent également du coprah, du cacao, du café ou élèvent un peu de bétail – de quoi acheter quelques vêtements, les marmites, les piles pour la radio, la lampe à pétrole et envoyer par avion de la nourriture aux cousins de la capitale. Car si la misère n'existe quasiment pas à Vanuatu, la pauvreté a fait son apparition dans les bidonvilles qui se multiplient autour de la capitale.

Comme partout dans le monde, la « métropole » attire les paysans. Si certains retournent dans leur île après une tentative infructueuse, de plus en plus de jeunes s'accrochent et accumulent les rancœurs (6). Comme il y a cinquante ans, Port-Vila demeure une ville de Blancs, mais les colons ont cédé la place aux expatriés et aux touristes. La modernité reste le plus souvent inaccessible à la majorité des Mélanésiens. *« Les Blancs sont bien acceptés parce que les ni-Vanuatu* (les natifs) *savent qu'ils ont encore besoin d'expatriés pour l'instant »*, explique l'ambassadeur de France. Mais cette relative bonne entente pourrait ne pas durer : l'alcoolisme, la violence (surtout conjugale), la petite délinquance se développent. On estime que la population de Port-Vila, actuellement de moins de 25 000 habitants, pourrait doubler ou tripler d'ici quinze ans – autant de familles sans jardin auxquelles il faudra fournir emploi, logement, éducation et soins. Or, pour l'instant, les ressources du pays ne paraissent pas suffisantes pour y faire face. Outre les aides extérieures, l'exportation des ressources naturelles et un centre financier libre d'impôts, Vanuatu compte beaucoup sur le tourisme, qui stagne un peu, et sur des richesses encore inexploitées : il y aurait de l'or et du pétrole.

Dans sa modernisation, Vanuatu doit également éviter deux dangers communs aux pays en voie de développement : la corruption et l'acculturation. Le paradis touristique et fiscal attire de prétendus investisseurs qui abusent des facilités et de l'appétit grandissant de certains hommes au pouvoir : la corruption gagne alors du terrain. L'adaptation est souvent synonyme d'une occidentalisation qui peut mettre en péril ce qui fait l'équilibre du pays depuis des millénaires et que les missionnaires n'ont pas réussi à anéantir : la coutume – cet ensemble de croyances, de mythes, de traditions et d'organisations sociales fondées sur l'échange – qui, selon certains ethnologues, rend cette société égalitaire.

Répondant à une question sur le danger que pouvait constituer l'arrivée de la télévision, le premier ministre disait : *« Nous ne devons pas avoir peur des technologies qui viennent de l'extérieur, au contraire nous devons les maîtriser au plus vite pour les intégrer à notre coutume. »* C'est l'attitude qu'ont adoptée la plupart des Mélanésiens dans leurs rapports avec l'Occident. Certains y voient de la faiblesse, d'autres au contraire le signe que le peuple de Vanuatu n'a jamais réellement perdu son indépendance. Peut-être même pourra-t-il ainsi parvenir à un développement original, malgré les intérêts stratégiques australiens et français ? Ou grâce à eux...

* Journaliste.



PHILIPPE REKACEWICZ

Points de repère

Superficie : 12 190 km² (80 îles).
Population : 142 940 habitants (tous les chiffres sont de 1993), en grande majorité Mélanésiens et chrétiens.
PNB : 189 millions de dollars (1 230 dollars par habitant).
Principales ressources économiques : Noix de coco, agriculture de subsistance, viande, bois, industrie agroalimentaire, manganèse, platine, cuivre, tourisme, secteur bancaire et ports francs (il n'y a pas d'impôts à Vanuatu).
Espérance de vie : 65 ans.
Régime : Condominium franco-britannique depuis 1906, les Nouvelles-Hébrides deviennent la République de Vanuatu le 30 juillet 1980. Régime parlementaire.
Chef de l'État : M. Jean-Marie Leye depuis le 2 mars 1994.
Coalition au gouvernement : Union des partis modérés (UPM) et People's Democratic Party (PDP, scission du National United Party, NUP).

(1) *Le Monde*, 21 avril 1994.

(2) La Nouvelle-Calédonie, la Polynésie française et l'archipel de Wallis-et-Futuna.

(3) Le « Fer de lance » regroupe, outre Vanuatu, la Papouasie-Nouvelle-Guinée, les îles Fidji et les îles Salomon.

(4) Lire Charles Zorgbibe, « Les Nouvelles-Hébrides : du condominium à l'indépendance », *Le Monde diplomatique*, avril 1980.

(5) Le bichelamar est un pidgin proche de l'anglais, né lors des contacts avec les premiers trafiquants de la région. On estime que le rapport entre anglophones et francophones est d'environ de 60 à 40. Vanuatu compte également une centaine de langues vernaculaires différentes.

(6) En 1993, le NUP s'est retiré de la coalition, mais quatre députés, dont trois ministres, ont fait scission et se sont alliés à l'UPM, qui a pu ainsi conserver le pouvoir.

(7) Lire Jean Chesneaux, « Le Pacifique sud rongé par une modernité destructrice », *Le Monde diplomatique*, juillet 1990.

À LA HAVANE

grandes réformes

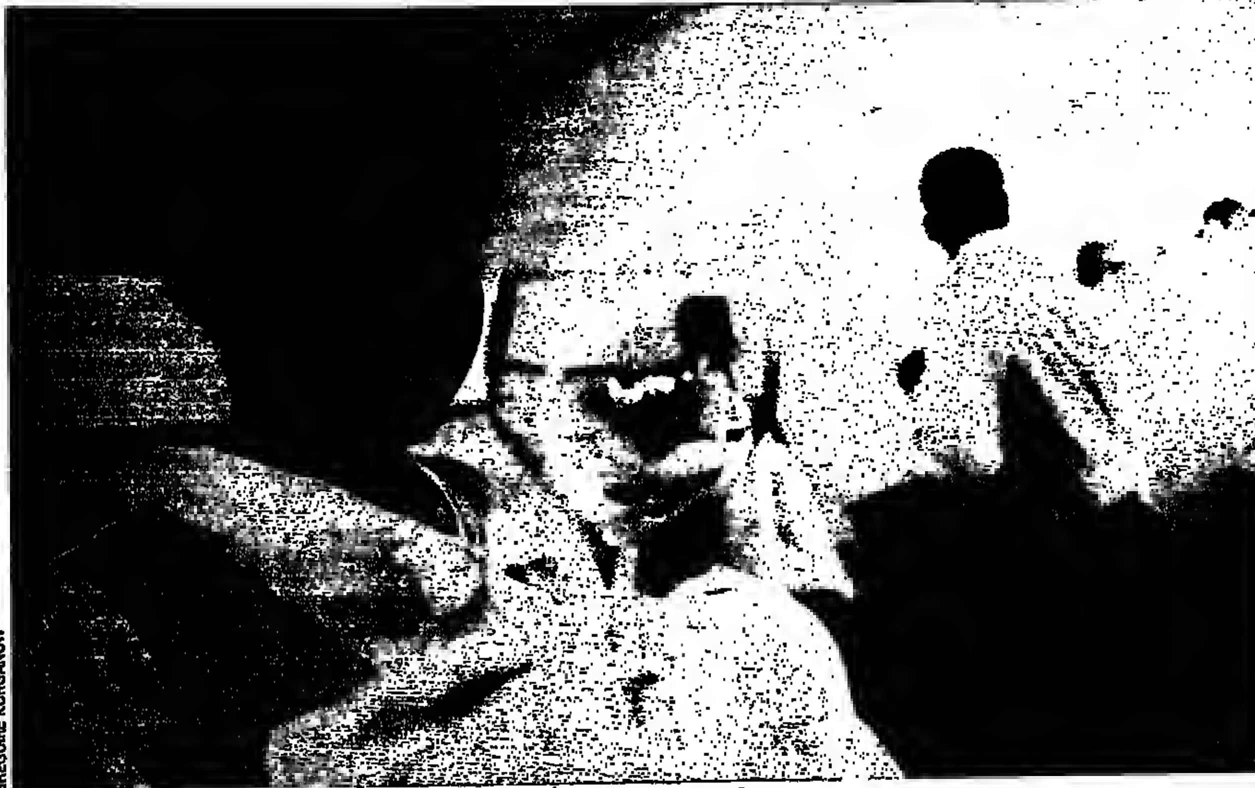
leurs succès, sont partisans d'une généralisation de l'économie de marché, mais ils ont besoin de la stabilité que leur garantit encore M. Fidel Castro – bien que la légitimité de celui-ci soit ébranlée.

Les réformes ont libéré des forces que le régime n'est plus en mesure de contrôler. Les organisations traditionnelles sont affaiblies. Le parti est hétérogène, on y trouve de tout, dit un militant : *« Même des démocrates-chrétiens ! »* L'organisation syndicale, confrontée à la brutale montée du chômage, cherche à redéfinir son rôle. Les Comités de défense de la révolution (CDR) n'assurent plus leur fonction de surveillance, faute de combattants. La Fédération des femmes cubaines (FMC) connaît une profonde crise. Enfin, une grande partie de la jeunesse est dépolitisée. Seules les forces armées, investies dans la production, semblent stables et homogènes. Sous la direction de M. Raul Castro, elles sont à l'avant-garde des réformes économiques.

La recherche d'espaces de discussion par les intellectuels a stimulé un débat culturel naguère impensable ainsi que la parution de revues très critiques : la plus remarquable d'entre elles, *Temas*, propose un bilan polémique des écrits historiques *« orthodoxes »* en vigueur jusqu'en 1990. Le Centre d'études sur l'Amérique (CEA) vient de publier un ouvrage sur *« la démocratie à Cuba »* dans lequel, sur un ton particulièrement critique, le politologue Haroldo Dilla se prononce en faveur d'une réorganisation des relations politiques dans un sens pluraliste (6). Une organisation non gouvernementale (le Centre Felix-Varela) publie une autre revue, *Acuario* (7).

L'Église, dont le nouveau cardinal, Mgr Jaime Ortega, entend jouer un rôle décisif dans la transition, édite de nombreuses publications. Outre *Palabra Nueva*, revue officielle du diocèse de La Havane, un centre catholique de formation civique et religieuse publie, à Pinar del Rio, la revue *Vitral* dont certains articles sont fort critiques à l'égard du régime. La commission épiscopale Justice et Paix, de son côté, n'a pas hésité récemment à engager une réflexion sur *« les problèmes économiques, sociaux et politiques de la société »*.

Les ravages d'une éducation trop dogmatique, la nécessité de redonner un sens à l'« éthique révolutionnaire » sont l'objet de discussions au sein même de l'Assemblée nationale, où l'on se préoccupe de la démobilisation de la jeunesse.



GRÉGOIRE KORGANOW

ÉCOLE DE TOURISME
L'avenir politique ne se fit pas dans... un verre de cristal.

Cuba vit une gigantesque mutation dans un contexte de politique extérieure extrêmement difficile, et alors que les relations avec les États-Unis connaissent une sorte de chaud-et-froid permanent. L'adoption par la Chambre des représentants, à Washington, de la proposition de loi Burton-Helms par 294 voix pour et 130 contre (soit une majorité supérieure aux deux tiers, et ce en dépit des mises en gardes européenne et latino-américaine) n'arrange pas les choses. Comme le souligne un éditorial du *Washington Post* (8), la nouvelle législation, si elle était définitivement adoptée, *« aggraverait la misère du peuple cubain, augmenterait la probabilité de troubles, de violences, accompagnés d'un engagement cubano-américain, voire américain : un scénario cauchemardesque »*. Un projet amendé a été adopté fin octobre par le Sénat, mettant provisoirement fin à l'obstruction des sénateurs démocrates. Mais la proposition de loi ainsi modifiée doit être revotée par la Chambre des représentants pour y être adoptée dans les mêmes termes. Le secrétaire d'État, M. Warren Christopher, en est venu à brandir la menace d'un veto présidentiel en cas d'adoption du texte par le Congrès, une menace qui ne pourrait être effective que si la majorité sénatoriale n'atteignait pas les deux tiers des voix...

Comment expliquer une telle escalade ? Deux tactiques s'opposent : les partisans d'une politique d'asphyxie (*« squeeze advocates »*) se recrutent parmi les républicains et les démocrates les plus conservateurs, appuyés par de grands propriétaires cubains expropriés après 1959. Leur objectif ? Renverser M. Fidel Castro. Selon M. Gary Jarmin, président républicain d'une fondation qui souhaite accroître le commerce avec Cuba, la proposition de loi Burton-Helms aurait été rédigée avec l'appui de M. Nicolas Gutierrez (un ancien baron du sucre), et de la famille Bacardi qui verrait d'un mauvais œil Pernod-Ricard commercialiser le rhum Havana Club (9).

L'intérêt des milieux d'affaires

A la différence des partisans de la proposition de Burton-Helms, l'Inter-American Dialogue (10) préconise d'utiliser le *Track Two* de la loi Torricelli (1992) – autrement dit, le deuxième volet qui « complète » le renforcement de l'embargo (premier volet) – pour stimuler les échanges et les contacts, afin de miner le régime de l'intérieur sans provoquer une confrontation jugée risquée dans le golfe du Mexique. C'est ce deuxième volet que M. Nuccio, conseiller spécial à la Maison Blanche pour les affaires cubaines, veut privilégier en renforçant la présence à Cuba des agences de presse américaines et des ONG, en favorisant les contacts universitaires et culturels et les envois d'argent aux familles. Cette politique a été ratifiée le 6 octobre dernier par le président William Clinton (11) qui a réaffirmé simultanément sa volonté de renforcer l'embargo, mais M. Ricardo Alarcon, président de l'Assemblée nationale cubaine, l'a rejetée.

Le Pentagone, dans un rapport rendu public en mars 1995, estime lui aussi qu'il est dans l'intérêt des États-Unis d'encourager une libéralisation progressive, y compris avec M. Fidel Castro, afin d'éviter une crise aux conséquences régionales graves. Il ne juge pas souhaitable la formation d'un *« gouvernement de l'exil »* (objectif du dirigeant des Cubains de Miami, M. Mas Canosa, qui avait financé la campagne électorale de M. Clinton à hauteur de 275 000 dollars en avril 1992). Considéré *« comme une force étrangère »*, un tel gouvernement pourrait déclencher une dynamique de guerre civile et *« provoquer ainsi une intervention américaine* (12) *»* peu conforme aux impératifs de stabilité et aux conceptions de défense hémisphérique en vigueur (13).

Les milieux d'affaires américains ne sont pas en reste. Parrainés par le géant de la communication Time-Warner, une cinquantaine d'entrepreneurs américains et non des moindres (General Motors, Hyatt Hotels, Sears, Harley Davidson...) se sont rendus à La Havane, en octobre dernier, pour y rencontrer M. Fidel Castro lui-même hôte de M. David Rockefeller à New York, où il a participé aux célébrations du cinquantième anniversaire de l'ONU.

La nouvelle tactique américaine avait été amorcée lors de la signature des accords migratoires en septembre 1994 et en mai 1995. Préconisée depuis longtemps par l'Union européenne et par la majorité des gouvernements latino-américains, elle est activement appuyée par M. Cesar Gaviria, ancien président colombien et actuel secrétaire général de l'Organisation des États américains (OEA). Les tentatives de médiation ne manquent pas. M. James Carter s'y emploie, aidé par des membres modérés de la communauté cubaine de Miami ayant l'écoute de La Havane.

Le Vatican est lui aussi très actif. L'Église cubaine et la conférence épiscopale nord-américaine sont favorables au dialogue avec M. Fidel Castro. Un voyage du souverain pontife à La Havane est de nouveau envisagé (14). Les contacts entre le Saint-Siège et Cuba se sont multipliés, Jean Paul II s'est prononcé pour la levée de l'embargo, et la modération des propos du nouveau cardinal Ortega lors de sa récente visite à Miami a provoqué l'ire des anticastristes. La stratégie du pape pourrait permettre à l'Église cubaine de jouer, pour la première fois dans son histoire, un rôle central, de renforcer son influence et celle du catholicisme sur le continent (et de préparer peut-être la succession de Jean Paul II par un cardinal issu du tiers-monde...)

Quant à l'Union européenne, elle est engagée dans la négociation d'un accord de coopération avec La Havane : une troïka franco-hispano-italienne devrait se rendre très bientôt à Cuba pour engager les contacts préliminaires. Une initiative que Washington ne voit pas d'un bon œil...

Est-ce à dire que la normalisation des relations cubano-américaines est proche ? Les deux années à venir devraient être décisives : aux États-Unis, la victoire d'un républicain à l'élection présidentielle de l'an prochain modifierait la donne ; à Cuba, d'importants changements sont à l'ordre du jour et la question de la démocratisation du régime est désormais posée. Mais, à La Havane, le scénario politique demeure incertain. Quelles transformations institutionnelles, quel pluralisme, quelle place pour M. Fidel Castro ? La formation d'un éventuel gouvernement d'union nationale et de transition ne peut aboutir, selon La Havane, que sur la base d'un projet préservant la souveraineté et une partie des acquis sociaux conquis lors de la révolution de 1959. Une exigence qui suppose que la récupération économique amorcée en 1995 soit durable...

JANETTE HABEL.

(6) *La Democracia en Cuba y el diferendo con los Estados Unidos*, La Havane, 1995

(7) Le livre de son directeur, José Antonio Blanco, *Tercer Milenio*, est un bilan très critique du socialisme réel à l'Est.

(8) 23 septembre 1995.

(9) *Washington Times*, 26 septembre 1995.

(10) Centre influent de recherches pour les affaires hémisphériques.

(11) *El País*, Madrid, 7 octobre 1995.

(12) *The Military and Transition in Cuba*, rapport du Pentagone sous la direction de Nestor Sanchez, Washington, mars 1995.

(13) « United States Security Strategy for the Americas », *Informe Latinoamericano*, 21 septembre 1995.

(14) *Cf.* entretien avec Tad Szulc, *El País*, 30 septembre 1995

UN ROMAN DE JESUS DIAZ

Les paroles perdues

UNE librairie à La Havane, dans les années 60. Pour la première fois depuis
bien longtemps, une cargaison de livres étrangers est arrivée. Fièvre des
acheteurs. Parmi eux, le Rouquin, un fou de littérature. De famille bour-
geoise, mais rejeté par elle, il aurait pu s'exiler à Miami, mais il a choisi de rester
dans son pays. Complètement fauché, il n'hésite pas à voler les chers bouquins.
« Il se servait d'un gros volume, le Manuel de marxisme-léninisme *d'Otto V. Kuusinen,*
dont il avait soigneusement creusé les pages, le vidant ainsi de son texte, mais non des
marges, si bien que ce n'était plus un livre, mais une brique creuse, une boîte vide. Le reste,
mettre Sor Juana Inès de la Cruz à l'intérieur du Kuusinen, était un simple tour de passe-
passe. » Ainsi commence le nouveau roman de Jesus Diaz (1).

L'esprit irrévérencieux souffle, partagé par deux amis, le Gros et le Maigre.
Du type Zimmermans ou amants-pistolets, c'est-à-dire rapide en amour, le Gros
compose des sonnets et admire Quevedo. Du type Milesius ou amants-escargots,
c'est-à-dire timide, le Maigre, qui vit pauvrement avec sa mère Rosa dans un *solar*,
prétend créer une revue où les jeunes écrivains prendront la parole. Elle s'appellera
Le Güije éclairé, du nom des lutins de la mythologie insulaire, *« petits nègres à grosse*
tête, aux oreilles pointues, qui vivaient au fond des cours d'eau et passaient leur temps à
plaisanter ». Pour devenir « *güije* », l'examen de passage est sévère. Beaucoup s'y
cassent le nez, et il faudra bien du talent, d'humour et de persévérance à Angela
pour entrer dans le cercle des trois mousquetaires, et devenir leur « *Une* », surnom
tiré de la devise « *Une pour tous* ».

Le projet d'une revue libre et critique peut-il se réaliser, malgré la censure,
malgré les jalousies ? Peut-être. La publication du *Güije* a été approuvée par le
companero directeur, dont le bureau domine l'immense place de la Révolution, que
précisément nos jeunes rêveurs voudraient rendre « *plus humaine* »... C'est dans ce
même bureau, à la fin du roman, que le rêve des *güijes* vole en mille morceaux.
Contre eux se sont dressés les défenseurs du dogme.

MIRACLE de l'écriture : ce qui aurait pu être une lourde charge idéologique se
transforme en une suite d'aventures tenant le lecteur en haleine. Tissée
d'images comme peut l'être un film, la construction joue avec les lieux et les temps,
et les chapitres s'emboîtent selon la technique du retour en arrière. C'est de Moscou,
dans le restaurant de la Tour Ostankino où il dîne avec un ami diplomate cubain, le
Blondin, un apparatchik non dénué de cœur, que le Maigre se remémore La Havane
et l'épopée du *Güije*, longtemps après son ratage. Un ratage raconté dans une langue
à la fois ambitieuse et inventive, où est restitué le style de chacun des personnages, et
leurs mémorables rencontres avec les monstres sacrés de la littérature cubaine : José
Lezama Lima, le Poète Immense, Alejo Carpentier, le Narrateur, Nicolas Guillén, le
Poète, Eliseo Diego, *« le visage effilé par une barbiche franciscaine aussi mesurée que ses*
vers », sans oublier Virgilio Pinera, *« au regard d'aigle moqueur »*.

Comme dans *Las Iniciales de la tierra* (2), l'auteur a mis ici énormément de sa
propre expérience. Né à La Havane en 1941, il a été professeur de philosophie, fonda-
teur et directeur de la revue *El Caiman barbudo* et de *Pensamiento critico*. Également
conteur (Prix Casa de las Américas 1966), scénariste et metteur en scène, Jesus Diaz
vit actuellement à Madrid.

FRANÇOISE BARTHÉLÉMY.

(1) *Les Paroles perdues*, de Jesus Diaz, traduit de l'espagnol par Jean-Marie Saint-Lu, éditions Métailié, Paris, 1995, 321 pages, 120 F.

(2) Voir le compte-rendu dans *Le Monde diplomatique*, novembre 1987.

NOIR DES ÎLES. – Préface de Jean-Claude Charles

★ Gallimard, Paris, 1995, 255 pages, 115 F.

Pour son cinquantenaire, la « Série noire » de Gallimard s'est offert quelques cadeaux en forme de florilèges. *Noir des îles* rassemble une pléiade d'écrivains antillais connus (René Depestre, Raphaël Confiant) ou en passe de le devenir (Ernest Pépin, Fortuné Chalumeau, Gisèle Pineau et Christiane Taubira-Delannon). Six nouvelles pour dessiner les contours d'un univers faussement souriant, hanté par le crime, la violence politique, la magie et la mort qui *« a pour tous un regard »*. Heureusement, la langue baroque et savoureuse est un antidote contre la noirceur de cet archipel schizophrène, comme en Guadeloupe, où l'on *« exploitait les Haïtiens, vomissait les Martiniquais, haïssait les Dominicains, admirait les Cubains, vénérait la France, oubliait l'Afrique... en étant persuadé d'être une puissance mondiale de premier rang »*. Un recueil saisissant.

ABDOURAHMAN WABERI.

LES LIVRES

GAO XINGJIAN SUR SA « MONTAGNE »

Sous la neige de la mémoire

LA MONTAGNE DE L'ÂME, de Gao Xingjian, traduit du chinois par Noël et Liliane Dutrait, Éditions de l'Aube, La Tour d'Aigues, 1995, 670 pages, 195 F.

DÈS la première ligne, le lecteur songe au fameux début de *la Modification* de Michel Butor : *« Vous avez mis le pied gauche sur la rainure de cuivre... »*, et démarre l'express Paris-Rome (1). Cette fois, *« tu es monté dans un autobus long-courrier »*, et « te » voici parti vers le grand Sud, « toi », c'est-à-dire « je », l'auteur, Gao Xingjian, parti vers Lingshan, la Montagne de l'Âme, dans la Chine d'avant Confucius, la Chine de toujours et de nulle part. « Tu » marches, roules, enquêtes. *« Je suis toujours à la recherche du sens, mais finalement qu'est-ce que le sens ? Puis-je empêcher les hommes de construire ce barrage monumental tout en détruisant leur propre mémoire ? »* « Tu » escalades les montagnes, mais, *« quand tu parviens au sommet, tu ne découvres aucune de ces merveilles »* espérées, *« tu ne rencontres que le vent solitaire »*.

Gao Xingjian, né en 1940, a déclenché un grand débat en Chine en publiant en 1981 un *Essai sur l'art du roman moderne* (2), débat sur la forme fécondé par sa connaissance des œuvres d'Occident. L'auteur, qui est aussi dramaturge et peintre, a notamment traduit Prévert, Beckett, Ionesco. Il s'installe en France en 1988, où il termine, en 1989, après sept ans de travail, cette *Montagne* qui maintenant surgit devant nous.

Le débat ayant tourné en sa défaveur en 1982, Gao Xingjian s'était lancé dans une très lente et longue (en)quête dans le sud et le sud-ouest de son pays. Ce livre narre ce voyage au fond de l'histoire et de la géographie. Et nous nous retrouvons par exemple, sans pouvoir avec précision le situer sur une carte, dans le monastère Guoquing où « tu » iras vérifier *« si, dans ce temple en activité depuis plus de mille ans, on conserve encore le rituel de l'école du Tiantai »* – importante école du bouddhisme chinois fondée au VIe siècle. Avant de « te » voir fondre dans un rêve, ou dans une réalité aussi silencieuse qu'un rêve, *« un paysage de neige de Gong Xian »*, peintre du XVIIe siècle.

NOUS traversons des régions peuplées de minorités et nous vivons leurs fêtes, leurs travaux. L'errance n'a d'insensée que l'apparence : elle trace trop régulièrement son chemin vers la nature et les origines pour ne pas avoir, sinon un but, du moins une ligne directrice. Il y a de l'écologiste en Gao Xingjian, mais son écologie va au-delà des arbres et des animaux, elle intègre l'histoire des humains. Et ouvre ses interrogations sur la manière de la raconter, d'où ces débats que « tu » organises à plusieurs reprises sur l'art du roman, sur l'écriture, sur ces textes (romans ? pas romans ?) aussi vieux que la Chine qui, *« depuis l'Antiquité, dans un espace géographique immense (...), rapportent la langue des rues, les rumeurs des ruelles et notent pêle-mêle tout ce qui est remarquable, sans que personne ne leur ait fixé de standard »*.

Donc *« tu es monté dans un autobus long-courrier »*, et « tu » as cherché la source de la rivière You, et seul ou avec une fille de rencontre, « tu » as rencontré prêtres et sorciers, hôteliers et fonctionnaires, « tu » as noté les chants villageois qui ont traversé l'histoire, « tu » as écouté les légendes *« sur le célèbre serpent* qi *et son terrible venin »* et constaté les terrifiantes avancées d'une modernité sans foi ni loi, « tu » as aussi buté sur un passé encore tout chaud, celui des camps de concentration et des convulsions névrotiques et sanglantes de la « révolution culturelle ».

On l'aura compris : Gao Xingjian n'a pas construit un récit passéiste, mais une œuvre d'art. La Montagne de l'Âme ? Comment savoir s'il l'a gravie ? L'important est de ne pas arrêter la marche. Comme le dit une comptine *« vieille de plusieurs milliers d'années » : « Rentrera, rentrera pas, mais là ne reste pas. Au bord du fleuve, le vent est froid. »*

JACQUES DECORNOY.

(1) Michel Butor, *la Modification*, Éditions de Minuit, Paris, 1957.

(2) Sur ces débats, lire Jean-Philippe Béja, « Renaissance de la littérature chinoise », *Le Monde diplomatique*, juin 1988.

AFRIQUE

SENGHOR, L'ÉMOTION ET LA RAISON. – Jacqueline Sorel

★ **Sepia, Paris, 1995, 204 pages, 99 F.**

En mettant l'accent sur les années de formation du premier président du Sénégal, aujourd'hui âgé de 89 ans, Jacqueline Sorel propose une biographie familière et sensible de ce fils de notable élevé dans la tradition sévère et à l'école des Pères blancs avant de découvrir le Paris des années folles et son effervescence intellectuelle et artistique. Premier agrégé africain, fondateur avec Aimé Césaire de la « négritude », M. Léopold Senghor se montre surtout préoccupé par le débat culturel et la reconnaissance de la dignité des civilisations africaines. C'est presque malgré lui qu'il entre en politique, alors que son œuvre de poète et d'essayiste est déjà reconnue. Partagé entre l'Occident et sa raison discursive et une Afrique qui est pour lui le berceau des émotions et de l'intuition créatrice, M. Senghor apparaît lui-même tiraillé entre deux vocations, et c'est sans doute la clé de son renoncement au pouvoir en 1980.

Il se lance cependant avec ardeur dans le combat politique, milite à l'époque de la loi-cadre pour une Afrique des grands ensembles et voit avec amertume le triomphe des options « nationalistes » défendues par Félix Houphouët-Boigny. Ses deux décennies d'exercice *du pouvoir sont décrites plus brièvement* comme un parcours presque solitaire où les frustrations ne manqueront pas.

THIERRY PERRET.

L'OCCIDENTALISATION DES MAASAI DU KENYA. – Xavier Peron

★ **L'Harmattan, Paris, 1995, 2 tomes, respectivement 336 et 312 pages, 180 F et 179 F.**

Les Maasaï du Kenya (ainsi que leurs frères de Tanzanie), célèbre peuple pastoral d'Afrique de l'Est, sont la mémoire vivante d'une longue tradition du refus de l'État sur le continent. Aujourd'hui ultraminoritaires et semi-sédentarisés, dans le cadre d'une réforme foncière dite des « group ranches », ils n'ont jamais accepté – à la différence des autres ethnies du Kenya et de bien d'autres pays africains – le postulat de l'inégalité sociale et la supériorité du modèle occidental.

L'imposante étude de Xavier Peron, chercheur en science politique, fruit de cinq séjours sur le terrain, montre comment il leur a fallu apprendre à oublier d'être maasaï pour devenir « kenyans », mais aussi briser la société traditionnelle pour que s'épanouisse, sans l'entrave communautaire, le développement libéral individualiste. Au risque de devenir, au mieux, des cow-boys ; au pis, une population en voie de clochardisation rapide.

PHILIPPE LEYMARIE.

ASIE

OUT OF AFGHANISTAN. The inside story of the Soviet withdrawal. – Diego Cordovez et Selig S. Harrison

★ **Oxford University Press, New York, 1995, 450 pages, 35 dollars.**

Écrit par l'ancien médiateur des Nations unies pour l'Afghanistan et par un universitaire américain, collaborateur du *Monde diplomatique*, ce livre renouvelle la vision d'une des plus graves crises internationales qui ait précédé la fin de la guerre froide et rompt avec tout le discours dominant tenu en Occident durant les années 80. *« Si Moscou est le méchant, il n'y a pas de héros »* dans cette histoire, note Selig S. Harrison dans son introduction. La stratégie américaine – *« se battre jusqu'au dernier Afghan »* pour *« faire saigner les Russes »* –, a surtout retardé toute solution politique. Elle a été définie dès 1980 par un jeune chercheur qui devait rejoindre l'administration du président Ronald Reagan, M. Francis Fukuyama, que *La Fin de l'Histoire* n'avait pas encore rendu célèbre. De son côté, Diego Cordovez raconte sa mission, ses négociations, les obstacles qu'il rencontra, le rôle décisif de l'ONU pour arriver à l'accord de Genève de 1988 qui allait permettre le retrait soviétique.

Le livre révèle notamment la manière dont Moscou et Washington furent manipulés par leurs clients respectifs, qui poursuivaient leurs propres objectifs. Le rôle du Pakistan est particulièrement mis en valeur et permet de comprendre pourquoi, bien après le retrait soviétique, Islamabad continue d'intervenir en Afghanistan, par talibans interposés.

A. G.

EUROPE

LE CAS HAPPART. La tentation nationaliste. – Bénédicte Vaes et Claude Demelenne

★ **Éditions Luc Pire, Bruxelles, 1995, 288 pages, 695 FB.**

Alors que le durcissement du nationalisme flamand attire les regards et suscite les inquiétudes, la Wallonie n'est pas à l'abri d'une telle dérive. C'est au cœur même du Parti socialiste, majoritaire mais miné par les affaires et dont les discours prophétiques ont depuis longtemps été amortis par une politique gestionnaire, que Bénédicte Vaes et Claude Demelenne voient le danger. Défendant une Belgique fédérale mais surtout métisse, multiculturelle, les deux auteurs dénoncent le « phénomène Happart », qui, selon eux, entraîne le PS sur la pente d'un réflexe nationaliste, étroitement identitaire. José Happart, cet élu des Fourons, une petite commune francophone qui a toujours protesté contre son rattachement à l'entité flamande, multiplie les succès électoraux, et les auteurs ne lui pardonnent pas d'affirmer, haut et fort, qu'il se sent plus proche d'un chef d'entreprise wallon que d'un ouvrier flamand. Ce « cas Happart » est le prétexte à un livre pertinent, rédigé d'une plume alerte, qui analyse la tentation régionaliste qui traverse une Wallonie en crise. Les auteurs profitent de l'occasion pour décrire, avec la même verve, les diverses versions du nationalisme flamand et son dernier cheval de bataille : la Sécurité sociale, ultime rempart de la solidarité nationale et cible préférée des éditorialistes de la presse du nord du pays...

COLETTE BRAECKMAN.

LE VOYAGE D'ORHAN PAMUK

Adieu à Istanbul

YENI HAYAT, d'Orhan Pamuk, Iletisim Yayinlari, Istanbul, 1994, 280 pages.

LA Turquie d'aujourd'hui est un territoire quadrillé par des autocars Pullman. On embarque dans le roman d'Orhan Pamuk comme l'on franchit les portes d'un bus de nuit en partance pour Ankara ou Trébizonde : avec une légère appréhension, certes, mais surtout le plaisir, avant d'être terrassé par le sommeil, de retrouver le confort du paysage qui défile, la variété familière des visages des passagers, les haltes vécues comme les étapes d'une très ancienne Route de la soie...

Sans peut-être l'avoir vraiment voulu, Orhan Pamuk refait le voyage initiatique des auteurs du début de la République s'aventurant en province afin d'y découvrir cette tribu mystérieuse : le peuple. Or – et c'est cela qui nous intéresse –, la province n'est plus ce qu'elle était : sur fond d'enquête et d'histoire d'amour tragiquement interrompue (un cas fréquent dans le roman turc des quinze dernières années), le narrateur s'émancipe d'une ville trop dévorante – Istanbul –, pour effectuer la traversée des apparences. Et ces apparences forcément trompeuses ont pour nom villes et bourgades de l'intérieur où règne l'uniformisation des comportements et des goûts : il n'est plus question de ce pays que retiennent les clichés habituels mais d'une Turquie aux prises avec diverses formes de violence, une abondance d'images cinématographiques, visuelles, imprimées. La fin assez brutale projette le lecteur entre lecture et au-delà en reprenant la phrase d'ouverture : *« Un jour je lus un livre et ma vie s'en trouva bouleversée. »* Ce chaos finalement bien ordonné dessine un monde bien actuel.

SANS doute ne vit-on jamais pareil déploiement de publicité pour un ouvrage dans l'histoire de la littérature turque moderne : les piles de *Yeni Hayat* (*La vie nouvelle*) se dressaient chez tous les libraires d'Istanbul, des affiches placardées un peu partout avaient envahi la ville comme pour un film à gros budget. Le transfert spectaculaire de l'auteur (passé des éditions Can à Iletisim) pour une somme digne d'un joueur de football précéda l'annonce des tirages : 100 000 exemplaires imprimés au cours des premières semaines. Même si les chiffres sont volontairement exagérés, le phénomène d'un auteur – véritable Yachar Kemal des années post-modernes – mesurant la vitesse d'évolution de sa société et de sa culture est en route. Avec lui l'âme du pays file comme un autocar vers son avenir (1).

TIMOUR MUHIDINE.

(1) Deux romans d'Orhan Pamuk ont été publiés en français chez Gallimard : *La Maison du silence* (1988) et *Le Livre noir* (1995).

● AFRIQUE ET MONDE ARABE. Échec de l'insertion internationale. – Samir Amin, *Hakim Ben Hammouda et Bernard Founou-*Tchuigoua *(L'Harmattan, Paris, 1995, 186 pages, 110 F)*. Préparées dans le cadre du Sommet social de Copenhague, trois études sur la marginalisation de l'Afrique et du monde arabe dans la nouvelle division internationale du travail.

● INTIFADA-RELATED HEAD INJURIES. A Report by the Association of Israeli-Palestinian Physicians for Human Rights *(PHR, Tel Aviv, 1995, 42 pages)*. Une étude sur les milliers de Palestiniens blessés à la tête, au cours de l'Intifada, par l'armée israélienne et sur leur traitement.

● POUR INTERDIRE LES MASSACRES EN TEMPS DE PAIX. Faits et chronologies *(Handicap international, Lyon-Bruxelles-Paris, 1995, 157 pages)*. Un recueil de documents jalonnant la lutte menée depuis quinze ans pour l'interdiction des mines antipersonnel.

● CONFLICTS IN THE CAUCASUS. Russia's War in Chechenya. – Christopher Panico *(Conflict Studies, Research Institute for the Study of Conflicts and Terrorism, 1995, 25 pages, abonnement dix numéros : 90 livres)*. La guerre en Tchétchénie resituée dans l'histoire ancienne et récente.

● BANALITÉS DE BASE. – Raoul Vaneigem *(Ludd, Paris, 1995, 86 pages, 80 F)*. Pour retrouver, quelque trente ans après, la pensée de l'Internationale situationniste.

Organisations internationales

● RAPPORT ANNUEL 1994 *(Banque mondiale, Washington, 1995, 236 pages)*. Un bilan complet des activités développées du 1er juillet 1994 au 30 juin 1995 par la banque issue, il y a cinquante ans, des accords de Bretton Woods.

● RAPPORT ANNUEL 1994. Relier secours et développement. *(Programme alimentaire mondial, Rome, 1995, 85 pages)*. Malgré les besoins croissants (Rwanda, Bosnie, Somalie), le volume de l'aide alimentaire s'est fortement contracté...

● ANNUAL REPORT 1994 *(Arab Monetary Fund, Abou Dhabi, 1995, 68 pages)*. – À travers les lignes, l'*« ajustement structurel »* des économies arabes.

● EDUCATING GIRLS AND WOMEN IN AFRICA *(Unesco, Paris, 1995, 56 pages)*. La conférence internationale réunie en mars 1993 à Ouagadougou par l'Unicef en coopération avec le gouvernement du Burkina Faso.

« QUELLE VOIE APRÈS LE COMMUNISME ? »

Entre le rouge et le noir

« LE *« bond dans le marché » fait penser à un plongeon dans une piscine* où *il n'y a pas encore d'eau. »* La formule est cinglante, à l'image de ce livre. *Quelle voie après le communisme ?* (1) constitue en effet un véritable réquisitoire contre M. Lech Walesa et, à travers lui, contre la « thérapie de choc » infligée à la Pologne – plus généralement à l'Europe de l'Est. Il n'émane pourtant pas d'un néocommuniste : Karol Modzelewski figure parmi les fondateurs de Solidarité, dont il fut un temps le porte-parole. Dans la préparation de l'élection présidentielle, il a présidé les comités de soutien à la candidature de M. Jacek Kuron, avec lequel il avait publié en 1964 la fameuse *Lettre ouverte au POUP* (Parti ouvrier unifié polonais, communiste).

Ce qui oppose Karol Modzelewski à la plupart de ses anciens compagnons de clandestinité, c'est le tournant libéral qu'ils prirent, une fois au pouvoir, de concert avec le FMI (et non, insiste-t-il, sous sa pression). *« Nous luttions pour le pain et pour la liberté. (...) Le manque de pain empêche une grande partie de la société polonaise de participer à la liberté. »* Chômage, paupérisation de la moitié de la population, détérioration des services publics, bradage du potentiel économique, chute de la production et du revenu national, déséquilibre de la balance commerciale : voilà où les recettes monétaristes ont mené la Pologne. Cette *« stratégie de réforme par la ruine »* explique la popularité des communistes reconvertis, mais aussi les tendances autoritaires.

DÉCAPANT, le diagnostic se double – le fait est suffisamment rare pour qu'on le souligne – d'une ordonnance. Rejetant le terrorisme intellectuel des libéraux, qui accusent tout contradicteur d'être *« un nostalgique de l'ancien régime opposé aux réformes »*, Karol Modzelewski prône *« une autre voie »*, fondée sur la correction de la loi du marché par l'intervention de l'État. Se définissant – pour faire court, dit-il – comme « social-démocrate », il compte sur les pouvoirs publics pour contrôler la privatisation et préserver le patrimoine national ; satisfaire les besoins en matière de santé, d'aide sociale, d'éducation et de recherche ; garantir un niveau de vie minimal et taxer les grandes fortunes...

Économique et sociale, l'ambition de Karel Modzelewski s'affirme indissociablement politique. Car *« la tentation autoritaire est inhérente aux grandes tensions sociales qui accompagnent la transformation néolibérale de l'économie socialiste »*. Le danger, selon lui, est bien réel, comme le prouve la dérive présidentielle, à Varsovie comme à Moscou. *« Peu importe que Walesa, contrairement à Jaruzelski, soit un anticommuniste : ce n'est pas l'idéologie qui compte, mais le modèle du pouvoir. »* Il revient à la gauche d'offrir aux Polonais un troisième terme à l'alternative entre *« le rouge et le noir »*.

Cette problématique, d'évidence, ne concerne pas que la Pologne, ni même les seuls pays de l'Est. Karol Modzelewski a raison de le noter : *« Quelques interrogations importantes se posent dans les mêmes termes aux deux parties de l'Europe. »*

DOMINIQUE VIDAL.

(1) Karol Modzelewski, *Quelle voie après le communisme ?* Éditions de l'Aube, La Tour-d'Aigues, 1995, 181 pages, 120 F.

« JOURNALISTES AU QUOTIDIEN »

De si innocentes dérives...

A l'heure où, en matière d'information, la manipulation, l'orthodoxie et la connivence semblent constituer la norme et non plus l'exception, le remarquable ouvrage collectif d'Alain Accardo, Georges Abou, Gilles Balbastre et Dominique Marine (1) permet de comprendre, exemples de professionnels à l'appui, l'origine et les conséquences de ce naufrage. Journalisme de révérence, journalisme d'Audimat ou journalisme de marché, la question de la responsabilité est d'entrée posée par Alain Accardo, professeur de sociologie : *« Pourquoi dans leur grande masse les journalistes ne s'insurgent-ils pas davantage contre l'adultération de leur travail ? »* Sur le front, les trois « soutiers » de l'information, sans doute parce qu'ils refusent de devenir les *« porteurs d'eau chargés d'assurer le confort des puissants qui font la course en tête »*, témoignent et répondent.

Pour eux, l'interrogation est d'autant plus pressante qu'ils ne peuvent invoquer la seule contrainte du marché. Ils travaillent en effet tous les trois dans des entreprises publiques, certes soumises à la concurrence : France 2, Radio France internationale, l'Agence France-Presse. Mais, malgré la diversité de leurs situations (Dominique Marine, journaliste à l'AFP, relate surtout les termes de l'affrontement entre, d'une part, les techniques de communication d'une administration et, d'autre part, la volonté d'information d'un organe de presse ; Georges Abou, chef d'édition à RFI, met en relief la qualité de l'information sur son antenne et la place majeure que celle-ci réserve à l'actualité internationale), certains des problèmes et des constats se recoupent.

Le conformisme, par exemple, souvent par besoin de travailler trop vite : l'œil toujours rivé sur TF 1, en permanence à l'écoute de France Info, souvent alimenté en idées de sujets par la presse écrite, Gilles Balbastre, correspondant de France 2 dans le Nord, pourrait répéter le constat de son confrère de RFI : *« Le ratage, c'est de ne pas publier la même chose que les autres au même moment, éventuellement dans les mêmes proportions. (...) La multiplication des prestations à l'antenne sur une période toujours très courte contraint à s'informer de moins en moins et à recopier de plus en plus. »*

Car la « concurrence » ne semble porter que sur l'accessoire. Ainsi, la rédaction en chef de France 2 félicite son correspondant d'avoir pris *« plein cadre »* une image de M. Bernard Tapie arrivant – pour la millième fois ? – au tribunal. Pourquoi un tel enthousiasme ? *« TF1 n'a pas une image aussi nette de Tapie. »* Le même jour, 3 000 sidérurgistes avaient manifesté à Dunkerque pour protester contre un plan social : ni TF 1 ni France 2 n'en avaient parlé... Et tout, réalité comprise, est sacrifié à l'image et au spectaculaire. Des inondations se produisent : *« Le directeur d'un entrepôt relativise les dégâts. L'interview ne sera pas retenue. En fait, nous attendons des phrases stéréotypées de gens qui doivent être accablés par le malheur. Nous trouvons rapidement de « bons » clients (...), par exemple un petit vieux qui dit que c'était pire que la dernière guerre. »* Perfectionnisme oblige, le rédacteur en chef demandera quand même à son correspondant de trouver *« une famille qui a tout perdu à deux jours de Noël : les jouets, le sapin »*.

L'OCCULTATION de la manifestation de Dunkerque et la recherche éperdue d'images et de sons enfermant toujours les classes populaires dans le rôle de « braves gens » qui peuvent, mais sans le savoir, dire des choses « fortes » sur leur « vécu » illustrent aussi, à merveille, le biais de classe du journalisme de marché. « Micro-trottoirs », SDF en hiver, figurants muets des grands débats de fond, chair à canon des vautours de l'« émotion » : c'est un peu cela, le peuple dans les médias. Il n'aurait de toute façon guère le temps de s'exprimer : « les reportages » durent environ deux minutes et, comme l'a expliqué le rédacteur en chef d'une chaîne de télévision publique : *« Quand il y a deux phrases dans une interview, la deuxième tue souvent la première. »* D'ailleurs, ce peuple, que dirait-il de si utile ? La France ne regorge-t-elle pas d'éditorialistes ? Même RFI vient d'en recruter une poignée pour sa grille de rentrée...

S. H.

(1) Alain Accardo, Georges Abou, Gilles Balbastre et Dominique Marine, *Journalistes au quotidien*, Le Mascaret, Bordeaux, 1995, 258 pages, 110 F.

BALBUTIEMENTS DU CD-ROM

Géopolitique et multimédia

L'ÉDITION numérique connaît une croissance exponentielle. Les éditeurs voient dans les CD-ROM un moyen de relancer un marché essoufflé. Pourtant l'exploitation du support implique un savoir-faire qui n'en est qu'à ses balbutiements et, dans la précipitation de certains, les déceptions sont plus nombreuses que les succès.

Du *Dictionnaire de géopolitique* conçu sous la direction d'Yves Lacoste, on pouvait attendre le meilleur. La caution de ce professeur à Paris-VIII, un des pionniers de l'enseignement de géopolitique, laissait présager d'un « double numérique » de haut niveau. Il n'en est rien. Ce CD-ROM (1) n'est qu'une copie scannérisée de l'ouvrage du même titre (2). L'exploitation numérique laissait augurer d'une utilisation intelligente du support multimédia dans une navigation bien pensée entre textes et cartes et une utilisation pratique des liens hypertextes. Or ceux-ci, caractérisés par la couleur rouge, sont dans une fonte illisible. L'utilisateur devra à chaque consultation retourner au menu principal et en changer la taille.

La recherche peut s'effectuer par divers moyens, en plus du parcours alphabétique classique. Sur la page d'accueil, une planisphère activable permet une sélection géographique. Le lecteur tombe sur une liste d'articles concernant un pays, en mode hypertexte. Le sujet sélectionné renvoie à un texte, et à une carte s'il y a lieu. Les articles, fouillés et détaillés, témoignent de l'exigence des auteurs (mais le livre suffit !), pourtant les renvois sont bourrés d'incohérences impardonnables. Les références fonctionnent par mots-clefs : au lieu de privilégier l'étude précise et fouillée d'un sujet, la conception amène à dévier totalement de sa recherche. D'un autre côté sont ignorés certains points fondamentaux dans la navigation hypertextuelle : la pensée transversale est loin de caractériser ce produit !

L'interface du *Dictionnaire de géopolitique* est rébarbative et complexe, des fonctionnalités prévues, comme la possibilité de gloser – écrire en marge – sont inexistantes et les cartes, en noir et blanc, sont illisibles. Ce CD-ROM n'apporte pas grand-chose de plus que le livre, beaucoup moins cher.

RÉPUTÉ pour le sérieux et la fiabilité des informations, *L'Année stratégique (3)* fait le point sur les principaux événements politiques, diplomatiques et militaires. Le contenu est supervisé par Pascal Boniface, de l'Institut des relations internationales et stratégiques (IRIS). Le CD-ROM (4) s'appuie sur ses travaux, enrichis de nombreux autres éléments. L'interface agréable propose un tour d'horizon de l'année stratégique par des experts, pour la plupart de l'IRIS. Une partie spéciale passe en revue les armées de 170 pays : des indicateurs de militarisation pour chacun d'eux sont également fournis.

Ce CD-ROM, contrairement au précédent, ne se satisfait pas de calquer le papier, mais profite du multimédia pour étoffer les informations. La navigation est aisée et une option du menu principal permet d'accéder à travers des images vidéo à des experts donnant leur vision des événements-clefs. La conception est extrêmement didactique et plus de 400 notes de lecture, ainsi que des tableaux et analyses, en font un outil de référence. La totalité des « bulletins de l'étranger » du *Monde* permettent d'aller encore plus loin dans la recherche. Sans toujours échapper aux travers des autres CD-ROM – éléments superflus et tapageurs –, *l'Année stratégique* constitue un travail sérieux et d'une grande utilité.

ANA NEVES,

rédactrice en chef de *Planète Internet*

(1) *Dictionnaire de géopolitique*, CD-ROM PC (version Mac en novembre), édité par Flammarion, 750 F (matériel requis : minimum 4 mégaoctets (MO) de mémoire vive, carte VGA, Windows 3.1 et versions suivantes).

(2) *Dictionnaire de géopolitique*, sous la direction d'Yves Lacoste, Flammarion, Paris, 1993.

(3) *L'Année stratégique 1995*, sous la direction de Pascal Boniface, Dunod, Paris, 1995.

(4) *L'Année stratégique 1995*, CD-ROM PC et Mac, édité par InfoTronique, 420 F (matériel requis : le même que pour le précédent et système 7.0 ou ultérieur pour Mac).

DANS LES REVUES...

□ **RELATIONS INTERNATIONALES ET STRATÉGIQUES.** Au sommaire, deux dossiers : l'un consacré au rôle des grandes puissances dans le conflit yougoslave, l'autre sur la crise mexicaine. **(N° 19, automne 1995, trimestriel, 90 F. – IRIS, Université Paris-Nord, avenue Jean-Baptiste-Clément, 93430 Villetaneuse.)**

□ **WORLD POLICY JOURNAL.** La droite américaine à nouveau tentée par l'isolationnisme ; les États-Unis et Cuba ; l'extrême droite autrichienne. **(Vol. XII, n° 3, automne 1995, 7,50 dollars. – World Policy Institute, 65 Fifth Avenue, New York, NY 10003, États-Unis.)**

□ **LE COURRIER DE L'UNESCO.** Cinquante ans après, à quoi servent les Nations unies ? Réflexions sur les réformes (Maurice Bertrand), l'absence de doctrine du développement (Christian Comeliau), etc. **(Octobre 1995, mensuel, 22 F. – 31, rue François-Bonvin, 75732 Paris Cedex 15.)**

□ **POUVOIRS.** Les juges, thème de cette livraison qui traite du recrutement, de la liberté, de la légitimité et de la vie quotidienne des juges. **(N° 74, troisième trimestre 1995, 95 F. – Altek Data, 55, route de Longjumeau, 91388 Chilly-Mazarin.)**

□ **LES IDÉES EN MOUVEMENT.** Un dossier « Perdre le Sud, c'est perdre le Nord », avec une contribution de Claude Julien et une mise au point sur l'histoire et l'actualité de la laïcité. **(N° 32, octobre 1995, mensuel, 10 F. – 3, rue Récamier, 75341 Paris Cedex 07.)**

□ **ESPRIT.** Un ensemble d'analyses sur le thème des prison ; inflation carcérale et dérive pénale, pour une nouvelle intelligence de la peine. **(N° 10, octobre 1995, mensuel, 80 F. – 212, rue Saint-Martin, 75003 Paris.)**

□ **ÉTUDES.** Intéressante étude sur « L'invention de l'Australien » et sa spécificité nouvelle dans le Pacifique, et un très bel essai intitulé « De la limite » : quelles limites pour l'homme et la société ? **(Octobre 1995, mensuel, 55 F. – 14, rue d'Assas, 75006 Paris.)**

□ **ACTUEL MARX.** L'impérialisme aujourd'hui. Nouvelles dimensions du phénomène, nouvelles formes de dépendance financière des pays sous-développés. **(N° 18, second semestre 1995, 170 F. – 14, avenue du Bois-de-l'Épine, 91003 Évry Cedex.)**

□ **DOLLARS AND SENSE.** Tout entier consacré au syndicalisme américain, ce numéro fait le point des forces et des idées en présence dans une AFL-CIO dont les effectifs remontent et qui vient d'élire une nouvelle direction. **(N° 201, septembre-octobre 1995, 3,95 dollars. – One Summer Street, Somerville, MA 02143, États-Unis.)**

□ **EXTRA !** La pensée unique des commentateurs américains ; les médias et le débat sur la préférence raciale ; vingt raisons de ne pas faire confiance aux éditoriaux du *Wall Street Journal.* **(Septembre-octobre 1995, bimestriel, 3,50 dollars. – 130 West 25th Street, New York, NY 10001, États-Unis.)**

□ **THE BAFFLER.** Le dernier numéro de cette revue, publiée à Chicago, est consacré à une critique des discours futuristes, notamment ceux de la droite américaine, sur « La ville à l'âge de l'information ». **(N° 7, juin 1995, trimestriel, 5 dollars. – PO Box 378293, Chicago, IL 60637, États-Unis.)**

□ **FRENCH POLITICS AND SOCIETY.** Les premiers pas de la politique européenne de M. Jacques Chirac et le bilan de la présidence française de l'Union européenne ; résurgence de la pensée écologique en France ; hommage à Marie-France Toinet. **(Vol. XIII, n° 3, été 1995, trimestriel, 7 dollars. Harvard University, 27 Kirkland Street, Cambridge, MA 02138, États-Unis.)**

□ **NEW LEFT REVIEW.** Un programme radical pour le Royaume-Uni ; ce qui distingue les mouvements ouvriers dans l'Europe du XXe siècle ; le militantisme jacobin, instrument de la modernisation et de la démocratisation du capitalisme. **(N° 212, juillet-août 1995, bimestriel, 4,50 livres. – 120-126 Lavender Avenue, Mitcham, Surrey CR4 3HP, Royaume-Uni.)**

□ **SEPTENTRION.** Dans la revue de culture néerlandaise, une carte très précieuse sur les neuf (!) statuts linguistiques en Belgique et aux Pays-Bas. **(N° 3, septembre 1995, Murissonstraat 260, B-8931 Rekkem, Belgique.)**

□ **REGARDS SUR L'ÉCONOMIE ALLEMANDE.** Un dossier sur les entreprises allemandes, leurs contraintes externes et leurs reconfigurations internes. **(N° 23, octobre 1995, cinq numéros par an ; abonnement annuel : 1 200 F. – Cirac, 97, quai Anatole-France, 93200 Levallois-Perret.)**

□ **COURRIER DES PAYS DE L'EST.** Au sommaire, notamment, la renaissance des Bourses de Budapest, Prague et Varsovie ; la naissance du secteur privé en URSS (1986-1991) ; la privatisation en Russie, bilan général et étude de l'industrie pétrolière. **(N° 400, juin 1995, mensuel, 70 F. – La Documentation française, Paris.)**

□ **DIAGONALES EST-OUEST.** Le principal dossier fait le point sur l'Arménie, grâce à des entretiens et reportages réalisés sur place. **(N° 35, septembre 1995, mensuel, 30 F. – 8, rue Fernand-Rey, 69001 Lyon.)**

□ **LIMES EUROPÆ.** Le numéro de lancement de cette revue bilingue (en français et en slovaque) traite de « L'histoire, l'historisme, l'historicisme ». **(N° 0, 1995, trimestriel. – Fondation Perspektivy, Institut français, Palais Kutscherfeld, Sedlarska 7, 812 83 Bratislava.)**

□ **ETHNOLOGIE FRANÇAISE.** Sur le thème « Constructions d'une nation », une douzaine d'approches de l'anthropologie et de l'ethnologie de la Roumanie. **(1995-3, juillet-septembre 1995, vol. XXV, trimestriel, 120 F. – Armand Colin, BP 22, 41354 Vineuil Cedex.)**

□ **MONDE ARABE MAGHREB-MACHREK.** Un dossier sur l'Algérie : la politique américaine ; l'économie ; les politiques de l'eau ; la recherche d'une sortie de crise. **(N° 149, juillet 1995, trimestriel, 70 F. – La Documentation française, Paris.)**

□ **PALESTINE.** Un ensemble sur Jérusalem : un sondage sur la démocratie et les Palestiniens. Alain Joxe s'interroge : « La Palestine est-elle un bantoustan ? » **(Supplément au n° 49 de *Pour la Palestine*, prix non indiqué. – BP 184, 75160 Paris Cedex 04.)**

□ **CAUSES COMMUNES.** Le journal de la Cimade s'interroge : « Palestine : à quand la paix ? » **(N° 4, 20 septembre 1995, bimestriel, 20 F. – 176, rue de Grenelle, 75007 Paris.)**

□ **LE SERPENT À PLUMES.** De magnifiques textes de grands écrivains du Maghreb et du Machrek, et une contribution de Juan Goytisolo intitulée « Les ascètes du désert ». **(N° 29, automne 1995, trimestriel, 80 F. – 3, rue du Vieux-Colombier, 75006 Paris.)**

□ **QUANTARA.** Le très beau magazine de l'Institut du monde arabe consacre l'essentiel de sa livraison à « Monde arabe, monde musulman : les territoires de l'appartenance », avec des contributions de Henri Laurens, Ghassan Salamé, Hélé Béji, etc. **(N° 17, octobre 1995, trimestriel, 30 F. – 1, rue des Fossés-Saint-Bernard, 75236 Paris Cedex 05.)**

□ **PEUPLES EN MARCHE.** Le défi de l'emploi dans les villes d'Afrique de l'Ouest. **(N° 109, octobre 1995, mensuel, 17 F. – 10, rue Lanterne, 69001 Lyon.)**

□ **AUJOURD'HUI L'AFRIQUE.** L'Afrique sous le poids des armes et de la dette ; un double dossier. **(N° 57, septembre 1995, trimestriel, 40 F. – 35, rue Gaston-Lauriau, 93100 Montreuil.)**

□ **AFRIQUE CONTEMPORAINE.** Le constitution de zones de libre-échange : les rapports entre les pays nordiques et la zone sub saharienne. **(N° 175, troisième trimestre 1995, 70 F. – La Documentation française, Paris.)**

□ **IMAZIGHEN-ASS-A.** La revue culturelle de l'association Tamazgha se penche sur l'ethnocide menée contre les Berbères du Mali ainsi que sur « L'inéluctable reconnaissance de la langue berbère en Algérie ». **(N° 2-3, mars 1995. – 2, rue de Lille, 75007 Paris.)**

□ **PROBLÈMES D'AMÉRIQUE LATINE.** Sous le titre « Socio-économie de la drogue dans les pays andins », une analyse d'ensemble éclairée par des articles spécifiques sur la Colombie, la Bolivie et le Pérou. **(N° 18, nouvelle série, juillet-septembre 1995, trimestriel, 70 F. – La Documentation française, Paris.)**

□ **SOCIAL COMPASS.** Un important dossier (en français ou en anglais) consacré aux religions au Vietnam : bouddhisme, mouvements messianiques, croyances dans un peuple minoritaire, catholicisme et vie familiale. **(Septembre 1995, trimestriel ; abonnement : 88 £. – 6, Bonhill Street, Londres EC2A 4PU.)**

□ **FORCES.** Un numéro consacré à la sécurité alimentaire dans le monde : les futurs grands enjeux, les problèmes de l'eau, des forêts, de la biodiversité. **(N° 110, trimestriel, 6,25 dollars canadiens. – 500, rue Sherbrook Ouest, Montréal, Québec H3A 3C6.)**

□ **LA LETTRE DE REPORTERS SANS FRONTIÈRES.** À l'occasion de son dixième anniversaire, l'association relance sa campagne pour la libération des journalistes emprisonnés à travers le monde. Avec des articles sur les atteintes à la liberté de la presse au Pakistan, en Turquie, au Pérou, en Angola, au Niger, en Russie et à Cuba. **(N° 73, octobre 1995, mensuel : abonnement un an : 200 F. – RSF, 5, rue Geoffroy-Marie, 75009 Paris.)**

□ **LE TEMPS STRATÉGIQUE.** Un dossier spécial sur la « télé-dissolution » : la fin des grandes chaînes TV, la banalisation des médias, les technologies numériques, la publicité hyper-pointue, l'évacuation des événements, etc. **(N° 66, octobre 1995, bimestriel, 95 F. – Rue de l'Arquebuse, 10, 1204 Genève, Confédération helvétique.)**

□ **LA PETITE REVUE DE L'INDISCIPLINE.** Cette publication tient les promesses de son titre dans sa dernière livraison, consacrée au pouvoir publicitaire. **(N° 17, automne 1995, trimestriel, 20 F pour quatre numéros. – Christian Moncel, BP 1066, 69202 Lyon Cedex 01.)**

□ **RAISON PRÉSENTE.** Les actes du colloque « Justice et droits », organisé par *Raison présente* et l'Union rationaliste, ainsi qu'une étude d'Alain Bihr sur le Front national en Alsace. **(N° 116, quatrième trimestre 1995, 80 F. – 14, rue de l'École-Polytechnique, 75005 Paris.)**

□ **ALTERNATIVES NON VIOLENTES.** Un numéro consacré à la peine de mort dans le monde contemporain. **(N° 96, automne 1995, trimestriel, 52 F. – BP 27, 13122 Ventabren.)**

Une version « étendue » de ce sommaire des revues est disponible sur Internet. Adresse : http://www.ina.fr/CP/MondeDiplo

BIOMÉDECINE ET SOCIÉTÉ

Éthique n'est pas technique

Par JACQUES TESTART *

CRÉÉ il y a vingt-cinq ans par un biologiste américain, le terme « bioéthique » évoquait alors l'ensemble des problèmes d'éthique concernant le monde vivant. Il y a dix ans, le professeur Jean Bernard définissait encore la bioéthique comme l'étude des *« rapports entre l'âme et l'environnement »*, ce qui aurait dû amener le Comité national d'éthique qu'il présidait à se préoccuper aussi bien des essais nucléaires dans le Pacifique que de l'inexorable progrès du chômage... Mais, déjà, la bioéthique avait concentré son attention sur la médecine, parce que les technologies biomédicales occupaient la scène, grâce au rythme effréné de leurs propositions et à leur impact sur la réalité comme sur l'imaginaire.

Dès ce moment, la bioéthique délaissait les « rapports de l'âme avec l'environnement » pour se focaliser sur ceux de la biomédecine avec *la société. Et ses points de confrontation* avec le progrès convergeaient surtout vers les nouvelles technologies d'assistance médicale à la procréation (AMP), évocatrices des mystères du sexe, de la vie et de la mort. Alors, les débats d'éthique occupant presse et colloques portaient sur des questions vite familières, et sur lesquelles chacun avait compétence pour produire un avis pourvu qu'on lui expose les enjeux de la technique. Ces questions étaient exprimées sous forme d'interrogations comme si elles devaient rester ouvertes au jugement du plus grand nombre : Que faire des embryons congelés ? Et si la mère porteuse refuse de rendre l'enfant ? Des enfants à deux pères ou à deux mères ? Peut-on trier dans l'œuf l'humanité future ?... Ainsi titraient les journaux, excitant la fascination pour le possible et l'angoisse devant l'inconnu.

Très récemment, ce questionnement sur les rapports de la biomédecine avec la société a évolué puisqu'il vient de se concentrer sur les rapports entre les experts eux-mêmes, autrement dit sur les rapports d'experts. En effet, la scène bioéthique presque entière se trouve occupée par les questions sur la technoscience : l'injection d'un spermatozoïde dans l'ovocyte (Intracytoplasmic Sperm Injection, ou ICSI) est-elle dangereuse ? Les enfants seront-ils normaux ? Qu'en est-il si le spermatozoïde est remplacé par un spermatide (1) ?

Quand le débat est confisqué

DEVANT ces questions, l'éthicien professionnel se retrouve aussi démuni que le citoyen ordinaire. Le boulanger, l'institutrice ou l'industriel pouvaient dire quels espoirs, quelles angoisses, leur suggérait l'intrusion des pratiques de l'AMP dans la société ; mais aucun ne sait que penser de l'ICSI, sauf à reproduire le point de vue exprimé par tel expert et qui ne doit son succès qu'à l'éloquence de l'avocat ou aux moyens médiatiques mis en œuvre. S'agit-il encore de bioéthique quand le débat est confisqué par de supposés sachants, et qu'il n'apparaît au vulgaire que par la représentation de son spectacle ?

Ce changement de nature des problèmes dits « éthiques » est évident : procréer par ICSI avec un spermatide plutôt qu'avec un spermatozoïde relève d'une variation technique, mais le but reste de transformer en père un homme « stérile » ; en revanche, recourir à l'une ou l'autre de ces cellules plutôt qu'à un don de sperme peut permettre à un homme de procréer avec ses propres germes et non par ceux d'un donneur, et cela relève d'une différence éthique. Les hommes stériles ne s'y trompent pas. Mais le récent « débat » masque l'essentiel : aucun jugement ne mérite l'appellation « éthique » s'il néglige le sens des actes et prétend privilégier leur supposée fiabilité sur leur nécessaire humanité, s'il nie l'émotion, ce *« lien entre les choses qui n'ont pas de lien »* (Paul Valéry).

* Biologiste, directeur de recherche à l'Institut national de la santé et de la recherche médicale, Paris.



YE XIN
« Le Penseur »
(1995)

Quand la revue *Nature* titre un article « L'injection de spermatides fertilise le débat éthique » (2), elle soutient la démonstration, faite ici, d'une réduction de l'éthique à la technique. Car y a-t-il « débat éthique » si on substitue au spermatozoïde une autre cellule, de même origine et de même potentiel mais encore dépourvue de quelques attributs dont une queue qui la fait courir ? Les seuls débats que devrait introduire cette technique sont au nombre de deux : la réduction de l'activité des banques de sperme est-elle souhaitable ? L'éventualité de faire naître des enfants atteints par la même affection que leur père (stérilité) est-elle recevable ? Si les contradicteurs n'abordent pas ces questions véritablement d'éthique, c'est que la réponse à la première ne pourrait être que positive et que la seconde ramène au terrain délicat de l'eugénisme.

Le déplacement du jugement moral, depuis l'incidence sociale de la technique jusqu'à la chose technique elle-même, n'est pas un événement isolé. Ainsi la loi de bioéthique de juillet 1994 définit la structure compétente pour autoriser la recherche sur l'embryon comme étant un comité techno-administratif (Commission nationale de médecine et biologie de la reproduction) plutôt qu'un comité d'éthique. C'est dire que les recherches ne pourront être évaluées que selon leurs aspects de scientificité, de faisabilité, de santé publique, mais absolument pas selon les conséquences qu'on peut en attendre sur la vie des hommes, leur subjectivité, leurs liens à l'altérité, leur bien-être. On peut prévoir, par exemple, que des travaux pour sélectionner les meilleurs des embryons, parmi ceux produits dans les éprouvettes, auront un impact non seulement sur les caractéristiques des familles impliquées mais aussi sur les projets procréatifs de tout humain et même sur la définition de l'homme normal (3). Faire mine de l'ignorer, c'est s'installer dans un schéma réducteur où l'offre de la technique n'est plus qu'une offre technique.

On peut aussi évoquer ces avis du Comité national d'éthique où les rappels à la prudence sont tempérés par l'espérance d'une échappatoire quand il est dit que telle restriction pourrait être révisée *« en fonction de l'évolution des connaissances ou des techniques »*. Comme si le pouvoir d'agir était capable de transformer le sens de l'action, comme si la morale devait dépendre des capacités à faire. Un tel discours soumet la critique éthique au jugement scientifique et technique, posé comme la seule façon sérieuse de résoudre un problème.

« Tout ce qui n'est pas scientifique n'est pas éthique », avait lancé en 1990 Jean Bernard pour signifier que les ambitions médicales ne devaient jamais faire l'économie de la rigueur. Mais cette formule annonçait aussi les limites du champ éthique puisque s'en trouvaient exclus l'émotion, le désir ou la douleur par exemple. La formule était retournée deux ans plus tard par M. Alain Pompidou qui proclamait : *« Tout ce qui est éthique est nécessairement scientifique »*, soulignant la nature forcément rationnelle du bien. D'où il ressort qu'il suffit de se référer correctement à la technoscience pour faire œuvre éthique.

En fait, l'absorption de l'éthique dans la technique avait eu un précédent au moment de la création des banques de sperme, au début des années 70. Pour contrecarrer les dérives mercantiles de l'insémination sauvage, on inventa le don « anonyme et gratuit », qualités qui ne pouvaient s'épanouir que dans un environnement technique adéquat. Ainsi justifié, le concept de banque de sperme venait avaliser le principe du don, sans analyse sérieuse de l'impact de cet acte pour les parents et leur enfant ; même si cette pratique, par le fait de son institutionnalisation, devait vite obéir à de nombreuses exigences secondaires (sélection médicale du donneur, appariement eugénique donneur-receveuse, anonymat irréversible du donneur, etc.). Dans cette situation, la rationalité d'une technique d'inspiration vétérinaire a emporté l'adhésion en court-circuitant le jugement éthique. La lecture d'écrits déjà anciens du biologiste moraliste Jean Rostand (4) montre bien la perception originelle de l'éthique, alors dénommée « morale », et à quel point la réflexion sur la science a été confisquée.

La période récente a rendu indispensable la justification publique des nouvelles pratiques biomédicales quand elles sont susceptibles de compromettre la dignité ou les droits des personnes, y compris ceux des générations futures. Mais il est aisé de déplacer le débat vers une confrontation d'experts plutôt que de l'aborder au fond. Ainsi, dans un autre domaine, a-t-on vu récemment dévier les enjeux politiques des essais atomiques français pour concentrer l'attention du public vers un éventuel danger local et immédiat dont certains experts avaient beau jeu de contester la probabilité. Et la confrontation de ceux-ci avec des experts d'avis contraire, en occupant le terrain, privait les citoyens de leur droit à choisir, pour cause d'incompétence. Car nul, sauf les techniciens, n'est capable d'évaluer le risque technologique. En revanche, toute personne peut avoir une réflexion sur les conséquences sociales et humaines d'un acte, politique ou technique.

Une vocation de service

LA composition des comités d'éthique révèle l'usurpation officielle du choix démocratique par les acteurs du progrès technique. Dans l'Hexagone, le Comité consultatif national d'éthique (CCNE) est dominé par deux personnalités scientifiques, leaders dans les deux domaines éthiquement les plus sensibles : la neurobiologie et la génétique moléculaire. Au niveau de la communauté européenne s'épanouissent, souvent pour de brèves missions, des comités pluridisciplinaires à vocation éthique où les experts sont agissants. Même quand la direction de ces structures revient à une personnalité non scientifique (Mme Noëlle Lenoir, membre du Conseil constitutionnel français, est présidente du Groupe des conseillers pour l'éthique des biotechnologies, comme du Comité international de bioéthique de l'Unesco), les experts y sont nombreux et influents.

Le choix de placer les experts en effectif déterminant au sein des comités a deux effets pervers. Outre que les acteurs de la technoscience se trouvent en position de juge et de partie, il est impossible que chaque comité détienne en son sein les experts les plus compétents pour analyser chaque problème. Une solution de bon sens aurait été que les comités d'éthique, composés de personnalités non impliquées dans les développements technoscientifiques, fassent comparaître à chaque fois les experts adéquats afin qu'ils instruisent le comité... et se retirent au moment de la décision. Si cette solution a été négligée, ce n'est pas seulement pour que soient mieux défendus les intérêts de certains groupes de pression. C'est aussi parce que les citoyens s'accoutument à subir la technoscience, dont la vocation est de les servir.

(1) Le spermatide est la cellule sexuelle mâle dont dérive le spermatozoïde qui est doté d'une queue lui permettant le déplacement vers l'ovule et sa pénétration. Une qualité devenue inutile si on injecte le gamète masculin au-dedans du féminin.

(2) *Nature*, nº 377, 28 septembre 1995.

(3) *Cf.* Jacques Testart, *Le Désir du gène*, Flammarion, coll. « Champs », Paris, 1994.

(4) Jacques Testart, *Des grenouilles et des hommes. Conversations avec Jean Rostand*, Stock, Paris, 1995.

Dans ce numéro :

Le Monde diplomatique du mois d'octobre 1995
a été tiré à 235 000 exemplaires
Il a été interdit de vente en Arabie saoudite

هكذا من الأصل

LIVRE DU MOIS

PACIFIQUE

TAHITI APRÈS LA BOMBE. Quel avenir pour la Polynésie ? – Sous la direction de Jean Chesneaux

★ **L'Harmattan, Paris, 1995, 186 pages, 110 F.**

Après la bombe... Le titre s'imposait, un des auteurs le souligne, tant l'installation du Centre d'expérimentation du Pacifique aura, pour la Polynésie française, provoqué un choc aussi fort que l'ouverture de l'ère coloniale. Outre Jean Chesneaux, Gilles Blanchet, Jean-Jo Scemla et François Ravault entendent présenter *« une réflexion démocratique »* à partir de dossiers et d'expériences sur le terrain, livrent au lecteur une masse précieuse d'informations sur la société polynésienne (qui peut être européenne ou chinoise) et esquissent des propositions dans la lignée de ce qu'Ignacy Sachs appelle l'*« écodéveloppement »*. Comment passer de la *« dépendance durable »* qu'a comme ossifiée le Centre atomique à un nouveau type de relations entre acteurs locaux, et entre le territoire et la métropole ? La réponse serait faible et sans grand avenir si elle se laissait corseter dans l'analyse réduite aux considérations économiques.

J. D.

DÉFENSE

PRODUCTION D'ARMEMENT. Mutation du système français. – Jean-Paul Hébert

★ **La Documentation française, Paris, 1995, 221 pages, 120 F.**

Le système de production d'armement français – marqué par l'importance du rôle de l'État et par l'existence d'un noyau dur de firmes spécialisées dans le secteur militaire – connaît depuis la fin des années 80 une mutation importante, dont les conséquences ne se comptent pas seulement en termes de perte d'emplois et de fermeture de sites de production. Jean-Paul Hébert, au terme d'une étude rigoureuse, analyse la remise en cause de l'équilibre qui s'était instauré entre l'État, les fabricants d'armes, les militaires et les salariés de ce secteur, rupture marquée par la transformation des marchés d'armement depuis la fin de la guerre froide et la dérive des prix des matériels d'armements issue d'une forme de surenchère technologique. Cette *« véritable implosion »*, comme la caractérise l'auteur, entraîne une perte de contrôle de l'État et donne une place prépondérante à la logique économique, au détriment de l'action politique.

PATRICE BOUVERET.

ÉCONOMIE

L'ÉCONOMIE DÉVOILÉE. – Sous la direction de Serge Latouche

★ **Autrement, coll. « Mutations », Paris, 1995, 200 pages, 110 F.**

Dévoilée, l'économie ? Le contenu de cette série d'études (Denis Clerc, Alain Caillé, Gerald Berthoud, etc.) va au-delà du titre. Ce *« voyage au centre de l'économie »*, qui permet d'en explorer *« les frontières »*, se clôt par une *« sortie »* hors de l'économie. Textes informés et incisifs sur une « science » qui finit par se prendre pour la Science et – au nom de cet alibi – par vouloir tout régenter, c'est-à-dire imposer son ordre idéologique marchand. René Passet avait déjà beaucoup dit à ce sujet. Il est bon de le redire car *« il faut décoloniser notre imaginaire pour changer vraiment le monde »* (Serge Latouche). Une révolution mentale pour *« desserrer l'étreinte de la nécessité économique sur l'existence sociale concrète des individus »*.

J. D.

ARROGANT CAPITAL : Washington, Wall Street and the Frustration of American Politics. – Kevin Phillips

★ **Little Brown, Boston, 1994, 231 pages, 22,95 dollars.**

Les ouvrages se réclamant du populisme se multiplient aux États-Unis. Le plus souvent, ils dénoncent à la fois le creusement des inégalités sociales par la globalisation de l'économie et les revendications culturelles progressistes en matière d'égalité raciale et sexuelle. Kevin Phillips, comme d'autres républicains dégoûtés de leur parti, trop associé au festin des privilégiés, souhaiterait que l'exigence de justice sociale coïncide désormais avec celle d'un retour aux valeurs puritaines traditionnelles.

« Forteresse des lobbies » ; nid de vipères dispendieuses et permissives ; capitale d'un pays en déclin économique et culturel : le portrait de Washington et de la politique américaine est sans nuance. Pourtant, ce qui frappe le plus dans ce livre, c'est la cohérence presque stalinienne de sa construction intellectuelle : dès lors que l'auteur a établi la liste – passablement hétéroclite – de ses ennemis (le spéculateur, l'avocat, la féministe, l'homosexuel, l'artiste, le militant noir...), il se croit habilité à leur prêter une sensibilité et des intérêts communs. Et il n'autorise plus guère que le prolétariat et la classe moyenne blancs à partager son ressentiment à l'encontre des élites. Car, malgré sa radicalisation l'auteur reste bien l'homme qui, en 1969, célébrait pour le compte de Richard Nixon la *« majorité silencieuse »* blanche avide *« de loi et d'ordre. »*

S. H.

LES BLANCHISSEURS. – Jeffrey Robinson

★ **Presses de la Cité, Paris, 1995, 357 pages, 120 F.**

Ce tour du monde des 100 à 300 milliards de dollars d'argent sale recyclé chaque année est d'abord l'occasion de raconter fort plaisamment quelques-unes des plus récentes grosses affaires mondiales de trafic, en particulier de drogue. Il permet aussi, et c'est son principal intérêt, d'exposer très prosaïquement, mais non sans humour, les multiples mécanismes du blanchiment et la parfaite complicité du réseau bancaire international, des plus honorables maisons de la City de Londres à la dernière boîte aux lettres « off-shore » des îles Caïman, pour capter la meilleure part de l'inépuisable manne. Sachant que tous agissent sous la tutelle de gouvernements et d'organisations internationales peu empressés à bouleverser une profession – blanchisseur – qui, comme le remarquait le banquier de la Mafia et du Vatican, Michele Sindona, avant d'avaler un *capuccino* au cyanure, jette *« un pont au-dessus de l'abîme qui sépare la pègre du reste de la société »*.

C. de B.

CONJONCTURE 96. – Claude Albagli (sous la direction de)

★ **Éditions Bréal et *Les Échos*, Paris, 1995, 1 024 pages, 198 F.**

Chacun tirera profit de ce livre à la fois très maniable et agrémenté de nombreux tableaux. Il y a là une somme impressionnante de données sur les marchés mondiaux (agricoles et miniers, industriels, de service), puis sur chaque pays du monde (informations économiques générales, état détaillé du commerce extérieur, indicateurs par secteurs d'activité, principales entreprises).

CORPORATE GOVERNANCE IN TRANSITIONAL ECONOMIES. Insider control and the role of banks. – Masahiko Aoki et Hyung-Ki Kim (sous la direction de)

★ **Economic Development Institute, Banque mondiale, Washington D. C., 1995, 467 pages.**

Un groupe d'experts de la Banque mondiale reconnaît que *« l'optimisme naïf selon lequel la transition vers une économie de marché pourrait être aisément opérée grâce à la privatisation des entreprises d'État »* relève de *« la croyance théologique »* et est à la fois *« irréaliste »* et *« simpliste »*. Après avoir pourtant fait de ces notions la pierre angulaire de son action, et cela pendant des décennies, la Banque mondiale admet ainsi que les conditions de base de la création d'une économie de marché n'existent pas dans les pays anciennement communistes, Chine comprise.

Ces économistes sont au contraire persuadés que les gestionnaires et autres gens informés imposent leur contrôle sur les anciennes firmes d'État dont ils deviennent les nouveaux propriétaires. Ils présentent des solutions alternatives mais se montrent très pessimistes sur l'avenir de la concurrence. Un livre important où il est montré que l'échec de l'économie de « marché » est aussi grave que celui du communisme.

GABRIEL KOLKO.

COMMUNICATION

LES CONQUÉRANTS DU CYBERMONDE. – Dominique Nora

★ **Calmann-Lévy, Paris, 1995, 442 pages, 140 F.**

« La révolution de l'information promet d'être au XXI[e] siècle ce que la révolution industrielle fut au XIX[e] », affirme Dominique Nora dans cet ouvrage destiné aux profanes qui sentent bien toute l'importance du phénomène mais restent, interloqués, aux portes du cybermonde. Ecrit à partir d'anecdotes, d'enquêtes et de reportages mettant en scène des personnalités immergées dans la sphère nouvelle, l'ouvrage analyse les projets d'autoroutes de l'information (dont Internet), fait le point sur le multimédias, explique le fonctionnement des CD-ROM, de la télévision numérique ou de la réalité virtuelle.

L'auteur identifie également les principales firmes mondiales qui se livrent aux grandes manœuvres technologico-économiques en cours. *« Les changements potentiels apportés par cette nouvelle ère*, conclut l'auteur, *sont si profonds, ils posent des questions si fondamentales sur l'organisation de nos sociétés, qu'il était important d'en esquisser une analyse documentée, en évitant le travers de l'apologie béate et de l'hostilité frileuse. »*

N. D.

IDÉES

LA VITESSE DE LIBÉRATION. – Paul Virilio

★ **Galilée, Paris, 1995, 184 pages, 139 F.**

La « vitesse de libération » est celle qui libère de la pesanteur terrestre, celle qui permet de propulser un engin dans l'espace, soit 28 000 kilomètres par heure. C'est cette vitesse, dit Virilio, qui nous permet de *« tomber en haut »*.

Paul Virilio est l'un des penseurs français les plus singuliers, les plus originaux et les plus stimulants. Il a fait, tout au long d'une œuvre qui compte une quinzaine d'ouvrages, du concept de vitesse un paramètre central pour comprendre notre temps. Dans ce livre bref et saisissant, recueil de neuf grands articles, l'auteur s'interroge sur le « grand accident central » qui menace un monde désormais écartelé par le « temps réel », l'« écologie grise » et le « cybersexe ». Il médite sur l'actuelle *« déception philosophique où s'estompe, avec l'idée de nature du siècle des Lumières, l'idée de réel au siècle de la vitesse de la lumière »*.

N. D.

« FERHAT ABBAS. UNE UTOPIE ALGÉRIENNE »

L'histoire vécue, et non rêvée

MANIFESTEMENT, ce livre (1) vient à son heure, celle des bilans, des doutes, des retours en arrière. Trop tôt, peut-être, tant sont grandes les difficultés attachées à tout travail sur l'histoire récente de l'Algérie. Tous deux professionnels de l'« histoire immédiate », les auteurs semblent avoir hésité entre deux points de vue : celui des « occasions manquées », qui consiste à réécrire l'histoire telle qu'elle ne s'est pas faite ; l'autre, qui aurait traqué une pensée et des gestes pour éclairer de l'intérieur l'histoire telle qu'elle s'est faite. Les conduites extrêmement sinueuses de Ferhat Abbas en politique rendaient tout choix coûteux.

Coûteux, mais peut-être pas impossible. N'est-ce pas, en effet, l'écart entre sa pensée et ses actes publics qu'il importait justement de donner à voir ? Bien qu'il ait été (aussi) un homme d'éloquence et d'action, Ferhat Abbas (né en 1899, mort en 1985) domine la scène politique algérienne en tant qu'homme de textes. Chemin faisant, à travers l'évocation du moment politique (Le jeune Algérien, l'élu, le député, le président du gouvernement provisoire de la République algérienne, ses œuvres sont présentées, souvent commentées – mais sans qu'une véritable autonomie analytique leur soit offerte.

Là surgit une autre difficulté : pharmacien, élu, homme de presse, Ferhat Abbas aura été durant sa vie – et souvent d'un même geste – un porteur véhément de la revendication assimilationniste, un ami des ulémas réformistes proches de Ben Badis farouchement opposés à l'assimilation, un anti-antisémite, un proche des communistes algériens mais antibolchevique, un non-violent rallié à la lutte armée du FLN – et un partisan du maintien de la communauté européenne dans l'Algérie indépendante. Comment dégager l'unité d'une pensée à travers ce parcours, y compris conceptuel, qui toute sa vie le fera qualifier d'opportuniste ?

PEUT-ÊTRE la plus riche des trois grandes figures de l'Algérie du XX[e] siècle – avec Abdelhamid Ben Badis et Messali Hadj –, Ferhat Abbas est-il, comme ses deux rivaux, un homme de doctrine ? C'est ce qu'affirment les auteurs, dès le premier chapitre, en présentant les thèses du jeune Algérien (1931) – un fil dont la cohérence aurait pu être mieux mise en lumière. Anticolonialiste dès le départ et héritier des idéaux de 1789, il partage avec Ben Badis et Messali Hadj une reconnaissance inconditionnelle de l'islam comme valeur ultime. Mais il est aussi l'homme du pluralisme, proche des Algériens de confession juive lors des pogroms de 1934 comme sous Vichy, réitérant jusqu'en 1960 des appels à la communauté européenne – et également celui de la paysannerie algérienne, dont il était issu.

Or, par la conjonction de ces deux exigences en apparence contradictoires, il est profondément original. Mais en même temps charnellement algérien, dépositaire d'une histoire vécue, et non rêvée, comme celle des réformistes. Il est peut-être difficile de faire de tout cela une doctrine, mais non une utopie. La sienne ? Ne rien renier du passé, mais aussi ne pas exposer les plus démunis aux risques d'une nouvelle guerre de conquête. C'est par exemple, le sens de son *Testament politique* de 1946, inédit jusque récemment. Quant aux mille détours de son action politicienne, sans doute nous instruisent-ils et sur sa personne (sa capacité à se faire estimer, voire aimer, des plus dissemblables) et sur la culture politique algérienne (l'idée qu'on peut s'allier à n'importe qui, même au diable, si l'enjeu en vaut la peine).

Les mises en garde successives de Ferhat Abbas, dont aucune ne fut entendue, nous donnent évidemment à penser, à propos du présent et des risques incalculables (au sens strict) de la « guerre totale ». Ferhat Abbas se serait-il assis à la table des accords de Rome ? Il n'aurait probablement pas résisté à cette dernière chance de la conciliation... Qu'on y prenne garde, pourtant : si les idées ne mènent pas, seules, le monde – Marx nous l'a enseigné –, les affrontements sociaux sont toujours en définitive des luttes d'idées. On s'en aperçoit en général trop tard.

FANNY COLONNA.

(1) Benjamin Stora et Zakya Daoud, *Ferhat Abbas. Une utopie algérienne*. Denoël, coll. « L'aventure coloniale de la France », Paris, 1995, 429 pages, 149 F.

HISTOIRE

L'ART ET LA GUERRE. Les artistes confrontés à la seconde guerre mondiale. – Lionel Richard

★ **Flammarion, Paris, 1995, 336 pages, 295 F.**

Impressionnant d'érudition, ce livre dresse le bilan inédit de la guerre des écoles à laquelle se livrèrent les protagonistes du second conflit mondial. Lionel Richard rappelle, d'abord, les tendances artistiques en 1918, après le succès de la révolution bolchevique. Partout, en Europe, art et société débattent, se confrontent. L'auteur montre comment, dès le triomphe du fascisme en Italie, en 1923, les luttes idéologiques traversent radicalement le monde de l'art, en particulier celui de la peinture. La guerre d'Espagne (1936-1939) *« est ressentie dans les milieux intellectuels antifascistes comme l'irruption d'un mal risquant de plonger le monde dans un chaos de barbarie »*. L'affrontement se radicalise entre artistes modernes, traités de *« dégénérés »* par les fascistes, et artistes néoclassiques, adeptes de l'art pompier.

Les nazis vont pousser cette opposition à l'extrême, persécutant tout particulièrement les peintres d'origine juive, instaurant une censure de fer pour promouvoir l'« art allemand ». Lionel Richard révèle le fonctionnement des réseaux nazis chargés de constituer un fabuleux butin de guerre ; il rappelle le comportement des artistes français lors de l'Occupation et de ceux qui furent tentés par la collaboration. Illustré à profusion, complété de repères chronologiques et biographiques, cet ouvrage splendide se lit d'un trait.

NANCY DOLHEM.

« ENTRE NATION ET DJIHAD »

Une tension permanente

CET ouvrage (1) est le résultat de vingt années de travail minutieux sur le nationalisme algérien (Étoile nord-africaine-PPA). La substance de ses onze chapitres est en effet tirée d'autant de publications de l'auteur entre 1985 et 1992, avec une introduction et une conclusion substantielles au cœur des problématiques présentes.

Le titre, *Entre nation et djihad*, le signifie clairement : Omar Carlier propose moins ici une approche chronologique qu'une analyse de la tension permanente à laquelle a été et demeure soumise l'évolution sociopolitique algérienne, tiraillée entre tendances rédemptrices et tendances bureaucratiques du nationalisme, les unes et les autres aussi imprégnées de populisme.

La première qualité de ce livre, c'est assurément d'apporter une grande bouffée d'authenticité qui réjouira les lecteurs fatigués de discours de propagande. La narration restitue parfois en quelques traits une situation ou une évolution « comme si vous y étiez », tandis que l'analyse sociologique les éclaire pas à pas.

S'y ajoute la capacité à mettre en perspective les matériaux patiemment rassemblés, agencés pour une réflexion qui ne prétend pas trancher, mais offre des bases sérieuses pour débattre et prolonger la recherche. C'est, par exemple, le cas avec la comparaison entre la montée du mouvement nationaliste et celle de l'islamisme politique, qui ont donné lieu à tant de spéculations simplistes ou anachroniques. Comme l'a souligné Gilles Kepel lors de la présentation de l'ouvrage en juillet dernier, *« Carlier a soulevé le couvercle de la société algérienne et mis à plat un gigantesque donné social »*.

L'ouvrage est jalonné de synthèses et de raccourcis saisissants par le contenu et la forme, tels ceux qui, en conclusion, amorcent une réponse pertinente à la question : *« S'agit-il d'une deuxième guerre d'Algérie ? »*

Certaines de ces pages, si proches du vécu, croulent parfois sous les formules savantes, quoique jamais dépourvues de sève. On le pardonnera à l'auteur en égard... aux index et notices, et surtout au contenu à la fois dense, rigoureux, chaleureux et compréhensif, qui fera de ce livre une référence précieuse pour les chercheurs comme pour le large public.

SADEK HADJERES.

(1) Omar Carlier, *Entre nation et djihad. Histoire sociale des radicalismes algériens*, Presses de la Fondation nationale des sciences politiques, Paris, 1995, 445 pages, 198 F.

« MOURIR POUR LE ROI DE PRUSSE ? »

L'Europe et sa défense

CONTRIBUER à la renaissance de l'esprit civique et à l'élucidation des problèmes que soulève sa participation à l'organisation de la sécurité européenne, tel est le propos avoué des auteurs de cet essai sur la politique de défense de la France (1). Leur démarche tranche sur les spéculations abstraites où se complaisent trop d'analystes depuis l'effondrement de l'ordre bipolaire. Leur philosophie s'inspire davantage des axiomes du néoréalisme que de l'optimisme historique des tenants du libéralisme institutionnel.

Convaincus que le monde est entré dans une phase de désordre durable, ils ne font qu'une confiance limitée à l'ONU pour relever les nouveaux défis. Selon eux, il s'agit pour la France de faire prévaloir les valeurs de l'État-nation et de la laïcité républicaine, dans le cadre d'une Europe qui aurait accédé au statut de grande puissance et serait en mesure d'apporter sa contribution à l'organisation de la société internationale. Ainsi parviendrait-on peut-être à éviter la balkanisation de la planète, à opposer une résistance efficace aux intérêts transnationaux et à conjurer les risques liés à la décomposition du système communiste.

Ayant opté clairement pour une participation active de la France à la construction européenne, les auteurs en tirent les conséquences logiques au plan de la stratégie militaire et de l'organisation des forces. La métaphore du *« pont de singe »* illustre parfaitement leur philosophie. Il s'agit d'avancer prudemment sur *« le câble tendu des moyens financiers »*, les yeux fixés sur l'objectif d'une *« identité européenne de défense »*, en prenant appui à main droite sur la dissuasion nucléaire et à main gauche sur des forces classiques susceptibles d'être engagées en dehors du système intégré de l'OTAN.

S'agissant du nucléaire, le général Fricaud-Chagnaud plaide en faveur de la dissuasion par constat, dont il précise à quelles conditions elle pourrait être mise en œuvre dans le nouveau contexte diplomatico-stratégique. Il aborde aussi de front les problèmes soulevés par la double affectation – européenne et atlantique – des forces armées déployées sur le continent, n'éludant aucune des questions que soulève l'émergence d'un « pôle ouest-européen » de stabilité et de sécurité.

Certes, on peut douter que l'Europe soit déjà un *« acteur international à part entière »* (p. 46). Force est de constater que la politique étrangère et de sécurité communes (PESC) visée par le traité de Maastricht est encore dans les limbes. De même, il n'est pas évident que l'appareil militaire que les auteurs appellent de leurs vœux soit à même de gérer les crises et d'imposer la paix hors de la zone de l'Atlantique nord. Il n'en reste pas moins que les analyses sous-tendant leurs propositions sont solidement argumentées : les décideurs français seraient bien inspirés de suivre leurs avis lorsqu'il s'agira de définir le format et les missions des forces armées en fonction des exigences d'une défense autonome de l'Europe.

LE général Fricaud-Chagnaud et Jean-Jacques Patry entendent mettre la stratégie de la France en harmonie avec sa diplomatie et se servir de l'Europe comme d'un *« relais d'influence dans les grands arbitrages internationaux face aux puissants rivaux américains et japonais »*. Toutefois, on peut se demander si le titre de l'ouvrage n'évoque pas implicitement un renversement des alliances analogue à celui qui conduisit la monarchie française à se rapprocher de l'Autriche pour faire pièce aux ambitions de Frédéric II. Si telle est l'intention des auteurs, ils doivent s'attendre à la résistance des intellectuels qui, aujourd'hui comme hier, sont plus enclins à encenser le « roi de Prusse » qu'à prononcer *« l'éloge du cardinal de Bernis »*.

JEAN KLEIN.

(1) Charles-Georges Fricaud-Chagnaud et Jean-Jacques Patry, *Mourir pour le roi de Prusse ?* Publisud, Paris, 1994, 191 pages, 158 F.

UNE LIVRAISON DE « MANIÈRE DE VOIR »

Les Nouveaux Maîtres du monde

INFORMÉ, argumenté et stimulant, « Les Nouveaux Maîtres du monde » (1) que nous donne à voir le trimestriel *édité par le Monde diplomatique* est un formidable appel à la lucidité et à l'action. Des groupes capitalistes géants ont concentré un pouvoir financier d'envergure inédite à l'échelle mondiale. Ils ont pu le faire avec le concours zélé des gouvernements convertis au libéralisme d'État, et en maîtrisant par leurs réseaux la révolution technologique et informationnelle. Conjuguant ainsi pouvoir financier et pouvoir de l'information, ils ont « pris en otage » le pouvoir politique. Le poids de cette puissance privée planétaire mine les sociétés humaines.

C'est tout d'abord la « démolition sociale » que dénoncent Walden Bello, Serge Halimi, Jacques Decornoy, Susan George ou encore Michel Beaud. Les capitaux baladeurs imposent un coût de l'argent prohibitif et soumettent toutes les activités à leurs exigences de rentabilité. Alors, les firmes taillent dans les salaires et se soustraient à toutes responsabilités sociales. Le chômage massif et *la flexibilisation du travail empêchent* de plus en plus d'hommes et de femmes d'envisager une vie libre et utile par leur implication dans une activité professionnelle.

C'est ensuite la démolition de l'intervention publique des États. Sommés de déréguler, de supprimer les prélèvements *sur le capital* et de *réduire* la *dépense* publique, ils tentent d'éponger les plaies sociales et augmentent la pression sur les salariés. La « fracture sociale », les divisions et les conflits s'attisent, dans une planète où « l'irresponsabilité illimitée » des opérateurs économiques brise aussi des équilibres écologiques vitaux.

Cette mondialisation est plac*ée sous* la dictature des marchés financiers, expliquent Ignacio Ramonet, René Passet, François Chesnais, Frédéric F. Clairmont. Elle est alors un formidable facteur du dépérissement de la politique, qui angoisse tant les citoyens. Lorsque les populations ne trouvent pas protection du côté de leur État et des institutions internationales, les tentations de replis nationalistes et intégristes se diffusent dans les sociétés. Replis archaïques et barbares alors qu'il faudrait organiser la solidarité des nations.

CE qui frappe dans les textes que nous propose cette livraison du trimestriel *Manière de voir*, ce n'est pas la noirceur mais, parce qu'ils éclairent les réalités, l'incitation au courage et à la résistance, auxquels appellent Claude Julien, Maurice Bertrand, Jean Chesneaux. L'appel à former une conscience commune pour organiser un monde fraternel ne se dissocie pas de l'engagement pour *« désarmer les seigneurs de la guerre »*.

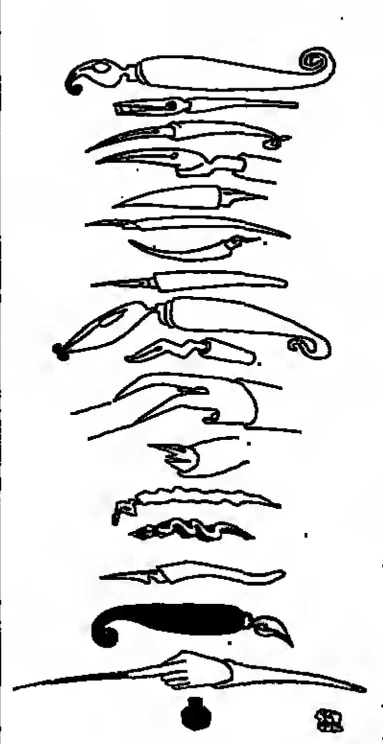
Il s'agit de construire une régulation publique et sociale du système économique mondial qui permette un nouveau type de développement. Il ne s'agit plus seulement, comme pour Keynes, pionnier en son temps, de promouvoir l'investissement public non rentable, mais de développer les capacités humaines sans exclusions pour générer un plein emploi et une pleine activité, en partageant les ressources et en diminuant de façon drastique tous les coûts. Les groupes financiers et les entreprises seront soumis à responsabilités et obliga*tions sociales et publiques*, *impliquant* une rénovation en profondeur de l'économie mixte et une maîtrise des marchés.

De telles mutations appellent un retour de la politique et de l'éthique. Des progrès majeurs de la démocratie dans le sens de la participation et du partage des pouvoirs, et non plus de la délégation, seront capables de donner à l'intervention des États la force qui leur fait aujourd'hui défaut. L'originalité de cette situation est qu'elle implique à la fois de réhabiliter la nation et de l'orienter vers la construction de formes de démocratie transnationale. Reconstruire en France des instruments d'intervention publique, *aujourd'hui minés*, forger *une solidarité* des Européens pour agir ensemble et générer de nouvelles voies de développement : ces deux chantiers doivent être intimement articulés et se conjuguer avec l'intervention indispensable à un troisième niveau : celui des institutions mondiales. Quelles que soient les difficultés, une démocratie interactive, solidaire, et planétaire est en gestation, qui permettra de « sortir de l'impasse libérale ».

PHILIPPE HERZOG,
Député européen,
président de Confrontations.

(1) « Les Nouveaux Maîtres du monde », *Manière de voir*, n° 28, novembre 1995, 100 pages, 42 F. En vente chez tous les marchands de journaux.

COURRIER DES LECTEURS



« Le mal zaïrois »

À propos du « Mal zaïrois », de Didier Mumengi (Le Monde diplomatique, *octobre 1995), M. Bob Zeegers, ayant séjourné à Kinshasa en tant qu'expert des Nations unies, écrit, au sujet de la situation dans les domaines de la santé et de l'éducation* :

Il est bien possible que les chiffres qu'il nous cite soient exacts. Peut-être sont-ils même en dessous de la vérité, mais qui peut vraiment le savoir ? Les statistiques zaïroises sont loin d'être assez fiables pour autoriser de telles déductions. En ville, lorsqu'elles existent, elles sont sujettes à caution ; et en brousse, elles sont inexistantes.

Quant à cette *« affectation présidentielle »*, qui est effectivement l'un des scandales du régime, Didier Mumengi semble croire qu'elle est supérieure à la totalité du budget du pays, ce qui est à l'évidence impossible. Cette fraction du budget, généralement entre 18 % et 20 %, sur laquelle personne n'a le moindre contrôle constitue – avec d'ailleurs pas mal d'autres ressources – la cassette personnelle du maréchal président. Pour l'avoir écrit en son temps, *Le Monde* s'était vu être pratiquement interdit au Zaïre pendant plusieurs mois. Car c'est cette cassette qui a permis au « guide éclairé » d'acquérir les propriétés qu'il possède un peu partout.

« La troublante ascension de l'Opus Dei »

Mlle Florence Arnaud des Lions apporte un démenti aux propos de sa mère rapportés dans un encadré de l'article de François Normand « La troublante ascension de l'Opus Dei » (Le Monde diplomatique, *septembre 1995) :*

(...) La première phrase de cet encadré commence par ces mots que vous placez dans la bouche de maman : *« Ma fille vit un emprisonnement... »* et le seul fait que vous avancez pour prouver cette affirmation est, je vous cite : *« Aujourd'hui Florence est infirmière à Paris. Sa « nouvelle famille » c'est l'Opus Dei. »*

Est-ce vraiment si anormal en 1995, pour une jeune fille de vingt-huit ans, de vivre à Paris en dehors de sa famille et d'y poursuivre une carrière professionnelle ?

Mais avez-vous seulement cherché à savoir si ma vie ressemblait à l'envoûtement que vous décrivez ? Voici donc, maintenant, les quelques précisions que vous ne m'avez pas demandées :

– Je suis venue à Paris à vingt-deux ans pour y poursuivre des études d'infirmière.

– J'habite actuellement dans un appartement (dont je règle le loyer avec mon propre salaire) et non dans un centre de l'œuvre. Je suis tout à fait libre de mes mouvements et de mes goûts. (À titre d'exemple, les différents voyages que j'ai effectués dernièrement, de mon propre chef).

– Dieu m'a fait naître dans une famille que j'aime énormément et que je n'ai jamais reniée. Même s'il existe des incompréhensions, comme dans de nombreuses familles, je la revois régulièrement et n'ai aucune raison d'en chercher une autre ailleurs.

– Comme tout le monde, j'ai sans doute eu des moments difficiles mais dans ceux là, comme dans les autres, l'Opus Dei n'a été là que pour m'aider dans ma vie spirituelle et n'a jamais décidé pour moi (...).

Il y a...

M. Libère, un lecteur assidu du Monde diplomatique *de Perpignan, nous fait parvenir un tract qu'il a rédigé à l'occasion de la grève à laquelle les étudiants de sa ville ont pris part, car, écrit-il,* « je me suis appuyé sur les chiffres de Claude Julien ; il est juste que je vous en envoie un exemplaire ». *Le tract affirme notamment :*

Il y a la précarisation de notre avenir, il y a les nouveaux pauvres de notre présent, il y a le droit de licenciement, il y a le désespoir ou la rage, il y a l'humiliation des travailleurs immigrés, il y a les expulsions et les extraditions, il y a le retour de l'ordre moral, sexiste et religieux, il y a la sélection à l'Université et dans les bureaux d'embauche, il y a la crise des enseignants, il y a la restructuration de la Sécu, il y a que les riches s'enrichissent et que les pauvres s'appauvrissent, il y a les bavures policières, il y a l'esclavage salarial qui nous tend la main, il y a la mainmise du patronat sur les scolarités, il y a la fac Pasqua financée par les fonds publics, il y a les crimes racistes.

Il y a 20 % de Français qui détiennent plus de 68 % du patrimoine national alors que 60 % de nos concitoyens n'en possèdent que 12 %, il y a la fin des études pour le plaisir, il y a Tchernobyl et le trou de la couche d'ozone, il y a le travail qui écrase et le chômage qui fait crever, il y a la multiplication de la mendicité, interdite à Perpignan cet été, il y a la baisse des APL (aides au logement), il y a la droite qui frappe et la gauche qui ment, il y a les syndicats en crise d'identité, il y a la misère d'un salaire en plus d'un salaire de misère, il y a les prisons surpeuplées, il y a le deal pour se loger, il y a l'ennui, il y a l'avenir fermé, il y a la survie moche, il y a qu'il y en a marre !

Colloques et rencontres

• LE RETOUR DE LA GUERRE EN EUROPE EST-IL UNE FATALITÉ ? Dans le cadre de ses initiatives internationales, le Mémorial de Caen organise les 6, 7 et 8 décembre les deuxièmes Rencontres pour la prévention des conflits. *(Christine Dejou, Esplanade Dwight-Eisenhower, BP 6261, 14066 Caen Cedex. – (16) 31-06-06-44.)*

• LES AUTOROUTES DE L'INFORMATION, ENJEUX ET DÉFIS. Ce colloque franco-québécois se tient à Lyon, les 6, 7 et 8 décembre. *(Jean-Paul Ducasse, Institut d'études politiques, 1, rue Raulin, 69007 Lyon. – Tél. : (16) 78-69-70-75.)*

• SCIENCES, DROIT ET ÉTHIQUE EN EUROPE. Dans le cadre du Forum européen de la science et de la technologie, l'association Diderot organise, en coopération avec la Commission européenne, un colloque sur ce thème, les 9 et 10 décembre à Paris. *(Cécile Rol-Tanguy. – Tél. : (1) 43-25-74-40.)*

• PERSPECTIVES DE REPRISE EN AFRIQUE CENTRALE. Pour les évaluer, le Centre français du commerce extérieur a invité, le 12 décembre, des experts économiques de la région. *(Bénédicte de Baillenx, CFCE, 10, avenue d'Iéna, 75783 Paris Cedex 16. – Tél. : (1) 40-73-32-62.)*

• LA FRANCE, LA DISSUASION NUCLÉAIRE ET L'EUROPE. Le 12 décembre à Paris, par l'Institut de relations internationales et stratégiques et le Cercle de réflexion et d'études sur les problèmes internationaux. *(IRIS, université Paris-Nord, avenue Jean-Baptiste-Clément, 93430 Villetaneuse. – Tél. : (1) 49-40-33-36.)*

• ART : TOLÉRANCE ET INTOLÉRANCE. Écrivains, acteurs, peintres et musiciens de renom seront au rendez-vous de l'Unesco, les 15 et 16 décembre à Venise. *(Unesco, 7, place de Fontenoy, 75352 Paris Cedex 07. – Tél. : (1) 45-68-14-31.)*

• L'EX-YOUGOSLAVIE EN EUROPE. A l'initiative d'une vingtaine d'intellectuels, un colloque traitera du tournant intervenu dans le conflit, les 15 et 16 décembre, à Paris. *(Agnès Nordmann, Paul Windley, 144* bis, *boulevard du Montparnasse, 75014 Paris. – Tél. : (1) 45-27-61-25.)*

• GUERRES ET PAIX AU XXIe SIÈCLE. Organisé par la Fondation pour les études de défense, avec le concours de l'IHEDN, de *Futuribles* International et du Centre d'études et de réflexion, les 18 et 19 décembre au siège de l'Unesco. *(Agnès Triebel, 94* bis, *avenue de Suffren, 75015 Paris. – Tél. : (1) 53-69-63-20.)*

• ARTISANS-PRODUCTEURS DU TIERS-MONDE. Dans la perspective de Noël, le Comité catholique contre la faim vous propose un catalogue de 300 cadeaux produits par des artisans du tiers-monde dans le cadre de règles commerciales équitables entre pays riches et pays pauvres. *(CCFD Catalogue Noël 95, 48, avenue de l'Europe, BP 45, 95333 Domont Cedex. – Tél. : (16 1) 39-35-45-45.)*

• JOURNALISTES EN EUROPE recrute dès maintenant les trente journalistes de toutes nationalités qui participeront en 1996-1997 à son programme d'études consacré aux questions européennes. Pour être candidat, trois conditions : être âgé de 25 à 35 ans, avoir au moins quatre ans d'expérience professionnelle et connaître le français ou l'anglais. *(Fondation Journalistes en Europe, 33, rue du Louvre, 75002 Paris. – Tél. : 44-82-20-00.)*

A nos lecteurs

Comme l'ensemble de la presse écrite, *Le Monde diplomatique* est pénalisé par la brutale augmentation du prix du papier (+ 19 % au 1er janvier 1995, + 25 % au 1er juillet 1995 et + 15 % au 1er janvier prochain). C'est en février 1992 que, pour la dernière fois, le prix de vente de notre journal avait été réajusté, alors que l'inflation cumulée depuis cette date a été de plus de 8 %.

Ces deux raisons, ainsi que le souci de demeurer une entreprise saine, nous contraignent donc à modifier notre prix de vente. Dès janvier 1996, *Le Monde diplomatique* coûtera 22 F, et notre trimestriel *Manière de voir*, 45 F. Le prix des abonnements, en revanche, reste inchangé jusqu'en juin 1996 ; une raison supplémentaire pour s'abonner.

L. R.

« Le Monde diplomatique » en espagnol

Une nouvelle édition du *Monde diplomatique* existe désormais en espagnol. Le premier numéro est paru en novembre à Madrid, aux éditions L Press. Elle est dirigée par Antonio Albiñana.

D'un coût de 500 pesetas, *Le Monde diplomatique* en espagnol reprend chaque mois sur trente-deux pages la majorité des articles publiés le même mois en français. Il présente de surcroît des recensions de livres espagnols. Sa diffusion est de 25 000 exemplaires. L'abonnement annuel peut être souscrit pour 5 000 pesetas au siège de l'édition, Plaza Marina Española, 5-2° D, 28013 Madrid. Tél. et fax : 34-1-559 45 89.

Les nouveaux réseaux de la communication

Le Monde diplomatique, la Cité des sciences et de l'industrie, l'Institut national de l'audiovisuel et la Ligue de l'enseignement organisent une journée sur ce thème, le 30 janvier 1996, à la Cité des sciences. Après une démonstration d'Internet et d'autres réseaux, deux tables rondes traiteront des enjeux économiques et démocratiques du cyberespace. Les participants pourront également expérimenter les réseaux sur des ordinateurs installés dans les salles attenantes avec des animateurs. *(Renseignements et inscriptions au Département « Débat, opérations spéciales, publicité ». Cité des sciences et de l'industrie, 30, avenue Corentin-Cariou, 75930 Paris Cedex 19. - Tél. : 40-05-72-99.)*

● **Précision.** – Une erreur s'est glissée dans l'article de Nadia Khoury-Dagher sur le Liban, « Paradoxes d'une renaissance culturelle » (*Le Monde diplomatique*, novembre 1995). Le salaire d'un petit fonctionnaire est de 1 000 F (et non de 100 F), celui d'un ingénieur de 3 000 F.



LE MONDE DIPLOMATIQUE

Fondateur : Hubert BEUVE-MÉRY
Directeur : Ignacio RAMONET
Rédacteur en chef : Alain GRESH
Rédaction : Christian DE BRIE, Bernard CASSEN, Jacques DECORNOY, Serge HALIMI
Secrétariat de rédaction et conception artistique : Solange BRAND
Documentation : Maria IERARDI
Secrétariat : Joseline CAPRON, Monique SALOMÉ

Anciens directeurs :
François HONTI (1954-1972)
Claude JULIEN (1973-1990)

RÉDACTION
15, rue Falguière
75501 PARIS CEDEX 15
Tél. : 40-65-29-16. Télécopie : 40-65-29-77

Publicité : *Le Monde Publicité S.A.*
133, avenue des Champs-Élysées
75409 Paris Cedex 08
Responsable : Natacha HERCEGOVA
Tél. : 44-43-76-25. Télécopie : 44-43-77-30

Le Monde diplomatique est imprimé sur papier recyclé.